



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF No.

★ADAMS

215.2

v. 1



©<sup>th</sup>

5-7

5-10



# LETTRES ET NEGOCIATIONS entre M<sup>r</sup>. JEAN DE WITT,

CONSEILLER PENSIONNAIRE & GARDE  
DES SCEAUX DES PROVINCES DE HOL-  
LANDE ET DE WEST-FRISE.

E T  
MESSIEURS LES PLENIPOTENTIAL-  
RES DES PROVINCES UNIES  
DES PAIS-BAS.

Aux Cours  
DE FRANCE, D'ANGLETERRE,  
DE SUEDE, DE DANEMARC,  
DE POLOGNE &c.

*Depuis l'Année 1652. jusqu'à l'an 1669. inclus.*  
Traduites du Hollandois.

*T O M E P R E M I E R.*

Contenant  
LES NEGOCIATIONS DE  
M<sup>r</sup>. GUILLAUME BOREEL,  
En France, depuis l'an 1653. jusqu'à l'an 1659.



A A M S T E R D A M,  
Chez les JANSSENS-WAESBERGE.

---

M. DCC. XXV.

2<sup>x</sup> ADAMS 215.2

N. 1

# P R E F A C E.

**T**Out ce qui peut contribuer à faire connoître de près les Grands Hommes a un certain mérite plus ou moins grand à proportion, que leurs Actions ont plus ou moins intéressé le Public. Les Mémoires de la Vie d'un grand Prince sont préférables à ceux de son Ministre, & ceux d'un Grand Ministre d'Etat excitent plus la curiosité que ne feroit l'Histoire d'un Magistrat particulier. Ainsi, l'on peut dire, que plus un homme a joué un Rôle éclatant sur le Théâtre de ce Monde, plus le Public témoigne d'envie de pénétrer l'Histoire secrète & les motifs de sa conduite.

Cette vérité appliquée à feu Monsieur JEAN DE WITT, Conseiller Pensionnaire de Hollande, persuade aisément, que les Correspondances qu'il a entretenues en cette qualité avec les Ministres de la République dans les Cours Etrangères, n'intéressent pas moins les Etrangers que les Habitans de cet Etat.

Jamais il n'y a eu de Ministre dans les Sept-Provinces, ni peut-être même

# P R E F A C E.

me dans plusieurs autres Etats, pour & contre lequel on ait plus écrit, des intentions duquel on ait raisonné plus diversement, & dont les Actions ayent été interprétées avec plus de malice; quoi qu'on puisse dire, que jamais personne n'a eu une conduite plus simple, plus unie, plus naturelle, & n'a travaillé plus constamment pour la gloire & la prospérité de sa Patrie.

Je me crois obligé, avec toutes les Personnes d'honneur, de soutenir cette vérité, & c'est ce qui m'a fait prendre la résolution de publier ces Lettres-ci, aussi-tôt quelles sont tombées entre mes mains, puis qu'elles peuvent prouver invinciblement avec quelle assiduité & quelle exactitude Mr. de *Witt* s'est acquité de son laborieux Emploi; & que la gloire & le vrai intérêt de l'Etat ont toujours été son unique & invincible point de vûë, dont ni l'ambition, ni le désir des richesses, ni la crainte de la mort n'ont jamais pû le détourner.

Quoi que ces Lettres fournissent assez de preuves de ce que je viens d'avancer, je suis probablement certain qu'elles ne feront point une égale impression sur tous les Esprits. Les pré-  
jugez,

# P R E F A C E.

juger, les passions différentes, la diversité des intérêts l'emportent assez souvent dans la plûpart des Hommes, & excitent en eux la haine, ou l'amitié, le mépris, ou l'estime, sans qu'ils se donnent la peine d'examiner, si les choses, qui sont les objets de leur jugement, sont haïssables ou estimables. Il suffit pour la plûpart des Hommes, qu'ils en aient ouï parler avec ces modifications. Quelques vrayes que m'aient paru ces Réflexions, que j'ai faites assez souvent, elles n'ont pû me détourner du dessein de publier ces Lettres, parce que je ne desespère pas qu'il ne se trouve des Personnes capables d'en tirer quelque avantage.

Pour les y aider, & sur tout ceux qui ne sont pas fort versez dans notre Histoire, je remarquerai ici, que Mr. Cats ayant obtenu sa Démission de sa Charge de Conseiller Pensionnaire (en 1651.) Mr. de *Heemstede* fut élu en sa place. Celui-ci avoit exercé le même Emploi pendant plusieurs années, quelque tems auparavant, avec beaucoup de réputation; mais il l'avoit quitté pour quelques raisons d'Etat. Cependant, ses grands talens le rendirent nécessaire, & la République lui ayant confié les Né-

# P R E F A C E.

gociations les plus importantes , & sur tout celles de Munster , on peut dire , que sa fermeté & son habileté , dans ces tems difficiles , n'aiderent pas peu à jeter les fondemens de la Liberté dont elle jouit à présent.

Il ne s'agissoit de rien moins que de faire la Paix & de procurer à l'Etat son repos & sa sûreté malgré les oppositions de la France , qui ne cherchoit qu'à entretenir la Guerre entre nous & l'Espagne , afin de profiter de notre affoiblissement pour augmenter sa Puissance. Le Prince d'Orange , qui étoit à la tête des Armées , donnoit assez dans les idées de cette Couronne , parce qu'il jugeoit la Guerre nécessaire pour l'accroissement de son Autorité & l'exécution de ses vastes desseins.

Mr. de *Heemstede* ne jouit pas long tems des glorieux fruits de sa prudence & de la satisfaction qu'un honnête Homme goûte , en s'aquitant de son devoir dans un Poste difficile & dangereux ; il n'y avoit que deux ans qu'il étoit revenu au timon des affaires , lors que la mort l'enleva , aimé & estimé de plusieurs , mais haï & blâmé d'un plus grand nombre.

La situation des affaires & le bien de  
l'Etat

## P R E F A C E.

l'Etat vouloient que l'on ne confiât la Charge de Conseiller Pensionnaire de Hollande qu'à une Personne d'une capacité reconnuë. Le choix tomba unanimement sur Mr. *Jean de Witt*, après qu'il eût exercé cette Charge en Commission pendant quelques mois.

Il trouva l'Etat envelopé dans une Guerre difficile avec l'Angleterre. *Cromwel*, qui, après avoir fait abatre la tête à *Charles I.* son Souverain, sous prétexte de rétablir la liberté de sa Nation, s'étoit emparé du Gouvernement, ne pouvoit voir que d'un œil jaloux l'état florissant où étoit le Commerce de notre République naissante ; outre un certain ressentiment qu'il avoit de ce que nous ne lui avions point donné du secours pour faire la Guerre à son Roi, ce qui l'avoit tellement irrité contre les Provinces-Unies, qu'il ne pût les voir plus long tems jouir de la Paix.

Il commença par troubler leur Commerce & leur Navigation, ce qui donna bien-tôt lieu à une Guerre dans les formes entre les deux Républiques. Les forces Maritimes de l'Angleterre étoient considérables, & le Portugal attaqua les Hollandois avec tant de vi-

# P R E F A C E.

gueur, que ceux-ci furent obligez de se défendre de même; ce qui ne pouvoit manquer de déranger terriblement leurs Finances & leur Commerce; sur tout si l'on considère combien peu de tems ils avoient respiré, depuis la longue & onéreuse Guerre qu'ils avoient soutenüe contre l'Espagne.

Mr. de *Witt* crût qu'il falloit terminer promptement une Guerre si ruineuse; & que, pour y réussir plutôt, il n'y avoit qu'à faire craindre *Cromwel*, qu'on ne renouât, plus étroitement que jamais, l'Alliance de la France avec nôtre République, laquelle avoit été fort altérée par la Paix de *Munster*, conclüe malgré le Cardinal *Mazarin*.

On envoya donc à la Cour de France Mr. *Boreel*, avec le Caractère d'Ambassadeur Ordinaire, pour travailler à apaiser les Esprits, & empêcher au moins que cette Cour prît Parti contre nous. Ce Ministre étoit d'avis, que la République devoit renouveler ses Alliances avec cette Couronne, persuadé qu'il étoit de l'avantage que le Commerce en tireroit, Mr. de *Witt* se servit des dispositions où il trouvoit Mr.



# P R E F A C E.

*Boreel*, pour parvenir à son but. Ainsi, il étoit nécessaire qu'il confirmât ce Ministre dans son sentiment, afin qu'agissant en conséquence dans toute sa Négociation, les Emissaires de *Cromwel* y fussent mieux trompez, & que Leurs Hautes-Puissances obtinssent des conditions d'autant plus avantageuses. La bonne Politique exigeoit du Conseiller-Pensionnaire qu'il se conduisît de cette manière; & quoi que la France fût alors déchirée par des Guerres intestines, *Cromwel* ne pouvoit qu'appréhender sa Puissance. La Majorité du Roi ajoûtoit un nouveau poids à son Autorité, & il étoit vrai-semblable, que quoi que ce Royaume eût souffert, il se remettroit bien-tôt, & que par conséquent son Alliance étoit toujours trop importante.

D'un autre côté la passion que la France avoit toujours eue de pénétrer dans les Pais-Bas, étoit trop dangereuse pour la République, pour ne paroître pas redoutable à un Ministre aussi habile qu'étoit le Grand-Pensionnaire: aussi croyons-nous pouvoir avancer, que jamais il n'a pensé à contracter réellement une étroite Alliance avec cette Couronne. Mr. *Boreel* étoit dans des

## P R E F A C E.

Principes différens , il ne confidéroit pas l'Alliance du côté des suites qu'elle pouvoit avoir dans les Pais-Bas , si nous étions jamais obligez de rompre , en conséquence de cette Alliance , avec le Roi d'Espagne ; & de nous jeter dans une nouvelle Guerre : il ne pensoit qu'aux avantages que l'on pouvoit stipuler en faveur de notre Commerce & de notre Navigation ; & à la gloire qu'il aquéreroit en son particulier , en rétablissant l'ancienne harmonie entre les deux Etats.

Le Conseiller-Pensionnaire vouloit terminer la Guerre avec l'Angleterre ; mais il ne vouloit pas acheter la Paix au prix d'une Alliance avec la France. Ses vuës alloient plus loin que celles de Mr. *Boreel* ; & je crois que l'on pourroit asirmer , sans craindre de se tromper , que , si l'on avoit pû compter sur les Anglois , jamais on n'auroit conclû la Grande-Alliance \* pendant le Ministère de Mr. de *Witt*.

Les soins du Conseiller-Pensionnaire ne furent pas infructueux ; la Guerre fut terminée , mais l'effection des Anglois ne nous fût pas pour cela plus acquise. Deux Etats , qui ont les mêmes inté-

\* De 1662.

## P R E F A C E.

intérêts & qui travaillent sans relâche à donner à leurs Sujets les moyens de l'emporter l'un sur l'autre, ne pouvoient rester long tems Amis, sur tout leurs Vaisseaux étant exposez à se rencontrer souvent, & l'un des deux Etats étant gouverné par un Chef entreprenant & ambitieux, qui s'étoit rendu Maître, par la force, de la vie de son Roi, & de la fortune de ses Conci-toyens, & qui ne pouvoit se maintenir que par les armes dans le Poste où son adresse l'avoit élevé, il étoit obligé de tenir toujours ses troupes en action, & quoi qu'il ne rompît pas ouvertement avec nous, la visite qu'il faisoit faire de tous nos Vaisseaux dans les Mers qu'ils nomment Britanniques, nous convainquoit assez, que, s'il avoit mis bas les armes, il n'avoit renoncé ni à sa jalousie ni à son animosité, & qu'il y avoit peu ou point de fond à faire sur son amitié.

L'intérêt de la République vouloit que, dans cette situation des affaires, elle fit toujours mieux de négocier avec la France, sans néanmoins conclure. Aussi peut-on dire, sans faire tort aux grandes qualitez de Mr. *Boreel* & à son zèle pour sa Patrie, qu'il ne fût em-

## P R E F A C E.

ployé à autre chose, à l'exception de l'occupation que lui donnoient de tems en tems les Plaintes & les affaires des Négocians Hollandois: de là vient que ses Dépêches & celles que le Pensionnaire lui écrivoit ne sont pas fort intéressantes, & que l'on a été tenté de ne les pas donner au Public; car l'on n'auroit jamais osé lui offrir des choses si médiocres, si l'on n'avoit été persuadé qu'on lui doit tout ce qui concerne le moins du monde la personne d'un grand Homme, tel qu'étoit Mr. de *Witt*.

La mort de *Cromwel*, la Paix entre la France & l'Espagne, & le rétablissement de *Charles II.* sur le Trône de ses Pères, changèrent tout le système Politique de la plus grande partie de l'Europe.

Il est vrai qu'après la mort d'*Olivier Cromwel*, son fils *Richard* fut déclaré Protecteur; mais les Créatures du premier, qui s'étoient imaginées se servir de lui pour maintenir le Gouvernement alors établi, se trompèrent dans leurs espérances. En effet, *Richard* n'avoit aucune des grandes qualités nécessaires pour se soutenir dans ce Poste, & *Charles II.* avoit trouvé le moyen de mettre une partie de la Nation dans ses intérêts. En un mot,  
le

# P R E F A C E.

le dernier Acte de la Tragédie étant fini, il y avoit aparence que l'Auto-rité Royale feroit bien-tôt rétablie.

Les Provinces-Unies pouvoient craindre avec raison, que le Roi d'Angleterre, remonté sur le Trône, ne se ressentît de ce qu'Elles ne l'avoient pas secouru davantage pendant ses disgraces; & les diférens intérêts des deux Nations ne pouvoient manquer de lui donner bien-tôt quelque'ocasion de faire éclater ce ressentiment. D'un autre côté, elles avoient à craindre, que la France, après avoir assoupi la discorde qui régnoit au dedans & au dehors, ne s'unît avec l'Angleterre, pour tirer vengeance du tort qu'Elle prétendoit que nous lui avions fait à Munster. Enfin, les Puissans Monarques veulent qu'on recherche leur amitié, & ils considèrent moins les intérêts des autres Princes que leur propre gloire; aussi, quoi que Mr. *Boreel* eût résidé assidûment à la Cour de France, comme Ministre de la République, nos Vaisseaux n'en avoient pas été moins exposez aux pirateries des François, & lorsque Mr. *Boreel* s'en plaignoit, on ne\* manquoit pas

\* 7

de

\* Lettre de Mr. *Boreel* du 19. Novembre & du 7. Décembre 1655. Tomel.

# P R E F A C E.

de lui répondre, que les Traitez entre les deux Etats étoient expirez, & que Leurs HH. PP. ne pouvoient rien prétendre en vertu de ces Traitez, si Elles ne les renouvelloient auparavant.

C'est ainsi que les choses changèrent tout d'un coup de face du côté de la France, & devinrent très-sérieuses; & c'est pourquoi le Conseiller Pensionnaire fit mettre Mr. *Conrard van Beuningen*, Ministre d'une très-grande capacité, au nombre des Ambassadeurs que la République envoya en France, pour féliciter le Roi sur la conclusion de sa Paix avec l'Espagne, & sur son Mariage avec l'Infante. Les amples instructions † qui furent données à ces Ambassadeurs font bien voir qu'on ne les envoyoit pas pour faire un simple Compliment, & que le but principal de cette Ambassade étoit de négocier une étroite Alliance entre la République & cette Couronne.

L'intérêt de l'Etat doit être l'unique règle de toutes les actions d'un habile Ministre. *Cromwel* seul nous avoit donné tant de peine pendant la Guerre qu'il nous avoit fait, que l'on ne pou-  
voit

† Résolution secrète du Mercredi 28. Avril 1660.

## P R E F A C E.

voit considérer que comme très-dangereuse une nouvelle rupture avec l'Angleterre secouruë par la France : Ainsi, plus étroite seroit l'Alliance que l'on vouloit contracter avec cette Couronne, plus on la séparoit d'avec l'Angleterre, qui se donneroit bien de garde de commettre quelque hostilité contre une puissante République, qui auroit un Traité défensif avec la France.

L'instruction citée ci-dessus, les Personnes qui furent employées dans cette Négociation, & ce qui en accrocha la conclusion, tout fait voir, qu'on ne jugeoit pas l'Alliance avec la France d'une nécessité si absoluë, mais que pourtant il falloit y penser murement à cause de la santé chancelante du Roi & du Prince d'Espagne, puis que l'intérêt de l'Etat demandoit, qu'on empêchât la France de reprendre les Armes, puis qu'Elle ne pouvoit le faire qu'à notre préjudice.

Mr. van *Beuningen* n'étoit pas content de ce qu'on ne l'envoyoit que pour négocier, sans l'autoriser à conclure. Cet habile Ministre, qui avoit été dans le secret de tout ce qui s'étoit passé pendant la Guerre avec *Cromwel*, vouloit,

# P R E F A C E.

loit, \* en agissant rondement avec la France, lui faire oublier le mécontentement qu'Elle avoit eu alors, & le ressentiment, qu'Elle témoignoit encore, de ce qui s'étoit passé à Munster. Mais la mort du Prince d'Espagne, qui arriva pendant la Négociation, le fit changer de sentimens, en sorte que même après la naissance d'un autre Infant, cet Ambassadeur † ne pouvoit décider ce qu'il étoit avantageux de faire, ou de ne pas faire.

Les sentimens de Mr. de *Witt* s'accordoient parfaitement avec ceux de Mr. van *Beunningen*; ils \* savoient trop bien quelles prétentions le Roi de France ne manqueroit pas de former, du chef de la Reine, sur la Succession d'Espagne, & particulièrement sur les Pais-Bas Catholiques, pour ne pas examiner très-sérieusement quel parti seroit le meilleur, ou de rompre la Négociation d'une manière honnête, ou de la conclure, dans l'espérance de

\* Lettre de Mr. van *Beunningen* du 28. Janv. 1661.

† Lettre de Mr. van *Beunningen* du 5. Janvier 1662.

\* Lettre de Mr. van *Beunningen* du 2. Fevrier 1662.



## P R E F A C E.

de mettre Leurs HH. PP. en repos du côté de l'Angleterre.

On peut dire, que le Conseiller Pensionnaire prévoyant que la France, attentive à recueillir la Succession d'Espagne, auroit bien-tôt assez d'affaires sur les bras, auroit bien voulu \* que la République n'entrât dans aucun engagement, & attendît ce qu'entreprendroit le Roi d'Angleterre. Les articles, sur lesquels on ne pouvoit convenir avec la France, † étoient entr'autres celui du *Pavillon* & la Garantie expresse du mot *Pêche*, qui fournissoit un prétexte assez plausible de rompre honnêtement la Négociation.

C'est pourquoi les Etats de Hollande résolurent, § que si l'on ne pouvoit obtenir que le mot *Pêche* fût inséré dans la Garantie, on ne concluroit pas le Traité avec la France, & qu'on rapelleroit les Ambassadeurs; ce qui déterminâ le Roi à passer sur cette difficulté; d'autant plus qu'il étoit de son inté-

\* Lettre de Mr. van Beuningen du 9. Février 1662.

† Lettre du Conseiller Pensionnaire du 15. Février 1662.

§ Le 15 Mars 1662.

# P R E F A C E.

intérêt de s'attacher Leurs HH. PP. par un Traité solennel, afin que, s'il ne pouvoit les engager à rompre avec l'Espagne, il les empêchât au moins de se liguier avec d'autres Princés contre ses desseins sur les Pais-Bas.

La France étoit bien informée des démarches que l'Espagne avoit faites depuis la mort du Prince, pour mettre la République dans ses intérêts; c'est\* pourquoi le Roi exigea, après la signature du Traité, que Leurs HH. PP. le considérassent comme leur plus grand Ami & leur plus intime Allié.

Mr. de *Witt* avoit trouvé les propositions de l'Ambassadeur d'Espagne très considérables, † c'est ce qui lui avoit fait tenter de rompre la Négociation avec la France; mais l'Alliance ayant été conclûë, & les Anglois ayant d'abord fait connoître leurs mauvaises dispositions contre la République, en arrêtant nos Vaisseaux ¶ sous diférens prétextes, &c. il jugea qu'il étoit de notre intérêt de cultiver l'amitié de la  
Fran-

\* Lettre de Mr. *Boreel* du 8. Juin 1662.

† Lettre de Mr. *van Beunningen* du 5. Janvier 1662.

¶ Lettre du Conseiller Pensionnaire du 22. & 29. Juin & du 24. Août 1662. Lettre de Mr. *van Beunningen* du 9. Février 1662.

## P R E F A C E.

France & d'observer religieusement les clauses de l'Alliance, afin d'en obtenir du secours contre l'Angleterre, ce que l'on avoit eu principalement en vuë en la concluant.

Le Conseiller-Pensionnaire ne pouvoit absolument point se fier aux Anglois pour les raisons ci-dessus alléguées; d'un autre côté il étoit persuadé, que la France pensoit sérieusement à attaquer les Pais-Bas Catholiques, ainsi il tâchoit de ménager l'Alliance de cette dernière Couronne pour empêcher les Anglois de rompre avec la République, & pour lier les mains à la France par rapport aux Pais-Bas, ou du moins différer pour quelque tems l'exécution de ses desseins. On peut dire que, dans la conjoncture d'alors, c'étoit beaucoup gagner pour la République.

Il n'y avoit point de moyen plus sûr d'y réussir, que de s'insinuer dans la Confiance de la Cour de France, d'entamer une Négociation par le moyen de laquelle il pût pénétrer ses vûes, & d'amuser premièrement l'Ambassadeur d'*Estrades*, & par son moyen, le Roi même, en paroissant dévoué à ses intérêts & en lui faisant espérer de grands avantages.

## P R E F A C E.

Il étoit dangereux de prendre ce Parti ; mais le Pensionnaire, qui sacrifioit tout au bien & à la Gloire de sa Patrie, aima mieux en courir le risque que de négliger une chose qui lui paroissoit un avantage réel pour l'Etat.

Il n'est pas étonnant qu'on ait dépeint Mr. de *Witt* comme Ministre de la France au préjudice de sa Patrie, dans une Histoire publiée depuis peu ; c'est un personnage qu'il paroissoit revêtir dans toutes les affaires où il y alloit de l'intérêt de la République ; mais le Roi de France, qui connoissoit toute son intégrité, s'en est souvent défié ; & ce Prince ne pût se persuader, que le Pensionnaire agît sincèrement dans la Négociation qu'il avoit entamée avec le Ministre de Sa Majesté ; mais Mr. d'*Estrades*, qui véritablement étoit la Duppe, faisoit son possible pour guérir le Roi de cette Méfiance ; de-là vient qu'il se trouve plusieurs passages dans les Lettres de cet Ambassadeur capables de donner une mauvaise idée de Mr. de *Witt* à ceux qui ne connoissent pas le ressort qui le faisoit agir.

En effet, eût-il mérité le nom d'habile Ministre, s'il eût engagé l'Etat  
dans

# P R E F A C E.

dans une Ligue avec l'Espagne, qu'il étoit maître de conclure à tout moment, mais qu'il favoit devoir exciter le dernier ressentiment de la France contre la République, sur tout dans un tems où l'on s'attendoit à voir la Guerre s'allumer avec l'Angleterre.

L'Auteur \* de l'Histoire, dont on vient de parler, ne considère la Négociation pour le partage des Pais-Bas que comme très-sérieuse, & ne nous représente Mr. de *Witt* que comme un homme entièrement dévoué à la France, & Ennemi de l'Espagne, jusqu'à sacrifier les intérêts de l'Etat à sa haine pour cette Couronne, que parce qu'il n'a point lû les Lettres que nous donnons à présent au Public, & qui lui auroient donné assez de lumière pour former, & de cette affaire & de Mr. de *Witt*, un jugement tout opposé.

Cet habile Ministre n'avoit que de trop justes pressentimens de la conduite de la France, & il prévoyoit † bien qu'aussi-tôt que l'Etat seroit entré en Guerre avec l'Angleterre, Sa Majesté

Très-

\* Mr. Basnage.

† Lettre de Mr. de *Witt* du 19. Octobre & du 7. Décembre 1662.

# P R E F A C E.

Très-Chrétienne ne manqueroit point d'échappatoires pour s'exempter de tenir les promesses qu'Elle avoit faites; & si cette Couronne n'avoit pas appréhendé que Leurs Hautes Puissances se fussent jointes à l'Espagne & à d'autres Princes pour barer ses desseins du côté des Pais Bas, ni la fermeté ni la hauteur \* avec laquelle Mr. de *Witt* soutenoit la gloire & les intérêts de la République, n'auroient pû obliger un Monarque, aussi fier & aussi puissant que *Louis XIV.* à échanger les Ratifications de ce Traité; le tems fit voir que Mr. de *Witt* ne s'étoit point trompé. La Guerre commença entre l'Angleterre & la République, † & la France n'oublia rien pour éluder l'exécution du Traité, pendant qu'Elle animoit sous main les deux Etats l'un contre l'autre, afin de trouver, pendant leur démêlé, moins d'oposition dans la Conquête des Pais-Bas.

Il n'y a guère de demande fondée sur quelque Traité à laquelle on ne puisse objecter quelque exception. La France  
en

\* Lettre de Mr. de *Witt* du 15. Février 1663.

† Lettre de Mr. de *Witt* à Mr. *Boreel* du 6. Novembre 1664.

# P R E F A C E.

en trouva de reste pour s'exempter de donner les secours promis, contre l'Angleterre. L'Ambassadeur *Boreel* étoit le mieux intentionné du Monde, mais sa santé toujours infirme avoit beaucoup diminué de la vivacité de son Esprit, en sorte qu'il n'étoit point capable de réfuter les subtilitez dont la Cour de France se servoit alors. C'est pourquoi on envoya en France Mr. van *Beuningen* qui avoit négocié le Traité de 1662. & il fut particulièrement chargé d'en exiger l'exécution, & d'engager le Roi à rompre avec l'Angleterre.

Rien de plus digne d'éloge que la capacité avec laquelle ce Ministre avoit ménagé l'Alliance de 1662.; mais il acquit une nouvelle gloire par la prudence, la promptitude & la force des raisons dont il se servoit constamment dans cette délicate Commission. En effet, s'il avoit été difficile d'obtenir une diminution du Droit de Tonneau, si l'Article du Pavillon avoit paru si délicat, s'il avoit paru impossible d'obtenir la garantie de la Pêche, il n'étoit pas moins difficile d'obtenir du Roi l'observation de ses promesses; il avoit une foule de prétextes pour s'en exempter.

Le différent de l'Angleterre avec la  
Rè-

# P R E F A C E.

République rouloit particulièrement sur Cabo-Corps & sur l'Isle de Pouléron: & les premières hostilités avoient commencé en Afrique. Or le Traité d'Alliance n'obligeoit les Puissances contractantes de part & d'autre, qu'à la conservation mutuelle de leurs Droits réciproques en Europe; & la France ne manquoit pas de se servir des conséquences, qui naissoient naturellement de ces Circonstances, pour répondre aux instantes sollicitations de Mr. van *Beuningen*; on peut voir dans ces Lettres avec quelle justesse ce Ministre y répond dans toutes les occasions.

Mais c'étoit la moindre des difficultés. La France avoit une crainte extrême, que Leurs HH. PP. ne lui fussent contraires dans l'exécution de ses Projets sur les Pais-Bas; crainte qui étoit proportionnée à la passion que le Roi avoit de s'en emparer. Cette affaire étoit alors le grand ressort de toutes les délibérations de la Cour de France, en sorte qu'on vit bien-tôt, qu'on ne pouvoit mieux faire, pour gagner de plus en plus la République, que d'exécuter la Garantie; & ne pouvant l'engager à rompre avec l'Espagne, obtenir du moins qu'elle ne contracteroit  
aucun



# P R E F A C E.

aucun nouvel Engagement avec ce Royaume, pour l'aider à défendre les Pais-Bas contre la France.

Mr. van *Beuningen* n'avoit point d'audience où on ne lui parlât de cette affaire, & Leurs Hautes Puissances eurent tout lieu d'être satisfaites de la conduite de ce Ministre, qui fût si adroitement éviter un engagement aussi dangereux, & qui néanmoins exécuta ce dont elles l'avoient chargé.

Les dificultez qu'il eut à surmonter font assez voir, que la France n'agissoit point sincèrement avec Leurs HH. PP. Il n'y a que l'intérêt qui détermine un grand Prince; & ce n'étoit pas celui du Roi que la République fût en Paix & en bonne intelligence avec les Anglois. C'est pourquoi il travailloit moins à terminer qu'à fomentier cette Guerre; persuadé qu'il étoit, que, pour peu qu'il eut de succès dans les Pais-Bas, ces deux Puissances ne manqueroient pas de s'y opposer; aussi fût-il plutôt spectateur qu'acteur dans les combats qu'elles se livrèrent.

Le Public pourra juger, par cette Correspondance entre Mrs. de *Witt* & van *Beuningen*, si leurs Lettres étoient d'u-

# P R E F A C E.

ne nature à pouvoir être \* communiquées au Comte d'Estrades, & si Mr de Witt † croyoit l'Union avec la France absolument nécessaire pour soutenir son Parti. Peut-être n'est-il pas plus vrai que § Mr. de Witt ne vouloit point de Paix avec l'Angleterre, & ce qu'on ajoûte, que l'on doutoit, si les grands préparatifs qu'on fit en Hollande, pour s'opposer aux Anglois, doivent être attribuez uniquement à la prudence du Conseiller-Pensionnaire, ou à la passion qu'il avoit de triompher de l'Angleterre, dont le Roi & ses Ministres étoient ses Ennemis?

On ne s'amusera point à réfuter ces Passages; il suffit que l'on jette la vûe sur ces Lettres pour être persuadé, que le Conseiller-Pensionnaire ne cherchoit qu'à réconcilier l'Etat avec l'Angleterre; mais qu'en même tems il tâchoit de ménager la Gloire, l'Honneur, & la Sûreté de la République.

Que peut-on donc en conclure, si non que cet Annaliste n'avoit point consulté les Lettres de Mr. de Witt, qu'autrement ce seroit à lui une faute impardon-

\* Annales des Provinces-Unies par Basnage fol. 737. lig. 45.

† Ibid. la même page lig. 51.

§ Ibid. page 802. ligne 10.

# P R E F A C E.

donnable d'avoir ajouté moins de foi aux Lettres que ce Ministre écrivoit à l'un de ses plus affidez Ami, qu'à une *Histoire secrète des Intrigues de la France*, &c. ou à d'autres bruits que le Roi d'Angleterre avoit grand soin de répandre \* pour irriter ici le Peuple, & peut-être même quelques-uns des Membres de la Régence les plus foibles & qui n'étoient pas du secret contre ceux que l'on croyoit Maîtres des affaires, sous prétexte qu'ils ne vouloient point la Paix avec l'Angleterre. Le véritable moyen de gagner le Peuple, c'est d'interpréter mal les actions de ceux qui le gouvernent.

Philippe IV. Roi d'Espagne étoit mort pendant la Guerre d'Angleterre, que la France faisoit durer le plus qu'il lui étoit possible, & lors que le Roi d'Angleterre & Leurs Hautes Puissances, épuisées par plusieurs Combats sur Mer, pensèrent sérieusement à la Paix que les Anglois sur tout souhaitoient avec ardeur, que les Parties intéressées eurent envoyé leurs Ministres à Breda pour la conclure, la France commen-

\*\* 2

ça.

\* Lettre de Mr. de Witt à Mr. van Beuningen du 15. Avril 1666.

## P R E F A C E.

ça une nouvelle Guerre dans les Pais-Bas. L'occasion ne pouvoit être plus favorable, aussi le succès le favorisa-t-il dans le commencement: & si le Pensionnaire n'avoit trouvé le moyen d'arrêter le Progrès par une Négociation très-éblouissante, la France se seroit emparée de tous les Pais-Bas en très-peu de tems.

L'unique but de l'étroite correspondance que ce Ministre entretenoit avec Mr. d'Estrades étoit de diférer, autant qu'il seroit possible, cette Guerre qui devoit avoir tant de suites, & rendre la République plus respectable & plus nécessaire par cette bonne intelligence apparente. C'est ce que prouvent les Lettres que l'on publie. Le Conseiller-Pensionnaire savoit quelles étoient les prétentions de la France sur les Pais-Bas, c'est pourquoi il prévînt dès le commencement, \* que cette Couronne n'observeroit pas religieusement le Traité d'Alliance; † ou que dans l'occasion elle en diférerait l'exécution, & n'y donneroit les mains qu'à des conditions qu'elle prescrirait alors.

Y

\* En l'an 1662.

† Lettre du Conseiller Pensionnaire à Mr. Bozeel du 25. Janvier 1663.

# P R E F A C E.

Y auroit-il eu de la prudence à Mr. de Witt de changer tout d'un coup la conduite qu'il avoit tenuë avec la France pendant la Guerre d'Angleterre ? A peine fut-il certain que la Paix , qui étoit si nécessaire, alloit être conclûë avec l'Angleterre d'une manière avantageuse, qu'il fut d'avis \* avec Mr. van *Beuningen* , qu'il falloit s'oposer aux vûës de la France, se charger de la défense des Pais-Bas & éloigner de nos Frontières ce Prince trop puissant.

La France leur fournit elle-même un prétexte très-favorable de travailler à leurs intérêts sans sa participation, & même à son préjudice; en effet, le Roi étoit entré avec une Armée dans les Pais-Bas contre la parole qu'il avoit donnée de ne pas attaquer ces Provinces sans l'avoir auparavant concerté avec Leurs Hautes Puissances.

Aussi-tôt que la Paix fût conclûë à Breda, le Conseiller-Pensionnaire ne pensa plus qu'aux moyens de conserver les Pais-Bas. Le Chevalier *Temple*, que le Roi d'Angleterre avoit employé dans plusieurs affaires, se trouva en Hollande; il fut rendre visite à Mr. de Witt, qui

\*\* 3

\* Lettre de Mr. van *Beuningen* du 5. & du 8. Juin 1667.

## P R E F A C E.

qui sachant combien il étoit considéré à la Cour d'Angleterre, profita de cette visite pour apprendre de lui quelles étoient les dispositions du Roi son Maître à l'égard des Pais-Bas, & pour lui inspirer l'idée d'une Ligue pour leur conservation.

C'étoit si sérieusement le sentiment de Mr de Witt, que soit que le Chevalier *Temple* en eût donné avis à son Maître, soit que Mr. de Witt en eût informé ce Prince par quelque autre voye, le Chevalier se trouva quelques semaines après cette conversation, autorisé pour négocier & conclure avec l'Etat, par le canal du Conseiller-Pensionnaire, une Ligue pour la défense des Pais-Bas Catholiques contre les Armes de la France.

N'est-il pas bien vrai-semblable que le Pensionnaire pouvoit cette affaire avec toute la vigueur imaginable, puisqu'étant à peine sortis d'une sanglante Guerre, \* elle fut négociée avec tant de succès & de résolution entre Mrs. de Witt & *Temple*, que, contre l'usage de notre Gouvernement, † le

Trai-

\* Lettres du Chevalier *Temple* du 2. Janvier 1668.

† ——— A Milord Arlington le 24. Janvier 1668,

## P R E F A C E.

Traité fut conclû, signé & perfectionné en cinq jours de tems?

Peut-être trouvera-t-on trop de précipitation dans la conduite du Pensionnaire; mais telle étoit son humeur, il renonçoit difficilement à ce qui lui avoit une fois paru avantageux ou nécessaire au bien Public; & il aimoit mieux s'exposer au danger d'être un jour blâmé dans l'Histoire, & de s'attirer la persécution de ses Ennemis, que de manquer, pour quelques formalitez, une chose qu'il jugeoit absolument nécessaire.

La Négociation du Chevalier *Temple* & de Mr. de *Witt* avoit été conclûë après qu'on en avoit informé le Comte de *Dhona* Ambassadeur Extraordinaire de la Suède auprès de Leurs HH. PP. Cette Couronne prenoit part au Projet de s'opposer à la puissance exorbitante de la France, dans la vûë de maintenir les choses sur l'ancien pied dans les Pais-Bas: en sorte que le Comte de *Dhona* ayant demandé que la Suède fût admise dans l'Alliance avec l'Angleterre, on forma aussi la Triple-Alliance, entre les deux Rois & la République.

Comme la Paix avoit été conclûë à

\*\*\*

4

Breda

## P R E F A C E.

Breda sous la Médiation de la Suède, la bienfaisance vouloit que l'on envoyât un Ministre à Stokholm pour remercier Sa Majesté Suédoise. La Triple-Alliance qui survint, & la nécessité de régler les Subsidies avec la Cour de Suède, furent cause que l'on jeta les yeux sur un habile homme, & l'on défera cette Commission à Mr. *Pierre de Groot*, digne Fils du célèbre *Hugo Grotius*, aussi fameux par ses belles qualitez, que par sa mauvaise fortune.

La conclusion de cette Triple-Alliance fit penser la France à faire sa Paix avec l'Espagne. Il est aisé de juger qu'un Roi aussi puissant que l'étoit alors le Roi de France, dans un âge bouillant, & se voyant une nombreuse Armée composée de bonnes Troupes, ne manqua point de regarder ce qui venoit de se passer, comme un outrage dont il devoit tirer vengeance; chacun des trois Etats, dont l'Alliance étoit la cause de ce qui chagrinoit ce Prince, se sentoient trop foibles pour faire tête à la France dans quelque occasion que ce fut; en sorte que l'appréhension où ils étoient, de se voir exposés l'un après l'autre à tout son ressentiment, leur fit oublier pour un tems & leurs



## P R E F A C E.

leurs intérêts oposez, & leur animosité naturelle pour s'accorder à unir toutes leurs forces au cas que la France vint à rompre la Paix, pour maintenir l'Espagne dans la Possession de ces Provinces & pour éloigner de leurs Frontières un Voisin si redoutable.

C'étoit une conjoncture bien difficile pour un Ministre. On savoit le peu de fons qu'il y avoit à faire sur le Ministère d'Angleterre, & sur toutes les mesures que l'on pouvoit prendre avec eux, & l'on ne pouvoit retenir la Suède dans l'Alliance qu'à force d'argent.

On ne veut pas s'étendre ici sur l'étendue des vûes, la sagesse de la conduite, & la justesse des avis de Mr. de *Groot* pendant son Ambassade en Suède. Ses Lettres le disent mieux que je ne le ferois; & quoi qu'elles ne fassent que la plus petite partie de ce Recueil, ce n'en est pas la moindre; mais quoi qu'elles paroissent ici fort déplacées, elles n'en feront pas moins de plaisir au Public, & je ne doute pas que ce même Public ne m'ait obligation de ne l'avoir pas privé plus long tems des Pièces aussi intéressantes & qui viennent d'un aussi grand Homme.

Toutes les Correspondances de Mr.

## P R E F A C E.

de *Witt* avec les Ministres de la République, ont je ne sai quelle liaison entr'elle, qui les rend également recommandables; on y trouve la vérité toute nuë, elle y paroît sans crainte. Lorsqu'on vouloit ne pas découvrir à nos Ministres quelques affaires importantes dans les Cours où ils résidoient, on leur aléguoit toujourns pour excuse, qu'aucune affaire ne pouvoit être tenue secrète ici, parce qu'on étoit obligé d'en donner connoissance à tant de Membres, ce qui empêchoit qu'on pût aller au devant de quelqu'inconvénient, & étoit cause que les mesures qu'on prenoit étant divulguées, devenoient souvent préjudiciables. C'est pour oter tout prétexte à ces sortes d'excuses que ces Correspondances furent établies, & c'est pour cette raison que l'on voit souvent que les Ministres des Princes, à la Cour desquels nous avons nos Ambassadeurs, leurs parloient non comme à des Ministres de la République, mais comme à de simples particuliers, à *Guillaume Boreel*, à *Conrard van Beuningen*, à *Pierre de Groot*, &c.; afin qu'instruits des affaires les plus importantes, non en qualité d'Ambassadeurs, mais

comme

## P R E F A C E.

comme particuliers , ils en donnassent avis, non au Conseiller-Pensionnaire , mais à Jean de Witt , afin qu'il en fît l'usage qu'il trouveroit à propos.

Il est aisé de concevoir, après cela, de qu'elle utilité sont ces Lettres pour tout Homme qui aime l'Etude de l'Histoire , puis qu'avec leur secours il peut pénétrer les véritables motifs des principaux événemens & connoître le caractère des Personnes, qui pendant quinze années de suite ont manié les affaires de la République.

L'idée que nous avons de l'importance de ces Lettres , est cause que nous nous sommes fait un scrupule d'y faire le moindre changement, d'éclaircir les endroits obscurs, ou d'en déchiffrer quelques autres que l'on trouvera écrits en Chifre ; & nous avons crû qu'il valoit mieux nous en tenir à nos Originaux que de hazarder quelque éclaircissement qu'un Lecteur judicieux trouvera mieux que nous.

„ Il nous resteroit à dire quelque chose de cette Traduction , mais il ne nous conviendrait nullement de la louer ; néanmoins nous pouvons assurer le Lecteur qu'elle est aussi fidèle qu'il a été possible, & l'on a sui-

## P R E F A C E.

„ vi l'Original pié à pié: ce n'est pas  
„ dans un Ouvrage comme celui-ci  
„ qu'un stile étudié, fleuri, recher-  
„ ché, est d'usage; on s'est mis à la  
„ place des Auteurs de ces Lettres &  
„ on a tâché d'écrire comme ils au-  
„ roient fait eux-mêmes, afin de ne  
„ point altérer leurs pensées par quel-  
„ que tour d'expression qu'ils auroient  
„ condamné dans des Lettres telles  
„ que celles-ci, ou recherché moins  
„ les mots que les choses. Nous a-  
„ vons donc eu pour le Hollandois le  
„ même scrupule que l'Editeur a eu  
„ pour les Manuscripts: mais nous nous  
„ sommes contenté d'y ajouter une cita-  
„ tion exacte & continuë des Lettres de  
„ Mr. d'*Estrades* & des Résolutions se-  
„ crettes des Etats de Hollande qui y ont  
„ rapport, afin d'épargner au Lecteur  
„ la peine de chercher.

„ Nous donnons ici en quatre Vo-  
„ lumes les Négociations de France &  
„ de Suède. Nous préparons quatr'au-  
„ tres Volumes qui contiendront celles  
„ d'Angleterre, & nous continuerons  
„ ainsi jusqu'à ce que l'on ait toutes  
„ les Lettres de Mr. de *Witt* & des  
„ Ministres qui ont été employez de  
„ son tems dans les Cours Etrangères.

LET-

LETTRES  
DE MESSIEURS  
JEAN DE WITT  
ET  
GUILLAUME BOREEL,  
CONTENANT  
LEURS NEGOCIATIONS  
AVEC LA COUR DE FRANCE,

Depuis le 15. Août 1653, jusqu'au 10. Juillet  
1659. inclusivement.

---

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL,

*A la Haye le 15. Août 1653.*

**M**ONSIEUR;

Les Etats de Hollande & de Westfrise ayant  
jeté les yeux sur moi, quelque peu de capacité  
que j'aye, pour m'employer en qualité de Mi-  
nistre de leur Assemblée, ils m'ont honoré de  
Tom. I. A b

la Charge de Conseiller Pensionnaire , que j'ai acceptée après avoir obtenu de Leurs N. & G. P. quelques jours de délais pour consulter des personnes au jugement desquelles je défère plus volontiers qu'au mien propre. Entre les instructions que Leurs N. & G. P. m'ont données en me revêtant de cet Emploi , Elles m'ont ordonné d'entretenir une correspondance exacte avec les Ministres de la République qui résident dans les Cours Etrangères & sur tout de leur faire tenir les Résolutions qui se prennent ici , & de leur communiquer ce qui se passera dans l'Etat pour autant que je les jugerai nécessaires pour l'exécution des ordres dont ils sont chargez. Je me donne l'honneur de Vous écrire celle-ci pour vous prier d'agréer que je vous écrive de tems en tems ; persuadé que je suis que vous m'honorerez de vôtre part de quelques-unes de vos Lettres , & particulièrement que vous me ferez part de tout ce que vous jugerez être convenable pour entretenir la bonne intelligence entre cet Etat & la France , & pour confirmer & même amplifier l'ancienne Alliance qui est entre cette Couronne & la République , Vous me ferez la grace d'y joindre vos prudentes considérations , sur la manière & les moyens de conduire lesdites affaires. Soyez persuadé que de mon côté je ferai tout ce qui dépendra de moi pour conduire les choses toujours pour le bien public & à la satisfaction de V. E.

Si dans les rencontres qu'il y eut entre nôtre Flote & celle d'Angleterre , premièrement le 8. & ensuite le 10. de ce mois , après la jonction du Vice-Amiral *de Witte* qui étoit sorti du Texel,

Texel, le soir précédent avec 27. Vaisseaux de guerre & 4. Brûlots, le Tout-puissant ne nous avoit pas privé, par un fatal coup de Canon du plus grand homme de Mer qui ait jamais été & qui peut-être fera jamais, nous pourrions dire avec vérité, suivant les avis que nous avons reçus, que nous avons remporté un avantage considérable sur l'Ennemi, puis que nous aprenons que la Flotte Angloise s'est retirée en très-mauvais ordre & a abandonné les côtes de cet Etat qu'elle tenoit comme assiégées & investies, en sorte que nous pouvons dire que nous avons fait lever le siège, & ainsi rempli tous les vœux de l'Etat.

Le Vice-Amiral *Corneille de Witte* est rentré dans le Texel avec plus de 90. Vaisseaux de Guerre dont la plûpart sont très-peu endommagés.

Un Vaisseau a conduit à *Goeree* celui du Vice-Amiral *Jean Evertz* qui avoit perdu ses mâts; celui du Capitaine de *Gorkom* de Zee-lande, qui étoit tout délabré, y a été conduit par un autre moins maltraité,

Le Commandeur de *Ruyter* est arrivé de même à l'embouchure de la Meuse avec le secours d'un autre Vaisseau de Guerre, de sorte qu'en tout il ne nous manque que sept ou huit Vaisseaux, qui à ce qu'on dit, ont été ou brûlés ou coulez à fonds, ainsi il n'en est tombé aucun entre les mains de l'Ennemi.

Vous verrez par la Copie ci-jointe les avis que nous avons de la perte des Anglois.

La plûpart des Vaisseaux de l'Etat ne sont point ou fort peu endommagés, & dans peu de tems ils seront en état de remettre à la voile.

Les Etats de Hollande & de Westfrise ont résolu en reconnoissance des signalez services du défunt Lieutenant Amiral *Tromp* d'heureuse mémoire , de lui faire un honorable Enterrement aux dépens de l'Etat , & que pour en conserver le souvenir à la postérité , on érigerà sur son Tombeau un Mausolée tel que le méritent ses grandes actions. Leurs HH. PP. ont pris une Résolution en conformité. Outre cela Leurs N. & G. P. ont fait faire des Complimens de Condoléance , ainsi que vous voyez par les trois Extraits ci-joints sous le N. 2.

Le 7. & le 8. de ce mois nous avons eu ici à la Haye quelque commencement de tumulte. Plusieurs Enfans se sont atroupez & couverts de papier couleur d'orange avec les armes imprimées de la Maison d'Orange , ils ont formé des espèces de Compagnies qui grossissoient tous les jours , en sorte que Leurs N. & G. P. furent obligées de faire donner ordre à l'Avocat Fiscal *Boy* & à l'Officier de la Haye , par les Conseillers Députés , de dissiper ces Enfans & de prendre contre ces atroupemens les précautions nécessaires. En conformité de cet ordre l'Avocat Fiscal *Boy* chargea quelques-uns de ses Archers de dissiper ces Enfans , mais quelques personnes qui se trouvoient présentes s'y opposèrent , & un entr'autres dit à un Archer , *chien que tu es , si tu touches un de ces Enfans , je te couvrirai la face.* Dès qu'on en eut fait rapport à Leurs N. & G. P. elles ordonnèrent au susdit Avocat Fiscal d'arrêter cette personne qui est un Barbier qui demeure sur la Place près de la Prison , mais on ne pût le trouver. Le susdit Fiscal rencontrant sur son passage une troupe  
de



de ces Enfans dont un sonnoit de la trompette , il la lui arracha lui-même , & la raporta dans la Cour , mais à l'instant même quelque Canaille courut à la maison du Fiscal dont ils cassèrent les vitres. Aussi-tôt que la Régence en fut informée les Conseillers Députez y envoyèrent par ordre de L. N. & G. P. quelques soldats des Gardes , mais comme la populace s'assembloit de plus en plus , on fut obligé d'y en envoyer davantage & même de doubler la Garde : On fit même entrer secrètement toutes les Gardes avec leurs armes dans la Cour ; & l'on donna ordre aux Gardes à cheval qui se trouvoient ici de prendre les armes sur le champ. Enfin la chose fut si loin que l'on fut obligé de commander positivement aux soldats de faire feu sur cette populace atroupée , au cas qu'elle ne se retirât point aussi-tôt qu'on auroit fait de dessus le Perron de l'Hôtel de Ville la publication ci-jointe N. 3. Mais l'arrivée de la Cavalerie fit un si bon effet , que sans verser du sang chacun se retira de devant la maison du Fiscal. Deux ou trois heures après on en retira les troupes & on n'y laissa qu'une modique garde , aussi à la faveur de la nuit les insolences recommencèrent-elles , mais dès qu'on vit revenir les troupes chacun se retira de nouveau , sans avoir fait d'autre tort à la maison du Fiscal que d'en avoir cassé la plupart des vitres , & ces turbulens en se retirant ont commis les mêmes insolences contre d'autres maisons de côté & d'autre en cassant les vitres entr'autres aux logemens des Députez de Dort & d'Amsterdam & à la maison de l'Officier de la Haye ; à celle des Substituts Geesdorp & Poelenburg , & à celle d'un

Bourguemaître & Echevin de cette Ville. Mais par les sages ordres de Leurs N. & G. P. & avec l'aide des Gardes suffisantes placées dans les principaux quartiers & les Patrouilles continuelles tout le tumulte fut apaisé avant 10. heures du soir ; le 8. Leurs N. & G. P. ayant réitéré l'ordre qu'elles avoient donné on arrêta la personne que le Fiscal avoit manquée ; le 7. on a fait venir ici encore six Compagnies pour subvenir aux Gardes qu'on a posées en divers endroits , par ce moyen la tranquillité a été entièrement rétablie ; & l'Officier de la Haye en a arrêté sept ou huit tant hommes que femmes qui ont eu part à ce soulèvement. Hier on a foüetté une femme à qui l'on a donné la marque , & on a aussi donné le foüet à deux jeunes garçons. Il y en a encore quelques-uns en prison , & plusieurs se sont absentez. Je suis , &c.

A Monsieur l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 21. Août 1653.*

MONSIEUR ;

Je vous ai donné avis par la dernière poste de ce qui s'est passé ici de plus considérable. Hier nous avons oui le raport de Mrs. Nieuport & Jongestall arrivez d'Angleterre le même jour , qui nous ont appris que la Régence de ce Pais-là avoit au commencement insisté fortement sur les points Préliminaires de réparation , satisfaction & sûreté qui vous sont connus , & qu'enfin sans s'en désister ils avoient déclaré , qu'ils étoient

étoient disposez à mettre leur sûreté dans la réunion des deux Etats , de manière que pour le bien de tous les deux , ils parussent ne faire qu'un peuple & une République.

Sur cela les Seigneurs Députez de l'Etat leur demandèrent quelque éclaircissement plus particulier de leur intention sur cette déclaration générale , & de leur part déclarèrent que l'Etat seroit toujours porté à faire & conclure une Alliance ou Union pour la défense des deux Nations aussi étroite que pouvoient la contracter deux Etats Souverains qui conservent leur Souveraineté & leur Gouvernement indépendant , & conformément à la nature des deux Régences de leurs Etats & sujets , sur quoi ces Messieurs ayant bien voulu s'expliquer déclarèrent que leur pensée étoit , que les deux Républiques n'en fissent qu'une , que ce Corps ainsi uni ne soit sujet qu'à une seule & même Régence souveraine , qui seroit composée de personnages pris également des deux Nations , ainsi qu'on pourra aisément en convenir ensemble dans la suite ; & que les deux Nations tant les naturels que les étrangers qui y sont habituez jouiroient sans aucune distinction des mêmes privilèges & immunités tant de logements francs , maisons , Cours , Commerces , Ports & Pêche , que de toute autre commodité quelle qu'elle puisse être.

Mrs. les Députez de cet Etat jugeant que cette proposition renfermoit plusieurs absurditez , nouveautez & impossibilités absolues , la refusèrent d'abord verbalement en présence des Sgrs. Députez du Conseil d'Etat , & ensuite dans un Ecrit raisonné qu'ils présentèrent à tout le Conseil. Mais comme le Conseil persistoit

dans sa résolution ou autrement insistoit sur les propositions de satisfaction & de Réparation , Mrs. les Députez de Leurs HH. PP. ont jugé à propos d'envoyer ici deux de leurs Collègues pendant que les deux autres resteroient là pour attendre les derniers ordres de la Régence. C'est ce que vous verrez par la Copie ci-jointe que j'ai jugé à propos de vous envoyer pour vous servir d'une entière information. Leurs N. & G. P. ont ouï ce raport & trouvé bon que le Comité pour les affaires d'Angleterre l'examineroit & donneroit sur cela son avis à l'Assemblée. Je ne manquerai pas de vous informer de la Résolution qui sera prise sur ledit Raport. Vous jugerez facilement par cet échantillon ce que l'on peut attendre des Négociations de cet Etat en Angleterre.

Nous aprenons que dans la Flotte de l'Etat , qui a eu part à la dernière action , il y a plusieurs Vaisseaux que l'on fait monter au nombre de plus de 40. qui sont si peu endommagés qu'ils pourront remettre en mer sans perte de tems ; on est d'intention d'envoyer vers le Sund , ces Vaisseaux qui sont en état avec les deux grands Vaisseaux de Genes & quelques autres qui ont été mis en mer depuis le premier départ de la Flotte , afin de convoier cinq Vaisseaux de retour des Indes avec un grand nombre de Bâtimens qui commercent vers le détroit & qui sont richement chargez. Tous ces Vaisseaux , ainsi que l'on en a reçu avis , informez que la Flotte Angloise bloquoit nos Côtes s'étoient retirez de ce coté-là. Mais outre cela , pour faire connoître à toute la terre que nous avons donné la chasse aux Anglois , Leurs

HH.

HH. PP. en conformité de la Résolution des Etats de Hollande ci-jointe N. 2. ont résolu le même jour que tous les Bâtimens de ce Pais destinés pour la Mer Baltique auront à sortir incessamment de tous les Ports pour mettre à la voile , d'autant plus que nous recevons tous les jours des avis certains que la Flotte Angloise toute délabrée & avec perte de plusieurs Vaisseaux s'est retirée dans ses Ports. Le Vice-Amiral *Jean Evertz* & le Commandeur *de Ruyter* arrivez Dimanche passé du Texel faisant rapport dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. des événemens de cette action , ont déclaré que , suivant le rapport des Capitaines qui y ont été présens , les Anglois y ont perdu au moins vingt de leurs Vaisseaux. Depuis ce tems-là nous n'avons pû recevoir de nouvelles plus certaines de l'Etat de la Flotte Angloise , quoi qu'on ait envoyé plusieurs Barques d'avis à cet effet.

Suivant les avis des Amirautez , l'Etat n'a perdu en tout que treize Vaisseaux ; il y a quelque apparence que l'Ennemi en a pris un , mais les douze autres ont été ou coulez à fond ou brûlez , si l'on en croit les avis que l'on a reçus à cet égard.

On travaille ici sans relâche à remettre au plus tôt en mer une nombreuse Flotte. Quelques uns des Vaisseaux de guerre nouvellement construits à Amsterdam & en Zeelande sont déjà prêts , ceux du quartier du Nord seront aussi en état dans trois ou quatre semaines ; le dernier des cinq , qu'on équipe en Zeelande sera prêt dans trois semaines , suivant les avis de l'Amirauté de cette Province , & les quatre autres sont déjà sur leurs ancres.

Comme tout le Peuple regrette universellement le feu Lieutenant Amiral *Tromp* d'heureuse mémoire , la Régence a donné plusieurs marques de la Douleur qu'elle en ressent ; outre les complimens de Condoléance & la Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise de lui faire un Enterrement honorable & d'élever un magnifique Mausolée sur son Tombeau , ainsi que vous avez pû le voir dans ma dernière dans une délibération postérieure sur le même sujet , il fut proposé de donner au fils aîné du défunt une des Compagnies vacantes , & il y a appareance que cela réussira , d'autant qu'à la première proposition qui en a été faite , tous les Membres y ont consenti à la réserve de Mrs de H.... & de L.... qui déclarèrent avoir des ordres positifs contre la collation des Compagnies vacantes , mais en même tems ils firent espérer d'obtenir pour cet effet le consentement de leurs Supérieurs respectifs , & promirent même d'employer pour cela leurs bons offices priant qu'on différât de quelques jours de prendre une conclusion à cet égard , sans quoi cette affaire auroit déjà été terminée.

Leurs N. & G. P. sont présentement occupés à tout employer pour encourager les Matelots & tous les gens de Mer à la défense de la Patrie , & pour empêcher qu'on ne mette hors du service avec de mauvaises manières ceux qui s'y sont engagez. A cet effet , outre les sages & salutaires moyens qui sont déjà établis , Leurs N. & G. P. ont pris quelques nouvelles Résolutions. Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. de  
WITT.

A Paris le 10. Sept. 1653.

MONSIEUR,

Lors que j'ai reçu vos deux paquets l'un du 15. & l'autre du 22. Août j'étois attaqué de si violentes douleurs qu'il m'étoit impossible de lire & encore plus d'écrire, de sorte que j'ai été obligé d'expédier quelques Lettres à l'Etat sans es signer. Les douleurs & la fièvre continuë n'ont enfin donné quelque relâche, mais la foiblesse où je suis ne me permet pas de m'étendre sur la joye que je ressens de vôtre élévation à la Charge que vous possédez. Je souhaite & prie le Seigneur que ce soit pour le bien de la Patrie, & que vous en recueilliez autant de gloire que de satisfaction. Je n'ai rien reçu de vous depuis les Dépêches du 15. & du 22. du mois passé. Je vous suis très-obligé de vos gracieux offres de service, & je vous prie de croire que je suis, & serai toujours, &c.

Signé,

G. BOREEL

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 25. Sept. 1653.*

MONSIEUR,

Depuis mes deux dernières, l'une du 15. & l'autre du 22. du mois passé, j'ai reçu votre Lettre en date du 10. du courant; je n'aurois pas discontinué la correspondance que je suis obligé d'entretenir avec vous, si j'avois appris par un mot de réponse qu'elle ne vous étoit pas désagréable. J'ai appris par les Lettres signées de Mr. votre Fils, & en dernier lieu par celle que vous m'avez écrite que votre indisposition avoit été la cause de ce délai, j'espère & je prie Dieu qu'avant la réception de celle-ci elle aura fait place à un parfait rétablissement de votre santé, pour l'avantage de notre chère Patrie. Nous attendons avec bien de l'impatience de meilleurs avis sur le progrès des Négociations qui sont sur le tapis dans le Pais où vous êtes, & Leurs N. & G. P. desirant d'y contribuer de tout leur possible, ont résolu dès le 22. du courant d'ôter du douzième Article de vos Instructions ce qu'on a remarqué pouvoir former quelque difficulté.

Mais Mrs. de Z.... s'étant trouvez chargez d'Instructions contraires, sont cause que l'affaire est restée indécise, quoi que toutes les autres Provinces se fussent conformées à l'avis Provincial de H.... & jusqu'à présent ces Mrs. n'ont pas encore reçu de nouvelle instruction.

Je



Je vous ai donné avis ci-devant du tumulte & de la fédition arrivée il y a quelque tems à Enckhuyse. Leurs N. & G. P. avoient été obligées d'y envoyer quelques Députés & d'y faire entrer dix Compagnies de soldats pour y rétablir la tranquillité. Vous verrez par la Résolution de Leurs N. & G. P. du 13. du courant l'heureux succès de cette Députation, & vous remarquerez à quelle condition le jugement de ces crimes a été remis à la Cour Provinciale de Hollande.

On n'a pu encore prendre aucune conclusion sur les points proposez pour engager le Sgr. d'Obdam à se charger du commandement par Mer, à cause des difficultez qu'ont formées quelques Membres, entr'autres ceux de H... de L.... & d'A.... Cependant il a été résolu, ainsi que vous verrez par l'Extrait sous le N. 4. que cela n'empêcheroit pas les Commissaires nommez par Leurs N. & G. P. d'employer leurs bons offices auprès de ce Seigneur. Vous verrez par la Résolution du 22. du courant sous le N. 8. quel en a été le succès.

Outre les 53. Vaisseaux qui ont fait voile depuis peu sous les ordres de *de Witte*, il y en a encore 34. au Texel qui sont presque prêts à lever l'ancre, & l'on pourra y en ajouter quelques-uns de Zeelande & de la Meuze; de tems en tems quelques-uns des Vaisseaux que l'on construit se trouveront en état d'aller joindre les autres, de cette manière la Flotte de l'Etat se trouvera dans peu dans une bonne situation; comme les Lettres tant de là que d'Angleterre ne sont pas encore arrivées par la dernière poste, je finirai celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 2. Octobre 1653.

MONSIEUR,

Je n'ai point reçu de vos nouvelles depuis ma dernière Lettre du 25. du passé. Enfin Mrs. de Z. ... se sont conformez à l'Avis Provincial de Hollande que je vous ai communiqué en dernier lieu & au sentiment des autres Provinces, par raport à la suppression de l'Article XII. de vos dernières instructions, en sorte que vous recevrez sans doute en même tems que celle-ci la Résolution de Leurs HH. PP. sur ce sujet.

Le Sgr. *d'Obdam* ayant accepté le 22. du passé la Charge de Lieutenant-Amiral de Hollande & de West-frise, il est présentement occupé à visiter les Colléges de l'Amirauté résidens dans cette Province-ci pour prendre possession de la place de Président, & des autres prééminences qui apartiennent aux Lieutenans-Amiraux de Hollande & de West-frise, conformément aux Instructions de l'Amirauté. Il se dispose pour se rendre à la première expédition sur Mer, quoi que quelques-uns des Membres de la Généralité ayent déclaré qu'on leur feroit plaisir de ne lui pas conférer le Commandement de la Flotte de l'Union avant qu'ils eussent reçu de leurs Supérieurs des ordres particuliers sur ce sujet. Leurs N. & G. P. ont trouvé à propos de prier le Commandeur de *Ruyter* & le Capitaine *Cruyck* de Schiedam de se rendre sur le

Vais-

Vaisseau monté par le susdit Lieutenant-Amiral afin de lui servir de Conseillers & Assistans.

On n'a encore pris aucune conclusion sur l'Avis Provincial de Hollande touchant les Négociations d'Angleterre , parce que quelques Provinces ont fait quelques réflexions sur le principal , & sur tout Mrs. les Députez de Z.... qui jusqu'à présent n'ont reçu aucun ordre.

Nous aprenons avec plaisir par une Lettre du Vice-Amiral *de Witte* en date du 14. & reçûë hier que ledit jour 14. du passé , il étoit arrivé avec sa Flotte sur les bancs de Jutlandt sans avoir eu aucune fâcheuse rencontre , & sans que l'Ennemi ait fait le moindre mouvement. Mr. *Keyser* marque dans sa Lettre du 20. suivant , qu'on avoit reçu avis de l'arrivée de ladite Flotte , & qu'aussi-tôt les Vaisseaux de retour des Indes avec les autres qui s'étoient joints à eux , devoient partir le lendemain pour joindre ladite Flotte sous le Convoi de 14. gros Vaisseaux Danois , & que le Roi de Dannemark avoit tiré de ses Magazins & même de ses Vaisseaux de Guerre de la poudre , du plomb , & de la mèche dont il avoit pourvû les Bâtimens Hollandois sur lesquels il avoit même mis quelques Matelots.

Le même Mr. *Keyser* donne avis dans cette Lettre , ainsi que Mr. de *Beunningen* dans une autre du 13. du même mois , que Mr. *Piementzel* envoyé du Roi d'Espagne à la Cour de Suède étant parti de Gottembourg , & ayant été 2. ou 3. jours en Mer avoit été contraint par une fente qui s'étoit faite à son Vaisseau , à ce que l'on dit , de retourner sur ses pas , & qu'ayant

qu'ayant débarqué il s'étoit d'abord rendu auprès de la Reine , au lieu d'attendre que son Vaisseau fut radoubé , ou de prendre quelque autre commodité pour s'en retourner ; Sa Majesté étoit alors à Nortkopping , & cet Envoyé dit qu'il a ordre de passer l'Hiver en Suède.

Nous n'avons rien autre chose qui mérite votre attention. Je finis en vous assurant que je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. de  
WITT.

*A Paris le 3. Oct. 1653.*

MONSIEUR,

Par ma dernière du 26. Septembre, j'ai donné avis que l'Amiral de France donne encore des commissions aux Vaisseaux qui vont en course, contre ce qui m'avoit été promis ainsi que je l'ai mandé à Leurs HH. PP. Je voudrois savoir si Leurs HH. PP. ne trouveroient pas à propos de s'en plaindre dans des Lettres écrites exprès au Roi , à la Reine & à Mr. le Cardinal. Car vous devez savoir , Monsieur , que Mr. le Cardinal & le Comte de Brienne non seulement me l'ont promis plusieurs fois de la part du Roi , mais même m'ont engagé à le mander à Leurs HH. PP. c'est ce que l'on peut faire remarquer dans les susdites Lettres , si on le juge à propos , car je puis le prouver.

La République de Venise souhaiteroit fort que Leurs HH. PP. renouvellassent leur corres-  
pon-

pondance avec Elle avec plus d'éclat que par le passé, & qu'à cet effet on rétablit la Résidence des Ambassadeurs de part & d'autre à Venise & à la Haye; Mrs. les Venitiens se flattent que cette correspondance seroit avantageuse aux deux Etats; puis que l'une pourroit avoir l'œil vers le Sud & l'autre vers le Nord sur toutes les entreprises de la France & de l'Espagne qui pourroient être contraires aux Intérêts de l'une des Républiques ou au repos de la Chrétienté; puis que s'il y a quelque Prince ou Etat qui y prenne intérêt, c'est sans doute eux & Leurs HH. PP. qui n'ont d'autre vûe que de conserver leurs Etats dans une Paix tranquille à la faveur de laquelle l'on peut cultiver le Commerce & la Navigation avec avantage. J'ai écrit sur ce sujet à Leurs HH. PP. le 12. Sept. dernier.

Le 19. Septembre je vous ai adressé pour Leurs N. & G. P. les dépêches secrètes que j'envoyois alors à Leurs HH. PP. tout est encore dans la même situation que je le marquois lors. Cette Cour-ci est dans une grande perplexité depuis les dernières ouvertures de la Régence d'Angleterre, il paroît qu'elle apprehende, & c'est à cela que j'attribuë les messages extraordinaires que j'en reçois & les expressions de l'intérêt que cette Couronne & les Seigneurs du Conseil de Sa Majesté prennent aux succès de Leurs HH. PP. mais je ne vois pas dans mes Négociations touchant la nouvelle Alliance que les effets répondent aux paroles. Le XII. Art. du projet de Traité a trouvé beaucoup d'obstacles & a fourni des prétextes de délai. J'apprens que Leurs N. & G. P. avec cinq autres Provinces consentent à la suppression de ce 12. article.

cle , & on m'écrit de Zeelande , que les Etats de cette Province consentent qu'il soit biffé , de forte que j'attens sur cela les ordres de Leurs HH. PP. par la première poste.

Autant que le donnent à entendre les personnes qui sont ici le plus en considération , il n'y auroit pas de grandes difficultez si ce n'étoit l'engagement où la République se trouve avec les Anglois , car si l'on convient avec eux & que la France témoigne être toute disposée à conclure avec Leurs HH. PP. quelques Traitez qui soient ou que l'on pût interpréter en faveur de l'Etat contre les Anglois , la France les offenserait & les Anglois pourroient s'en ressentir ; Elle craint terriblement ces Voisins-là , & ne veut pas les irriter pour avoir sans apui l'Alliance de Leurs HH. PP. l'on est ici plein d'ombre , & l'on s'imagine que ce n'est pas tout de bon que l'on continuë cette Négociation , & qu'on ne l'entretient que pour obtenir de meilleures conditions des Anglois au desavantage de ceux-ci. Ils croient en avoir une bonne preuve en ce qu'ils savent ; ( car ils n'ignorent rien de ce qui se passe dans l'Etat ) que je ne suis pas autorisé pour conclure , achever & signer le futur Traité. Si la Régence trouvoit à propos de lever cette pierre d'achoppement ce seroit le moyen d'établir la confiance. Je suis , &c.

*Signé ,*

G. BOREEL.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

De la Haye le 9. Oct. 1653.

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre du 3. du courant. Vous aurez sans doute appris avant la réception de celle-ci que Leurs HH. PP. ont résolu sur votre première Lettre, par rapport aux Pirateries exercées dans la Méditerranée, outre la voye d'intercession auprès du Roi & de la Cour, les Vaisseaux de Guerre de la République qui navigent dans la Méditerranée ont ordre de résister, je m'en raporte à la Résolution, & si j'avois été lûtôt informé des particularitez que contient votre dernière, avant que cette Résolution eût été prise, je n'aurois pas manqué d'en instruire Leurs HH. PP. & je ne doute pas que les Lettres n'eussent été digérées en conformité.

Nous attendons par toutes les postes avec impatience des nouvelles du progrès des Négociations de ce Pais-là, & j'espère que depuis les derniers ordres de Leurs HH. PP. qui lèvent la difficulté du douzième Article ces Négociations ne trouveront plus d'obstacles.

Le Résident *Brasset* m'a déclaré la semaine passée entr'autres choses, que le Comte de *Brienne* lui avoit écrit qu'il étoit persuadé que si vous vous rendiez en Cour présentement vous n'en partiriez pas sans satisfaction, par rapport ausdites Négociations; ajoutant pour raisons que les humeurs & les inclinations des Ministres n'étoient

toient pas toujours les mêmes , & qu'il y en auroit fans doute présentement qui contribueroient plus les uns que les autres au progrès de ces Négociations : en un mot , qu'on pouvoit être assuré de trouver à présent à la Cour des humeurs & les inclinations le plus favorablement disposées , & qu'il pourroit arriver que ceux , qui auroient pû témoigner le plus de scrupule dans cette affaire , feroient retenus à Paris. Je n'ai pas manqué d'informer de cet avis ceux qui devoient en être instruits , suposant qu'on auroit pû trouver à propos de vous envoyer quelque nouvelle instruction , mais on jugea qu'un court intervalle de tems pouvoit changer toutes ces dispositions , & qu'ainsi il étoit inutile d'y faire attention en sorte que les choses en sont restées-là sans qu'on prit aucune résolution sur cette notification.

Je ne vous parlerai pas ici des affaires d'Angleterre , persuadé que les Députés de Leurs HH. PP. qui sont dans ce Pais vous en informent directement ; je vous dirai seulement que depuis l'arrivée de Mrs. *Nieuport* & *Fongestal* on n'a pris aucune résolution dans la Généralité sur les affaires d'Angleterre , parce que quelques Provinces & particulièrement Mrs. de Z.... se trouvent sans ordres jusqu'à présent.

Dimanche dernier la Régence a reçu des Lettres du Vice-Amiral *Corneille de Witte* datées du 19. du mois passé , par lesquelles il donne avis que tous les Vaisseaux qui sont sous ses ordres se trouvent en bon état aux environs de la pointe du *Schagen* & près de la petite *Holm*.

On a aussi reçu des Lettres de Mr. *Keyser* datées de *Coppenhagen* le 27. & 28. du passé , qui marque que les 5. Vaisseaux de retour des



ndes & un grand nombre d'autres Bâtimens Marchands mettroient à la voile sous l'escorte de 3. ou 14. Vaisseaux de Guerre Danois. Et Mr. le Résident *Charifus* m'a déclaré hier qu'on lui avoit écrit que Mr. *Bielke*, qui doit commander cette Escadre Danoise, avoit ordre non seulement de leur servir de Convoi jusqu'à la Flotte de l'Etat, mais encore s'il le trouvoit à propos, & que le tems le permit, de continuer la route avec ladite Flotte, & qu'on joindroit l'Escadre Danoise huit bons Brûlots pour servir dans l'occasion.

Mr. le *Rybngrave* a donné avis la semaine assée à Leurs HH. PP. qu'un certain Gentilhomme du Pais de Valkenburg au delà de la Meuse, nommé *Snetter*, avoit levé dans les Villages dépendans de l'Empire, un Régiment de Cavalerie pour le Duc de Lorraine; qu'aussitôt qu'il avoit eu 70. ou 80. hommes montez, avoit commencé à vivre avec beaucoup de licence, & en peu de tems ils poussent leur brigandage jusqu'à ne laisser monter ni descendre aucun Vaisseau sur la Meuse, sans les rançonner, aussi bien que les voyageurs qu'ils trouvoient sur le plat-Pais, qu'ils maltraitoient même ordinairement. Ils ont même pillé les postillons qu'ils menacèrent de les tuer, & il n'y a pas un chariot qui ose passer vers le haut-quartier comme Aix & autres Lieux sans un passeport de *Snetter*, encore font-ils souvent exposer à ses pilleries autant qu'à celles de ses gens.

Que cette troupe avoit été piller jusques dans le Pais d'outre-Meuse, où elle traînoit les gens jusques dans des lieux où ils pouvoient aisément s'en

s'en défaire après les avoir dépouillés , ce qui étoit arrivé à plusieurs Bourgeois de la susdite Ville.

Quoi que Mr. le *Rhyngrave* eut souvent écrit audit *Snetter* sur une conduite si irrégulière en le priant & l'avertissant de contenir ses gens & les empêcher d'inquiéter ainsi les sujets de Leurs HH. PP. puis qu'autrement on seroit obligé d'employer d'autres moyens , il persista opiniâtement dans sa manière d'agir , soutenant même que ses gens ne faisoient rien de pire que n'avoient fait d'autres troupes avant eux , & que le Duc de Lorraine le protégeroit. *Snetter* tout rempli de ces grandes idées , ne trouvant plus rien à piller dans les Places dépendantes de l'Empire , a osé passer sur les terres dépendantes de la susdite Ville & de St. Servais , s'imaginant à ce qu'il paroît qu'il les obligerait par force à payer contribution , & que cette manière d'agir lui réussiroit comme il y a deux ans dans le Pais de Valkenbourg ; en sorte que malgré les avis réitérés du *Rhyngrave* , il eut la hardiesse de venir le 29. Septembre loger dans le Village de Mechelen avec toute sa troupe forte de 90. Maîtres. Mr. le *Rhyngrave* en ayant été informé lui dépêcha sur le champ une personne pour lui signifier encore que ce Village dépendoit immédiatement de l'Eglise de St. Servais , le priant de se retirer. Mais bien loin de gagner quelque chose sur cet esprit opiniâtre , on n'en eut qu'une réponse insolente & offensante , au mépris même de l'Etat & de la Garnison de Maastricht ; Ainsi Mr. le *Rhyngrave* jugea à propos de ne plus différer d'employer d'autres moyens conformément aux ordres de

Leurs

Leurs HH. PP. il fit marcher un Détachement de la susdite Garnison sous les ordres du Capitaine d'Auberge , accompagné de quelques Officiers d'une bonne conduite.

Lors que le Détachement fut arrivé sur les lieux , quelques Officiers prirent les devants sans la pensée de parler à Snetter & lui faire voir leurs ordres , mais ils le trouvèrent & ses gens rangez en bataille ; & sans rien écouter s'firent une décharge sur nos gens dont Snetter tua un Cavalier de sa propre main , ce qui irrita tellement les nôtres qu'ils se jettèrent sur les Lorrains , les mirent en fuite & tuèrent leur Colonel , quelques Officiers & 12. ou 14. Cavaliers. De nôtre côté il y eut un Cavalier tué & quelques chevaux tuez & blessez , mais en échange on a ramené dans Mastricht 27. ou 28. chevaux des Lorrains. Leurs HH. PP. ont résolu d'en faire des plaintes au Duc de Lorraine & de le prier qu'à l'avenir il mette de si bons ordres dans ses troupes qu'elles ne commettent plus de pareils desordres. Dieu veuille que cet accident ne cause point de broüilleries lorsque ses Troupes de Lorraine entreront en quartier d'hiver.

Le 2. de ce mois , dix-sept gros Vaisseaux de Guerre ont fait voile du Texel pour aller croiser à l'embouchure de l'Elbe & observer plusieurs Bâtimens Anglois qui ont chargé à Hambourg de la Poudre , du Salpêtre , & autres entrées de contrebande & d'agrès. Il y a encore au Texel environ 20. Vaisseaux de Guerre prêts à mettre à la voile qui partiront au premier jour avec quelques autres qu'on attend de Zélande & de la Meuse ; peut-être ont-ils même

me déjà mis à la voile pour aller joindre la Flotte du Vice-Amiral *de Witte* avec les dix-sept Vaisseaux. qui sont allez croiser. Fasse le Ciel qu'ils reviennent tous en bon état dans la Patrie. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*A Paris le 2. Oct. 1653.*

M O N S I E U R ,

Lors que j'acceptai l'emploi que j'exerce aujourd'hui Messieurs les Etats de Hollande & de Westfrise ont exigé de moi que je leur adressasse immédiatement les avis que j'envoyerais à la Généralité. Jusqu'à présent je n'y ai pas manqué. Mr. C. P. *Cats* étoit chargé d'entretenir correspondance avec moi & de m'informer des affaires qui se passent dans l'Etat & de recevoir les dépêches secrètes sur les affaires de ce Pais, mais ceci n'a eu aucune suite.

Néanmoins depuis ce tems-là il s'est passé plusieurs choses qui demandoient un grand secret, & que j'ai dû écrire seulement à Leurs HH. PP. ou au Président de Semaine des Etats Généraux, afin qu'elles ne devinssent pas publiques. Leurs H. & G. P. ont trouvé à propos & ordonné par une Résolution que quelques Sgrs. de leur Assemblée feroient nommez pour correspondre avec moi sur ce sujet, mais je n'ai encore reçu aucune réponse de ces Messieurs.

Pour

Pour me conformer à ce que vous souhaitez  
à moi & agir avec ordre , je vous prie de  
l'envoyer au plûtôt un extrait des Instructions  
de Leurs N. & G. P. vous ont données , &  
sur lesquelles j'ai ordre de correspondre avec  
vous , ce que je ferai avec d'autant plus de  
soin que le bien de l'Etat s'y trouve intéressé.

Mais je trouve en ceci une chose qui m'in-  
quiète , c'est que ( autant qu'il me paroît ) les  
affaires que je vous communiquerai ne pourront  
être absolument secrètes ; puis que ( comme je  
me l'imagine ) vous en ferez rapport ou dans  
l'Assemblée , ou à quelques-uns de ses Dépu-  
tez , & par cette voie les affaires ne manque-  
ront pas de devenir publiques ; ce qui ne peut  
être autrement , puis que l'Assemblée soit des  
Etats Généraux soit de Leurs N. & G. P. est  
composée de tant de Membres diffformes qui  
ne peuvent obliger d'informer leurs Supérieurs de tout  
ce qui se passe d'important. Si ce que je vous  
écris est exposé à devenir public , je suis obligé  
en faire part aussi à Leurs HH. PP. Mandez-  
moi , je vous prie , ce que vous pensez à cet  
égard , & de quels expédiens je pourrois me  
servir pour rester dans les bornes de mon de-  
voir sans offenser ceux à qui je dois tout. Je  
suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 9. Octobre 1653.*

**M** O N S I E U R ,

Depuis le départ de la mienne du 2. du cou-  
rant , j'ai reçu la vôtre du même date. Pour sa-  
tis-

tisfaire à ce que vous m'en demandez je vous envoie ci-joint sous le N. 1. un Extrait des Instructions que j'ai reçues de Leurs N. & G. par rapport à la correspondance que je dois entretenir avec les Ministres de l'Etat qui résident dans les Cours étrangères ; vous y verrez comment je dois me conformer en cela aux intentions de Leurs N. & G. P. quoi qu'il n'y soit pas dit expressément que je doive communiquer à Leurs N. & G. P. les Lettres que lesdits Ministres m'écrivent, ce que j'ai effectivement fait assez rarement jusqu'à présent, ce pendant vous pouvez juger que lors qu'il s'agit d'affaires sur lesquelles l'Etat doit prendre quelque Résolution, il est assez impossible de ne pas donner connoissance à Leurs N. & G. P. ou à Leurs HH. PP. puis que sans cela les Résolutions nécessaires ne pourroient être exécutées. Néanmoins s'il arrivoit que vous eussiez quelque affaire à me communiquer, qui fût d'une nature que vous jugeassiez qu'elle dût absolument être secrète, en sorte qu'elle ne pourroit être communiquée publiquement sans intéresser le bien de l'Etat ; & si vous aviez quelque peine d'envoyer les Lettres qui contiendroient de telles affaires soit à l'adresse ordinaire, soit sous le Couvert de Mr. le Greffier *Ruyter*, parce qu'elles seroient lûes dans l'Assemblée de leurs HH. PP. je veux bien me charger de tenir secrètes ces sortes d'affaires, & ce pendant de n'en pas moins faire mes efforts pour diriger les délibérations de l'Etat de manière que tout soit pour le bien de l'Etat comme si la chose avoit été communiquée ; ou même je pourrois en donner ouverture soit à l'Assemblée

*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 27*

lée avec la circonspection nécessaire , soit à quelques-uns des Membres en particulier en qui je pourrois me fier , & qui ne seroient pas capables de divulguer de telles affaires, sans cependant leur dire de qui , ni comment j'en suis informé, Enfin je me comporterai en cela suivant les conseils que vous me donnerez , ou suivant ce que je jugerois de plus convenable pour tirer de ces affaires le plus d'avantage qu'il seroit possible avec le moins de danger. Au reste vous pouvez être très-assuré que je ne donnerai jamais anciennes copies des Lettres que vous m'écriviez , dès qu'elles pourroient rendre publiques des choses qui demandent le plus grand secret.

Par rapport à la Commission de Leurs N. & P. qui nommoient quelques Seigneurs pour des correspondances secretes , je dois vous apprendre qu'elle a été supprimée en dernier lieu par la résolution postérieure ; de sorte qu'elle a cessé dès ce moment même. Comme je crois avoir satisfait à ce que vous m'avez demandé dans votre Lettre , je finirai celle-ci en vous jurant que je suis , &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 16. Oct. 1653.*

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 9. Depuis ce tems-là la Poste de France n'est pas arrivée.

B 2

Leurs

Leurs HH, PP. n'ont encore pris aucune résolution sur les affaires d'Angleterre pour les raisons que je vous ai marquées dans mes précédentes, quoi que l'on ait reçu avis d'Angleterre par deux Postes consécutives qu'on remarquoit que le Parlement & le Conseil d'Etat paroissent fort disposez à la Paix.

Comme les Bâtimens Anglois, qui ont chargé à Hambourg de la Poudre & du Salpêtre étoient partis le 2. du courant le jour même que les 17. Vaisseaux de Guerre de l'Etat étoient sortis du Texel pour les surprendre; ces 17 Vaisseaux sont allés joindre directement le Vice-Amiral *Witte Corneille Witte*, suivant les ordres qu'ils en avoient. Leurs HH. PP. ont reçu avis avant-hier que le 12. de ce mois il y avoit encore 15. Vaisseaux de Guerre qui avoient démarré du Texel pour passer l'Embouchure & prendre la même route, ainsi nous attendons tous les jours le retour de ce Vice-Amiral.

Les dernières Lettres de Mr. *Keyser* marquent que le 4. du courant il avoit réglé avec les *Commissaires* du Roi l'acte de Rescision du Traité de Redemption en conformité des derniers ordres de Leurs HH. PP.

Elles marquent aussi que la Flotte Danoise de 14. Vaisseaux de Guerre avoit joint le dernier du mois passé à 10. heures du matin celle du Vice-Amiral *Witte* au Rendez-vous entre Schagen & la petite Holms, avec les sept Vaisseaux de retour des Indes & les autres Bâtimens Marchands; on a aussi avis à Coppenhague que les Vaisseaux qui sont à Bergen sont fourrés de tout & n'attendent que le vent.

Il n'y a aucune nouvelle de Suède sinon qu



Reine doit transporter sa Cour à Gottenbourg à cause des maladies contagieuses qui règnent dans Stokholm.

Les Membres de l'Assemblée des Etats de Hollande & de Westfrise commencent à arriver , mais l'Assemblée ne pourra être com-  
plète que la semaine prochaine : Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire DE  
WITT.

*A Paris le 8. Oct. 1653.*

MONSIEUR,

Je vous remercie de l'agréable communication que vous m'avez faite par le paquet du 2.  
Octobre.

Leurs HH. PP. m'ont envoyé l'acte de la Résolution secrète du 26. Sept. dernier qui n'autorise à ne pas m'arrêter , en negociant le traité avec cette Couronne , à l'article douzième du projet. La plupart de mes Commissaires ne sont point en Ville , les uns sont en Cour , les autres sont absens pour leurs affaires particulières , en sorte que je serai obligé d'attendre leur retour. Mais tant que les Négociations avec Angleterre traîneront , il n'y a pas lieu d'espérer ici les progrès que l'Etat doit en attendre.

On me donne ordre dans la même Résolution du 26. Septembre , que par rapport aux Electeurs de l'Empire je dois prendre rang & séance en cette Cour immédiatement avec &c

après la République de Venise. Cela ne peut réussir que par le moyen des bons amis que la République a ou doit avoir ici en Cour. J'ai souvent proposé à Leurs HH. PP. d'imiter la conduite des autres Rois & Princes pour se concilier ici cette faveur & ces bons amis. C'est dire qu'il faudroit tous les ans faire quelque présent soit en argent, soit en raretez, soit en livres ou en denrées des Indes, aux personnes de la Cour qui ont le plus de credit pour ces sortes d'affaires : car on veut ici de la reconnaissance. Ceux qui ne se conduisent pas ainsi viennent ensuite faire des offres, mais ils n trouvent point d'Amis au besoin, car il ne convient pas à chacun de défendre & maintenir son Rang par la force & *armat à manu*.

Mr. d'*Estrades* m'a fait prier, d'interceder auprès de Leurs N. & G. P. & qu'on lui laissât sa place de Colonel & sa compagnie, en sorte qu'il ne soit point cassé & que sa charge ne soit point donnée à un autre. Sa Personne est fort estimé ici, il a du Crédit, & la Reine & le Cardinal m'ont recommandé ses Interêts ; j'en ai écrit à Mr. de *Hemstede*. Depuis ce tems on lui a conféré un emploi considérable, & c'est une nouvelle raison (sauve correction) de ne le point desobliger, Messieurs les Etats d'Hollande y ont sur tout intérêt pour le bien de leurs sujets & habitans qui font un commerce considérable dans les places du Gouvernement où Mr. d'*Estrades* a tout à dire, comme à la Rochelle, au Bronage, & aux Iles de Ré & d'Oleron. Joint à cela que c'est lui qui commande à présent à Bourdeaux. Vous jugez bien, Monsieur, quelle difference il y a d'avoir pour

Ami-

mi ou pour Ennemi insulté ( ainsi qu'il le prendroit alors ) un homme de ce caractère. C'est pourquoi je me flatte que vous conduirez la chose si prudemment, & que vous la ferez si bien comprendre qu'on ne fera rien qui puisse ensuite avoir besoin d'un remède qui se soit inutile. Nous avons assez d'Ennemis & de mal-intentionnez. Je n'ai aucun intérêt commun avec ceux de Mr. d'Estrades, je n'ai point Bâtimens en Mer & je ne fais aucun commerce, mais chacun de mes Compatriotes est le sien & contra. Je fais que Leurs N. & G. P. ont assez de sagesse & qu'elles ne prendront pas mal mes remontrances, qu'au contraire. Elles prendront en bien. Je suis, &c.

Signé,

G. BOREEL.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

A Paris le 10. Oct. 1653.

M O N S I E U R ,

J'attens votre Réponce sur mes depêches du 1. Sept. envoyées à Leurs N. & G. P. sous votre adresse, & à celles du 2. & du 3. Octobre adressées à vous-même, afin de savoir quels sont ces sentimens, & de pouvoir en après me conduire d'autant mieux sur quelques affaires importantes contenuës dans ces depêches.

B 4

Je

Je crois que je pourrai rendre quelques services à l'Etat si la correspondance de vous moi continue exactement toutes les semaines comme elle a commencé ; sur tout si vous trouvez à propos d'y ajouter ce qui se passe dans la Généralité par rapport au public , cela pourroit être ici de quelque utilité dans l'occasion.

Mr. *Chanut* est venu me rendre visite & m'a dit qu'il espéroit partir dans quinze jours pour la Hollande. C'est une personne qui est du bon parti , qui a de l'étude & de l'expérience , & qui sait se conduire avec capacité : Il m'a assuré avec beaucoup de franchise qu'il étoit dans les meilleures dispositions du monde pour donner à Leurs HH. PP. des preuves sensibles de vœux sincères que le Roi fait pour le bien de la République & pour le vôtre en particulier. Il ira d'abord en qualité d'Ambassadeur extraordinaire & quelque tems après il prendra apparemment celle d'Ambassadeur ordinaire.

Il m'a demandé certaines choses, savoir.

I. Que l'on tienne prêt dès à présent pour lui l'Hôtel des Ambassadeurs des Princes Etrangers. Il aura avec lui sa Femme , ses Enfants & une nombreuse suite.

II. Qu'on lui tienne prêts deux grands Carrosses à six chevaux avec tous leurs équipages pour pouvoir s'en servir à son arrivée jusqu'à ce que ses carrosses ici puissent arriver en Hollande par le Brabant.

Monfr. *Chanut* fait faire son argenterie par avance à la Haye.

Mais il a insisté particulièrement sur une chose, non pour aucun profit qu'il veuille en tirer, dit-

lit-il , mais pour maintenir l'honneur du Roi & de sa Commission , & d'autant que c'est un droit dont ont joui tous les prédécesseurs ; or cette chose est qu'on lui donne aux dépens de l'Etat une maison commode & logeable à la Haye. Je sais bien ce qui s'est passé ci-devant à cet égard tant dans les États d'Hollande que dans les États Généraux , mais d'un autre côté vous savez aussi combien les sujets de Leurs N. & G. P. ont plus d'intérêt que les autres à être bien traités en France tant par mer que par terre , à cause de leur Commerce & de leur Navigation , & que pour une bagatelle on ne doit pas négliger la faveur & les bonnes dispositions.

Ce Seigneur parut s'offenser de ce que je lui dis que l'*Ambassadeur du Roi d'Espagne* n'avoit pas aussi le logement franc ; il attaqua avec hauteur , ce mauvais exemple ( ainsi qu'il le nommoit ) & employa plusieurs raisons pour faire voir que la réception que l'on fait au Ministre d'un Ennemi nouvellement reconcilié , ne pouvoit servir de règle pour les devoirs & le respect qu'on doit toujours rendre à un ancien & bon Allié , qui a bien mérité pour ses bienfaits & ses secours réitérés d'être distingué des autres , au moins dans une chose de si petite considération.

Je laisse à votre sagesse l'examen de l'importance de cette affaire , & si Leurs N. & G. P. doivent s'arrêter à une si petite dépense qui peut concilier la faveur à leurs sujets. Je vous prie de faire en sorte que j'aie au plutôt quelques instructions sur ces trois articles , afin que je sa-

che sur quoi me régler par rapport à Mr. Chanut  
Je suis , &c.

Signé

G. BOREEL.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire DE  
WITT.

A Paris le 17. Oct. 1653.

MONSIEUR,

Depuis ma Lettre du 3. du courant , vous  
aurez aussi reçu celle du 10. à laquelle je m'en  
raporte & sur laquelle j'attends une réponse, par  
rapport à ce qui est contenu dans la vôtre du 9.  
J'ai reçu la demande de Leurs HH. PP. & leurs  
Lettres pour le Roi , la Reine & le Cardinal.  
Je suppléerai de bouche à ce qui y manque en  
conformité de ce que je vous avois proposé ,  
dès que que je pourrois obtenir audience au re-  
tour de la Cour en cette Ville.

Par rapport à l'avancement de l'Alliance , je  
vous en ai marqué quelque chose dans mes pré-  
cédentes ; il y a long tems & encore en dernier  
lieu j'ai marqué assez clairement tant à Leurs  
N. & G. P. qu'à Leurs HH. PP. que je trouve  
que les Négociations entre l'Etat & la Républi-  
que d'Angleterre cause ici beaucoup d'ombrage,  
& qu'à moins qu'elles ne soient absolument  
rompues , on aura bien de la peine à rien régler  
ici.

ii. En un mot , ils font ici d'opinion que nous ne feignons de les rechercher que pour obtenir de meilleures conditions des Anglois , & ensuite planter là la France ; or comme je l'ai crit il y a plus d'un an , pendant cette incertitude de Leurs HH. PP. les affaires de ce Royaume-ci ne font pas dans une situation à user ou vouloir offenser les Anglois , puis que ce seroit exposer la France à des grands dangers sans espoir d'en tirer aucun fruit.

Les Commissaires de Leurs HH. PP. (sauf le respect qui leur est dû , soit qu'ils l'ayent fait exprès ou non) ont si mal digéré dans le point de la Délibération & leur Avis à Leurs HH. PP. le second point contenu dans mes Lettres du 24. & du 25. Juillet 1653. que cela n'a aucun rapport avec la demande des Ministres de la France. Cette demande étoit , quels secours on se donnoit mutuellement , au cas ( N. B. ) qu'avant la Conclusion du Traité E. C. D. les Anglois vinssent à attaquer les François , en haine de cette Négociation commencée & non achevée avant la Conclusion des Traitez. L'avis de Mrs. les Commissaires est , *qu'on ne peut pas encore parler de secours , mais qu'on le réglera suivant le Traité à faire quand il sera conclu.* J'en ai averti Mr. Renswoude , qui étoit Président de l'Assemblée , lors que cette Résolution a été prise le 4. Août 1653. cependant je n'ai pas encore appris qu'on y ait rien changé. Je vous prie de me marquer sur cela vôtre sentiment.

Le Discours de Mr. Brasset & du Comte de Brienne est une preuve de leur bonne volonté , mais il y en a d'autres qui dirigent toute cette

Négocation , & fans qui on ne réglera rien à la Cour. Mes trois Commissaires ont été absens de la Cour , où le seul Comte de Brienne étoit resté.

Je ne fai absolument rien de l'état des affaires en Angleterre , car les Lettres de Mrs. les Députés aussi bien que les miennes sont arrêtées & ouvertes , en sorte qu'il ne m'arrive rien qui puisse me donner la moindre lumière. Il dépend de leurs HH. PP. & des Etats des Provinces de faire ou de ne pas faire à cet égard ce qu'ils trouveront à propos. Mrs. les Députés qui sont à Londres n'y peuvent rien faire ou savoir ; je suis persuadé , & je le demande tous les jours au bon Dieu , que Mrs. de la Regence pourvoiront à la liberté de la République & au bien de chacun de ses habitans , j'y risque le mien comme les autres. J'ai ci-devant été chargé de quelque commission pour traiter avec cette Nation , ce n'est pas un peuple avec qui on puisse agir suivant les règles ordinaires de la Politique & du bon sens , c'est ce que savent bien ceux qui les connoissent. J'adresse mes vœux au Ciel. C'est tout ce que je puis faire à présent.

Nous attendons ici l'heureux retour du Vice-Amiral *Witte* avec toute sa Flotte & son convoi , sa jonction avec Mr. le Lieutenant Amiral *Obdam* & l'heureuse arrivée de l'Orient & du Nord.

Certe Mr. le Rhyngrave a fait paroître beaucoup de conduite & de patience en desirant ainsi toujours le malheur auquel ont enfin succombé les *Lorrains* & *Snetter* , Leurs HH. PP. feront ainsi mieux respecter leurs armes par ces exem-



exemples qu'il ne sera pas nécessaire de réitérer souvent.

Les Anglois s'emparent de tous côtez de la Navigation & du Commerce, dont ils nous excluent & sans lequel cependant nous ne pouvons subsister, c'est pourquoi je prie le Tout-puissant d'inspirer de bons & sages desseins à notre Regence & du courage avec de la prudence à ceux qui doivent les exécuter. L'incluse pour Leurs N. & G. P. est importante & telle qu'on doit en tenir secrètes les délibérations. Je suis,

*Signé,*

G. BORFFEL.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 23. Oct. 1653.*

MONSIEUR,

J'ai reçu vos trois Lettres en dates du 8. & 17. du courant après avoir expédié la mienne du 16. En réponse je vous dirai, que vous pouvez voir par la Résolution ci-jointe de Leurs HH. PP. jusqu'où on a pu porter l'affaire des présens & libéralitez qui doivent se faire où vous êtes, j'espère sur ce que vous en marquez que cette affaire aura de bonnes suites.

Il y a long tems qu'on n'a parlé dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. de l'affaire du Colonel d'Estrades, & jusqu'à présent on n'a pas

A 7

dis-

disposé de ce Régiment à son desavantage.

Leurs HH. PP. ont donné leurs ordres pour qu'on commençât à préparer pour Mr. *Chanut* l'Hôtel des Ambassadeurs , & je tiendrai volontiers la main à ce que tout soit prêt au plûtôt. Quant aux Carosses à six Chevaux c'est une chose dont Leurs HH. PP. n'ont pas coutume de se mêler , c'est aux Ministres mêmes à s'en pourvoir , ou d'y mettre ordre comme ils le jugent à propos. Je crois qu'il ne sera pas possible d'engager Leurs N. & G. P. à fournir un bon logement à Mr. *Chanut* aux dépens de l'Etat. Vous savez par expérience combien il est difficile d'obtenir ici quelque chose au delà des Réglemens arrêtez.

Quant à la delibération de Leurs HH. PP. sur le second point contenu dans vos Lettres du 24. & 25. Juillet dernier , il me semble qu'elle a été faite avec connoissance de cause , car il n'est pas raisonnable & c'est une chose sans exemple que pour le moindre ombrage que l'une ou l'autre Nation pourroit prendre à l'occasion de quelque Négociation , on parlât d'abord de régler des secours ; bien loin de là , à mon avis , ces apprehensions des François devroient presser la Conclusion de vos Négociations , puis que soit que nous terminions avec l'Angleterre , soit que la guerre continuë , le Traité conclu sur quelque pied que ce soit , leur assure un secours considérable *in omnem eventum* en cas d'attaque de la part des Anglois ou de quelque autre Nation.

Enfin Leurs HH. PP. ont résolu , par rapport aux affaires d'Angleterre , le 21. du courant que Nieuport & Fongestal retourneroient en

le pais , & que Mrs. les Députez feroient ensemble à la Régence ou réitéreroient quelques propositions d'accommodement & d'une ferme & solide Alliance , même d'une étroite Union , sur le même pied qu'il est contenu dans les instructions précédentes , dans les Résolutions de Leurs HH. PP. & dans leurs Lettres & autres actes qui s'en sont suivis , mais quant à la réunion des deux Etats en une seule République on l'a rejetée par des raisons convenables au sujet. Enfin par raport aux points de réparation , satisfaction & sûreté , Leurs HH. PP. s'en sont tenu à leur Résolution précédente du 5. Juin dernier , & dont vous avez été informé.

L'arrivée d'un Exprès dépêché par Mrs. *Beverningh* & de *Perre* a beaucoup facilité la conclusion de cette Résolution ; ils donnoient avis que les hommes paroissent assez bien disposés , & qu'on s'ennuyoit fort de la longueur des délibérations de Leurs HH. PP. en sorte qu'un plus long délai pourroit être cause que les inclinations changeroient ; je crois que la Cour où vous êtes , ni les Ministres ne se scandaliseroient de même s'ils voyoient qu'on traînât en longueur vos Négociations , puis que la Couronne de France & les sujets de Sa Majesté ont un si grand intérêt à la réconciliation de la République avec l'Angleterre ; aussi lors qu'il s'agit de renvoyer Mrs. *Nieuport* & *Fongestal* , Mr. *Neufville* fut-il d'avis qu'on ne devoit pas entièrement rompre les Négociations , & que le meilleur seroit de partager nos Députez & d'en laisser quelques-uns au delà de la Mer.

Nous attendons à toute heure la Flotte du Vice-Amiral *Corneille de Witt* , & Mr. le Lieutenant

tenant Amiral d'Obdam se tient tout prêt à s'embarquer à l'arrivée de cette Flotte , par ordre de Leurs HH. PP. afin de remettre en Mer sans perdre de tems. On a donné ordre dans tous les Ports d'y faire des provisions de vivres , & de toutes les choses nécessaires , afin que cette Flotte ne soit point obligée de rentrer dans les Ports. On est occupé présentement à délibérer de quelle manière elle agira dans cette expédition.

L'Envoyé de l'Electeur de Cologne ou Prince de Liège , qui est ici , a eu plusieurs Conférences avec les Députés de Leurs HH. PP. à qui il offre de la part de la Principauté de Liège 500. Chevaux & 1000. Fantassins outre l'ancienne Milice qui consiste en 800. hommes , & la Garnison ordinaire dont on pourroit tirer quelques cent hommes en cas de besoin. Ces offres tendent à une alliance défensive contre les quartiers d'hiver & les insultes des Lorrains & autres Troupes étrangères sur les terres & frontières des deux Etats ; il demande que Leurs HH. PP. fournissent de leur côté pour cet effet 1000. Chevaux & 2000. Fantassins , qui , sous le bon plaisir des deux parties & sous les ordres d'un Commandant , au choix de Leurs HH. PP. s'oposeroient à ces quartiers d'Hiver & à ces insultes , & empêcheroient les violences que ces Troupes étrangères font aux Vaisseaux qui montent & qui descendent , & aux Chariots & Charetiers qui passent & repassent avec leur charge. Leurs HH. PP. souhaiteroient que ce Prince fournit un plus grand nombre de Chevaux , néanmoins Elles ont trouvé bon que leurs Députés dressassent un projet d'Alliance défensive.

défensive , & qu'ils en couchassent les Articles sur le papier , afin que les ayant examinez on put prendre une résolution sur cette affaire. Cependant ce Prince ou Electeur fait ce qu'il peut pour être en état de faire encore d'autres ofres par rapport aux Pais qui dépendent de l'Archevêché de Cologne , il tâche même de faire entrer dans cette affaire quelque Prince voisin.

Comme il n'y a présentement ici rien autre chose qui mérite vòtre attention , je finis en vous assurant que je suis , &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 30. Oct. 1653.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 23. du courant il ne s'est rien passé ici de remarquable. Celle-ci est pour vous donner avis que Mrs. Nieuport & Jongestel sont partis hier d'ici pour l'Angleterre en conséquence de la Résolution de Leurs HH. PP. du 21. du courant , ainsi que je vous en avois déjà informé dans ma dernière. La Négociation commencée avec l'Envoyé de Liège avance de jour en jour , & l'on a eu avec lui encore une Conférence depuis que je vous en ai écrit , Mais Mrs. les Commissaires n'ont pas encore couché sur le papier le projet de cette Alliance , cependant on en attend le rapport à tout moment.

On attend encore la Flotte du Vice-Amiral Witte Corneille de Witte; fasse le Ciel qu'elle arrive à bon

bon Port sur nos côtes avec les Bâtimens Marchands qu'elle convoie. Nous n'avons pas encore reçu les Lettres de France , en sorte que depuis ma dernière je n'ai point reçu de Lettres de vous. Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN DE  
WITT.

*A Paris le 24. Oct. 1653.*

MONSIEUR,

Je n'ai pas laissé passer une poste sans vous écrire ; Dieu veuille qu'on agisse avec droiture en Angleterre , en sorte qu'on puisse convenir d'une bonne Paix telle qu'elle doit être entre voisins. Je ne m'expliquerai point sur la manière dont elle sera observée , mais en ressort je pourrai dire , que tout ce qu'on pourroit stipuler au delà d'une Paix & bonne amitié entre Voisins , ne seroit que dommageable pour la République , car les Anglois promettront beaucoup & tiendront peu , & de nôtre côté nous voudrions qu'on en fasse dix fois plus qu'on n'en aura promis.

On débite ici que le Prince de Suède ne va à Gottembourg que pour conclure une Alliance avec l'Espagne & l'Angleterre. Cela donne ici beaucoup d'inquiétude , & l'on y blâme fort les menées secrètes ( c'est ainsi qu'on s'exprime ) de l'Espagne contre les Provinces-Unies ; puis qu'on peut en conclure que cette haine con-

contre Leurs HH. PP. est irréconciliable , on ne blâme pas moins la Régence d'Angleterre qui sacrifie tout à ses sûretés & à ses intérêts ; quant à la Suede on voit assez combien les bonnes dispositions pour Leurs HH. PP. sont changées , ou du moins qu'elle ne les fait point paroître comme ci-devant.

J'apprens avec plaisir les nouvelles qui m'annoncent que les Princes ou Cercles de l'Empire recherchent à faire quelque ligue défensive avec la République. Lors que Leurs HH. PP. m'ont employé en Allemagne , j'y ai trouvé beaucoup de disposition , les Allemans s'accorderoient mieux avec nous que personne , tiendroient mieux leur parole & observeroient ce qu'ils promettoient. Ils sont les plus proches Voisins de la République dont il n'y a rien de fâcheux à craindre. Il ne seroit pas difficile de faire entrer tout le Nord de l'Allemagne dans une étroite Alliance. Après cela l'Etat n'auroit besoin de rechercher celle de personne.

J'espère que l'annullement du Traité de l'extemption des Droits de Sund se fera sous le bon plaisir du Roi de Dannemark & à des conditions satisfactoires pour ce Prince. Les mal-intentionnez & ceux qui sont mutins trouvent que cela est assez deshonorable pour l'Etat ; il ne faut donc point pour cela offenser les amis , ils sont rares à présent , ainsi on doit les conserver avec soin.

Je vous remercie de vôtre Lettre du 16. L'Assemblée de Leurs N. & G. P. nous fournira matière à une plus ample communication. Je suis ,

*Signé ,*

G. BOREEL.

P. S.

P. S. J'envoie à Leurs HH. PP. une dépêche secrète touchant mes Négociations pour l'Alliance ; je m'y raporte & vous prie que l'examen s'en fasse de la manière la plus secrète , & que l'on ne diffère point à m'instruire des sentimens de Leurs HH. PP.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*A Paris le 28. Oct. 1653.*

MONSIEUR,

Vous aurez pû voir par la dernière que j'ai écrite à l'Etat , que Mr. l'Ambassadeur de Portugal & Moi nous nous rendons mutuellement visite. J'ai appris par cette occasion que ce Roi souhaite fort le renouvellement de l'Alliance entre Leurs Hautes Puissances & cette Couronne ; Cet Ambassadeur m'a assuré que son Roi n'a aucun Traité, encore moins aucune Alliance avec la Régence d'Angleterre , & qu'ils sont seulement tombé d'accord ensemble sur la restitution & le dédomagement des Réprésailles de part & d'autre.

Puis que Leurs HH. PP. ont trouvé à propos d'envoyer quelques Commissaires pour sonder le terrain , ainsi qu'on le leur aura prescrit dans leurs Instructions dont je ne sai pas le contenu ; je vous prie de me marquer quelles sont les vûes de Leurs HH. PP. par rapport à ce Roi. La France s'intéresse fort en faveur de la Maison de *Bragance* dont elle souhaite que la Régence



ence subsiste ; & l'on est ici d'avis que cela sera impossible tant que le Portugal ne sera point en paix avec les Provinces-Unies , de sorte que la France contribuera de son côté auprès du Portugal à faire donner une juste satisfaction à Leurs HH. PP. J'ai aussi des moyens ci pour y travailler par le moyen de nos Amis qui sont dans les Emplois publics.

La République de Venise témoigne qu'elle souhaiteroit fort de voir l'ancienne & bonne Correspondance rétablir entre elle & Leurs HH. PP. J'en ai déjà écrit à Leurs HH. PP. le 22. Septembre dernier à la Réquisition de cette République , & pour commencer par l'extérieur ils voudroient qu'on rétablît d'abord la Résidence ordinaire des Ambassadeurs à Venise & à la Haye. Si vous voulez porter la main à cette affaire , je suis sûr que je serois bien tôt informé des sentimens de Leurs HH. PP. à cet égard.

Les Ministres de cette Cour-ci s'informent souvent de l'état où en sont les choses par rapport à nos Députez qui ont été en Angleterre , à ceux qui y sont encore & aux délibérations de Leurs HH. PP. sur le rapport des premiers. J'en suis présentement instruit par la Lettre du 23. Je ne doute pas que Leurs HH. PP. ne soient bien informées de leur Ambassadeur , qui fût à Londres , de tout ce qui s'y passe , je ne puis obtenir la même chose , quoi que je l'aye promis ici à la Cour par ordre de Leurs HH. PP. car la mauvaise manière dont on en use à l'égard des Lettres de nos Députez à Londres & à l'égard des miennes qui sont continuellement interprétées , empêche que je puisse en recevoir

aucun avis de confiance. Cependant il seroit convenable & même utile que je fusse bien informé des affaires de ce Pais-là afin d'en informer avec discrétion les Ministres d'ici, & détruire ou du moins affoiblir quantité de nouvelles qui peut-être n'ont aucun fondement; je pourrois même souvent les prévenir à la gloire & au bien de l'Etat & de Leurs HH. PP. Je suis,

*Signé.*

G. BOREEL.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE WITT.

*A Paris le 31. Oct. 1653.*

J'Ecris à Leurs HH. PP. par rapport aux pressens qu'on doit faire. Vous me permettrez de vous dire ici en secret que je ferois présent de la plus grande partie des six mille livres que je demande, à une personne que je ne puis nommer & à qui ce présent seroit très-bien employé. N. 1.

J'en ferois encore part à un autre qui peut tous les jours divulguer d'une manière agréable les affaires de Leurs HH. PP. & de la Régence. N. 2.

Je donneroïis aussi quelque chose aux Commis du Comte de Brienne qui ont toute la peine lors que j'ai quelques demandes ou plaintes à faire en conséquence de mon emploi, & qui n'en ont jamais la moindre reconnoissance. Voilà  
trois

rois sortes de personnes qui doivent n'être point connu , ou le bienfait devient inutile & leur seroit sans doute préjudiciable. N. 3.

Si on rend public cet ordre qu'on me donnera de disposer de ces bienfaits , ceux qui ne s'en ressentiront point , se trouveront sans doute néprisés & s'en offenseront ; mais ceux qui sont nommez dans les Lettres publiques étant une fois recompensés d'une bonne somme d'argent , je me mettrai bien au dessus des coups portez des autres.

Je demande pour les Seigneurs les plus distinguez & qui ont du crédit , ainsi que vous le verrez dans la liste où je n'ai rien marqué que *exempli causâ* , je demande , dis-je , quelques livres qui puissent faire honneur à Leurs HH. PP. soit par la reputation de l'auteur , soit par la matière , soit par la beauté de l'impression.

Je vous prie & les autres Seigneurs de la Ré-  
sidence d'amplifier cette Liste de plusieurs autres  
de même nature qui puisse faire honneur à nô-  
tre Patrie auprès des personnes d'Etude qui sont  
si en grand nombre. Je suis ,

Signé, BOREEL.

A Mr. le Conseiller-Pensionnaire J. DE  
WITT.

A Paris le 31. Oct. 1653.

M O N S I E U R ,

Je répondrai à Leurs HH. PP. touchant leur  
résolution du 17. Oct. par rapport aux Présens

à faire. Je vous ai toutes les obligations possibles de ce que par vos soins on examinera enfin avec équité les dépenses que j'ai été obligé de faire , & qui excèdent beaucoup les Révenus de mon Ambassade. Je ferai sur ces articles mes Rémontrances à Leurs N. & G. P. qui doivent prendre ma cause en main au cas que les autres voulussent me faire tort.

Mr le Colonel d'*Estrades* apprendra sans doute avec plaisir que l'on n'a pas encore disposé de sa Charge à son desavantage , mais s'il en retireroit l'honneur & le profit , ne seroit-ce pas un moyen de l'engager davantage à favoriser le Commerce & la Navigation des sujets de Leurs N. & G. P. ? Je vous prie d'y penser dans l'occasion.

Je me conduirai à l'égard de Mr. *Chanut* conformément à votre Lettre du 23. du courant. Je me ressouviens fort bien de tout ce qui s'est passé par rapport aux Logemens francs des Ambassadeurs , & je fais bien aussi que c'est aux Ambassadeurs ou à leurs Amis à les pourvoir de Carosses quand ce ne seroit que pour quelques jours.

Je conviens de la validité des raisons employées dans le cinquième article de votre Lettre , mais une crainte raisonnable produit ordinairement la précaution & la prudence , sans diminuer le Courage : mais la terreur étourdit , alors on demande tout , on veut tout faire & on laisse entrevoir que toutes les grandes vertus sont étouffées. Oui , vous serez étonné de voir comment les choses vont ici & ce que l'on souffre des Anglois parce qu'on se sent trop foible.

Je suis présentement content par rapport aux affaires d'Angleterre , dont je demandois être informé , par une Lettre du 28. du Courant. Si l'Etat est obligé ou d'intention de faire la Guerre , mon sentiment est qu'il faut la faire avec vigueur & avec courage sans y rien épargner. Mais si l'on peut faire la paix avec honneur & qu'on soit dans l'envie d'entrer en Négotiation , j'avoue que je préfère ce parti à la guerre ; c'est alors qu'on a besoin de cette précaution & de cette prudence dont la rigueur précédente & elle-ci ont si bien fait usage , pendant une longue guerre dont les fruits ont été le rétablissement de cette précieuse liberté qui fait aujourd'hui la Gloire de notre Patrie & que je prie le tout-puissant de lui conserver toujours.

Si nous pouvons paroître en mer avec des forces considérables & nous y maintenir dans des tems-ci où le commerce & la Navigation des Pais-Bas passe pour la plus importante , ce seroit le moyen de faire fleurir le Négoce d'un côté & d'obtenir de bonnes & honorables conditions des Anglois , car si une fois ils se fissent & commencent à tomber , c'est fait d'eux. L'honneur de la nation en prendroit aussi un nouvel accroissement chez les Etrangers.

Quant à mon sentiment par rapport aux Alliances , avec les Nations Allemandes & Septentrionales , je m'en suis expliqué dans la Lettre que je vous ai écrite par la dernière poste du 24. du Courant , à quoi je me raporte , & j'espère que ce petit commencement avec Lié-

ge & Cologne frayera le chemin à quelqu'autre Alliance plus étroite & plus avantageuse qu'aucune autre. Je suis, &c.

Signé,

G. BOREEL.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 6. Novembre 1653.

MONSIEUR,

Après que j'eus expédié ma dernière du 30. du passé, j'ai reçu la vôtre du 24. par penultième poste, & par la dernière une autre du 28. & deux du 31. Je vous suis très obligé des Communications que vous m'y donnez, & en reponse je vous apprendrai qu'enfin M<sup>r</sup> Keyser a terminé l'affaire de la Rescission du Traité de Redemption au contentement du Roi de Danemarc.

Le Mémoire secret que vous avez adressé par la dernière poste à Leurs HH. PP. a été remis entre les mains des Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires de France sans en tirer aucune Copie, afin qu'ils donnent leur avis sur le contenu; jusqu'à présent on n'en a pas encore fait rapport: mais sur une Communication Verbale qui en a été faite à Leurs N. & G. P. après une promesse préalable de garder le secret, elles ont jugé qu'on ne pouvoit y faire aucune attention.

pour le présent ; puisque ce n'étoit que la relation d'un discours d'un Sgr. de Distinction la Vérité, mais qui ne l'a tenu ni par ordre, ni par Commission, ni au nom de Sa Majesté, & qu'il est à propos d'attendre si ceci aura quelque suite de la part d'une personne autorisée & publique. Pour mon particulier je vous avouerai que conjointement avec plusieurs Seigneurs de Régence j'ai vû avec chagrin dans ces Remarques générales que d'un côté tous les articles de ce Mémoire tendent à 113. avec 89. 14, 39, 19, 37, 9, 48, 18, 31, 5, 38 : & d'un autre côté à ne relâcher rien du moins fort peu de chose par rapport au Commerce, à introduire les visites & à ne plus contenter de l'exhibition des passeports & Lettres de Mer, on y rejette même l'Article du projet de traité où il étoit parlé d'un séjour de Vaisseaux pendant la Guerre. J'espère qu'on se relâchera sur la plupart de ces demandes, sur tout puisque ce Seigneur suppose qu'on seroit assez disposé à renouveler avec la République le traité de Marine de 1676. sans rien changer.

On a ajouté encore un Député nommé *van der Veecke* à ceux qui sont en Négociation avec l'Envoyé de Liège : cette affaire avancée & l'on a déjà couché sur le papier un projet qui a été communiqué à cet Envoyé & de son côté n'a pu encore produire le projet qu'il s'étoit chargé de dresser, parce qu'il a écrit pour avoir des ordres plus particuliers.

Les Ordres de Mrs. *Rudolphi* & *vanderhoeven*, qui sont partis pour le Portugal, ne

tendent qu'a y disposer les choses pour une Conference qu'on pourroit tenir à la Rochelle ou ailleurs, pour y conclure un Traité ; ils pourront en même tems y faire quelque ouverture des intentions de Leurs HH. PP. & je ne manquerai pas de vous faire tenir par la premier poste les conditions particuliers, dont ils sont chargez & qui sont trop étenduës pour être ici rapportées.

Je ne manquerai pas de faire ressouvenir de tems en tems M. le Greffier d'être exact à vous envoyer les extraits des Résolutions de Leurs HH. PP. qui sont de quelque importance.

Leurs N. & G. P. & ensuite Leurs HH. PP. ont résolu il y a quelque tems, sur le contenu de quelques-uns de vos Lettres, de renouveler l'ancienne correspondance avec la République de Venise : & particulièrement d'y envoyer un Ambassadeur ordinaire de la part de cet Etat. Mais comme il y a une infinité de bonnes Résolutions, qui restent sans effet, celle-ci se trouve de ce nombre : j'y tendrai cependant la main & je ferai en sorte qu'elle soit executée le plutôt qu'il sera possible.

Les Deputez de Leurs HH. PP. pour les affaires de France examinerent la liste que vous avez envoyée par votre dernière Lettre touchant la distribution 55. 15. 40. 18. 19. 49. 27. 37. 22. 15. 37. & ils en donneront leur avis à l'Assemblée.

Mrs. Nieuport & Jongest al ont mis à la voile vendredi dernier des côtes de Zeelande, & suivant le vent que nous avons eu depuis ce tem



ems là , il y a apparence qu'ils feront entré  
dimanche dans la Tamise.

Vous verrez par la Copie ci-jointe les nou-  
velles publiques que l'Etat à reçu hier d'An-  
gleterre. La Lettre secrète que Leurs HH.  
PP. ont reçue sous le couvert de Mr. le Gref-  
fier *Ruyssch* , contient que Mr. *Lagervelt* Mi-  
nistre de Suède s'étoit plaint aux Députés de  
l'Etat qui sont en Angleterre qu'après avoir  
souvent demandé Audience, & d'être expé-  
dié, il n'avoit pu obtenir ni l'un ni l'autre pen-  
dant six semaines entières, & que pendant ces  
séjours on maltraitoit fort les Vaisseaux & les  
sujets de la Reine Sa Maitresse , qui abor-  
doient dans ce Royaume, en sorte qu'il disoit  
être résolu de partir dans quelques jours s'il ne  
pout obtenir l'Audience qu'on lui a néan-  
moins promise dès le 30. du passé. D'un  
autre côté Mr. *Wytelok* , se prépare à partir  
la semaine prochaine pour la Suède , sans  
que Mrs. les Députés aient pu rien décou-  
vrir du sujet de cette Ambassade, ni des Instru-  
ctions dont ce Ministre est chargé. Ces deux  
choses impliquent Contradiction, & je crains  
quelques feintes du côté de la Suède. Cette  
lettre secrète contient encore qu'on a arrêté  
depuis quelques jours un Jésuite qui a été mis  
à la Tour, & qui après un severe examen a  
voué qu'il y a quelques semaines qu'envi-  
ron cent Jésuites sont partis de leurs Cloîtres  
dans les Pais-Bas , pour se disperser en Angle-  
terre & dans les Provinces-Unies: qu'il y en  
voit environ soixante qui s'étoient fourrez  
dans l'armée d'Angleterre & que les autres  
sont dans nos Provinces : sur quoi Leurs

N. & G. P. ont donné ordre à la Cour Provinciale d'y pourvoir.

Mr. de *Beverningh* m'écrit en particulier qu'il a de fortes raisons pour bien espérer, & qu'il se flatte d'un heureux succès. Dieu veuille qu'il ne se trompe pas.

Mr. *Keyser* a fait raport à Leurs N. & G. P. & délivré par Ecrit les points de Délibération ci-joints sous le N. 1. les Députés de Leurs N. & G. P. pour les affaires de Danemark ayant donné leur avis, il fut résolu de ratifier ce qui avoit été stipulé & le reste que vous trouverez dans la Résolution ci-jointe. N. 2. Depuis ce tems là les Commissaires de Leurs HH. PP. ont pris la même affaire en considération & se sont conformés en tout à la susdite Résolution de Leurs N. & G. P. en sorte que j'espère qu'on prendra une conclusion conforme dans la Généralité.

Le Vice Amiral *de Witte* est arrivé cette semaine sur nos côtes avec les Batimens marchands qu'il convoyoit, & sur l'avis que Leurs HH. PP. en ont eu, elles ont résolu ce que vous verrez par l'Extrait ci-joint N. 3. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

A Paris le 7. Novembre 1653.

MONSIEUR,

Je dois, pour le bien Public, vous donner  
avis que Mr. *Chanut*, qui est parti le 2. de  
ce mois pour la Hollande par Calais a beau-  
coup de credit & de pouvoir auprès de la  
Reine de Suède avec laquelle il a une Corre-  
pondance reguliere, en sorte qu'il sera bon  
que vous ou leurs HH. PP. découvriessiez &  
fussiez goûter à ce Ministre, ce que l'on vou-  
loit inspirer & faire goûter à la Reine avant  
que cette Princesse en ait connoissance, car,  
sans en être prié, soyez assuré qu'il lui en écri-  
ra. On paroît disposé ici à le renvoyer en Am-  
bassade en Suède, à moins qu'il ne soit obligé  
de rester longtems en Hollande.

Les Esprits commencent ici à prendre feu  
contre les Anglois; en sorte que je crois qu'on  
n'auroit pas beaucoup de peine à les porter à  
une rupture au cas que Leurs HH. PP. ne  
pussent pas tomber d'accord avec les Anglois.  
J'attends avec impatience quel sera le succès  
des Négotiations de nos Députez, depuis les  
dernières ordres qu'ils ont reçus de Leurs HH.  
PP. Je vous remercie de la Lettre que vous  
m'avez écrite le 30. Octobre. Je n'ai rien  
autre chose à vous communiquer; Je suis,  
&c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 13. Novembre 1653.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 6. j'ai reçu la vôtre en datte du 7. Ce que vous m'écrivez de la confiance & de la correspondance qui est entre la Reine de Suède & Mr. *Chanut* s'accorde fort bien avec ce que m'en a ci devant marqué Mr. *de Beuningen*. Vous pouvez être persuadé que j'en ferai usage en tems & lieu.

Je n'ai pu, faute de tems, vous envoyer par ma dernière, les conditions particulières que Mrs. les Députez de Leurs N. & G. P. qui sont allez en Portugal doivent proposer à Sa Majesté; Je vous dirai à présent que les conditions, ou plutôt la principale contient en substance.

*Que sans s'arrêter &c. &c. ainsi que dans le Projèt d'accommodement jusqu'à la fin.*

Mrs. les Etats d'Hollande & de West-Frise, jugeant qu'il est nécessaire d'avoir dans la conjoncture présente un plus grand nombre d'Officiers Subalternes sur la Flotte de l'Etat, ils ont procédé à l'Élection de deux Vice-Amiraux & de trois Contre-Amiraux, comme vous verrez, par les extraits de leurs Résolutions du 8. & du 11. ci-joints.

Nous n'avons pas encore reçu les Lettres d'Angleterre qui, suivant la coutume auroient dues arriver hier. Néanmoins nous avons avis

que

que Mrs. Nieuport & Jongestall font arrivez à Londres le 4. de ce Mois, en sorte que nous esperons apprendre quelque chose du renouëment des Négociations, par la première poste.

La Flotte du Vice-Amiral *Witte Corneille de Witte* a été depuis quelques jours sur nos côtes & tous les Batimens marchands sont heureusement entrez dans les ports. On est occupé à délibérer si & comment on emploiera le reste des Vaisseaux au de là des 30. mentionnez dans la Résolution du 1. de ce mois que je vous ai envoyée par ma dernière. Il me paroît que l'on est généralement d'avis de désarmer les plus gros & d'en préparer un grand nombre jusqu'à 30. ou environ pour tenir la Mer & croiser pendant tout l'Hiver, afin d'éviter par ce moyen les desordres que les tempêtes pourroient causer dans la Flotte si elle restoit en Mer pendant l'Hiver. Depuis deux jours nous avons eu un gros vent & je crains fort que la Flotte ne s'en soit déjà ressentie. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 20. Novembre 1653.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 13. du Courant je n'ai point reçu de vos Lettres d'autant que la Poste France n'est pas encore arrivée.

Celle-ci sera pour vous donner avis que Mrs.

les Députez de Leurs HH. PP. en Angleterre ont eu de nouveau Audience en plein Conseil le 7. du Courant: ils ont encore eu depuis une Conférence avec Mrs. les Commissaires & ils ont écrit le 14. suivant qu'ils croyoient avoir la lendemain une réponse du Conseil sur leurs Propositions. Ils ont grande esperance que cette réponse sera telle qu'il pourra s'en suivre quelque chose de bon.

Par rapport aux troupes Loraines, dont j'ai fait mention dans une de mes précédentes, & qu'on a appris n'exceder pas le nombre de 900 Chevaux & de 2. à 3. cent Fantassins, Leurs HH. PP. ont pris la Résolution ci jointe N. 2. qui, comme je l'espère, fera un bon effet.

Les membres de l'Assemblée font plusieurs Réflexions sur l'Alliance projectée entre l'Electeur de Cologne, comme Evêque de Liège & la République, de sorte que je ne crois pas qu'on prenne si-tôt aucune Résolution à cet égard peut être arriveroit-il cependant qu'on résolu de ne point exécuter le Traité avant que plusieurs autres Princes ou Etats y fussent compris & que les forces fussent ainsi considérablement augmentées de ce côté là, en sorte qu'on put agir sans autre considération. C'est le but de la Résolution de Leurs N. & G. P. ci jointe N. 3. & sur quoi les autres Provinces ne se sont pas déclarées dans la Généralité.

Le dommage que la Flotte de l'Etat a souffert par la dernière tempête ira, comme je puis l'augurer des avis que l'on en a reçu, à la perte des Vaisseaux des Capitaines *Jean Egbertz Ooms, Boerman, van Kempen, Marcus*

*Hart-*

Hartman, Corneille Cornelitz Jol, Wagenaer, Vogelsang, Kleyntje, Corneille Tibi, Jean Rootus, & Swarte. Ce qui fait en tout onze vaisseaux de guerre, cependant le Vice-Amiral de Ruyter a écrit le 21. à Leurs HH. PP. qu'il y en avoit que 10. de peris, enforte qu'un de ceux que j'ai marqué ci-dessus sera apparemment revenu. Il n'y en a que les trois premiers qui appartiennent à l'Etat, les autres sont des vaisseaux louez, qui sont peris pour le compte de ceux qui les avoient louez. Il y en a plusieurs qui ont perdu leurs mats & d'autres qui sont fort delabrés, néanmoins on peut dire que la perte n'est pas excessive, & qu'il ne peut s'en suivre un fort grand préjudice. Voilà l'Hiver qui commence, & qu'on pourra, sans perdre de tems, employer cette saison à tout parer. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

A Paris le 14. Novembre 1653.

Depuis ma première Conférence avec Mr. Comte Servien, j'en ai encore eu une sous prétexte de lui rendre visite. Vous avez raison de dire que ce qui s'est passé ci-devant venoit de lui, mais ce Seigneur a beaucoup de credit, & c'est lui qui a sous le Cardinal le maniement des affaires les plus importantes du Royaume, pour ne pas dire que toutes lui passent par les mains : son Eminence a pour lui une estime

toute particulière , & rien ne se fait sans lui , sur tout en ce qui regarde Leurs HH. PP. & l'Allemagne , car il passe ici pour être celui qui en a la meilleure connoissance. Le mal de tout ceci, c'est qu'il n'est point parti ci devant fort content de chez nous , en sorte que depuis ce tems-là il a conservé contre la République un certain levain qui opère a présent , & qui est cause qu'on ne traite pas aujourd'hui les choses autant à l'amiable que le demande la Conjoncture du tems & des affaires. Cependant il me paroît que depuis quelque tems j'ai fait quelques progrès sur son Esprit , qui continueront comme je l'espère ; & pour remédier à ce qui pourroit rester de ce mauvais levain , je pourrois employer *Silbon* auprès du Cardinal *Mazarin*, sur l'esprit duquel il a beaucoup de pouvoir , peut-être même un peu trop ; & à la faveur de de cette Sappe on viendra à bout de la mauvaise humeur de *Servien*. Mais il faut employer les moyens que j'ai proposez & c'est à présent qu'ils viennent à propos. Je trouve aussi que Mr. *Servien* ne fait & ne dit rien de lui même , il parle & traite par ordres , quoiqu'il affecte de ne le pas faire connoître. Il a envoyé à la Cour par un Exprès tout ce qui s'est passé entre lui & moi ; & m'avoit fait espérer que j'aurois réponse avant le départ de la présente ; mais l'affaire de St. *Menehout* l'a empêché , elle occupe entièrement le Cardinal qui a voulu entreprendre quelque chose contre le sentiment des Généraux & de quelques membres du Conseil ; du moins c'est sur quoi il s'est venu excuser auprès de moi.



Depuis ma première Conférence je lui ai mis hors de la tête le Projèt , qu'il s'y étoit fouré , de faire rompre les Provinces-Unies avec L'Espagne : il en conçoit l'impossibilité.

Les Dispositions de la France tendent à faire avec l'Angleterre un traité d'Amitié à des Conditions honorables, s'il est possible; autrement de faire avec les Provinces-Unies une Ligue offensive & défensive , & pour ne pas trainer cette affaire, d'employer tous les moiens les plus efficaces , qu'ils pourront mettre en usage par eux mêmes & par d'autres en Irlande en Ecosse & encore en Angleterre à qui on fourneroit du secours; jusqu'à donner même une Flotte au *Roi d'Angleterre*, & à inviter d'autres Rois & Princes qui seroient admis dans la Ligue d'un commun consentement. On me demande si le *Roi de Danemarck* suivroit en cela les desseins de Leurs HH. PP. on m'assure d'y faire entrer le *Portugal* qui avant toutes choses donneroit aux Etats Généraux & à la Compagnie du Oüest une satisfaction raisonnable , en parlant du *Roi d'Angleterre*, on n'entend pas de le rétablir ; mais de s'en servir pour l'avantage de la Ligue. Le point de vüe est d'unir d'intérêts la France & les Provinces-Unies pour traiter , conclure ou rompre ensemble avec *Cromwel* & le Parlement, faire ensemble ou la paix ou la guerre avec lui ; & la France dit que les Etats Généraux doivent être persuadés qu'elle n'a d'autre but que de se mettre en repos de ce côté-là. Il me semble, sous correction, que je fais tous les jours quelques progrès par

raport aux articles de Commerce par mer, & que tous les jours j'y en ferai de nouveaux. On dit que si la France pouvoit s'accorder, conclure & agir de concert avec les Provinces-Unies à cet égard, l'intention seroit d'envoyer des Ambassadeurs de la part des deux Puissances au Général *Cromwel* & au Parlement pour leur notifier la Ligue & ses Conditions & leur demander réparation & restitution des pertes & dommages, offrir au Général *Cromwel* & au Parlement de faire avec eux une traité d'amitié ferme & honorable; & au cas de refus, déclarer la Guerre à l'Angleterre; si l'on me trompe, je ne trompe point; c'est à la République à y réfléchir; Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

A Paris le 14. Oct. 1653.

M O N S I E U R ;

Je vous suis très obligé de la Communication que vous faites des choses contenues dans la vôtre du 6. du Courant. Je suis charmé des dispositions que l'on a faites pour la sûreté du Roi de Dannemark, & je souhaite que cela passe dans la Généralité & qu'on en vienne à l'exécution. La base du credit d'un Etat dans le monde est l'exacte observation de la  
foi

soi donnée ; il est vrai qu'il s'en trouve qui traitent d'adresse la conduite opposée. Mais il me semble qu'ils ont grand tort.

Je joins à la présente une Lettre qui doit être communiquée à Leurs N. & G. P. mais dans laquelle il y a quelques particularitez qui, (sauf meilleur avis) pourroient être venues secretes sans offenser personne, d'autant que dès qu'elles deviendront publiques, les ruits en sont immancablement perdus. Les mesures dont on parle sont plus particularisées dans votre Lettre que dans celle que j'adresse Leurs HH. PP. si cette affaire pouvoit prendre ce train, je crois, autant que me le persuade mon peu d'experience, que l'Etat réablirait sa tranquillité du côté de l'Angleterre avec beaucoup plus de gloire & de réputation, c'est ce que je laisse à décider à la sagesse & la prudence de Mes Seigneurs & Ministres.

Il ne me paroît point que les François prennent trop à cœur les interêts du Roi d'Angleterre, qu'autant qu'il faut qu'il y ait un maître en Angleterre, car ils ne peuvent souffrir le Parlement d'Angleterre & ils s'y fient moins qu'à qui que ce soit.

Je recommande cette affaire & ma Lettre ci jointe à votre discretion & je vous prie de la tenir secrette. Les affaires du Commerce & de la Navigation s'accorderoient fort bien ensemble à ce que l'on me dit, & l'on pourroit blâmer sur le traité de Marine de l'an 1646. que l'on m'a présenté. La Négociation avec les Liégeois fait ici un fort bon effet; & il me paroît, ainsi que vous le verrez dans la Lettre

ci jointe , que la Conjoncture du tems & des affaires est très propre pour traiter avec le Portugal , si Leurs HH. PP. jugeoient à propos de profiter de ce-tems ci pour en commencer les Négociations.

Je vous parle aussi dans la Lettre ci jointe de la liste que j'ai envoyé touchant les présens à faire , je n'en dis mot dans celle que j'écris à Leurs HH. PP. car s'il faut communiquer à quelqu'un l'affaire de *Silbon* , voilà tout renversé & l'on en perd le fruit. Les autres présens seront publics & feront honneur à Leurs HH. PP. *Renaudot* est mort , mais son fils lui succède dans le même emploi.

Les dispositions de la Suède sont plus favorables aux Anglois qu'à Leurs HH. PP. j'ai été confirmé dans tout ce que je vous ai écrit touchant Mr. *Chanut* Ambassadeur de France : Il faut prendre garde que cet Ambassadeur ne puisse soupçonner que la Regence en est informée , car tout ce que vous lui ferez goûter ou notifier , il le fera goûter & notifier à la Reine de Suède ; C'est un honnête homme , d'une humeur très douce , qui entend raison , qui fait les belles Lettres & qui a une grande connoissance des affaires de la Suède. Si Nos Messieurs qui sont à Londres pouvoient apaiser le mécontentement de *Lagerfelt* ( La Nation Suédoise est terriblement brusque ) ce seroit un grand avantage.

On peut disputer par mer le passage de *Wythlock* , sur tout puisque Mr. l'Amiral s'y trouve avec de si puissantes forces & qu'il doit absolument passer à travers. Les bruits qu'on a repandus ici sur ses Instructions , continuent

com-

omme je l'ai mandé ci-devant à Leurs N. & G. P.

Tout le mal que ressent la République vient des Emissaires d'Espagne, qui atiseront encore davantage le feu s'ils peuvent, à moins que Leurs N. & G. P. n'y remédient par leur grande sagesse & leur prudence. Ces Boues-feu irritent les deux Nations l'une contre l'autre & par ce moyen ils satisfont à leurs vûes Politiques & à la haine Ecclésiastique qu'ils portent à la Religion.

Dieu soit loué de ce que Mr. le Vice-Amiral *de Witte* est arrivé à bon port avec la meilleure partie de la Flotte des Indes & du Nordt, c'est un grand secours pour nos Négocians, un bon renfort pour l'Etat & un grand soulagement pour bien de pauvres gens. Dieu veuille faire arriver le reste à bon port, & répandre la force & ses Bénédiction sur les armes de l'Etat afin que le Commerce & la Navigation soient bientôt rétablis dans leur lustre & leur liberté naturelle, soit par une bonne paix, ce qui seroit le meilleur, soit par la force des armes que nous sommes obligés d'employer avec tant de lenteur. Celles-ci seront le moyen le plus sûr pour obtenir des nos ennemis la première d'autant plus honorable. C'est la humeur de cette Nation qui ne fait que ce à quoi elle est contrainte; alors elle tombe tout d'un coup.

Je me recommande & mes affaires à vos bons soins, & je vous prie de me croire  
cc.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 27. Novemb. 1653.*

MONSIEUR,

J'ai reçu les deux vôtres du 14. du Courant après l'expédition de ma dernière en date du 20. Je crois vous avoir mandé que Leurs HH PP. s'étoient conférénées, à l'égard des points de délibération proposez par Mr. Keyser, à ce que Leurs N. & G. P. en avoient résolu excepté le seul point de Ratification que les Députez des Provinces se sont chargez de communiquer à leurs supérieurs.

Il y a quelques membres des Etats de Hollande, qui forment à présent des difficultez par rapport aux presens que vous proposez & les autres ne peuvent se résoudre à faire passer la chose à la pluralité des voix malgré ceux qui s'y oposent, de sorte que je ne vois gueres jour à cette affaire; d'un autre côté les Commissaires de Leurs HH PP. n'en ont point encore fait leur raport.

Ce que vous marquez des mauvaises dispositions de la Suède par raport à l'Etat, n'a que trop paru par les Procédures qu'on a tenuës depuis quelque tems envers les sujets de l'Etat, & que j'ai trouvé à propos de vous communiquer avec toutes leurs circonstances, contenuës dans deux Lettres que la Regence a reçuës de Mr. de *Beunningen*, dont vous trouverez les Copies ci-jointes. N. 1.

Cependant j'espère qu'aussi-tôt que le Roi fera informée que Leurs N. & G. P. ont blanché des le 23. du passé le *Groot Johan* pour satisfaire à sa demande, Sa Majesté remplira toutes choses comme auparavant & fera tout réparer ainsi qu'il convient, c'est aussi ce dont Leurs N. & G. P. ne doutent point jusqu'elles n'ont pris, sur la reception desdites lettres d'autre Résolution que celle dont je vous envoie l'Extrait ci joint N. 2.

Depuis ce que je vous ai marqué dans mes dernières touchant l'Alliance avec le *Prince de Danemarck*, Leurs N. & G. P. ont résolu ce que vous verrez par l'extrait ci-joint N. 3. les autres Provinces en ont pris Communication, mais elles n'en ont pas encore rapporté leur avis. Deux des vaisseaux de retour de la Compagnie des Indes qui, au départ du Vice-Amiral *Wit* *Corneille de Witte* étoient restés à *Bergen* en Norwegue, sont heureusement arrivés dans vos ports avec le Commandeur *Boer*, ayant échappé là le troisième qui n'avoit pu sortir avec le même vent. Plusieurs Vaisseaux de Guerre & Batimens marchands venant du Détroit & d'Espagne, & le Commandeur *Corneille Tromp* avec six Vaisseaux de Guerre & trente à quarante Batimens marchands sont arrivés, par la Manche, en Zeelande, de sorte que tout auroit été à souhait sans la perte causée par la dernière tempête.

On a eu avis depuis que le Vaisseau des Indes qui étoit resté derrière, étoit arrivé de *Bergen* en *Valkeren* avec plusieurs Batimens qui viennent du détroit & autres Vaisseaux marchands; & l'on donne les meilleurs ordres qu'il est

est possible pour les aller chercher & les conduire à bon port.

La Flotte dela Mer Baltique qui s'étoit assemblée dans le *Sundt* depuis la pointe de *Scha-gen*, après le depart du Vice-Amiral *de Witte*, & entr'autres sur tout quatre Batimens chargez de Canons achétez par l'Etat, est arrivée heureusement le 23. du Courant dans le *Vlie* sous le Convoi de trois vaisseaux de Guerre, & suivant l'avis du Commis elle est forte de 80. à 100. batimens.

Je vous envoie ci joint N. 4. Copie de ce que l'on a reçu d'Angleterre par la dernière poste.

Mr. L'Ambassadeur *Chanut* est arrivé ici lundi dernier, & a eu aujourd'hui Audience publique de Leurs HH. PP. Il s'est renfermé dans les termes généraux des complimens & déclarations ordinaires, & dans sa reception comme ailleurs il a donné aux Députez de Leurs HH. PP. le rang & les honneurs que Leurs HH. PP. soutiennent leur appartenir & que Mr. de *Bellievre* leur avoit refusé en dernier lieu.

Je souhaiterois que vous penetrassez & me fassiez savoir en quoi consistent les Instructions que ce Mr. *Chanut* a jusqu'à présent & celles qu'on pouvoit lui donner dans la suite, & quoi qu'il soit impossible & que les temps & la constitution présente de nôtre Gouvernement ne permettent pas de vous autoriser à faire quelque dépense à cet égard; cependant je suis résolu d'y depenser deux ou trois cens florins pour en être sûrement informé, ainsi si vous croyez atraper une copie desdites Instructions



entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 69

laquelle on puisse se fier, moyennant cette petite depense, je vous rembourserai d'abord avec reconnoissance ce que vous aurez deboursé, ou je le compterai suivant vos ordres à Mr. votre fils ici.

J'ai communiqué selon que vous le marquez, votre Lettre secrète à Leurs N. & G. P. leur recommandant fortement le secret, j'en ai retranché un passage qu'il n'est pas nécessaire que l'on sache, Ils n'ont pris aucune résolution sur cette lecture non plus que Leurs H. PP.

On a été occupé ici quelque tems à l'érection d'une *Chambre Mi-partie* & l'on a fixé le premier Decembre pour en faire l'ouverture; puisque tout est réglé, & que les juges qui en ont deleguez ont résolu de partir le 3. Decembre pour Malines: ainsi il y a lieu de voir qu'enfin on verra l'exécution de cette affaire. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. de  
WITT.

A Paris le 21. Novembre 1653.

M O N S I E U R ,

Depuis la reception de votre paquet du 6. Courant, j'ai aussi reçu celui du 13. J'ai la liberté de réitérer dans mes Lettres d'aujourd'hui à Leurs HH. PP. l'affaire du renouvellement de correspondance avec la République

que de Venise, parceque l'Ambassadeur est encore revenu à la charge.

Cette Cour-ci, c'est-à-dire Mr. le Cardinal est si occupée au siège de St. Menehout, qu toutes les autres affaires sont comme suspendues, ce qui est cause que Mr. Servien n'a pu encore me donner une réponse definitive si les articles, que je lui ai proposez, il y a de long-tems. Il n'y a cependant personne qui ne s'aperçoive bien qu'il importe fort à la France que Leurs HH. PP. ne concluent rien avec l'Angleterre sans elle, & qu'elle se repose sur la puissante Alliance qu'elle offre à Leurs HH. PP.

Les bruits qu'on répand ici, & qui viennent de gens qui doivent être au fait, ne s'accorder pas bien, cependant tout se réduit à ceci qu'y aura dans peu un bon accommodement conclu entre Leurs HH. PP. & les Anglois ce que quelques-uns souhaitent ici avec bien de la passion.

Vous verrez par ma Lettre publique les bruits qui courent à Marseille, que Leurs HH. PP. avoient donné ordre à leurs Vaisseaux de Guerre qui sont dans la Méditerranée d'arrêter & se rendre maîtres de tous les Bâtimens marchands François, je vous prie de m'instruire cet égard, afin que je sâche ce que je dois dire à cet égard.

On a arrêté à Marseille plusieurs gros & petits Bâtimens pour transporter quelque secours à Roses, si les nôtres s'y opposent le moins du monde, cela causera ici une terrible rumeur, c'est pourquoi je devrois être informé avant le coup, sauf correction, de la Ré

lution de Leurs HH. PP. à cet égard.

Quant à la Députation qu'on envoie en Portugal, je vous avoue que mon sentiment est qu'il seroit avantageux que Leurs HH. PP. accommodassent & fissent la Paix avec cette Couronne. Lorsque j'étois en Hollande, le Consul me communiqua certaines conditions fort importantes, dont il meditavoit été chargé par le *Roi de Portugal*, avant son départ de Lisbonne; je savois fort bien alors qu'il y avoit certains personnages qui n'y prêteroient point d'oreille, tant que le Roi ne s'engageroit pas à faire restituer toutes les Terres dont l'Etat étoit en possession par le moyen de la Compagnie d'Oüest: or ce faire restituer n'est pas au pouvoir du *Roi de Portugal*, dont la Couronne n'est pas encore assez affermie, & il y a en Portugal autant de riches que de pauvres qui ont un très grand intérêt dans la possession du Brasil, en sorte que, de leur propre aveu, ils verroient plutôt tout renverser sans dessus dessous, que de perdre leur bien. Leurs HH. PP. obtiendront aisément un bon équivalent en argent. Je conclus par vôtre recit qu'on se relâche beaucoup des prétentions précédentes, ainsi je conçois quelque espérance.

Dieu veuille que dans la tempête extraordinaire qui s'est fait sentir depuis peu dans la Mer du Nord, nos mariniers aient fait leur devoir. J'apprends des côtes de Hollande & de Zéelande tant de malheurs certains & tant d'autres apparens, que je tremble d'en apprendre la confirmation par la première poste. Que Dieu veuille dans ses grandes Compassions consoler nos chers compatriotes & la République de leurs per-

pertes & les reparer par de nouvelles bénédiction.

Je foudraierois fort que Mrs. les Députés qui font en Angleterre me donnassent des avis certains de ce qui se passe dans ce Pais-là, mais l'interception de leurs Lettres & des miennes trouble entièrement nôtre Correspondance en sorte que jusqu'à présent je n'ai pu en recevoir un seul avis sur lequel je puisse faire fonder quelque envie qu'ils paroissent avoir de m'informer de tout. Cette Cour-ci se plaint fort de ces interceptions, qui arrivent tous les jours & d'une manière si grossière & si peu menagée, qu'il paroît qu'ils s'embarassent fort peu puisqu'ils récachètent les Lettres si grossièrement qu'il est aisé de voir qu'on les a ouvertes.

Le Duc d'*Angoulême*, le dernier \* Héritier de la Maison de *Valois* à substitué tous ses grands biens, au défaut de Successeur, au Prince de *Condé*. Sa fille est mariée au Duc de *Foyeuse* mais il n'y a pas d'enfans de ce mariage jusqu'à présent. Je suis, &c.

A

\* Il se nommoit *Louis Emmanuel* Duc d'*Angoulême* Comte d'*Alets*, il étoit Fils de *Charles d'Angoulême*, Fils naturel du Roi *Charles IX.* qui l'avoit eu de Mad. *Marie Touchet*, fille du Lieutenant particulier du Présidial d'*Orléans*. Ce Prince lui donna le Duché d'*Angoulême*, il épousa en première nôce *Charlotte de Montmorenci*, fille de *Henri I. de Montmorenci* Connétable de France & de sa première Femme *Antoinette de la Mark*, fille aînée de *Robert de la Mark* Duc de *Bouillon*, Prince de *Sedan* &c. Maréchal de France. Il en eut *Louis Emmanuel* dont il est parlé ici.

Mr. le Conseiller Pensionnaire J E A N  
D E W I T T.

De Paris le 21. Novembre 1653.

M O N S I E U R,

J'ai donné avis ci-devant des procédures  
qu'on avoit commencé en Bretagne contre les  
vaisseaux & Effets des Anglois; ceux de Nor-  
mandie avoient imitez les premiers & com-  
mencé de pareilles saisies.

Mais depuis quelques jours il est arrivée ici  
un exprès de Mr. de Bourdeaux, Ambassa-  
deur de France à Londres, avec des Lettres  
pour Sa Majesté & pour plusieurs Membres du  
Conseil en particulier. Ce Courier est parti de  
Londres Lundi 10. Novembre. Le contenu  
de ces Lettres est que l'on est piqué au vif  
en Angleterre de ces Saisies & Confiscations,  
faites en Bretagne, en sorte que si l'on n'y remé-  
die au plutôt les choses pourroient bien en ve-  
nir à une Déclaration de Guerre: C'est pour-  
quoi cet Ambassadeur prie qu'on fasse Réflé-  
xion sur ces dépeches, pour éviter ce coup,  
qu'on appréhende ici plus qu'on ne le peut di-

En Conséquence de cet avis, Sa Majesté  
& son Conseil ont d'abord annulé par arrêt du  
Conseil toutes les Procédures & Arrêts des  
Parlemens de Rennes & de Rouen, avec or-  
dre de relâcher effectivement les effets & Bâ-  
imens Anglois, ce qui ne plaira pas du tout  
aux Bretons & aux Normans qui ont fait des per-  
s.

Un autre exprès parti de Londres avec le précédent mais qui ne vient que pour des affaires particulières de Marchands , raporte qu'à son départ il y a eu un *embargo* mis dans tous les ports d'Angleterre sur tous les Bâtimens & Matelots qui sortent , afin qu'on ne manque pas de matelots , dans les levées qu'on en fait à Londres & dans tous les Ports d'Angleterre , pour en fournir la Flotte ; cette conduite cause beaucoup de plaintes & de peines. On se presse ainsi , parce qu'on a eu des avis de Hollande , des ordres que Leurs HH. PP. ont donnez pour équiper une puissante Flotte , & que l'on craint en Angleterre , qu'elle ne vint jusqu'à l'Embouchure de la Tamise dans laquelle sont leurs plus gros Vaisseaux & leurs plus grandes forces , ce qui les empêcheroit d'en sortir & de joindre ceux qui sont dehors.

Il raporte aussi qu'on est las à Londres de cette guerre avec Leurs HH. PP. depuis qu'on a manqué de s'emparer de ces Flottes & de ces Bâtimens qui s'étoient retirez en Norwegue & en Dannemark, sur quoi la Régence avoit néanmoins fait fonds , sur tout sur la prise des Vaisseaux de retour des Indes , pour compenser leurs dépenses & acquiter leurs dettes passées & celles qu'ils contractent encore tous les jours ; Ce qui les engage à présent dans quelques procédures un peu dures dans les recherches que l'on fait contre certaines personnes qui ont de gros biens , & sur tout contre les Papistes , afin de subvenir par ces moïens aux besoins publics.

L'Opinion de cet homme étoit que les Dé-  
pu

itez de Leurs HH. PP. ne pouvoient avoir occasion plus favorable pour avancer les affaires.

Il vient d'arriver encore quelqu'avis d'Angleterre que les Députez de Leurs HH. PP. ont encore eu une Conférence avec le Comité Anglois, que Mr. de Beverningh avoit dit pour entrer en matière, qu'une personne qui étoit à cœur les Intérêts des deux Républiques lui avoit remis un Papier, qu'il communiqua, & qui contenoit les Articles & Conditions qui, à son avis, pouroient terminer la guerre pour le bien des deux Etats, & établir une bonne paix & Amitié entre les deux Nations.

On prétend ici que cette personne, sur laquelle on raisonne à perte de vuë, est Cromwell même, & que la Conclusion n'est pas éloignée.

Je n'écris rien de tout ceci à la Regence parce que ne le tenant pas d'une main sûre, je ne prétends pas qu'on doive y ajouter une entière foi, ainsi je vous prie de le considérer comme un avis particulier & pour vous instruire de ce qui se débite ici sur les Négociations d'Angleterre. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

Le 4. Decembre 1653.

MONSIEUR,

J'ai reçu, après l'expédition de ma Lettre du 27. du passé, les deux votres en dates du 21. La dernière poste de France n'est pas encore arrivé.

Par raport aux ordres donnés par Leurs HH. PP. contre les Vaisseaux François dans la Mediterrannée, vous vous souviendrez sans doute, que dans l'année 1651. Leurs HH. PP. ont été contraintes, après une longue patience, d'armer un nombre de Vaisseaux contre les pirateries des François dans cette Mer. Vous vous souviendrez aussi du contenu des Instructions que Leurs HH. PP. donnèrent alors au Lieutenant Amiral *Tromp* d'heureuse Memoire destiné à commander cette Escadre dans la Méditerranée, où l'on n'envoia ensuite que le Commandeur *Cats*, & enfin de quelle manière on adoucit depuis la sévérité de ces Instructions à l'arrivée du Commandeur *Jean van Galen*, & lorsque la présente guerre avec l'Angleterre commença. Depuis ce tems, autant que je puis m'en souvenir, comme ces pirateries continuoient toujours, Leurs HH. PP. ont renouvelé ces premières Instructions en tout ce qui regarde ces Pirateries; renouvellement dont on a souvent donné avis depuis ce tems-là à ceux qui



ui commandoient de la part de l'Etat dans la Méditerranée ; en leur ordonnant d'agir en conformité contre les Vaisseaux François ; & tout récemment on a envoyé les même ordres au Commandeur *Rootbaes* à l'occasion de la prise du Vaisseau l'Espérance & des mauvais traitemens que le maître de ce Bâtiment à essuyé. C'est sans doute ce dernier ordre qui a donné lieu au bruit dont vous parlez dans une de vos dernières ; Mais l'intention de Leurs HH. PP. n'est nullement de causer aucun embarras aux Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté qui font voile avec de bons ordres, encore moins à ceux qui seroient employez à sejourner ou à délivrer quelque place assiégée, ainsi je ne crois pas qu'ils aient rien à en craindre.

Je vous envoie ci joint sous le N. 1. Copie de ce que la Régence a reçu d'Angleterre depuis ma dernière : de plus Nos Députez dans le Pais ont notifié sous le Couvert de Mr. le Secrétaire *Ruyssch*, qu'ils avoient eu une Conférence avec les Commissaires du Conseil le 27. & le 28. du passé, mais ils ne s'expliquent pas sur ce qui s'est passé dans cette Conférence, & qu'ils renvoyent à l'ordinaire suivant, ainsi que vous le pouvez voir dans la Copie de ladite dernière Lettre ci jointe N. 2.

Mr. les Députez pour la Chambre Mi-parlement, ne sont pas encore partis d'ici, mais ils se disposent à se mettre en chemin demain ou au plus tard après demain.

Nous n'avons pas encore de nouvelles plus riches des actions & de la conduite des Troupes Lorraines, non plus que de leur séjour,

depuis ce que l'on en a appris par la Lettre de *Brederode*, dont je vous envoie Copie aussi bien que des annexes sous le N. 3.

Les Négociations commencées ici avec l'Envoyé du *Prince de Liège* sont entièrement rompues de la part de cet Envoyé, sans doute sur ce qu'il a appris de la Résolution de Leurs N. & G. P. que je vous ai communiquée par ma dernière, & à laquelle les autres Provinces paroissent disposées de se conformer; Il a demandé à Leurs HH. PP. ses Lettres de recréance, en sorte qu'il fait état de partir incessamment sans continuer aucune Négociation.

Depuis que Mr. *Chanut* a eu sa première Audience il n'a fait Proposition ni verbalement ni par écrit, & n'a demandé jusqu'à présent ni Audience ni Commissaires à cet effet.

N'ayant rien autre chose d'important à vous mander je finis en Vous assurant que je suis  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*A Paris le 28. Novembre 1653.*

**M O N S I E U R,**

Leurs HH. PP. m'avoient écrit que je fisse en sorte par le moyen de cette Cour-ci que les Commissaires Portugais commençassent au  
plû

tôt les Négociations avec ceux de la République. Pendant que j'y travaillois Mrs. *Ruolphi & van Hoven* sont arrivé de Lisbonne chez moi & m'ont donné à connoître par un court récit de ce qu'ils avoient expérimenté que les choses n'étoient pas disposées à des Conférences ; ainsi de leur avis je ne ferai aucune tentative dans cette affaire jusqu'à ce que Leurs HH. PP. instruites par le raport de ces Messieurs me donnent de nouveaux ordres ; ou si vous trouvez que nonobstant cela je doive persister, faites moi la grace de m'en informer.

J'avois déjà disposé ici les choses de manière que la France s'étoit chargé de disposer le Roi de Portugal à donner une satisfaction raisonnable à Leurs HH. PP. La France voudra comprendre le Roi de Portugal, comme allié, dans l'Article XLVIII. du projet d'Alliance qui est sur le tapis avec cette Couronne-ci. Si je m'y oppose, ainsi que le portent mes Instructions, les Commissaires François exprimeront la chose par manière de demande ; *Que la France propose le Roi de Portugal pour être, comme son allié, admis au présent Traité de Ligue, après qu'il se sera accommodé avec les Seigneurs Etats des Provinces-Unies.* De cette manière là Leurs HH. PP. restent toujours les maîtres d'admettre le Portugal ou non ; & l'on exige du Portugal la satisfaction demandée, à quoi la France s'engage par le projet de cet Article de disposer le Roi de Portugal.

Il est parlé dans une Lettre publique du succès des offres d'une Négociation de Paix entre cette Couronne & celle d'Espagne ; Je ne

dis rien de la réponse qui y a été faite ; mais je pourois presque assurer Leurs HH. PP. que si l'on vouloit offrir la Médiation de l'Etat , & envoyer à cet effet une Ambassade solennelle en Espagne, on n'y trouveroit point d'oposition de ce côté-ci. Si l'on fait la paix avec l'Angleterre il faut faire en sorte que la guerre finisse entre ces deux Couronnes-ci, car il me semble que nôtre Commerce & nôtre Navigation ne peuvent avoir aucune sûreté tant qu'elle durera. Ainsi je tiens pour une Maxime certaine qu'il est de l'intérêt de l'Etat non seulement d'avoir la Paix avec tous les Rois, Républiques, Princes & Etats, mais même de l'entretenir entre eux, car tout trouble & toute guerre sont contraires au bien de la République.

Depuis ce que je vous ai marqué de mes Négociations touchant l'Alliance, j'ai fait des progrès considérables dans ce qui concerne le Commerce & la Navigation & même touchant la Ligue défensive. En premier lieu j'ai obtenu tout le Traité de Marine conclu provisionnellement en 1646. & la Cassation de la prétendue Loi Françoisé que *Robe d'Ennemi confisque celle d'Ami* ; en sorte qu'à l'avenir s'il se trouve dans un Vaisseau franc Hollandois des effets appartenant à leurs Ennemis, ces seuls effets seront confiscables & l'on relâchera le Vaisseau & le reste des effets ; Car il est impossible d'obtenir le contenu de l'Article XXIV. de mes Instructions où il est dit que *la Franchise du Bâtiment en afranchit la Cargaison* même appartenant à l'Ennemi ; à la vérité on me fait espérer que dès que la Paix sera faite avec l'Espagne, on ne fera pas beaucoup de di-

ficulté d'accorder à la Republique la clause  
*utiment franc, cargaison franche*; on ajoute  
ême qu'on n'accordera ce traité de marine,  
nfi modifié, à aucun autre, qu'à Leurs HH.  
P. avantage qui merite réflexion.

Messieurs les Commissaires François conti-  
ient à discourir beaucoup sur les conditions  
e la ligue offensive, mais nous n'avons encore  
en mis par écrit; ils fouhaiteroient que la  
orrespondance & la bonne amitié se rétablît  
utuellement & de concert entre la France,  
eurs HH. PP. & l'Angleterre; mais si cela ne  
pouvoit faire à de bonnes & favorables con-  
tions & que la Guerre continuât avec Leurs  
H. PP. & commençât avec la France, alors  
se pouroit faire une bonne ligue; ce sont les  
spositions de la Cour qu'ils laissent entrevoir.  
n ne parle plus de la nécessité de rompre  
vec l'Espagne & cette Cour ne l'exige plus;  
vous remercie des communications que vous  
avez faites par la votre du 20. Dieu soit loué  
e ce que la perte n'a pas été plus grande; Je  
ne recommande toujours à vous & suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 11. Decembre 1653.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 28. du passé après vous  
voir écrit ma dernière du 4. du Courant. Pour

D 5

Y

y repondre je vous dirai seulement, qu' autant que je le pense, vous ne pourrez tirer aucun fruit de toutes les peines que vous pourriez vous donner par raport à l'affaire du Portugal. Nous attendons avec impatience quels auront été vos progrès depuis votre dernière, dans les négociations qui sont sur le tapis.

Un des Envoyez du Prince de Liège qui est resté ici a fait entendre à leurs HH. PP. qu'il avoit reçu ordre de renouer les Conférences avec les Deputez de l'Etat, & autant que je le puis conjecturer de ses discours particuliers il ne paroît plus éloigné de conclure sur le point proposé en dernier lieu par leurs N. & H. P. & dont je vous ai fait part cy-devant; & c'est ce qu'on lui accorda déjà avanthier; cependant il ne s'est pas encore tenu de conférence.

Les Juges délégués pour la chambre *Mi-partie* sont partis hier pour Malines, excepté Mr. *Doubleth* qui est resté ici par ce qu'il est indisposé outre cela Mr. le Deputé d'Overyffel pour cette affaire doit encore attendre la presentation d'une autre personne de cette Province.

Jusqu'à présent l'Ambassadeur *Chanut* n'a fait à la Republique aucune proposition ni de bouche ni par écrit, excepté son compliment.

Leurs N. & H. P. ont élu Mr. le Pensionnaire *Vogelsangh*, Conseiller ordinaire en la Cour de Hollande.

Je vous envoie ci p.ès dans deux Copies distinctes, ce que la Regence a reçu d'Angleterre par la dernière poste, tant publiquement que sous l'Adresse secrette; quoique vous n'y trouverez pas tout ce qui pourroit vous contenter, cependant, à mon avis, il y a une chose que nous

ous regardons le présent comme la base de  
out l'Edifice ; on pourra à l'avenir prendre  
s mesures sur ce qu'il y a à attendre des  
nglois.

Nous n'avons ici autre chose qui merite  
attention ; l'Assemblée de Leurs N. & G. P.  
séparera aujourd'hui ou demain. Je suis,

P. S. J'ai reçu vos deux Lettres du 5. &  
Lettre publique à Leurs N. & G. P. mais  
eurs HH. PP. ni Leurs N. & G. P. n'ont  
as encore reçu le projet d'alliance dont vous  
aites mention ; ainsi vous ne feriez pas mal  
en envoyer une seconde Copie au cas que  
la première fut perdue.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. de  
WITT.

*De Paris le 5. Decembre 1653.*

MONSIEUR,

Nous n'avons reçu les Lettres de Hollande  
que jeudi au soir. J'ai reçu alors la vôtre du  
27. Novembre. Après avoir fait mon devoir  
en proposant ce que je croi être pour le bien  
public , s'il y a des membres qui fassent diffi-  
culté d'y contribuer , il faut s'en consoler , la  
chose dont vous m'avez écrit en chiffre étoit  
d'une nature à ne pouvoir être pratiquée avec  
votre Proposition.

Les choses se traitent avec bien de la hauteur en Suède; je me refouviens bien que du tems du Roi *Charles*, on y avoit plus d'égards pour Leurs HH. PP. Ce Prince les a fort mal recommandées à son Heritiere: ainsi vont les choses, cependant ils ont de grandes obligations à la Republique, ainsi ils devroient du moins s'abstenir de lui faire du mal.

J'apprends avec plaisir les progrès de la ligue avec les *Liégeois*, elle pourra devenir très considérable par l'admission des autres Princes & Etats voisins.

Dieu soit loué de ce que les Flotes d'Orient & du Nord sont arivées. Mais quelle utilité en retirera-t-on, si recevant chez nous tant d'effets & de marchandises, nous ne pouvons les transporter où il seroit necessaire? Voici le tems des Vendanges où on a coûtume de les changer pour des vins & autres choses nécessaires, & les eaux du Ouest nous sont fermées. J'apprends que les Anglois sont forts en mer & que nos plus gros vaisseaux se rangent vers les cotes: on regarde ici cette temporisation des Anglois comme très suspecte & très dangereuse pour la France comme pour Leurs HH. PP. mais je me repose sur la sagesse de ceux qui sont au timon. Je suis,  
&c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 5, Decembre 1653.

MONSIEUR,

Leurs N. & G. P. sont les plus interessées dans l'affaire du Commerce & de la Navigation, & par consequent dans le futur traité de Marine auquel j'ai donné tout le soin & toute application dont je suis capable pour obtenir les conditions les plus favorables, que j'envoie par cet Ordinaire à Leurs HH. PP. je ferai ravi si elles sont agréables à Leurs N. & G. P. J'ai obtenu dans ce traité ce que l'on n'a encore obtenu avant moi dans aucun autre, savoir que Leurs HH. PP. y sont traitez par tout de *les Seigneurs Etats*, au lieu que ci-devant on ne se servoit que du terme *les Sieurs*. Il dépend à présent de Leurs HH. PP. & de vôtre bonne adresse, d'exiger des Ministres publics & sur tout de ceux de France, après la conclusion de ce traité, que dans tous Ecrits Lettres, ou Mémoires mis en François ils se servent du terme *les Seigneurs les Etats*, ce qu'ils ne pourront refuser, puisque le Roi lui même l'employe dans un traité solennel. Les autres Princes seront bien obligez de suivre cet Exemple.

Le mot *du dehors* qui est dans l'Article II. & dans le LI. des mes Instructions a donné

D 7

lieu

lieu à bien des disputes; parce, disoient les Ministres du Roi, qu'il est contradictoire au même Art. II. & à nôtre Art. III. qui porte, *De se faire conserver & maintenir mutuellement la tranquillité, Paix &c.* ce qui ne s'entend que de la tranquillité au dedans de l'Etat; d'un autre côté, disent-ils, si l'on y laisse ce mot *de dehors*, ce seroit une espèce d'encouragement aux troubles & revoltes des Sujets *du dedans*, qui verroient que les autres alliez ne seroient pas obligez de donner dans ce cas aucun secours ou assistance. J'ai cependant obtenu ce point; mais en ôtant le mot *dehors*, pour pallier la chose on a substitué, *envers & contre tous Princes & Républiques, & autre Etats Souverains qui au préjudice &c.* Art. III.

On a aussi ôté le mot *de Pêche* du second Art. de mes Instructions & par tout ailleurs. Mais les termes qu'on y a substituez dans l'Art. III. du projet de Traité sont si amples & si étendus que la pêche y est nécessairement comprise. Cependant pour éviter toute dispute à cet égard je me suis assuré de l'Article secret ci-joint. Cette couronne-ci est attentive à éviter autant qu'elle peut d'irriter la Regence d'Angleterre & de lui donner la moindre occasion d'en venir à une rupture; c'est pourquoi on souffre plus qu'on ne peut. Vous le verrez par le contenu de leur Article V.

Quant à ce qui concerne la sûreté de la fréquentation du Commerce & de la Navigation dans les villes Anseatiques pour les Sujets de l'un & l'autre allié; cette matière com-  
men-

ence à l'Art. V. de mes Instruction & à l'Art. X. dans le projet François.

Quoique suivant les ordres de Leurs HH. PP. j'aye ôté du Traité l'Article XII. de mes instructions, c'est-à-dire du projet des Articles du Traité; j'ai clairement expliqué que Leurs HH. PP. ne prétendent pas & ne veulent pas stipuler le droit de pouvoir faire quelques Traitez ou conventions avec des sujets réelles & seditieux de Sa Majesté pour leur accorder quelque secours contre le service du Roi, mais seulement de pouvoir convenir & accorder avec eux à ce que les sujets de Leurs HH. PP. ne soient pas troublez, inquiétez, pour suivis, aretez ou endommagez en France en leur Commerce ou Navigation par ces illes ou ces sujets du Roi qui sont dans la rébellion ou la Révolte, & afin que jouissant de leur sûreté ordinaire dans leur negoce & dans leur Navigation ils soient à l'abri des incommoditez auxquelles ils seroient nécessairement exposez à l'occasion des troubles qui sont entre le Roi & ses sujets. Et quoique Mrs. les Commissaires du Roi aient à présent demandé d'eux même que cet Art. XVI. soit rayé du Traité, j'ai dit & protesté que Leurs HH. PP. entendoient se réserver le pouvoir & la liberté de faire & prévoir à cet égard en tout tems ce qui a été dit & expliqué ci-dessus, pour mettre leurs sujets à couvert de toutes pertes & insultes; Mrs. les Commissaires ont écouté cette protestation Verbale sans y répondre un mot, ce que je remarque ici expressement comme une preuve d'un acquiescement tacite de leur part.

Vous

Vous me rendrez un grand service & me ferez beaucoup d'honneur si vous voulez me faire part des Considérations & des Instructions de Leurs N. & G. P. sur tout, ce projet de Traité, cela me feroit d'une grande utilité.

On a publié une nouvelle défense de transporter hors du Royaume ni Toile à Voile, ni munitions de Guerre, ni denrées ou provisions pour le Bâtiment ou l'Equipement des Vaisseaux. La Regence & les marchands d'Angleterre avoient ici envoyé des Commissions pour en acheter pour près de deux millions; les forces qu'ils ont rassemblées dans le Canal étoient destinées à faciliter ce transport.

Sur une Lettre de Mr. *de Bourdeau*, les membres du Conseil du Roi se plaignent de ce que les Députez de Leurs HH. PP. à Londres ont eu une Conférence de cinq heures entières avec le Comité Anglois, & de ce qu'ils font sur la reserve avec Mr. *de Bourdeau*, ce qui donne lieu à une infinité de mauvais soupçons. Je ne puis donner sur cela aucune réponse satisfactoire à cette Cour-ci, puisque je ne reçois aucune information de ce qui se passe là. Quoique j'en aie écrit tous les ordinaires & que je l'aie demandé. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 18. Decembre 1653.

MONSIEUR,

J'ai reçu depuis le départ de la mienne du II. os deux Lettres en date du 5. du Courant, si m'ont fait d'abord beaucoup de plaisir; ce que je m'imaginois d'y trouver le Traitemment réglé qu'aussi-tôt la receptioneurs HH. PP. auroient donné leurs ordres pour la Conclusion. En effet j'avois trouvé si vite la différence du Traité & de vos Instructions, ainsi que vous me l'aviez marqué dans vos Lettres, que je ne voyois pas qu'on ait pu en former ici la moindre difficulté, puisque j'avois lieu de croire que me marquant les différences les plus essentielles, vous en auriez passé aucune, pour rapporter celles qui meritoient moins d'attention. Cependant vous avouerez avec votre permission que je me suis trouvé bien loin de mon attente à la lecture de ce Traité projeté, que je reçus samedi dernier, le lendemain que Leurs N. & G. P. s'étoient séparées. En effet j'ai trouvé dans ce Projet quelques points essentiels que Leurs N. & G. P. ne goûteront absolument point; tels sont, I. que la Garantie & défense promise par ce Projet, à l'égard de la France n'est pas limitée, ainsi que le portent vos Instructions, aux pais, Villes & Pla-

Places de Sa Majesté dans tout le Royaume de France & dans ce qu'il possède dans le Pais-Bas , mais généralement à tous les pais Villes & Places que les contractans possèdent présentement en Europe ou pourroient posséder à l'avenir en vertu de quelques traitez ou autrement.

II. Conformement aux Instructions , il est dit dans le Projèt que la République ne sera pas obligée de rompre à présent avec l'Espagne ni la France avec l'Angleterre , mais on y stipule que la France ayant fait une paix ou trêves avec l'Espagne , ou Leurs HH. PP. avec l'Angleterre , s'il arrivoit que l'un ou l'autre des ennemis nouvellement reconciliez vinssent à être attaquez ou troublez de nouveau , en sorte que les choses allassent à une rupture , l'Allié seroit obligé de rompre aussi à la première requisiſtion de celui qui auroit déjà rompu , & qu'il suffiroit qu'un des Alliez déclarât qu'il en est venu à une rupture , sans examiner si cet Allié a été l'attaquant ou non , ou sans avoir recours préalablement aux offices de l'intercession ou de la médiation.

III. Qu'après une telle rupture mutuelle , il ne seroit point permis de faire aucun Traité de Paix ou de trêves avec l'ennemi commun qu'ensemble & d'un commun consentement.

IV. Que dès à présent on s'obligera réciproquement à ne faire avec l'Espagne ou l'Angleterre aucun Traité de Paix ou de Trêves sans l'intervention & la participation des Alliez.

V. Si avant que la France ait conclu la  
paix

ou une Trêves avec l'Espagne , ou la République avec l'Angleterre , Leurs HH. PP. Sa Majesté venoient à rompre respectivement avec l'Espagne & l'Angleterre pour quelque raison que ce soit , alors on ne pourra faire aucun Traité avec l'ennemi commun , sinon conjointement & d'un commun consentement , jusques-là même que les Négociations , si auroient pu être commencées , avant cette capture , seroient d'abord rompuës , & les Ministres envoyez à ce sujet rapellez & toute correspondance interrompuë , jusqu'à ce que les Négociations se puissent renouer de concert & se terminer d'un commun consentement.

VI. On ne stipule rien de plus avantageux sur la Marine que le Contenu du Traité fait en 1646. avec la France , & l'on renvoye le règlement ulterieur à une autre Négociation.

Outre cela il y a encore quelques autres passages moins importants , & le prélude est couché dans des termes qui ne s'accordent pas , ce me semble , avec le respect & l'honneur de l'Etat ; il est vrai qu'on s'en est servi dans quelques Traitez anterieurs , mais on s'y est posé lors du traité de Garantie de 1643. dont le prélude a été couché de tout autre manière , je finis en vous assurant que je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DI  
WITT.

A Paris le 12. Decembre 1653.

MONSIEUR,

Après avoir fait toutes les recherches pour  
satisfaire à ce que la Regence & vous desirer  
touchant les instructions de Mr. L'Ambassa-  
deur *Chanut*, j'en écris aujourd'hui à Leurs  
HH. PP. je me raporte à cette Lettre. Mais  
le Bourguemaître votre Pere avoit fait con-  
noissance autrefois avec cet Ambassadeur étran-  
ger à Lubeck, la continuation de cette connoi-  
sance commencée pourroit être utile à l'Etat.

Je tiens de bonne main les raisonnemens con-  
tenus dans ma dernière Lettre à Leurs HH.  
PP. si j'avois les secours que j'ai demandé en  
dernier lieu, rien ne m'empêcheroit de pénétrer  
*usque in Sacrarium*: de là vient souvent qu'on  
ignore ou qu'on manque certaines choses faute  
de ces moyens pressans & efficaces.

Je vous remercie de ce que vous m'avez  
communiqué par la vôtre du 4. du Courant.  
Les ordres de Leurs HH. PP. dans la medi-  
terrannée sont donc tels? C'est à ceux qui y  
ont intérêt d'y prendre garde. J'ai écrit à Leurs  
N. & G. P. sur les menaces qu'on faisoit à  
Marseille aussi-tôt que j'en ai été informé.  
Leurs sujets seront ceux qui souffriront le plus  
s'il y arrive quelque desordre par rapport aux  
Né-



égocians des Pais-Bas. J'atends sur cela ren-  
se de la Regence même.

J'ai rapporté dans ma Lettre publique ce que  
n dit ici des Négotiations de nos Mrs. à  
ondres, vous comprendrez aisément que  
quelque manière que l'on considère les cho-  
s, le meilleur seroit, pour ne pas dire qu'il fê-  
t nécessaire, que la France s'accordât aussi,  
du moins qu'elle soit comprise dans nôtre  
aité à faire avec l'Angleterre, puisque tant  
il y aura Guerre ou mès-intelligence entre la  
ance & l'Angleterre, nôtre Navigation &  
tre Commerce dans les Mer du Ouest seront  
jours troublés & ruinez. C'est à quoi Leurs  
& G. P. feront sans doute attention.

L'Assemblée des Commissaires des deux co-  
qui doivent former la *Chambre Mi-partie*  
ise ici des soupçons, la jalousie ne mourra  
entre les deux Nations.

Je suis fâché que les commencemens de  
te petite Ligue avec le *Prince de Liège* n'aient  
int eu de succès; je la regardois comme u-  
boule de neige qui en roulant s'accroît  
continuellement. La Regence est assez pru-  
nte, Dieu lui accordera sa benediction dans  
tites ses entreprises. Ces harcellemens des  
*trains* coutent beaucoup & donnent de l'em-  
rras, *qui a Terre a Guerre*.

La Guerre sera formidable le printems pro-  
ain sur les Frontieres de Flandres, on y don-  
ici toute l'attention.

Le Comte de *Berlise*, maître des Cérémon-  
es, sort de che moi. Il est venu de la part  
Roi me prier d'assister demain à 10. heures  
*Te Deum*, dans l'Eglise de Notre Dame où je  
trou-

trouverai ma place. On le chante pour remercier Dieu de ce qu'il a preservé le Roi d'une Guerre civile & conservé son Royaume. suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 25. Decembre 1653.

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre en datte du 12. depuis depart de la mienne du 18. du Courant. J'y vû avec plaisir, par la Lettre que vous aviez écrite à Leurs HH. PP. les raisons pour lesquelles Mr. *Chanut* est venu ici, autant que vous avez pû les pénétrer.

J'ai ouï ci-devant mon Pere vanter extraordinairement la personne de cet Ambassadeur & ses bonnes qualitez; & l'experience me confirme à présent ce qu'il en disoit alors; je n'ai point de doute pas que lorsque mon Pere, qui depuis l'arrivée de cet Ambassadeur a presque toujours été à Dordrecht, fera de retour ici, il en tente de d'avoir quelquefois l'honneur de le voir, & de renouveler & cimenter l'ancienne connoissance qu'ils avoient faite à Lubeck.

On a résolu le 4. de ce mois de faire revenir les Vaisseaux de guerre de Leurs HH. PP. qui sont dans la Mediterrannée, & les ordres ont été expédiés sur le champ. Par ce moyen cessent toutes les difficultez que vous aviez eues auparavant.

après

éhendiez & que vous prevoïez devoir naître de l'ordre qui auroit été envoyé en dernier au Commandant des ces Vaisseaux.

Vous savez, par rapport à l'Admission de la France dans le Traité qui est sur le tapis avec l'Angleterre, quels ordres on a envoyez à nos Représentans par une Résolution de Leurs HH. PP.

du 5. Juin dernier; & j'en espère un bon succès; au cas que le Traité même consiste, car j'ai vu avec vous d'avis que les Sujets de la République ne pourroient jouir du fruit de la paix que nous ferions avec l'Angleterre, qu'autant que la France sera en bonne intelligence avec l'Angleterre.

Les Députés du Prince de Liège ne sont pas encore partis, & les Commissaires de Leurs HH. PP. ont encore été depuis peu en Conférence avec eux. Si cette affaire réussit je ne manquerai pas de vous en informer.

Je n'ai rien autre chose à vous communiquer cette fois-ci, sinon les Nouvelles venues de l'Angleterre par la dernière poste & qui sont contenues dans deux Lettres distinctes dont la première est sous le N<sup>o</sup>. 1. & que Leurs HH. PP. ont résolu de faire encore construire trente Vaisseaux de Guerre, ce que vous verrez plus long dans la Résolution ci-jointe N<sup>o</sup>. 2.

Voilà deux postes où nous n'avons aucunes nouvelles de Suède. je vous laisse à penser ce qu'on en peut conjecturer, & quel fonds on peut faire sur les susdites Nouvelles d'Angleterre. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire DE  
WITT.

*A Paris le 18. Decembre 1653.*

MONSIEUR,

J'apprens par les dernières Lettres de Holla  
de que mes fix paquets contenant le Projet de  
Articles de l'Alliance avec cette Couronne  
sont arrivez en sureté & bien cachetez,  
qu'ils auront été présentez le 13. avant mie  
l'Assemblée de Leurs HH. PP. je n'ai ri  
oublie pour obéir aux Intentions de Leurs H  
PP. & observer les points de mes Instruction  
Leurs HH. PP. en jugeront suivant leur gran  
sagesse & la connoissance qu'ils ont de l'inté  
de l'Etat, c'est à quoi je me soumets humb  
ment.

Les Commissaires du Roi ont toujours te  
la plume ainsi qu'il leur appartenoit, tout ce  
est projeté depuis l'Article XXIX, jusqu'à  
fin a été mis sans mon consentement, tout  
qui y est du mien c'est que j'ai tâché d'en  
ger les Commissaires à se rapprocher du con  
nu de mes instructions autant qu'il seroit po  
ble.

J'ajouterai qu'ils ont jugé que cette manie  
de Ligue étoit la meilleure par raport à 18  
& 157. puis qu'on en pourroit ainsi espé  
quelque effet, de l'honneur & de la réputati

et sur tout une paix durable ce qu'ils se persuadent fortement au cas que Leurs HH. PP. voulussent entrer dans les mêmes vuës. Par rapport aux autres ils jugent qu'il suffit de s'en tenir à peu près aux termes de mes Instructions, ainsi qu'on l'a couché dans le projet que j'ai envoyé.

Cette Cour-ci persiste dans ses soupçons que Leurs HH. PP. n'entretiennent ces Négociations avec elle que pour obtenir de meilleurs conditions de l'Angleterre : & lorsque j'ai voulu employer quelques raisons, pour dissiper ou au moins pour affoiblir ce soupçon, on m'a répondu que depuis peu on avoit encore été confirmé dans cette opinion, puisque quelqu'un de la Regence des Provinces-Unies avoit dit, (ce que j'ai de la peine à croire) que l'Instruction de Leurs HH. PP. n'étoit pas de conclure avec la France avant que d'avoir conclu avec l'Angleterre ; j'ai répondu à cela qu'ordinairement ces prétendus Discours ou sont mal rapportez ou sont mal entendus, ou plutôt qu'ils sont forgez par des mal intentionnez qui voudroient empêcher la bonne intelligence entre Leurs HH. PP. & cette Cour-ci ; qu'au surplus j'étois chargé de les assurer que les intentions de Leurs HH. PP. étoient bonnes & droites, & qu'elles vouloient régler, accorder & conclure une ferme & étroite Alliance qui puisse contribuer à conserver & augmenter la Prosperité des deux Etats ; en un mot que je les priois de m'en croire préféablement à des avis incertains qui peut-être viennent de gens incertains.

Ces Mrs. m'ont déclaré naturellement que

leur intention est de vivre en paix avec l'Angleterre, mais qu'en même tems Leurs HH. PP. doivent aussi y être en paix, afin que si cette paix venoit à manquer, soit par rapport à la France, soit par rapport aux Provinces-Unies, l'un & l'autre ne manqueroit pas de se trouver enveloppé dans le même embarras. Que si l'Alliance entre la France & Leurs HH. PP. étoit conclue auparavant (ainsi qu'il disent) on ne pourroit en attendre que de grands avantages pour Leurs HH. PP. dans leurs Négociations avec l'Angleterre : puisqu'alors la France sera toute prête à employer les devoirs efficaces d'une Ambassade dont les suites seroient selon toutes les apparences & même nécessairement que Leurs HH. PP. obtiendroient la paix avec la Regence d'Angleterre des Conditions aussi avantageuses qu'honorables. Les devoirs de ma charge exigent de moi que j'informe Leurs HH. PP. de toutes ces choses, afin qu'elles y fassent leurs réflexions. J'en suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 19. Decembre 1653.*

**M O N S I E U R ,**

Depuis la vôtre du 11. le Gouvernement aura sans doute reçu le 13. par Amsterdam projet des Articles du Traité d'Alliance que j'ai envoyé dans six paquets afin d'ôter tout soupçon.

Je les ai adressés sous autant de noms différents.

Vous rendrez service à l'Etat, & en particulier je vous aurai obligation si vous voulez bien m'informer des véritables sentimens qu'on aura touchant ce projet, ne m'excusez ni ne m'épargnez pas, je vous en conjure. Je suis ici pour exécuter les intentions de la Reine, & je n'ai aucune vue particulière que de servir ma Patrie selon le bon plaisir des personnes sages qui sont au timon des affaires & parmi lesquelles j'ai une estime particulière pour vous.

Si cette Cour-ci pouvoit une fois être persuadée que c'est tout de bon, que l'on veut traiter, conclure, & signer, je crois qu'on agiroit plus promptement au plus grand avantage de l'E-

tat. Je suis persuadé que leur véritable intention est de vivre en repos & en bonne intelligence avec l'Angleterre autant qu'ils le pourront faire sans prostituer l'honneur de la Couronne: on ne sauroit aussi ici qu'il en fut de même de Leurs Hautes Puissances. mais qu'elles y trouvaient leur sûreté & leur honneur. Ils croient que pour en venir bout il faut conclure absolument l'Alliance avec Leurs Hautes Puissances dans les termes les plus avantageux.

Vous verrez dans ma Lettre publique ce que je dis de l'ombrage qu'ils prennent à cet égard, cela leur vient d'Angleterre & non pas des Provinces-Unies, & permettez moi de vous entretenir que la République obtiendrait infailliblement des Conditions plus favorables & plus équitables dans la Négotiation Ang-

gloise, s'ils aprenoient que le Traité est conclu entre Leurs HH. PP. & cette Couronne.

Je suspendrai l'exécution des ordres de Leurs HH. PP. jusqu'à ce que elles m'aient écrit de nouveau, puisque je vois les choses fort changées.

Les Evangelistes d'Allemagne sont attentifs au succès des Négociations entre la France & Leurs HH. PP. & j'apprends avec plaisir que ceux de Liège persistent à vouloir conclure avec Leurs HH. PP. un Traité? Quelque peu qu'il puisse être, il aura des suites sans doute & augmentera avec un peu de tems.

Mr. l'Ambassadeur *Chanut* se loue fort de la réception que Leurs HH. PP. lui ont faite, en particulier de vos égards & de votre civilité. Je crois que son Exc. commencera enfin à parler, sur tout quand il saura qu'on aura reçu le projet du Traité d'Alliance. Sa qualité d'Ambassadeur extraordinaire est changée en celle d'Ordinaire, je ne puis rien ajouter à ce que j'ai écrit sur ce que je pensois du sujet de la Mission.

A la lecture de la dernière période de votre Lettre je me préparois à apprendre avec joye que les Députés de Leurs HH. PP. à Londres auroient été bien reçus qu'ils auroient enfin conclu quelque chose, mais j'ai le chagrin de voir tout le contraire: il faut traiter avec cette Nation tout autrement qu'avec les autres. *Ungui tem pungit, pungentem ungit*. Permettez moi de vous parler quelquefois librement pour le bien de la patrie sans que vous le divulguiez. Depuis le 25. (15.) on a appris ici que tout est char-



Londres, du moins Mr. de Bourdeaux l'é-  
 it ainsi à la Cour. Je voyois bien que les  
 positions & les prétensions étoient assez ex-  
 ordinaires pour qu'il n'en vint rien du tout;  
 n'y a rien de plus incertain & de plus  
 éjudiciable que de renvoyer toujours quel-  
 e point ou points à régler pour la fin de la  
 égociation. Pour eux (suivant leur humeur)  
 en tirent ou croient tirer leur avantage.

On est ici dans les dispositions de faire au-  
 tôt proceder contre le Prince de Condé com-  
 e contre un Rebelle & un ennemi de sa  
 rie, le dégrader de sa qualité, confisquer  
 biens, & déclarer sa posterité déchue &  
 abile à succeder à ses honneurs, dignitez &  
 ns, ses bois de Haute futaye abatus, & lui  
 vé de tous les revenus, droits & rang ata-  
 ez à sa naissance, sans espérance de pardon  
 de changement à jamais. Je vous écris  
 ci en confidence & je vous prie de n'être  
 cité.

Le Roi l'a ainsi recommandé lui même à  
 le Procureur-Général *Fouquet* qui doit  
 esser la chose; & afin de lever tout obsta-  
 on est résolu de déclarer le Prince de Conti,  
 mier Prince du sang, lui donner tous les  
 ns de son frère & le marier avec une nièce  
 Cardinal *Mazarin*: tout ceci est réel &  
 écute du consentement du Prince de Conti,  
 oiqu'il y en ait quelques-uns dans le Conseil  
 Roi qui sont d'avis qu'on devroit réunir à  
 Couronne tous les bien confisquez & don-  
 seulement un équivalent au Prince de Conti.  
 suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 1. Janvier 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu les deux vôtres du 18. & 19. passé après le départ de ma dernière du 25. vous remercie des choses dont vous m'y faites part. Je vous ai déjà mandé ce que j'ai trouvé dans le projet d'Alliance qui ne sera pas goût des Etats de Hollande & Westfrise, tant que je me l'imagine: depuis ce tems là il s'est rien passé ici à cet égard & les Députés de Leurs HH. PP. qui sont chargés de cette affaire n'en ont encore fait le rapport, je presserai autant que je pourrai.

Leurs HH. PP. ont reçu Samedi dernier une Lettre de leurs Députés en Angleterre, quelle est de deux jours de date plus vieille que l'on a reçu auparavant par la poste ordinaire & dont je vous ai déjà fait part; par conséquent elle ne contient rien qu'on n'ait appris par la précédente. Cependant afin que vous sachiez la suite des choses je vous en envoie Copie sous le No. 1.

Depuis ce temps là Leurs HH. PP. ont encore reçu d'Angleterre hier après midi la Lettre publique dont je vous envoie Copie No. 2. aussi bien que de celle qui étoit sous l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyssch* No. 3. vous y verrez les changemens étranges qui sont encore

rivez dans ce païs, Dieu veuille que ce soit pour le mieux & pour l'avantage de nos affaires.

Mr. de Beuningen marque de Suède dans sa dernière, que les dispositions ne sont plus dans le Royaume là aussi favorables aux Anglois que ci-devant, que Mr. de Lagervelt n'a rien apporté de bon d'Angleterre, & que selon toutes les apparences Mr. de Wytelock ne fera là rien d'important. N'ayant rien autre chose à vous mander qui merite votre attention, je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 26. Decembre 1653.

MONSIEUR,

Lorsque j'envoyai le 5. du Courant, le projet des Articles du Traité, j'y ajoutai mes Lettres, savoir l'une pour Leurs HH. PP. & l'autre pour Leurs N. & G. P. à votre adresse. J'y distingue & représente dans toutes deux la substance du Traité ce que j'ai pu obtenir, & ce que je n'ai pas pu. Quand ci-devant j'ai prié Leurs HH. PP. de m'envoyer un projet de ligue offensive & deffensive, même contre les Anglois, je n'ai jamais reçu d'autre réponse sinon que cela devoit venir du côté des François, c'est ce qui fait aujourd'hui l'extension depuis l'Article XXIX.

Par raport à la Marine je vous ai donné avis

à vous même que je ne pouvois obtenir la Règle que *Bâtiment franc* *afranchissoit sa cargaison*, enforte qu'il n'y avoit à espérer pour présent que l'ancien traité de 1646. avec quelques additions dans quelques articles touchant le Commerce & la Navigation.

Les Articles II. & XXIX. sont en quelques choses différens de mes Instructions, ainsi que j'en ai donné avis à Leurs HH. PP. dans ma Lettre du 5. en y ajoutant les raisons pour lesquelles les Commissaires du Roi l'exigent ainsi pour l'avantage commun, disent-ils; & sont leurs Propositions auxquelles ils restent fixez, jusqu'à ce que Leurs HH. PP. trouvent à propos d'y pourvoir en me donnant des ordres & des raisons pour les engager à désister de leurs prétentions & de se rendre aux intentions de Leurs HH. PP. en se conformant à mes instructions.

On est ici fort allarmé du bruit qui s'est répandu que l'Espagne a envoyé un Ambassadeur en Angleterre où il est déjà arrivé.

Ci-joint encore une de mes Lettres qui renferme le contenu d'une pareille que j'écris à Leurs HH. PP. & sur laquelle j'attends une prompte réponse, car la perplexité & les ombres de ces Mrs. ci augmentent tous les jours, & il pourroit à la fin en naître quelque chose de très desavantageux.

Je vous remercie de la communication de votre Lettre du 18. & je vous prie de la continuer pour le bien de l'Etat. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Decembre 1653.*

MONSIEUR,

J'ai joint au projet des articles d'un Traité de nouvelle Alliance avec la France, le 5. du Courant, ma Lettre pour Leurs HH. PP. dans laquelle j'explique non seulement ce que j'ai pû obtenir des Commissaires du Roi par toute sorte de soins, & en conformité des Instructions de Leurs HH. PP. mais encore pour quelles raisons lesdits Commissaires n'ont pu convenir du reste avec moi, afin qu'il plaise Leurs HH. PP. de prendre lesdites raisons en considération, ou en tous cas de me fournir de meilleurs raisons pour engager ces Mrs. à se conformer à mes Instructions.

Lorsque j'ai prétendu un règlement de Maison, j'ai remarqué sans peine, que la France seroit volontiers davantage si elle n'étoit pas en Guerre avec l'Espagne. On tient ici pour maxime favorable à leurs intérêts que leurs ennemis ne doivent recevoir ni defense ni service des sujets de Leurs HH. PP. en transportant chez eux quelques marchandises ou commoditez ou d'autres qui seroient pour le compte desdits ennemis sous peine, au cas qu'ils les trouvent dans les bâtimens Hollandois, qu'ils seront de bonne prise, qu'on les pourra enlever desdits bâ-

timens & les confisquer se desistant ainsi de loi qu'ils soutenoient auparavant & des ordonnances de *François I.* & de *Henri III.* en sorte qu'à l'avenir les bâtimens Hollandois, leur charge de marchandises neutres ou à eux appartenant ne seront plus confisquez & que dès présent cessera la règle observée jusqu'à présent qui dit que *la Robbe d'ennemi confisque celle d'Ami.*

Mrs. les Commissaires disent aussi que c'est là le véritable sens des Articles du traité provisionnel de Marine fait en 1646. & présentement expiré, & que présentement au lieu de quatre ans ils dérogeront pour toujours à cette Loi (autant qu'il est dit ci-dessus) en faveur des seuls sujets de Leurs HH. PP. & non d'aucune autre Nation, en sorte que toutes les autres nations seroient sujettes ici en France à cette ancienne loi.

Jusqu'à présent j'ai tout mis en œuvre mais inutilement pour obtenir que *bâtiment français franchissoit sa cargaison.*

J'ai informée Leurs HH. PP. par une Lettre du 5. des raisons pour lesquelles la France soutient & propose dans l'Art. II. du projet que la ligue de garantie doit s'étendre, sans exception, à tout ce qu'elle possède en Europe, s'engageant au reciproque par rapport aux Domaines de Leurs HH. PP. c'est aussi pourquoi elle doit assurer la garantie contre les attaques respectives de l'Espagne & de l'Angleterre, non par de simples secours en tems & lieu, mais par une rupture de la part des deux Alliés.

Il est vrai que dans l'Article XXIX. les termes

nes à la première réquisition &c. sont très précis, mais quelques uns de mes Commissaires n'ont encore déclaré hier & m'ont assuré qu'à présent (sans réfléchir sur ce qui s'est fait par le passé) la maxime du Royaume étoit par rapport à l'avenir d'établir la paix & la tranquillité, le vivre en bonne amitié & correspondance avec ses voisins, & de s'en assurer la possession à la faveur de l'éclat de la ligue avec Leurs HH. PP. que pour ces raisons elle voudroit étendre cette ligue avec tant d'avantages précis & absolus & avec des secours si considérables que tous les voisins redoutent de causer jamais à la France ou aux Provinces-Unies aucun tort, préjudice, troubles ou guerre; & ainsi jouir d'une paix durable puis qu'on ne pourroit offenser l'un de ces deux puissans Voisins, sans offenser l'autre, & qu'on auroit à attendre de se voir exposé par la rupture à toutes les forces des deux Nations, dans une guerre ouverte.

Enfin quant au Prélude du projet du Traité, ce n'est qu'un projet de celui qui a tenu la plume, & auquel on n'a aucunement acquiescé, puisqu'il a été dit que quand on seroit une fois d'accord sur les articles on le feroit bientôt sur la Préface; & je ne crois pas y trouver de difficulté. Tout ce que Leurs HH. PP. verront dans l'Art. XXIX. & dans les suivans jusqu'à l'afin n'est que Proposition, en ce qui s'éloigne de mes Instructions, c'est un projet de Mrs. les Commissaires François, dont je me suis simplement chargé, sans y avoir donné aucun acquiescement, & seulement pour les communiquer à Leurs HH. PP. dans les mêmes termes que ces Messieurs les ont proposez &c.

les sentimens avantageuses au bien commun. On m'a encore prié hier de faire en sorte que Leurs HH. PP. conduissent cette Négociation avec toute la diligence & le secret possible. Je m'en raporte sur tout à la grande sagesse de Leurs. HH. PP. ainsi &c.

Mr. celle-ci est une Copie de la Lettre que j'ai écrit à Leurs HH. PP. & que je vous prie de considérer comme adressée à Leurs N. & G. P. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

Le 8. Janv. 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 26. du mois passé avec le double de celle que vous écrivez à Leurs HH. PP. j'y trouve qu'on tient pour maxime où vous êtes que les ennemi de la France ne doivent recevoir ni secours ni service des vaisseaux des sujets de ces Provinces ci, savoir en chargeant des effets appartenans aux dits ennemis ou qui sont pour leur compte, sous peine que ces effets étant trouvez dans lesdits vaisseaux Hollandois, d'être déclarés de bonne prise, être tirez desdits vaisseaux & confisquez; & que quelque tentative que vous aiez fait, il vous a été impossible d'obtenir que *bâtiment franc & franchisse sa cargaison*. Je vous avouerai naturellement qu'il me paroît ou que les Ministres de France se sont trompez en soutenant cela :



ou que vous même l'avez mis abusivement dans votre Lettre, car il n'y a qu'à lire l'Art. XVIII. du projet que vous avez envoyé, la règle que *bâtiment franc a franchit sa cargaison* y est nettement exprimée, en ces termes; *que les Navires qui traffiqueront &c. seront libres, & rendront aussi toute leur charge libre, bien qu'il y eut dedans de la Marchandise mêmes des Grains & legumes, appartenants aux ennemis.* Si j'ai mal compris ou votre lettre ou le sens de cette periode du projet de Traité je vous prie de m'en donner l'interpretation.

Les Commissaires de Leurs HH. PP. qui sont chargez d'examiner ce Projet n'ont pas encore achevez leurs besognes, cependant je n'oublierai rien pour faire en sorte qu'ils en fassent leur rapport sans perte de tems.

Mr. l'Ambassadeur *Brun* est mort ici vendredy dernier; on a transporté son corps à Bruxelles sans aucune ceremonie.

Mr. *de Beuningen* écrit d'Upsal, dans sa dernière Lettre, que l'Ambassadeur Anglois *Whyte-lock* s'étoit reposé dix ou douze jours à Gottenbourg, & qu'il ne va pas fort vite dans son voyage; & qu'il est informé, avec quelque aparence de vérité, que cet Ambassadeur ne se presse pas, afin d'apprendre avant d'ariver à la Cour, quel aura été le succès des Negociations entre nôtre République & l'Angleterre, parceque, sans doute, il doit regler ses Negociations sur la bonne ou mauvaise issuë de ces Negociations. Pour Mr. *de Beuningen*, il persiste dans le sentiment, que nous n'avons rien à craindre des Negociations des Anglois en cette cour-là.

puisque la Reine ne paroît point du tout portée pour les Anglois.

Je vous envoie Copie des Lettres que la Régence a reçu hier fort tard de Mrs. Nos Députés en Angleterre. Vous ferez attention à ce qui y est dit de la situation des choses dans ce pais-là tant par rapport aux affaires de dedans que par rapport aux Négociations de l'Etat. J'en attends les suites avec impatience, j'en demande un heureux succès au Tout-puissant à la protection duquel je vous recommande. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*A Paris le 2. Janvier. 1654.*

M O N S I E U R ,

Nos Capres font en mer ce qui arrive d'ordinaire dans la confusion & dans la Guerre, ils commettent divers excès en s'emparant & en poursuivant des bâtimens Anglois contre le droit d'une troisième Puissance. Non seulement on en fait des plaintes, mais on se modèle sur leur conduite pour commettre les mêmes excès contre la Régence & les sujets de Leurs HH. PP. & les protéger comme nous en donnons l'exemple.

Mr. l'Ambassadeur de Venise s'est longtems plaint & a demandé restitution & réparation  
d'un

l'un bâtiment Anglois enlevé & pris par les nôtres sous le chateau de Xantes. Leurs HH. PP. m'ont fait savoir qu'elles examineroient la chose & donneroient satisfaction à la République. Que dirai-je, Monsieur? en passant je vous ferai ressouvenir que Leurs HH. PP. ne m'ont encore donné aucun ordre sur ce que je dois répondre à cet Ambassadeur aux Propositions qu'il a faites solennellement de la part de sa République de rétablir la Correspondance mutuelle & d'envoyer de part & d'autre des Ambassadeurs ordinaires à Venise & à la Haye. Vous m'en avez écrit comme si on y avoit quelque disposition.

Un de nos Capres a été enlever un bâtiment Anglois jusques dans le port de St. Valeri. Vous savez combien on evite ici d'irriter les Anglois, & que s'ils demandent qu'on fasse faire réparation convenable, à ceux qui se plaindront, on ne le leur refusera point; cependant cela ne peut se faire à St. Valeri, sans exposer à de grandes pertes les sujets de Leurs HH. PP. qui n'ont aucune part à ces excès & qui seront obligez de payer pour les fautes des autres.

Lorsque je fais des plaintes (ce qui arrive tous les jours) de ce que l'on prend dans la Méditerranée & ailleurs les bâtimens Hollandois avec leur cargaison, que l'on confisque contre tout droit, sous prétexte qu'ils sont chargé d'effets appartenans aux Espagnols ou pour leur Compte, que me repond-on? que les sujets de Leurs HH. PP. enlèvent tous les jours non seulement tout ce qui appartient aux Anglois, mais encore ce qui appartient aux François ou

à d'autres Nations neutres, chargé sur des bâtimens François neutres seulement parce qu'ils les rencontrent allant en Angleterre, Ecosse & Irlande ou en revenant; Que Leurs HH. PP. ont défendu par ordonnance publique de transporter en Angleterre ce que nous voudrions tous les jours porter aux Espagnols leurs ennemis, comme bleds, cables, cordages, & autres denrées propres & nécessaires à l'équipement des Vaisseaux; desorte que (dit-on ici) Leurs HH. PP. ni leurs sujets ne peuvent trouver mauvais qu'on se serve ici du même droit qu'ils se croient autorisez de se servir contre les François. Plut à Dieu que Leurs HH. PP. & toute le Chrétienté fussent en paix! On verroit bientôt cesser bien des choses auxquelles tous les réglemens du monde ne peuvent ni pourvoir ni remédier en tems de Guerre.

La cause & le fondement de toutes les Guerres est le même que celui de la Guerre qui est a présent entre la France & l'Espagne. On accuse ces derniers d'avoir excité l'Angleterre à déclarer la Guerre aux Provinces-Unies & de la fomentier encore, ainsi que la Suède, afin que pendant que Leurs HH. PP. auront tant de besoins de ce côté là elle puisse plus aisément s'emparer de Bremen.

Je vous suis très-obligé de la Lettre que vous m'avez écrite le 25. Decembre, j'espère, avec la grace de Dieu, d'y répondre par la prochaine poste, je lui adresse mes vœux pour vous, qu'il vous accorde une bonne nouvelle année toute sorte d'honneurs & de contentemens; Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 2. Janvier 1654.

MONSIEUR,

J'écris à la Regence sur ce qui se passe à présent en Allemagne, il me semble que je dois n'en expliquer plus au long avec vous. L'Empereur \* a enfin réussi à faire déclarer *le Roi de Hongrie* ; † son fils, *Roi des Romains*, par le secours des seuls Electeurs, sans le concours des autres Princes & Etats de l'Empire, ainsi que ç'a toujours été l'usage & qu'il est raisonnable. L'Electeur de Brandebourg y a consenti à condition que l'Empereur lui accorderoit sa faveur & son secours, dont il avoit besoin contre la Couronne de Suède, pour rentrer en possession de la basse Pomeranie, qu'il a effectivement obtenuë : l'Electeur Palatin ‡ a aussi eu ses vûes par rapport à la dispute qu'il avoit avec le Duc de Simmeren qu'il vouloit faire dé-

\* C'étoit Ferdinand III.

† Ferdinand François qui fut élu Roi de Romains en Mai 1653. mais qui ne parvint pas à l'Empire étant mort avant son Pere en Juillet 1654. Son frere Leopold-Ignace &c. fut élu en sa Place en 1658.

‡ Charles-Louis rétabli dans les Etats de son Pere par la paix de Westphalie.

décider en sa faveur, ainsi que cela est arrivé & pour obtenir le prétendu droit qu'il soutient appartenir à la Maison Palatine sur les quatre Grands-Baillages du Duché de Juillers.

Vous savez que l'*Electeur de Saxe* \* regnera toujours été & est encore attaché à la Maison d'*Autriche*, aussi bien que celle de *Bavière*. Mais il paroît qu'on est menacé de quelques changemens en Saxe, d'autant que le vieux *Electeur* se repose entièrement sur son fils le Prince Electoral, qui n'est point du tout Autrichien, & qui paroît disposé à maintenir les libertez de l'Empire, & de ne point souffrir que la trop grande autorité de la Maison d'*Autriche*, qui augmente tous les jours, porte aucune atteinte aux droits des *Electeurs*.

Tous les autres Princes & Etats de l'Empire sont très mécontents de la conduite qu'on a tenue dans cette Election du Roi des Romains. Outre cela on est persuadé que le mariage de ce fils de l'Empereur avec l'Infante † d'Espagne a été arrêté dès avant cette Election, & que l'on n'en a différé la Consommation que dans la crainte que ce ne fut un obstacle à l'Election de l'Archiduc à la dignité de Roi des Romains. Mais le premier point étant terminé, on craint fort dans l'Empire qu'on n'acheve bien-tôt le second, je veux dire cette Alliance avec l'Espagne, en demandant simplement l'acquiescement du Collège des *Electeurs* ou même de chaque *Electeur* en particulier, ce qui confir-

\* *Jean George I.*

† C'étoit *Marie-Therese* fille de *Philippe IV.* de sa première femme *Elizabeth* de France fille d'*Henri IV.* elle fut depuis mariée à *Louis XIV.*

meroit la première atteinte qu'on a donnée aux droits des Princes & Etats de l'Empire. En second lieu la puissance de la Maison d'Autriche réunie, comme du tems de Charles-quin à celle d'Espagne, la liberté de l'Empire & de tous ses états va être supprimée on plutôt opprimée. Quels horribles inconveniens n'y auroit-il pas à craindre pour ceux de la Religion en Allemagne aussi-bien que pour leurs voisins; sur tout pour ceux qui ne sont pas dans les sentimens Romains, & qui étant une fois opprimés sous le prétexte plausible de la propagation des superstitions Romaines, bien-tôt les autres Etats quoique de leur même Religion, se trouveront exposés au danger d'être accablés sous les forces combinées de l'Allemagne & de l'Espagne, à moins qu'on n'y pourvoye à tems & avec prudence. Y auroit-il d'autre remède, qu'une bonne intelligence, amitié, alliance & liguë deffensive entre les Evangelistes d'Allemagne & les Royaumes & Etats voisins, pour se fortifier & se défendre tous & chacun d'eux contre toutes sortes d'entreprises, & pour maintenir l'ancienne liberté avec des forces communes, puisqu'il seroit à craindre que chacun à part étant foible & succombant au premier contre-tems, tout le Protestantisme ne soit bientôt anéanti dans tout le monde, ce qu'il plaise à Dieu de détourner. On commence à raisonner sur cela en Allemagne, & l'on y fait ici ces réflexions, qui m'ont été rapportées & que j'ai cru devoir vous communiquer; je vous prie de me marquer ce que vous en pensez & de me donner à cet égard vos sages & bons Conseils. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 14. Janvier 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres en datte du 2. du Courant après le départ de ma dernière du 8. La part que vous me faites des choses qu'elles contiennent m'a fait beaucoup de plaisir, sur tout ce qui regarde l'état des affaires en Allemagne, dont j'ai fait part à mon tour à Mrs. les Etats Généraux & à Mrs. les Conseillers Députés des Etats, de Hollande & West-Frise. Je trouve très importante pour cet Etat l'Alliance entre les Evangeliques de l'Empire & les Etats voisins, & je ne manquerai pas d'apuiier la chose dans la prochaine assemblée de Leurs N. & G. P.

Leurs HH. PP. ont écrit à divers Consuls pour avoir des Informations touchant le Vaisseau Anglois qu'on dit avoir été pris par un Vaisseau de Guerre de l'Etat sous le chateau de Xante; c'est ce que vous aurez pû voir dans les Résolutions que l'on vous a envoyées alors. Cependant, autant que je sache, on n'a encore reçu aucune réponse de ces Consuls, desorte que cette affaire avoit été oubliée.

Mais, comme les Chefs qui ont commandé dans ce tems-là les forces de Leurs HH. PP. dans la Mediterrannée, sont a présent ici, je ne manquerai pas de remettre cette affaire sur e tapis dans la Généralité, & de représenter à  
Leurs



Leurs HH. PP. que l'on pourroit tirer d'eux les informations nécessaires ; & écrire ensuite à l'Amirauté, dont dépend le dit Capitaine, de juger de la validité ou non-validité de cette prise conformément à leurs Instructions, après connoissance de cause, & d'informer Leurs HH. PP. de ce qui aura été fait, afin que sur ce Rapport, on puisse vous instruire.

Leurs N. & G. P. ont trouvé bon, après avoir vu vos Lettres sur ce sujet, d'entretenir un Ambassadeur auprès de la République de Venise & *vice versa* ; mais toutes les Provinces ne se sont pas encore déclarées ; c'est pourquoi on n'a encore pris aucune Résolution à cet égard ; je tacherai cependant que cette affaire se termine en la remettant de tems en tems sur le tapis.

Je trouve dans l'une de vos Lettres que, sur les plaintes que l'on est tous les jours obligé de faire sur des prises de plusieurs bâtimens Hollandois, que l'on confisque avec leurs cargaisons sous prétexte qu'il s'y trouve des effets des Espagnols ou qui sont pour leur Compte, on vous repond d'abord que les Sujets de Leurs HH. PP. enlevant tous les jours non seulement tous les effets Anglois, mais même tous ceux des François & des Nations neutres chargez sur des bâtimens François qui vont en Angleterre Ecosse & Irlande, ou qui en reviennent ; jusque là que Leurs HH. PP. auroient défendu par ordonnance publique, d'y transporter les mêmes denrées dont les François veulent défendre le transport vers les Espagnols ennemis de la France, savoir le bled, des Cables, cordages &c. à quoi je repondrai avec votre permission.

mission que tout cela n'est que supposition & même supposition très fausse.

Premierement Leurs HH. PP. n'ont point statué que leurs Sujets pouroient enlever les effets Anglois chargez sur des bâtimens François ou neutres quoi qu'allant en Angleterre ou en revenant ; encore moins cela est il arrivé à l'égard des effets François ou neutres. C'est pourquoi il n'est pas croyable que les Sujets de Leurs HH. PP. commettoient tous les jours ces excès, d'autant plus que les Amirautez respectives sont obligées suivant les ordonnances de Leurs HH. PP. de rendre justice & de condamner ceux qui en agiroient ainsi, leurs armateurs & leurs Cautions non seulement à restituer les effets enlevés, mais mêmes à réparer les dommages & paier les depens.

En second lieu on a tort de dire que Leurs HH. PP. auroient défendu aux Etats neutres par une Ordonnance publique de transporter du bled des pays neutres en Angleterre, Ecosse ou Irlande &c. Bien loin delà, sachant combien cela feroit contre le droit des gens, ils se sont contenté de défendre à leurs propres Sujets de transporter en Angleterre, Ecosse ou Irlande quelques denrées que ce fut, tirées de quelques pays que ce peut-être, comme aussi à un chacun la sortie de toute sorte de denrées hors de leurs Provinces pour les transporter en Angleterre, Ecosse & Irlande.

Donc par raport à ceux qui sont neutres & qui navigent d'autres pays en Angleterre, Ecosse ou Irlande, on s'est contenté de les avertir de n'y transporter aucune marchandise de Contrebande ni agrez de Vaisseaux, sans parler

ni de bled ni d'effets appartenans aux Anglois ni d'aucunes autres denrées.

En troisiéme lieu , & ce qui est remarquable, c'est que cet avertissement de Leurs HH. P. ne renferme d'autre peine que la confiscation des seules marchandises de Contrebande ourez , qui seront tenus de bonne prise , sans que confiscation s'étende sur les autres effets ni sur les bâtimens ; ainsi que vous le remarquerez par la simple lecture de l'ordonnance ci-jointe , je j'ai jugé à propos de vous envoyer aussi bien que toute la deduction ci-dessus parceque je vois qu'il se pourroit faire que c'est sur cette supposition que les Ministres François ont mis dans le projet du Traité certaines périodes qui regardent la marine , & qui , comme je le prévois , causeront bien des difficultez dans l'Assemblée des Etats d'Hollande & de Westfrise , d'autant qu'elles sont opposées aux maximes de Leurs HH. & G. P. & qui sont la base du dernier Traité conclu avec le Roi d'Espagne.

Les affaires de France ne sont pas plus avancées à présent que lorsque je vous écrivis dernière , & Mr. l'Ambassadeur Chanut n'a encore fait aucune proposition à la Regence ni de bouche ni par écrit.

Je souhaiterois que vous pussiez découvrir ce que cet Ambassadeur a écrit au Roi & aux Ministres par cette poste ci & par la précédente , il témoigne par ses Lettres qu'il est content , mais s'il donne avis de quelques difficultez qu'il pourroit prévoir. Je ne crois pas que vous ayez beaucoup de peine à réussir dans ces recherches , puisque sans doute les Ministres du Roi s'expliqueront volontiers avec vous sur cela. Je vous

au-

aurois une obligation toute particulière si vous pouvez m'envoyer Copie des Lettres de cet Ambassadeur.

Nous attendions dès avanthier des Lettres d'Angleterre par la dernière poste, mais elles ne sont pas encore arrivées, en sorte que nous sommes dans une grande impatience. N'ayant rien de plus à vous mander. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. de  
WITT.

*De Paris le 9. Janvier 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu si tard la vôtre du 25. Decembre que je n'ai pu y répondre par la dernière poste.

J'espère que la connoissance que Mr. Vostre Père a faite autrefois à Lubeck avec M. l'Ambassadeur *Chanut*, produira une bonne correspondance entr'eux à l'avantage de la République.

Sur l'avis que vous m'avez donné que l'Escadre de Vaisseaux de louage que Leurs HH. Princes avoit dans la Méditerranée a été remerciée j'en ai écrit à ceux de la Nation qui sont à Marseille afin qu'ils puissent être certains qu'ils n'ont à craindre aucun des inconveniens dont on les menaçoit.

L'opinion générale est que toutes les Guerres

s dans l'Europe sont nuisibles , excepté à République de Leurs HH. PP. à cause de incomparable Navigation & du Commerce ils font de leurs Provinces dans toute l'Europe ; qui cependant une guerre ou quelque mes-intelligence , qui s'éleveroit , continueroit augmenteroit entre la France & l'Angleterre , y porteroit un terrible coup , puisqu'il seroit ruiné pour nous des deux côtés quoique injustement & sans aucun bon prétexte. Je suis ravi de trouver dans vôtre Lettre le sentiment de Leurs HH. PP. est que les habitans des Provinces-Unies ne pourroient voir des fruits d'une paix avec l'Angleterre si qu'il y auroit quelque mes-intelligence entre cette même Angleterre & la France , ou si l'une-ci venoit à faire la guerre à l'autre.

Les nouvelles que les dernières Lettres apportent d'Angleterre , marquent de grands changemens dans les affaires , qui pourroient contribuer à affermir leur Regence & à y établir le bon ordre. Mrs. les Conseillers du Roi ont communiqué leurs nouvelles qui sont de ces jours plus recentes que celles que je puis recevoir par les Pais-Bas. Je vous prie de continuer cette Correspondance par laquelle je puis être informé , pour le service de l'Etat , de ce qui se passe en Angleterre ; ce qui a une si grande influence sur les Négociations dont je suis chargé ici. Sans doute que Leurs HH. PP. ont de bonnes raisons pour n'avoir encore ouï le raport de leurs Députés à qui l'examen du projet a été remis ; cependant ( soit entre nous ) le véritable tems pour obtenir de bonnes Conditions de la France seroit celui

où l'on est encore incertain d'une rupture ou d'un raccommodement avec l'Angleterre.

Je dois ne pas oublier de vous donner avis que les Lettres que j'écris ici à l'adresse du Président de la Généralité ne demeurent pas secrètes, puisque l'on en fait ici toutes les particularitez. Je vous prie d'imaginer quelques moyens qui puissent me faire espérer que mes Lettres seront mieux conservées.

On dit ici publiquement que Mr. le Prince de Conti demande en mariage une Nièce de son Eminence, & qu'il fera ici au premier jour.

On a travaillé plusieurs jours de suite aux Articles accordez par les Commissaires du Roi dans le projet de l'Alliance, par raport à la marine, & sur lesquels le Duc de Vendôme, Conseil de Marine & tous ceux qui ont intérêt aux pirateries, font beaucoup de difficultez, soutiennent qu'on y change toutes les anciennes ordonnances du Royaume & que l'on donne atteinte à l'autorité & au respect de Mr. l'Amiral & de l'Amirauté de France, & que ces sortes de Commissions (ainsi qu'ils les nomment) privent les Sujets du Royaume de Navigation & du Commerce qu'elles transportent aux Hollandois.

On me mande de la Cour que Mr. l'Ambassadeur Chanut a eu quelques Conférences sur quelques points compris dans les Articles de l'Alliance, sur quoi il auroit eu quelque réponse dont il a informé la Cour: on me demandera sur cela une Conférence, & je n'ai point été informé de cette Conférence, de ces points, ce que j'aurois cependant

endre. On n'est pas ici content de voir si  
ng-tems trainer (c'est leur expression) cette  
égociation avec la France. Je fais tout mon  
ssible pour les convaincre des bonnes & fin-  
res intentions de Leurs HH. PP. Je suis ,

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 22. Janvier 1654.

MONSIEUR,

Comme je suis fort accablé d'affaires , celle-  
fera seulement pour vous marquer que j'ai re-  
la vôtre du 9. & pour vous donner avis  
'après plusieurs bruits qui avoient courus sur  
s Lettres que quelques Ministres publics resi-  
ns ici , aussi bien que quelques particuliers  
oient recuës d'Angleterre , Mrs. *Beverning* ,  
*Jeupoort* , & *Jongestel* , nos Députez extraor-  
naires en Angleterre sont arrivez ici hier au  
ir fort tard. Ils raportant en substance , autant  
ils ont pu me l'expliquer de bouche , que lors-  
ils croïoient avoir réglé tous les articles du  
raité , il s'étoit élevé quelque différent sur l'ex-  
nsion de l'article qui portoit que le Roi de  
annemark seroit compris dans le Traité , &  
s difficultez se sont tellement multipliées sur  
t article que ne pouvant convenir avec ceux  
Angleterre ils étoient partis sans rien conclure :  
ie cependant le Protecteur avoit envoyé ap ès  
ux & leur avoit fait remettre à Gravesande le

dit article dressé de manière qu'ils en furent contents, sur quoi ils ont écrit au Protecteur une Lettre qu'ils ont tous trois signée, qu'ils étoient contents de ce qui avoit été réglé en dernier lieu; en sorte qu'ils sont arrivez avec tout l'ouvrage ajusté & toutes les affaires terminées. Dieu veuille y donner sa benediction & aider nos Regens à approuver ce qui a été fait & à terminer entierement cette affaire ainsi que l'état des choses le demande.

Sans doute Mrs. les Etats de Hollande & Westfrise seront demain convoquez sans perdre de tems, par Mrs. leurs Conseillers Députez, afin que leur autorité & leur credit contribuent à tout terminer pour le mieux. Je finis avec précipitation & suis. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire DE  
WITT.

*A Paris le 15. Janvier 1654.*

MONSIEUR,

Lorsque je vous écrivis le 26. on soutenoit encore ici la maxime que les effets des ennemis trouvez dans des bâtimens Hollandois étoient confisquables, mais non pas le vaisseau ni les effets libres (*pour la Robbe d'ennemi*) ainsi que cela doit être, disent-ils, & que cela a été ci devant conformément aux ordonnances de François I. & de Henri III. desorte que je n'a



J'ai pas obtenu que *batiment franc a franchit sa*  
*urgaison*, si elle est à l'ennemi. Voilà pour re-  
 pondre à votre doute sur l'Article XVIII. Car  
 Mrs. les Commissaires François expliquent  
 ainsi le contenu du premier Article du Traité  
 de Marine de l'année 1646. & l'ont toujours  
 expliqué ainsi, à la vérité fort mal, à mon opi-  
 nion; puisque par *rendre libre*, ils entendent  
*hors de Confiscation*; ainsi afin d'expliquer &  
 rendre plus intelligible leur explication &  
 sur pratique à cet égard, je voulois suivant  
 les Instructions que l'on exprimât en termes  
 clairs & nets que, *batiment libre* rendroit *libre*  
*effets*, fussent des effets libres, fussent des ef-  
 fets ennemis, exceptez ceux de Contrebande :  
 mais ces Mrs. m'ont refusé cela & j'ai expli-  
 qué clairement l'intention de cette Cour dans  
 la Lettre, afin que Leurs HH. PP. ne se lais-  
 sent point abuser par les termes Généraux de  
 l'Article XVIII. qui sont aussi dans le Traité  
 provisionnel de 1646. Il est vrai, à mon avis,  
 que les termes de l'Article I. du Traité provi-  
 sionnel raportez à ceux de l'Article XVIII. du  
 sujet contiennent votre pensée; mais la fausse  
 interpretation qu'ils m'en ont donnée pourroit  
 toujours les autoriser à les maintenir & les pra-  
 tiquer de même, avec quelque raison, contre  
 les Sujets de Leurs HH. PP. en sorte qu'il faut  
 disposer cet endroit d'une autre manière &  
 plus clairement, ou souffrir qu'il reste ainsi.  
 C'est aussi de la même manière qu'ils expliquent  
 la Déclaration du 29. Mai 1651. que le Roi  
 a donnée; & qui est en rigueur & y restera  
 jusqu'à la conclusion d'un Traité de marine ou  
 d'Alliance. Cette Déclaration porte, *le Roi fait*

*deffence &c. De ne point prendre ni amener dans les Ports de France les navires Hollandois chargés des Marchandises, quand même elles apartiendront aux ennemis, pourvû qu'ils ne transportent hommes &c. Marchandises de Contrebande.* Peut-il y avoir rien de plus clair que ces termes; mais ils sont maitres de les interpréter d'en juger & de les exécuter, & c'est en vain que je me plains tous les jours, je n'obtiens rien. C'est pourquoi, Monsieur, ou il faut souffrir cela de cette manière, ou l'expliquer plus clairement pour l'avenir.

Mr. Chanut a écrit ici qu'il se passeroit bien trois mois avant que les Provinces fussent en état de prendre une Résolution sur le projet de Traité que j'ai envoyé. Cela donne ici bien mécontentement. Cependant vous me faites espérer que Mrs. les Commissaires de Le HH. PP. qui en sont chargez feront leur rapport sans perdre de tems: si je pouvois être informé des difficultez qui arrêteroient Le HH. PP. je m'imagine, qu'ayant pour eux des ordres, je pourois encore obtenir quelque chose à leur satisfaction, c'est à quoi je donnerois du moins tous les soins dont je suis capable.

Soit dit entre nous, il me paroît que je pourrois obtenir qu'on différeroit pour quelques mois *casu dato*, la précision de la rupture effective contre l'Espagne ou l'Angleterre; & que pendant cet intervalle, l'allié, qui n'aura pas été offensé, pourra employer, auprès de l'attaquant, les voyes de la douceur pour accommoder les différends, s'il est possible; mais à condition pendant ce tems là on fourniroit des secours.

oubles de ceux qui auroient été stipulez dans  
e dit Traité contre tous Rois & Etats autres  
ue les deux fudits; & qu'aussi-tôt cet *interim*  
chu , on en viendra à la rupture. Permettez  
moi d'ajouter que si Leurs HH. PP. conclu-  
ient avec la France avant de traiter avec l'An-  
leterre , on pourroit aisément engager cette  
Couronne-ci à envoyer une Ambassade solem-  
elle en Angleterre pour demander aux Anglois  
u'ils s'accommodent & rétablissent la bonne  
mitié avec la France & avec Leurs HH. PP.  
onjointement à des Conditions honorables , &  
ue ne le pouvant obtenir , elle leur notifieroit  
Alliance & la Ligue en leur déclarant qu'elle  
roit obligée d'employer avec Leurs HH.  
P. les moyens contenus dans la Ligue.

On est ici certain , que de cette manière  
n obtiendrait inmanquablement une bonne  
& solide Paix. Voilà les points que je crois  
ue l'on pourroit obtenir & peut-être encore  
autres , comme je le souhaite & l'espère.  
e suis , &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 29. Janvier 1654.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière, qui est du 22. de ce mois j'ai reçu la vôtre du 15. du même mois. Comme j'étois fort pressé le 22. je repondrai aujourd'hui à la vôtre du 9. que Mr. l'Ambassadeur *Chanut* n'a encore eu aucune Conférence par ordre de la Régence, sur les points contenus dans le Projet d'Articles pour l'Alliance de sorte que vous ne pouriez en avoir avis, ce foyez persuadé que je n'aurois pas manqué de vous en écrire d'abord, d'une manière même très circonstanciée. Cette erreur vient, à ce que je puis croire, de ce que les Députés de Leurs HH. PP. ont régulièrement informé Mr. *Chanut* des avis que l'on recevoit de tems en tems d'Angleterre, & que les mêmes Députés auront par occasion parlé en gros de ce qui régarde cette Alliance. Il se peut encore faire que quelques Sgrs. de la Régence aient entretenu cet Ambassadeur sur ce sujet dans quelques visites particulières; mais jamais par ordre de la Régence.

Je vous avouë que je vois aussi peu que vous comment l'on peut appliquer aux termes du Traité Provisionnel de Marine de l'année 1646. ou de l'Article XVIII. du projet l'interprétation

on au sujet des effets ennemis chargez sur un navire libre, ainsi que les François prétendent ; puisque les mots *rendront libres*, ne peuvent être appliquez qu'aux effets de l'ennemi qui sont *rendus libres* par le *batiment libre*, n'étant pas nécessaire, par rapport aux effets qui sont libres de leur nature, que le Bâtiment les rende libres.

Je vous ai marqué dans ma dernière le succès prévisionnel des Négociations entre cet Etat & l'Angleterre ; j'y ajouterai présentement pour votre Instruction particulière que les Articles, par lesquels nos Députés sont d'accord avec ceux d'Angleterre sont couchez de manière, qu'outré les expressions générales de Paix, amitié, Alliance étroite, la compensation des pertes & injures de part & d'autre est stipulé avec outre tout ressentiment & promesse de n'y plus insister ; c'est ainsi que ceux d'Angleterre ont infailliblement desisté de leurs demandes de réparation & satisfaction sur lesquelles ils insistoient fort.

Dans les Articles où il est stipulé qu'on ne donnera point azile aux rebelles de part & d'autre, & qui sont tirez, *mutatis mutandis*, du Traité d'Entre-secours de l'année 1495. on a ôté les expressions de *Prince d'Orange*, & de *Princesse Royale*, que les Anglois vouloient y insérer de la même manière que *St. Jean & Riklandt* l'avoient proposé à la Grande Assemblée en 1651.

Pour ce qui est de l'article où ils proposent & insistent à ce que le *Prince d'Orange* soit exclus & chargez de Capitaine Général de l'Union de Stathouder des Provinces &c. Ainsi que

vous le verrez couché par écrit No. 2. ci-joint il y a aparence que cela passera sous la proposition de Temperament ci-joint No. 3.

Quant à quelques demandes exorbitante comme d'obliger l'Etat à n'avoir qu'un certain nombre limité de Vaisseaux de Guerre, qui pourroit être augmenté sans le consentement la République d'Angleterre.

Item, de reconnoître quelque Souveraineté sur la Mer.

Item, de laisser visiter les Vaisseaux de Partat & de ses sujèts en reconnoissance de la d Souveraineté;

Item de paier une reconnoissance pour la pêche du harang; quoiqu'elles aient été pressées exigées avec opiniâtreté, jusqu'à rompre toute Négociation, cependant ils en ont desisté, il n'en reste aucune trace dans les articles ajustez.

L'Article qui concerne le baiffement du Tonnage est couché en substance de la même manière que Leurs HH. PP. l'avoient proposé ci-devant par Mr. de *Hemstede* à la Reine d'Angleterre, & il est dit expressement qu'il suivroit en cela l'usage pratiqué jusqu'à présent.

Enfin ces articles reglez renferment toutes les 36. articles ou réglemens ou en substance exceptez premièrement les XVIII. XXI. XXII. qui auroient inmanquablement fait naître les disputes sur la Pêche & sur le prétexte du *Dominium Maris*; en second lieu les articles XI. & XII. où il est parlé de la Navigation aux Isles Caribes & des limites en Amérique; l'article XVII. qui accordoit

grand

ands Privilèges à ceux de ce Pais-ci qui oient s'établir en Angleterre avec leurs familles ; & l'article XXXII. où le transport des entrées de Portugal étoit interdit ; ce qui est tout conforme à ce que Leurs HH. PP. ont positivement résolu le 13. & 14. Mai 1652. en troisième lieu , l'article XXIX. où est parlé de la liberté de conduire & de prendre les prises dans les ports de part & d'autre ; & l'article XXXIII. où il étoit parlé de faire un règlement sur les *droits de recousse* pour les Vaisseaux & effets échoués ; les Anglois ont formé plusieurs difficultez sur ces deux derniers articles , d'un côté pour ne pas ouvrir la porte aux pirateries & aux moyens de se soustraire aux recherches des Amirautez ; & de l'autre côté parce qu'en Angleterre il y a des personnes à qui appartient d'ancienneté le privilège des droits de côtes , auquel on ne peut donner atteinte , du moins à présent.

Enfin les Articles XXVIII. XXX. & XXXI. où il étoit parlé de reglemens particuliers tant pour le Commerce que pour spécifier les marchandises qui seroient réputées Contrabande &c. parcequ'on est d'intention de faire un règlement pour la Marine après que la Paix sera faite.

Par rapport à la reserve des Traitez précédens , ceux d'Angleterre ont proposé qu'on renonçât de part & d'autre à toutes Lignes , Confédérations & Alliances que l'un ou l'autre auroit fait & qui pouroient contrevenir en quelque chose au Traité à conclure avec l'Angleterre & par conséquent qu'ils seroient annullez & déclarés nuls & de nulle Valeur ; cependant sur les

représentations que l'on a faites contre cette prétension, les Anglois se sont rendus aux bonnes raisons que l'on a alleguées & se sont encore desistez de cet article.

Mrs. nos Députez ont encore consenti deux articles qui ont été reglez avec les Anglois sur les affaires d'Amboine, & sur les prétensions reciproques des pertes causez de part & d'autre aux Indes Orientales & Occidentales, en Moscovie, dans le Groenland &c. Vous verrez ces deux articles ci-joint No. 4.

Les Commissaires de Leurs HH. PP. ont fait raport, touchant ces deux articles, qu'ils avoient trouvé tout conforme aux Instructions & Résolutions de l'Etat & que lefdits Députez s'étoient conformé aux ordres de Leurs HH. PP. excepté en un point qui fait mention d'une satisfaction modérée qu'on suppose que Leurs HH. PP. feront payer, outre les fraix par le *Roi de Dannemark* à ceux d'Angleterre pour les bâtimens Anglois & leurs Cargaisons que ledit Roi a fait arrêter dans le Sondt; Mais les Députez déclarent qu'ils ont acceptez cet article pour pouvoir obtenir plus sensiblement que ledit Roi soit compris dans le présent Traité, que les Anglois renoncent à toutes prétensions pour cause desdits Bâtimens arrêtez, & qu'ils admettent les Ministres de Sa Majesté.

Toute cette affaire a été si bien mise en ordre pendant l'absence de Leurs N. & G. F. que tous les membres étant arrivez ici mardi passée, elles ont examiné & approuvé le même jour tout ce qui a été négocié & arrêté, &c.



es ont pris à cet égard la Résolution que vous  
verrez ci-jointe N<sup>o</sup>. 5. le jour précédent Mr.  
Ambassadeur *Chanut* avoit fait à la Généralité  
des Propositions dont il delivra ensuite le pré-  
cis par écrit & dont je vous envoie Copie sous  
le N<sup>o</sup>. 6. & sur quoi Leurs N. & G. P.  
ont pris la Résolution ci-jointe N<sup>o</sup>. 6. mais com-  
me les autres Provinces ne pouvoient pas être  
si-tôt prêtes, on n'a pris sur cela aucune Résolu-  
tion dans la Généralité, Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 5. Février 1654.

M O N S I E U R,

Quelques discours, que l'on avoit eu avec  
Mr. l'Ambassadeur *Chanut* sur quelques arti-  
cles du projet de Traité, pour lui faire sentir  
les dificultez que Leurs HH. PP. formeroient  
indubitablement, ont été cause que je vous ai  
demandé quelques éclaircissemens, par ma Let-  
tre du 15. du passé. On lui avoit fait enten-  
dre que ces dificultez rouleront particulière-  
ment, sur l'extension générale de l'article II.  
sur l'omission d'un Règlement de Marine, sur  
la dure loi comprise dans l'article XVIII. &  
par laquelle quelques marchandises de Contre-  
bande rendent sujet à confiscation tout un bâ-  
timent, toute sa Cargaison, & même les au-

tres marchandises qu'on peut nommer *Innocentes* : sur la rupture précipité aussi-tôt après la première denonciation & sans avoir employé les voyes de la mediation , & enfin sur l'obligation de ne point faire de paix avec l'ennemi sinon ensemble , & d'autres. Sans doute que cet Ambassadeur en rendra compte à sa Cour ; vous m'obligerez infiniment si vous pouvez m'en informer & des dispositions des principaux Ministres sur lesdits points.

Je souhaiterois aussi que vous m'envoyassiez les articles ou propositions que vous avez faites aux Commissaires du Roi ou à Sa Majesté par rapport au Traité d'Alliance proposé , d'autant que j'en auroit un grand besoin pour me conduire plus sûrement dans tout ce qui concerné le Projèt. Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 23. Janvier 1654.*

M O N S I E U R ,

Je voudrois bien que vous m'eussiez marqué de quelle manière je devois m'informer de ce que vous m'avez marqué en chiffres dans la vôtre du 15. du Courant ; quelles Conférences on a tenues sur cela , quelles Propositions on a faites , & quelles Réponces ; de cette ma-  
niè-

nière j'aurois pu faire de justes Informations  
autant que j'aurois trouvé à les faire avec sûre-  
té. Mais par raport 11. 41. 45. 64. 17. Il  
faut d'autres moyens 10. 63. 15. 61. 44. 16.  
13. 26. 17. 38. 52 : Comme B. 41. 42.  
44. 14. 19. 50. 16. 37. avoit proposé. Je  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 23. Janvier 1654.

M O N S I E U R ,

Cette cour-ci est entierement resoluë de pren-  
dre fait & cause pour *Le Prince de Liège* & son  
Evêché contre les desseins du *Duc de Lorraine*  
du *Prince de Condé* & même contre l'Espagne.  
Parcequ'en se conduisant ainsi elle donne des  
affaires à ses ennemis & les affoiblit, & d'un  
autre côté elle satisfait, (ainsi qu'on le dit ici) à  
certaine convention faite à Munster & Osna-  
brug avec les Princes & Etats situez de ce cô-  
té-ci du Rhein pour leur défense mutuelle:  
C'est pourquoi les François sont déjà en mar-  
che vers cet Evêché sous la Conduite du Gou-  
verneur *Fabert* à la requisition de Mr. L'Elec-  
teur de Cologne ; on s'informe de moi avec  
beaucoup de curiosité d'où vient que Leurs  
HH. PP. ne font point paroître le même intérêt  
pour

pour mettre leurs Etats aux environs de Mastricht à couvert des quartiers d'Hiver , que les susdits Duc & Prince ont intention d'y prendre ; & l'on dit qu'il est très-important pour Leurs HH. PP. comme pour la France que l'Evêché de *Liège* conserve sa liberté , parce que ses frontieres joignent de bien près celles de France d'un côté & celles des domaines de Leurs HH. PP. de l'autre , en sorte qu'au besoin ledit Evêché pouroit servir d'un sur passage pour les secours subits qu'on devroit envoyer de part ou d'autre , s'il restoit présentement allié des deux Etats.

On m'assure qu'on ne laissera point passer ici la conjoncture présente à l'occasion de faire quelque chose d'avantageux dans l'Empire. Les mêmes raisons subsistent encore telles que je vous les ai mandées ; elles augmentent même à proportion que le bruit du mariage du Roi des Romains avec l'Infante d'Espagne , augmente. Les Lettres d'Espagne & de Genes en parlent comme d'une chose presque faite.

On dit aussi qu'on a des nouvelles certaines d'Espagne & d'Angleterre , que le Roi d'Espagne a offert à ces derniers de faire une Ligue deffensive & offensive contre la France & contre tout autre , en sorte que les ennemis & les amis de l'un le feroient aussi de l'autre. C'est dont leurs HH. PP. seront sans doute bien informées. Pour tenir les choses dans une espèce d'équilibre en Suède , on est résolu ici d'envoyer une Ambassade extraordinaire à la Reine , d'autant qu'on fait que le credit des Espagnols augmente à cette Cour , & qu'on apprehende que la Couronne de Suède ne se joigne

igne aux Espagnols & aux Anglois: Cette affaire merite réflexion & Leurs HH. PP. pourroient la ménager pour leur avantage & celui de la Chrétienté; j'ajouterai que la Reine & la Couronne de Suède. (à ce qu'on dit) forment quelques prétensions extraordinaires contre cette Cour-ci & témoignent quelque mécontentement à cet égard; ce qui pourroit servir à l'avenir de prétexte à de plus grands troubles. On parle d'envoyer Mr. *Aucourt* en Suède.

On juge que, selon toutes les apparences, il s'est arrivé quelque changement dans l'opinion où l'on étoit de l'accommodement du *Comte Harcourt* &c. parceque depuis lundi dernier on a fait défense à tous les officiers de la Maison du Roi de le reconnoître davantage pour *Grand-Ecuyer*. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

Le 5. Fevrier. 1654.

M O N S I E U R,

J'ai reçu les deux vôtres en date du 23. du passé après vous avoir écrit ma dernière du 19.

Je vous ai marqué tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors par raport aux affaires d'Angleterre, en continuation je vous dirai que Leurs N. & G. P. ont encore résolu le 29. ce que vous  
ver-

verrez par l'extrait ci-joint. Les Députez d'autres Provinces ont envoyé toutes ces Résolutions en diligence aux Etats Respectifs desdites Provinces, convoquez sur les serieuses & importantes rémontrances de Leurs HH. PP. & l'on attend leurs avis avec impatience.

Leurs N. & G. P. auroient fort souhaité que pendant que cela se passe, on renvoyât plutôt nos Députez ou quelques uns d'entr'eux en Angleterre, au moins pour collationner avec ceux de la Regence les articles dressés, & tout disposer pour la Ratification; & en même temps pour veiller à ce que toutes ces bonnes dispositions ne soient point renversées par les menées de quelques Ministres étrangers ou autrement; mais les Deputez des autres Provinces ont fait difficulté d'y consentir, pendant que leurs Provinces déliberoient sur toute l'affaire en général. Néanmoins quelques uns d'entr'eux pourroient partir d'eux mêmes en conséquence de leur commission précédente & sans aucune nouvelle Résolution & les autres ne s'y étant pas opposés, Mr. *Beverningh* est parti avec le Consentement de Mr. *Nieupoort*, & ces deux Mrs. en ont donné avis par Lettre à Mr. *Fongestal*; je juge propos de vous envoyer Copie de la dite Lettre pour votre Instruction. Je suis &c.

P. S. Les Etats des Provinces de Hollande &c. ont

Mr. de *Hondt* & moi, entre les mains de qui, conjointement avec les Députez de Leur HH. PP. pour les affaires de France, le Projet, que vous avez envoyé, avoit été commis

pou

pour y diferencier & noter ce qui y étoit conforme ou non à vos Instructions ; avons fini ce travail, & leîdits Députez sont convoquez pour entendre demain nôtre raport , afin qu'on puisse le faire incessamment au nom de tous à l'assemblée de Leurs HH. PP.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN DE WITT.

*A Paris le 30. Janvier 1654.*

MONSIEUR,

J'attends avec impatience le precis du Rapport des Négociations d'Angleterre, & je souhaite qu'elles soient à la satisfaction de Leurs HH. PP. on est ici un peu surpris que la France n'y soit pas comprise.

Je vous prie de me marquer tous les argumens dont je pourai me servir pour faire goûter cela à cette cour-ci , soit par une satisfaction réelle , soit par des excuses solides.

J'écris a la Regence sur quelques points, qui, à mon avis, meritent attention. 1<sup>o</sup>. l'augmentation énorme des droits sur chaque tonneau de vins tant à Bourdeaux qu'aux environs, de F. 8: 10. 0. jusqu'a F. 17: 10. 0. Ce seroient les sujets des Provinces-Unies qui en paieroient le plus, puisqu'ils font les trois quart du Commerce & de la Navigation de Bourdeaux. 2<sup>o</sup>. L'interdiction des Ports de France

ce à tous Vaisseaux de Guerre de la République & aux Armateurs. Car quand même paix seroit faite avec l'Angleterre, il seroit toujours d'une très mauvaise conséquence qu'on otât cette liberté aux Vaisseaux de Guerre de Leurs HH. PP.

Depuis le Retour de nos Commissaires, qui ont été à Lisbonne, l'Ambassadeur de Portugal a rompu avec moi & je m'abstiens de le voir.

J'attends avec impatience que vous me marquiez sur quel sujet Mr. l'Ambassadeur *Chapuis* a écrit ici encore, afin que dans le discours je tâche de penetrer quelque chose, dont vous puissiez faire usage & qui soit pour le service de l'Etat, car *rebus sic stantibus* il est impossible d'en avoir Copie.

On est ici fort disposé à profiter de l'occasion pour faire une Alliance avec les Evangeliques d'Allemagne, & l'on parle toujours d'envoyer Mr. *D'Aucourt* en Ambassade extraordinaire en Suède.

Les difficultez qu'on craignoit par rapport aux héritiers d'un marchand de la Briel nommé *Almonde*, mort à Nantes ou Ancenis, & dont Leurs HH. PP. m'ont écrit par rapport au droit d'aubaine, sont entierement cessées, ainsi que ses amis qui demeurent à Roüen me l'ont mandé en me remerciant. Il y a encore quelques nouveutez à Calais; trois petits bâtimens Hollandois chargez pour Roüen & autres ports de France dans le Canal, poursuivi par des Anglois, sont entrez dans le port de Calais pour se sauver, sans aucune intention d'y décharger; lorsqu'ils voulurent remettre à la

voi-



oile, ils furent arrêtés par ceux de la doüane de Calais, qui prétendent, (injustement & par une nouveauté innouïe) qu'ils doivent paier pour les marchandises dont ils sont chargez, quoiqu'ils n'ayent rien vendu ni même dechargé; J'ai obtenu avec peine main levée de l'arrêt, mais on y a ajouté, à mon insçu, à condition que les maîtres desdits bâtimens donneroient caution qu'ils n'iront point dans les ports ennemis; ce qui, outre la nouveauté, est autant plus surprenant qu'il n'y a plus en France de ports ennemis, & que ce seroit une offense d'aller dans les Ports d'Espagne: outre cela ces gens là ne sont pas en état de donner ou de trouver des Cautions à Calais.

S'il plairoit au Tout-puissant que la Guerre fût avec l'Espagne, & avec l'Angleterre, on n'entendrait plus parler de pareilles violences. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*Le 12. Février 1654.*

J'ai reçu vôtre Lettre du 30. du mois passé vers le depart de la mienne du 5.

Pour vous donner, autant qu'il est en moi, des raisons d'excuses, que vous me demandez au commencement de vôtre Lettre, sur ce que la France n'est pas comprise dans les traitz à faire entre l'Etat & l'Angleterre, je puis vous assurer avec verité que j'ai trouvé dans la minute que nos Députez ont tenuë de leurs négociations, qu'ils ont fait tout leur possible pour

pour l'obtenir. Et afin de vous en fournir quelques passages qui meritent attention, je vous envoie ci-joint trois extraits differens de ladite minute; le premier & le dernier contiennent ce qui s'est passé à cet égard dans les conférences ordinaires avec les Commissaires Anglois; & le second ce que Mr. de *Beverningh* a proposé seul, mais au nom de ses collegues au Protecteur sur cette affaire; ce sont les trois dernières Conférences que nos Députez ont eues avec ceux de la Regence d'Angleterre avant leur départ, sur quoi vous remarquerez que la dernière Conférence a été tenue la veille de leur départ, en sorte qu'ils ont insisté jusqu'à la fin sur cette admission, & ils déclarent qu'il est une chose qu'il seroit impossible à Leur HH. PP. d'obtenir, parceque ceux d'Angleterre veulent traiter eux mêmes directement avec les autres Potentats pour les raisons que vous comprendrez aisement à la lecture desdits Extraits.

Le 8. de ce mois Mrs. les Députez de Zelande ont ouvert dans la Généralité l'avis de leur Province sur les Négociations d'Angleterre & ce qui en dépend, & il s'accorde avec ce que Leurs N. & G. P. ont résolu sur le même sujet, particulièrement en ce que l'on ne doit pas s'arrêter à l'admission absolue de la France, mais seulement employer tous les bons offices possibles pour l'obtenir.

Mrs. de Zeelande ont aussi approuvé le temperament, qui doit être substitué à la Clause d'exclusion par rapport au Prince d'Orange & ils ont trouvé bon, conjointement avec Leur N. & G. P. que l'on féliciteroit Mr. le Protec

teur dans les termes qui paroîtront convenables aux Députés qui retourneront en Angleterre, & que l'on qualifiera à cet effet du titre d'Ambassadeurs.

Enfin que pendant les délibérations des Provinces, quelques-uns de ces Mrs. qui sont prêts, retourneront en Angleterre sans attendre ceux qui ne sont pas prêts, pour régler la suspension d'armes.

Ceci disposera sans doute les autres Provinces à approuver de même les Négociations, sans aucune difficulté.

Nous avons reçu hier la Lettre ci-jointe, qui nous apprend l'heureuse arrivée de Mr. *Berningh* en Angleterre & des dispositions où l'on est dans ce pays.

Me rapportant, pour le reste, à ce que l'on nous adresse ici de la part de Leurs HH. PP. je vous prie de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 16. Février 1654.

MONSIEUR,

J'apprends par votre Lettre du 29. Janvier qu'il n'y a eu aucune Conférence publique de la part de la Regence, avec Mr. L'Ambassadeur de France, en sorte que n'étant point informé positivement de ce qu'on pourroit lui avoir dit, je ne puis decouvrir, ni même m'infor-

former des sentimens de la Cour à cet égard. Parlant en général de ce que Mr. *Chanut* avoit écrit depuis deux ou trois semaines, on m'a répondu qu'il n'avoit rien écrit d'important, si ce n'étoit que des discours de particuliers, & que son Excel. ne marquoit pas qu'on lui en rien déclaré de la part des Etats.

On parle ici avec beaucoup d'éloge des instances que Leurs HH. PP. ont fait, jusqu'en venir à rompre les Négociations, pour faire comprendre le Roi de Dannemark comme Allié, dans le traité à faire avec les Anglois, ce que l'on avoit enfin obtenu. Sur quoi l'on dit que si Leurs HH. PP. avoit voulu faire d'aussi fortes instances par rapport à cette Couronne-ci, la plus ancienne de ses Alliez, elle auroient indubitablement eu le même succès. Vous avez eu la bonté de me faire part de raisons que je pourai alleguer sur ce sujet à cette cour, & des bonnes Résolutions que Leurs N. & G. P. ont prises, & je dis que Leurs HH. PP. sont encore disposées à faire tout ce qui leur sera possible à cet égard.

Je crois, sauf meilleur avis, qu'il seroit bon de travailler sans interruption à conclure, s'il est possible, le traité commencé entre cette Couronne-ci & Leurs HH. PP. sur le pied qu'elle demande la constitution présente des affaires; je crois que l'on pourra obtenir d'aussi bonnes conditions que jamais, glorieuses & avantageuses pour l'Etat: Leurs HH. PP. ont un trop grand intérêt à la bonne intelligence de la France avec l'Angleterre pour les voir se chicaner.

ou en venir à une guerre ouverte, à quoi n'a dit qu'on travaille fort en Brabant.

Tant que la Reine de Suède a cru pouvoir compter sur la faveur de l'Empereur pour les affaires de Pomeranie & de Bremen, elle a cru s'éloigner de ses anciennes maximes, présent qu'elle voit qu'elle s'est trompée, Sa Majesté a fait témoigner à cette Cour-ci qu'elle persiste dans ses bonnes dispositions en faveur de la France & des Provinces-Unies, & c'est sur cela que l'on presse l'Ambassade que l'on va lui envoyer d'ici.

Les différens domestiques des Ducs de Vendôme, de Beaufort & de Mercœur ont été terminés par la médiation de Mr. le Cardinal. Mr. Mercœur cedera à son frère, le Duc de Beaufort, le Gouvernement de la Province & lui-ci se démetra de la survivance de la charge d'Amiral de France, en faveur du Duc de Mercœur.

Il y en a qui croient qu'on n'a engagé le Duc de Longueville à venir ici que pour lui persuader de donner en mariage Mademoiselle de Longueville, sa fille, au Prince Thomas de Savoie, afin de retenir par ce moyen les biens de la Maison de Soissons dans la même famille.

On dit aussi que le Comte d'Arpajon offre d'aller à Rome comme Ambassadeur ordinaire de cette Couronne, à ses dépenses, à condition qu'on lui donnera en mariage l'une des deux Nèces du Cardinal qui sont toutes deux veuves.

On parle aussi d'un mariage projeté entre Mr. d'Anchini neveu du Cardinal & Mademoiselle

de *Retz* qui est la plus riche héritière de France; à condition que le Cardinal de *Retz* sortiroit de sa prison, & iroit à Rome où il resteroit aux ordres du Roi & en conservant la Coadjutorie de Paris. Je suis &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 19. Février 1654.

MONSIEUR;

J'ai reçu votre agréable Lettre du 6. Courant après avoir expédié ma dernière le 12. suivant. Comme Leurs N. & G. P. sont rassemblées, je leur ai fait rapport aujourd'hui de ce qui s'est passé à la Généralité par rapport au projet de traité que vous avez envoyé, sur quoi ledit projet a été remis entre les mains de quelques membres de l'Assemblée pour l'examiner & donner au plutôt leur avis à leurs Nobles & Grands Puissances.

Le lendemain du départ de ma dernière Monsieur les Députez de la Province d'Utrecht ont ouvert dans la Généralité l'avis de leur Province sur le traité avec l'Angleterre; conformément à la Copie ci-jointe N°. 1. avanthier la Province d'Overijssel a ouvert le sien & la Copie est ici N°. 2. Hier ceux de Frise ont fait la même chose; mais je n'ai pas eu le tems d'en avoir Copie c'est pourquoi je ne puis vous l'envoyer, mais il est presque conforme aux autres & toute la différence consisté en ce qu'ils insistent po

our plusieurs raisons à ce que la France soit  
omprise dans le Traité, entendant que sans  
ela on ne doit point procéder à la ratifica-  
on.

Mr. de *Beverningh* a donné avis à Leurs  
HH PP. par une Lettre du 8. que faute de  
ouvelles Lettres de créance & de plain pou-  
oir, il n'est regardé en Angleterre que com-  
e une personne privée & qu'il ne peut rien  
ire en tout ce qui dépend de la Négocia-  
on; sur quoi Leurs HH. PP. ont résolu &  
ouvé bon hier d'autoriser & charger Mr. de  
*Beverningh* de féliciter de leur part Mr. le  
*protecteur* sur la nouvelle dignité, & j'espère  
à la faveur des Lettres de créance qu'on  
i enverra à cet effet; il surmontera aisé-  
ment toutes les difficultez, & l'on a écrit  
ix autres Députez qui sont absens de l'aller  
indre en diligence & de reprendre au plû-  
t la route d'Angleterre avec le caractère  
Ambassadeurs Extraordinaires: Et l'on a prié  
Province de Zeelande de nommer autre Per-  
onne à la Place de feu Mr. de *Perre* d'heu-  
euse mémoire.

Nous n'avons rien autre chose ici qui merite  
attention je finis en vous assurant que Je suis  
c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

A Paris le 13. Février. 1654.

MONSIEUR,

Le Sieur *Baes* Gouverneur de M. *Manchin* neveu de Mr. le *Cardinal* est de retour d'Angleterre, où il a été, dit-on, pour porter ordre à Mr. de *Bourdeaux* de féliciter Mr. le *Protecteur* sur sa nouvelle dignité.

On pense ici à envoyer une Ambassade éclatante en Angleterre, mais on ne peut encore rien dire de certain ni des personnes qui en seront chargées.

Il paroît qu'il y aura avec le tems quelque changement & beaucoup de retardement dans les procédures entreprises contre le Prince de *Condé*, on dit que Mr. le Duc d'Orleans soutient qu'il y a depuis quelques années une promesse de mariage passée entre Mr. le Duc d'Enguien & une des filles de son Altesse Royale & que l'on ne peut ôter au fils les biens de Monsieur le Prince, pour le crime de son pere, au préjudice dudit mariage.

Monsieur le Prince de *Conti* viendra ici de main au soir, aussi-tôt l'on conclura & signera le contrat de mariage de son Altesse avec Mademoiselle *Martinoxzi* nièce de Mr. le Cardinal, Lundi le mariage sera beni & consommé



et après cela le Roi donnera un grand Balet, qui fera très magnifique, & qui durera toute la semaine du Carneval.

On tiendra dans peu à Meudon une assemblée où se trouveront les Electeurs de Brandebourg & Palatin & les Princes de la Maison de Brunswick-Lunenbourg, de Hesse, de Simmeren, & plusieurs autres; vous jugerez s'il ne seroit pas utile pour le service de l'Etat d'y envoyer une personne incognito, qui puisse vous informer de tout; cela pourroit avoir son mérite, si cela se faisoit.

J'espère qu'on ne rejettera point l'Alliance de cette Couronne, & que bien loin de là on comprendra combien elle peut être utile à l'Etat; Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 13. Février 1654*

MONSIEUR,

J'ai reçu par cette poste vos deux Lettres d'une simple & l'autre avec un paquet avec deux annexes; j'ai déjà répondu à la première, qu'il paroît que les Mrs. de cette Cour ne prendront aucune résolution sur quelque chose qui auroit été proposé à leur Ambassadeur en ordre de Leurs HH. PP. c'est sur quoi

peut faire fonds. J'ai souvent parlé à quelques uns de ces Messieurs & même à Mr. le Cardinal de ces articles sur lesquels on forme à présent des difficultez; j'ai aussi écrit ci-devant que pour ce qui régarde la rupture précipitée aussi-tôt qu'un des Alliéz aura averti l'autre qu'il est attaqué, on pourroit trouver quelque tempérament, & que l'Allié qui n'aura pas été attaqué pourra employer quelque tems à engager l'attaquant à terminer le différent à l'amiable, sans être obligé de rompre tout d'abord avec l'attaquant. J'ai dit aussi que j'espérois obtenir encore de semblables temperamens par rapport aux autres points; mais tant que Leurs HH. PP. ne m'envoyent aucun ordre précis sur ce que je dois faire ou ne pas faire, il faut que je reste les mains liées. Il me semble que les affaires son changées, j'attendrai de nouveaux ordres.

Je trouve ici les Ministres fermes sur l'extension générale des Articles II. & XVIII. & ils soutiennent qu'il n'y a rien de plus juste & de plus raisonnable que de ne mettre bas les armes que conjointement lorsqu'on les a prises conjointement.

Lorsqu'on m'a envoyé mes Instructions du 5. Juin pour renouveler l'Alliance avec cette Couronne, on y avoit deux projets d'Articles l'un sans les clauses *d'offensive*, l'autre avec celles de *défensive*. On me donna ordre d'en faire part au Roi & à la Cour, & de traiter, négocier & regler tout à cet égard jusqu'à la conclusion exclusivement; jusque là même que je pouvois communiquer les projets où étoient les clauses d'offensive; en déclarant que Leu

IH. PP. étoient résolues de conclure avec sa Majesté sur l'un ou l'autre pied après qu'elles auroient vu le succès des Négociations établies en Angleterre.

Lors que les Négociations ont commencé, quelques jours se sont passés en discours presque toujours de ma part, enfin Mrs. les Ministres du Roi m'ont prié de leur délivrer un écrit en forme d'article les intentions de leurs HH. PP. par rapport à cette Alliance, que j'ai fait d'abord, & cet écrit, que j'ai donné aux Ministres, ayant été traduit en François mot pour mot, on en a formé un projet des articles, sans y mettre les clauses d'offensive, à quoi j'ai fait tous mes efforts pour les porter; mais ne pouvant rien obtenir, les Commissaires de Sa Majesté m'ont mis le projet d'articles que j'ai envoyé à leurs HH. PP. le . . . . . je ne leur ai jamais donné le projet des clauses d'offensive, parceque Leurs HH. PP. m'avoient plusieurs fois marqué que cela devoit venir de la part du Roi. Je crois avoir répondu à tous les points de votre Lettre du 5. & je finis en vous priant de me croire. &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

Le 26. Février 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 13. après  
depart de la mienne du 19. Je vous suis fo  
obligé de la communication des affaires do  
vous m'y parlez, j'en ferai usage dans l'occ  
sion, & je pousseraï avec plaisir les chose  
dont vous me recommandez le soin; mais ave  
vôtre permission j'attendrai encore le proj  
François du Traité que vous aviez delivré à  
Cour, parce que je trouve que nous en avoi  
besoin ici dans la direction des besoignes sur c  
sujet.

Leurs HH. PP. ont trouvé bon vendre  
dernier d'autoriser Mr. de *Beverningh* pour re  
gler absolument, conclure & signer le Traité  
avec l'Angleterre pour être ratifié par Leu  
HH. PP. pour féliciter le Lord *Protecteur*, &  
regler la Cessation d'armes. Par raport à l'ex  
clusion de Mr. Le *Prince d'Orange* on a aprou  
vé le tempérament projeté à cet égard & qu  
j'ai communiqué. Quant à la satisfaction exi  
gée pour la détérioration des Navires en Dan  
nemark, Mr. de *Beverningh* est généralemen  
autorisé de la regler à un certain *tantum*, ou  
même d'en passer par où l'on voudra s'il le faut  
Il a été résolu en même tems que Mrs. de

Nieu

ieupoort, Jongest al & un autre que la Province de Zeelande doit nommer à la place de Mr. de Perre, seront revetus avec Mr. de *verningh* du Caractère d'Ambassadeurs Extraordinaires, avec ordre de partir le plutôt qu'ils pouront.

Par raport aux affaires de France Mr. de *Be-  
rningh* est expressement chargé de mettre tout à l'œuvre pour obtenir que cette Couronne soit comprise dans le Traité, ou du moins, que la bonne intelligence soit rétablie entre cette Couronne & la Regence d'Angleterre; d'autant plus que l'avis de la Province de Frise porte que cette inclusion doit être inséparable du traité, à faute de quoi on ne doit point procéder à la conclusion: à dire le vrai cette Province est la seule de cet avis. Leurs HH. PP. ont fait part de cette Résolution, suivant la coutume, à Mr. l'Ambassadeur *Chanut*, qui peu après a fait les Propositions dont je vous envoie le précis ci-joint, & sur lesquelles Leurs HH. PP. n'ont encore pris aucune Résolution; je voudrois que vous pussiez découvrir une manière certaine si c'est par un ordre particulier du Roi que cet Ambassadeur a fait cette proposition tendant à obtenir que Sa Majesté fut comprise dans le susdit Traité, ou s'il a eu des ordres exprès par raport aux propositions ci-jointes & en quels termes ils étoient touchés. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 20. Février 1654.

MONSIEUR,

Je vous remercie des bonnes raisons que vous avez bien voulu me fournir pour affirmer les efforts que les Députez de Leurs HH. PP. Londres ont faits , pour obtenir que la France fut comprise dans le Traité. J'en ferai usage dans toutes les occasions où elles viendront propos.

Leurs HH. PP. m'ont envoyé leurs ordres touchant les deux Articles contenus dans ma Lettre du 30. Janvier , savoir l'augmentation des droits à Bourdeaux & aux environs, & l'interdiction des ports de France aux Vaisseaux de Guerre de l'Etat & aux Armateurs. L'Incluse contient encore d'autres Grieffs; & , comme je le remontre dans une Lettre à la Généralité, il me semble, sauf meilleur avis, qu'on devroit représenter à Mr. l'Ambassadeur *Chanut* tous ces grieffs tant ceux de ma Lettre du 30. Janvier que ceux de l'incluse , mais d'une manière à lui faire comprendre que l'on prend les choses à cœur , car effectivement elles sont d'importance; je serois bien plus ferme de mon côté à solliciter que ces grieffs fussent redressez si je savois que Mr. *Chanut* auroit informé l

Cou

Jour de la manière dont Leurs HH. PP. rennent ces choses.

Les noces & le Carnaval sont cause qu'il ne est rien passé ici. Mr. le *Prince de Conti* a envoyé une Lettre par un exprès à son Frere le *Prince de Condé*, pour lui faire part de son mariage ; celui-ci y à répondu en raillant, enforte que sa Lettre ne l'approuve aucunement.

Le Duc de *Longueville* se feroit volontiers emtété de signer ce contract de mariage, mais fais de bonne part qu'il a fallu qu'il le

Le mariage du *Duc de Nemours*, Archevêque de Rheims, avec la fille du Duc de *Longueville*, est comme suspendu, parce que l'on dit que le *Duc de Nemours*, est sujet au haut-mal, ce qui en degoute cette demoiselle.

On dit que les deux sœurs du Cardinal, qui sont veuves, épouseront l'une le *Duc d'Amprville*, & l'autre le Comte *d'Arpajon*, & l'on parle encore d'augmenter la famille de son Eminence dans ce Royaume & à Rome.

Il y a huit ou dix jours qu'on a conclu ici le mariage de la jeune *Princesse de Carignan* fille du Prince *Thomas* de Savoye avec le *Marquis de Baden* qui est absent, on a en même tems fait les cérémonies du mariage.

On dit que le Roi d'Angleterre se prépare à partir d'ici, il étoit encore dimanche dernier à service chez son Résident, ce que je puis voir de mon Hôtel. je suis &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL

Le 5. Mars 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre du 20. depuis le départ de ma dernière au 26. suivant.

Le même jour 26. Mr. *Henri Willemse Røsewinge*, Envoyé du Roi de Danemark destiné pour l'Angleterre, est arrivé ici. Il a fait à Leurs HH. PP. les propositions ci joints N<sup>o</sup>. 1. & Leurs HH. PP. lui ont fait la reponce aussi ci jointe N<sup>o</sup>. 2. après quoi cet Envoyé est parti avanthier pour Londres, croyant encore atteindre en Zeelande Mrs. *Nieuport* & *Fongesta* Ambassadeurs extraordinaires de Leurs HH. PP. qui ont pris cette route en partant d'ici dimanche pour l'Angleterre ; ainsi ils pouroient passer la mer ensemble, & à cet effet on lui a donné des lettres pour leurs Excellences ; & si on ne les rencontre point, les Conseillers de l'Ambassade de Zeelande ont ordre de lui préparer d'abord un Vaisseau de Guerre.

Leurs HH. PP. se sont conformées aux Resolutions prises par Leurs N. & G. P. & que je joins ici N<sup>o</sup>. 3. & 4. par rapport aux instances du Comte d'O'dembourg & des Ville Hanseatiques, pour être compris dans le Traité de Paix entre cet Etat & l'Angleterre.

Quoique les propositions que l'Ambassadeur de France a fait la semaine passée à leurs HH. PP.



PP. sur le même sujet paroissent couchées en termes très forts, cependant cet Ambassadeur persiste & en public & en particulier que le Roi son Maître n'est en aucune maniere mécontent de ce que Leur HH. PP. n'ont pas jugé à propos de faire de cette inclusion une condition *sine quâ non*, & que Sa Majesté ne manquera pas de le faire connoître à la République en toutes occasions par de bons offices réels, en conséquence de quoi, sur le rapport fait à Leurs N. & G. P. Elles ont pris avant hier sur ces Propositions la resolution ci-jointe No. 5. à laquelle Leurs HH. PP. se sont conformées hier.

Il est aussi arrivé ici un Envoyé Suisse des Cantons Evangeliques, lequel a fait à Leurs HH. PP. les Propositions ci jointes No. 6. & Leurs HH. PP. ont donné ordre qu'on y dressât une reponce honnête.

La Province de Groeninge & Ommelande a ouvert aussi dans la Généralité lundi dernier son avis sur les Négociations d'Angleterre. Vous le trouverez ci-joint No. 7. & le lendemain Leurs HH. PP. ont pris sur la Ratification du Traité conclu en Angleterre la Resolution ci-jointe No. 3.

Je finis celle-ci en y joignant No. 9. & 10. les derniers avis que l'on a reçu d'Angleterre. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 27. Février 1654.

M O N S I E U R ,

Je reçois par cette poste-ci les Instructions de Leurs HH. PP. sur les plaintes que l'Ambassadeur de Venise a faites il y a déjà long temps, touchant un Bâtiment Anglois enlevé par nos Gens sous le Canon de Zante, j'en ne manquerai pas de m'y conformer.

Il reste encore, à me faire reponce sur les offres de cette République de rétablir les residences des Ambassadeurs à Venise & à la Haye, & de declarer libres tous Bâtimens de quelque nation qu'ils soient, même Anglois, qui transporteroient des vivres, munitions, soldats &c. à Candie pour le service des Vénisiens. Cet Ambassadeur promettoit que les Anglois feroient la même declaration par rapport aux Bâtimens Hollandois.

On attend aussi ici une gracieuse reponce de Leurs HH. PP. sur la demande des Consuls de Marseille, qui souhaiteroient des Passeports de Leurs HH. PP. pour quatre Navires Anglois qui doivent transporter d'Angleterre dans leur ville du bled dont ils ont un très pressant besoin.

J'envoye à Leurs HH. PP. une pareille

re-

requifition de la part de la République de Gé-  
nes; au cas que cela puiſſe ſe faire ſans preju-  
dice, Leurs HH. PP. engageroient par cela  
même cette République à une reconnoiſſance  
reciproque & à de bons offices dont les ſujets  
de l'Etat ſe reſſentiroient tous les jours.

J'ai écrit il y a quelque tems que cette Cour-  
ci verroit avec plaifir que Leurs HH. PP. en-  
voyaffent en Eſpagne une Ambaſſade Extraor-  
dinaire moyenner la paix entre ces deux Cou-  
ronnes, qui étant en guerre troublent toute la  
Chrétienté. Il eſt vrai qu'il y a long-tems que  
cela a été propoſé, & que l'on a ſouvent trou-  
vé que cette Cour n'eſt point fort ſtable dans  
ſes reſolutions; vous m'obligerez, par raport  
au ſervice de l'Etat ſi vous vouliez avoir la  
bonté de m'informer, entre nous, ſi Leurs  
HH. PP. auroient quelque diſpoſition à envo-  
yer une pareille Ambaſſade; afin que je puiſſe  
me conformer à leurs Inſtructions; il eſt cer-  
ain que cela entraineroit de groſſes dépenses &  
que le ſuccès en ſeroit fort incertain. Mr.  
L'Ambaſſadeur *le Bruyn* m'a dit en 1652.  
qu'on étoit fort mécontent à la Cour d'Eſpa-  
gne, de ce que, depuis la Paix, Leurs HH.  
PP. n'y avoient pas envoyé une Ambaſſade,  
quoique le Roi Catholique fit l'honneur à  
Leurs HH. PP. (c'eſt ainſi qu'il ſ'exprimoit)  
de tenir un Ambaſſadeur Ordinaire à la Haye.

On publie ici que le Roi eſt d'intention de  
faire le *Prince de Conti* Connétable de Fran-  
ce. Voici une anecdote que je vous écris en  
particulier. Un gentilhomme *du Prince* \* de

Con-

\* C'eſt le grand *Condé*, Louis de Bourbon II. du  
nom, Biſayeul de Mr. le Duc d'à préſent (1723.)

Condé est venu ici chez le Prince \* de Conti à qui il a rendu une Lettre de son Frere ; le Prince de Conti lui demanda , qu'est-ce que Mon Frere a fait de la Lettre que je lui ai écrite pour lui notifier mon mariage ? N'a-t-il pas fait comme cela (en jettant au feu la Lettre du Prince de Condé sans la lire) On fait effectivement que le Prince de Condé avoit jetté de même dans le feu la Lettre du Prince de Conti : après cela le Prince demanda au Gentilhomme Qu'est-ce que mon Frere a dit lorsqu'il a appris mon mariage ? Le Gentilhomme s'excusa de rien dire , mais pressé par le Prince de Conti il lui repondit , Son Altesse dit alors *s'il étoit ici je lui baillerois cent coups de bâtons & lui ferois évanouir sa bosse.* Le Prince de Conti ne repondit à cela autre chose sinon , *ma foi , m'eût fait un grand plaisir , j'en voudrois bien être quitte.*

On dit que la raison pour laquelle l'accommodement qui s'étoit fait dans la maison de Vendôme entre le Pere & les enfans , est que le Roi a dessein d'ôter le Gouvernement de Provence au Duc de † Beaufort pour le donner

\* Ce Prince nommé Armand , est le Chef de la Maison de Bourbon-Conti d'apréésent , il étoit né en 1629. de Henri II. Prince de Condé & de Charlotte de Montmorenci. Il est mort en 1666 & a laissé deux fils Louis , Prince de Conti mort en 1687, sans enfans , & François Prince de la Roche-Sur-Yon , qui prit en 1687. le titre de Conti , qu'il a laissé à Louis-Armand son fils , qui est à présent (1723) Prince de Conti.

† François Duc de Beaufort étoit fils du Duc de Vendôme dont on va parler , & de François de Lorraine Duchesse de Mercœur. Il est fort parlé de lui dans les mémoires du Cardinal de Retz.

entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 161

er au Prince de Conti ; d'un autre côté le  
eux Duc de \* Vendôme ne veut pas céder à  
n fils, le Duc de † Mercœur, sa charge d'A-  
miral de France. Il n'y a rien en cette cour de  
us certain qu'une vicissitude continuelle. Je  
is, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BORREL.

Le 12. Mars 1654.

MONSIEUR,

Depuis mes dernières du 5. J'ai reçu la vô-  
e du 27. du mois passé. A laquelle je n'eus  
autre réponse à faire sinon que Leurs N. &  
P. ont eu envie il y a longtems de faire pro-  
poser à la Généralité leur avis Provincial de te-  
ir des Ambassadeurs Ordinaires à Venise &  
la Haye, & même pour envoyer une Am-  
assadeur Extraordinaire en Espagne, & de fai-  
e un Article de ses Instructions de ce qui est  
ontenu dans votre dernière Lettre & dans  
quel-

\* César Duc de Vendôme &c. Fils naturel du  
roi Henri IV. & de Gabrielle d'Estrées.

† Louïs Duc de Mercœur fils de César Duc de  
Vendôme. Il épousa en 1651. Laure Mancini nièce  
du Cardinal Mazarin morte en 1657. Il embrassa  
ensuite l'Etat Ecclésiastique, & le Pape le fit Car-  
dinal en 1667. Il est père du Duc de Vendôme  
mort en 1712. & de Mr. le Grand Prieur.

quelqu'autre précédente; mais comme quelques Provinces n'avoient point d'ordres sur cela, particulièrement celle de Zeelande sur le dernier Article, on n'a pris aucune Résolution sur cela.

Vous aurez déjà reçu ou vous recevrez par celle-ci les intentions & Résolutions de Leurs HH. PP. sur les autres points de votre Lettre.

Leurs N. & G. P. ont pris la Résolution ci-jointe N. 1. sur les Propositions de M. L'Ambassadeur *Chanut* & sur sa dernière déclaration. Leurs HH. PP. s'y sont conformés.

Mr. *Rosewinge*, Envoyé de Dannemark, résolu de partir pour l'Angleterre, comme vous l'ai mandé, est à la vérité parti d'ici avec cette intention, autant qu'il paroïssoit, mais est resté *incognito* à Rotterdam pour y attendre l'issue des Négociations d'Angleterre.

Les justes plaintes du Roi de *Dannemark* sur les fraudes sans nombre des Navires de ce Pais qui passent le Sondt, ont engagé Leurs N. & G. P. pour y remédier, de prendre la Résolution ci-jointe N. 2. & qui ayant été portée à la Généralité le 9. du Courant a été suivie sans aucune difficulté par Leurs HH. PP.

La Poste ordinaire d'Angleterre n'est pas encore arrivée: cependant le messager d'Etat qu'on avoit envoyé en Angleterre avec quelques dépeches est revenu sans aucunes Lettres pour Leurs N. & G. & avec une petite Lettre de Mr. *Beverningh* du 10. de ce mois pour les Etats Généraux, de laquelle on peut conclure qu'il y a en chemin quelques Lettres qu'il

*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 163*

voient dues être ici avant ledit Messager d'E-  
, & en second lieu que Mr. de *Beverningh*  
oit remis aux Anglois les articles tels qu'il  
t été ajustez & couchez par écrit, enfin que  
ns le tems qu'il croyoit obtenir une reponce,  
avoit appris l'arrivé de Mrs. *Nieuport & Fon-*  
*tal* à Gravesande, où il est allée à leur ren-  
ontre, n'ayant ainsi rien avancé davantage dans  
affaires publiques: Voilà tout ce que je puis  
us communiquer à présent, je suis &c.

Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN DE  
WITT.

*De Paris le 6. Mars 1654.*

MONSIEUR,

Leurs HH. PP. m'avoient donné ordre d'a-  
vertir les Hollandois qui sont dans les ports de  
e Royaume de n'en point partir à la légère  
r les bruits de la Conclusion de la Paix, &  
e rester jusqu'à ce qu'on leur ait donné avis  
e la conclusion finale effective. J'en ai écrit  
Nantes, la Rochelle, Bourdeaux, Bayonne &  
ouen; outre les Lettres mêmes de Leurs  
HH. PP. pour la Provence & la Bretagne.  
ar déjà reçu quelques réponses & deux de la  
Rochelle m'écrivent le 23. Février que la  
lupart des Bâtimens Hollandois qui avoient  
ouché à la Rochelle en revenant de la Virgi-  
ie, des Indes Occidentales & autres passages,  
n étoient déjà partis, faisant cours par le Nord  
de

de l'Irlande. Vous pouvez examiner s'il est propos d'agir auprès des l'Amirauté pour faire quelque chose pour leur sûreté, car leur départ ne peut-être ignoré des Anglois, & ils seront peut-être exposez à quelque rencontre dans le détroit de Schotlandt ou dans la mer Nord. Je souhaite qu'avant l'arrivée de celle on ait de bonnes nouvelles de celle de ces Estimens & autres dans leur Patrie.

Un Armateur de Flissingue est arrivé à Martin le 22. Février avec un Bâtiment Portugais, chargé de 500. Caisses de sucre, qui revenoit du Brezil, & qu'il a pris sur les côtes de Portugal, il avoit encore une prise Angloise qu'il avoit faite à l'embouchure de la Lère. On l'a averti d'être là sur ses gardes, car on va, dans ce Royaume ci, au devant de tout ce qui peut faire plaisir à ces deux Nations.

On me mande que Leurs HH. PP. continuent à garder à leur service les Vaisseaux de louage qu'elles ont dans la Méditerranée; ce qui augmente la crainte des inconveniens où se trouvoient déjà exposez les Batimens Hollandois qui sont à Marseille, & autres places de la Provence; au cas que ces vaisseaux ayent toujours les mêmes ordres de prendre & ruiner les Bâtimens François; ce qui est à présent d'autant plus digne d'attention que les François arment en Provence, & qu'irrité par une telle conduite ils se résoudroient sans peine à attaquer sans distinction les Batimens Hollandois & à les prendre.

Cette Cour-ci voudroit faire croire qu'elle est aussi en termes d'accommodement avec les Anglois, mais ceux qui ont plus de connoissance



*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel.* 165

ce des affaires disent qu'elle en fait seulement  
nblant afin d'inspirer plus de securité à ses  
ets, qui craignent les pertes où ils feroient  
posez au cas d'une entière rupture.

J'ai une grande impatience de savoir quelles  
ont été les suites du Rapport que Mrs. les  
éputez auront fait à la Généralité touchant le  
jet des articles de l'alliance avec la France ;  
m'en parle ici tous les jours.

On n'envoyera point d'ici d'Ambassade ex-  
ordinaire en Angleterre; mais on a envoyé  
Mr. de Bourdeaux tout ce qu'il faut pour le  
titre en état de prendre le titre d'Ambassadeur,  
cas qu'il le juge à propos, ce qui fait croire  
e sans doute il le fera.

Je serois bien-aîsé, au cas que vous jugiez  
e cela fut de quelque utilité, d'avoir les 29.  
icles dans les mêmes termes qu'ils ont été  
oduits à Leurs HH. PP. & sur lesquels on  
end les consentemens respectifs; afin que je  
isse être d'autant mieux instruit des clauses  
ces consentemens. je suis&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 12. Mars 1654.*

MONSIEUR;

Comme les Lettres du 26. Feb. ont été ar-  
tées j'ai été obligé de diférer jusqu'aujourd'hui

à vous envoyer la traduction Françoisse des articles de l'alliance, que Leurs HH. PP. m'envoyez ci-devant, que j'ai delivrez aux Commissaires du Roi après avoir eu avec eux quelques conferences, & sur lesquels les négociations se sont continuées. Je n'ai jamais communiqué les articles ou points d'alliance officielle. Mr. l'Ambassadeur *Chanut* a vû les premiers avant son depart pour la Haye, il même travaillé par ordre du Conseil afin d'avoir une teinture qui lui servit d'instruction.

J'apprends que Mr. *de Beverningh* a pris devants & que les autres ont ordre de se presser de le suivre: Dieu veuille leur donner un heureux succès pour le bien de la Republique. & fort desavantageux que l'on sache en Angleterre quelles sont les instructions que Leurs HH. PP. ont leur données, c'est les mettre hors d'état de rien menager. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

de Paris le 12. Mars 1654.

MONSIEUR,

Après bien des recherches j'ai enfin découvert que la premiere proposition que Mr. *Chanut* a faite à Leurs HH. PP. avoit été résolue dans le Conseil du Roi, & qu'on s'étoit pe

dé que Leurs HH. PP. ne feroient aucune difficulté de se conformer aux intentions du Roi ; & que l'on auroit compris la France dans le Traité, c'est à dire dans les Négociations de paix avec les Anglois, en sorte que les deux nations auroient traité conjointement, & seroient taché conjointement d'obtenir ce qui auroit été le plus avantageux pour tous deux, & seroit enfin rompu ou conclu conjointement ; & que pendant ce tems-là on auroit préparé, concerté & conclu l'alliance entre la Couronne & les Etats des Provinces-Unies au cas de Paix ou de Guerre avec l'Angleterre ; par ce moyen on auroit obtenu de meilleures conditions & plus honorables, & les Hautes Puissances auroient eu l'honneur de faire la paix autant pour eux que pour la France & *reciproque*.

J'ai decouvert en même tems que comme on trouve ici que l'on s'est trompé dans ces deux points, les dispositions y sont entièrement changées ; & l'on traite à présent avec moi d'une toute autre manière que ci-devant, sur tout l'on fait sentir que l'on est très formalisé sur ce que cette Couronne ci s'est tant exposée, son grand desavantage & sans en tirer aucun fruit, en se declarant prête à donner du secours à Leurs HH. PP. en cas que leurs Négociations avec l'Angleterre ne réussissent pas ; pendant que la France n'étoit pas en guerre avec l'Angleterre, en sorte néanmoins qu'elle auroit été obligé de l'entreprendre en faveur de Leurs HH. PP.

Or dès qu'ils ont vû leur confiance, ses effets & les dangers où ils s'exposoient entièrement  
eva-

evanoui, on a approuvé dans le Conseil du Ro avec quelques changemens (ainfi que j'en fu informée de bonnée part) la derniere proposition du 24. Fevrier, & l'on a envoyé ordi à Mr. *Charut* de la faire à Leurs HH. PP. Celui-ci l'ayant couchée dans des termes très modérez l'aura fans douté delivré ainfi.

Je crois avoir fatisfait à ce que vous fouhaitez à cet égard dans vôtre lettre du 26. Fev qui ne m'a été renduë que le 9. du Courant parce que le Courier à été arrêté à Bruxelles Je fuis &c.

A Mr. le Conseiller Penfionnaire DE  
WITT.

*De Paris le 13. Mars 1654.*

MONSIEUR,

Je vous fuis très obligé de l'exactitude avec laquelle vous me communiquez les piéces qui m'ont d'un fi grand fecours dans les fonctions de ma Charge; la République en aura honneur & profit; & cette correspondance bien entretenue nous fera entrer dans le fecret de cette Cour à plusieurs égards, ce qui vous fera très avantageux.

J'apprends de Zeelande qu'on n'y nomme personne pour se joindre aux Ambassadeurs qui font déjà en Angleterre.

Il y eut hier quelques desordres ici devant la porte du Parlement, où s'étoit assemblée une multitude de femmes de la lie du peuple, dont la coutume de se servir ici dans les troubles les revoltes.

La Cour est résolüe, dit-on, de supprimer les *Elus* dans le Royaume & d'annuller leurs charges; ce qui intéresse plusieurs Millions de familles dans les Provinces. Ces femmes ont fort criailé devant le Parlement contre plusieurs des principaux Ministres. Cela empêche pas que tout ne soit ici en bon ordre par les bonnes dispositions où sont les bourgeois qui ont beaucoup souffert ici & dans tout le Royaume pendant les troubles, & qui veulent plus s'exposer aux mêmes malheurs.

Dépuis que je vous ai écrit le 6. Mars, il s'est rien passé ici d'important.

Je vous prie de vous souvenir qu'il feroit à propos, suivant mon petit avis, de veiller à ce que se passera dans l'assemblée que les Etats Palatins d'Allemagne tiennent à Essen. Je suis,

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 19. Mars 1644.

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre du 6. du Courant & pour y satisfaire, j'ai donné ordre que l'on copie pour vous les 29. articles du traité à faire avec la Republique d'Angleterre; mais comme cette copie n'a pu être achevée avant le départ de la présente, vous l'aurez par la première occasion; j'attends de même la traduction des articles du traité à faire avec la France, telle que vous l'avez délivrée aux Commissaires Roi, & que je vous ai demandée.

Mrs. les députez de Leurs HH. PP. ayant fini l'examen du Projet de Traité que vous avez envoyé, ont fait rapport à Leurs HH. PP. de ce qu'ils y ont trouvé de conforme à vos instructions, & des clauses & points qu'ils ont trouvé ne s'accorder point avec elles, dont ils ont fait des annotations à la marge. Après le Rapport les Provinces demandoient copie de ces annotations marginales, pour les communiquer à leurs supérieurs. Les Commissaires que leurs N. & G. P. ont nommés pour le même sujet avancent fort dans le travail, & j'espère qu'ils en pourront faire le rapport dans peu; s'il se passe à cet égard quelque

ose d'important je ne manquerai pas de vous donner avis sur le champ.

Je vous envoie ci-joint No. 1. copie des lettres que la Regence a reçu d'Angleterre par la dernière poste & de celles qui étoient à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruysch*. Mr. de *Beverning* m'écrit en particulier que le Lord *Proteur* & le Conseil avoient résolu de recevoir Ambassadeurs de l'Etat avec des honneurs des cérémonies extraordinaires, de leur donner neuf repas où l'on servira dans chacun cinquante plats, & trente corbeilles de dessert, de les envoyer recevoir par quatre Seigneurs & un grand nombre de Carosses. On en a nommé deux qui sont le Président *Launce* & le Lieutenant général *Lumbert*; & Mr. *Beverningb* a sçu de ses amis (ce qui me paroît la meilleure de toutes les receptions) que les Anglois étoient résolus de conclure aussi-tôt à leur entrée.

Mrs. les deputes de Frise ont produit dans Généralité le 12. du Courant la Résolution de leur Province sur ces Négociations, vous trouverez ici la Copie No. 2.

Depuis mal dernière il ne s'est passé ici rien de chose qui mérite attention, ainsi je t'enverrai celle-ci en vous assurant que je suis,

P. S.

Après que j'eus fini celle-ci, nous avons reçu des lettres de France où j'en trouve deux de vous à mon adresse l'une du 12, l'autre du 13. & la Copie de la Traduction des articles

H 2

que

que je vous demandois ci-dessus, & dont j vous remercie. Nous recevons en même tem des lettres d'Angleterre aussi en date du 12 qui ne contiennent autre chose que l'honorabl reception faite aux Ambassadeurs de l'Etat ainsi que vous verrez par la Copie ci-joint. On remarque dans d'autres lettres particulièr que l'on continuë dans ce païs là dans la r solution de conclure au plûtôt avec les I tats.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE WITT.

*De Paris le 20. Mars 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 12. avec les annexes, & je vous en suis très-obligé; je ne s comment me tirer d'affaire avec l'Ambassade de Venise & j'ai honte de lui parler, cependant je ne puis l'éviter par civilité.

Ceux de Marseille m'importunent extraordinairement pour obtenir de Leurs HH. P des Passeports pour quatres Bâtimens Anglo chargez de grains, & d'autant que ce sero les habitans d'Hollande sur qui en tombera tou la reconnoissance, je demande votre recommandation, en sorte que ces gens puissent obtenir ce qu'ils demandent & que je sois deliv



e leur importunité , car ils disent qu'ils regarderont cela comme une faveur particulière s'ils obtiennent à tems

Je vous ai envoyée par ma dernière la Traduction des articles de l'Alliance ; s'il y a autre chose de votre service , j'attendrai vos ordres.

On m'a dit ici , que l'on s'imaginoit à la Haye parmi ceux de la Régence , que M. *Chanut* seroit rapellé. Cet ordre est expédié pour Mr. Résident *Brasset* , ce qui aura sans doute donné lieu à cet autre bruit. Je n'ose m'informer si le premier est vrai , pour ne pas donner lieu à des soupçons qui ne pourroient produire rien de bon. Mais je vous avouerai que je ne puis croire , d'autant plus que je n'en ai rien entendu ici. Il est vrai que lorsqu'on a parlé de d'envoyer une Ambassade à la Reine de Suède , on a fait mention de Mr. *Chanut* & l'on a dit qu'il passeroit d'Hollande en Suède , mais depuis ce tems là on n'en a plus parlé , l'on parle à présent de Mr. *d'Ancourt* , dont le départ n'est retardé que par un défaut d'écritures , le même défaut a retardé aussi fort longtemps le depart de Mr. *Chanut* pour la Hollande.

Je trouve que l'on aspire fort en Danemark après la Conclusion de la Paix avec l'Angleterre , puisque sans cela on y feroit exposé à plusieurs accidens tant de la part de cette Nation que de celle de la Suède.

On raisonne ici de bien des manieres sur ces affaires là , en suposant si la Paix ne se concleroit pas avec l'Angleterre. Dieu nous accorde ce qu'il fait nous être le meilleur ! On parle

le d'une grande Harmonie entre les Espagnols, les Anglois, & les Suèdois, contre les Intérêts de Leurs HH. PP. & de la France, cela ne pourra être long-tems secret.

On dit que le Lord Protecteur est parfaitement bien informé des moindres particularités de ce qui se passe ici, sur tout contre les Français.

La Cour d'Espagne paroît fort certaine que la Paix ne se fera point entre Leurs HH. PP. l'Angleterre; on m'a demandé s'il y avoit quelque différent entre Leurs HH. PP. & l'Electeur de Brandebourg, qui, à ce qu'on dit ici, cherche de rentrer en possession de ses Villes & de ses Pais de Cleves, & de metre sous la domination de l'Empire quelques-unes des Provinces-nies.

Je vous prie de m'instruire à cet égard.

On prépare ici les Equipages de Mr. de Beaufort, au cas qu'il veuille prendre le Caractère d'Ambassadeur. On tache de me persuader ici que les Négociations de la France avec le Protecteur sont fort avancées. Mais vous pouvez en savoir la verité d'Angleterre & de France. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 26. Mars 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu la Vôtre du 20. après le depart de la dernière du 19. pour y répondre je vous rai en peu de mots, que je ne vois aucun jour obtenir rien de favorable pour ceux de Marille tant que la guerre continuera entre l'Angleterre & l'Etat.

Je n'ai jamais ouï parler ici du rapel de Mr. Banut, & j'espère tant pour le public que pour mon particulier qu'il y demeurera encore long-tems; car je trouve en lui des-qualitez qui pourront beaucoup contribuer à entretenir & à augmenter l'amitié & la bonne intelligence entre la France & nôtre Republique, & qui me viennent extrêmement dans la conversation particuliere.

Je ne fais quel est le fondement de ce que vous m'crivez touchant quelques différens entre l'Etat & l'Electeur de Brandebourg; bien loin delà, il n'y a pas long-tems que cét Electeur, pour preuve de la confiance qu'il a en cet Etat, a prié Leurs HH. PP. d'envoyer quelques Députez à Ratisbone, pour soutenir ses droits contre le Duc de Neubourg & les autres; d'autant que l'Empereur lui a écrit de comparoitre assisté de ses amis.

Je vous envoie ici Copie des nouvelles que l'on a reçu hier d'Angleterre; nous avons reçu dès avant hier au soir les Lettres de nos Ambassadeurs en date du 20. qui nous donnoient touchant la Flotte Angloise les avis dont je vous envoie ici Copie.

Nous sommes aussi avertis par des avis particuliers, sur lesquels on peut faire fonds, & dispositions favorables du Lord *Protecteur*, qu'il n'y a pas à douter que le Traité ne soit conclu; j'espère vous en apprendre quelque chose de plus certain par la première poste. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

P. S. Je vous envoie ci-joint les 29. articles que je vous ai promis par ma précédente.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire DE  
WITT.

*A Paris le 27. Mars 1654.*

MONSIEUR,

J'ai appris avec plaisir par le postscript de votre Lettre du Courant que vous avez reçues mes Lettres du 12. & du 13. avec la Traduction des articles; j'envoyerais de même tout ce dont vous pourriez avoir besoin.

Il y a encore un acte que j'ai signé & que j'ai delivré aux Commissaires du Roi dès le Com-

men-

nencement des Conférences ; il contient la dernière période de mes Instructions du 5. Juin 1653. où il m'est expressement ordonné que la conclusion , de manière ou d'autre , n'aura lieu qu'après qu'on aura vû quel seroit le succès des Négociations en Angleterre ; avec assurance que dès qu'on auroit vu ce succès ; on conclueroit suivant la volonté de Sa Majesté, d'une manière ou d'autre.

On est toujours disposé ici à faire une bonne alliance avec la République pour peu que Leurs HH. PP. y témoignent de l'inclination.

On debite ici plusieurs Grieffs de l'Empereur & d'autre moindres Princes comme de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem à la Charge de l'Etat, comme s'ils s'imaginoient que nous fussions si asés que nous dussions faire , supporter & souffrir tout ce qu'ils voudroient entreprendre ; ces nouvelles viennent de la Cour de l'Empereur , de celles des Princes Papistes d'Allemagne & surtout de Bruxelles , où on laisse à présent paroître toutes les mauvaises intentions qu'on avoit dissimulées tant qu'on avoit cru, qu'il n'y avoit pas d'apparence de nous faire du mal. Mais le tout-puissant exaucera les vœux de tous les bons patriotes & nous mettra au-dessus de tout.

L'Espagne se met dans une telle posture dans les Pais-bas , avec l'argent du Duc de Lotharingue , que cela change tout dans les desseins & les projets de cette cour-ci ; qui pourra remporter de grands avantages avant même d'entrer en Campagne.

On regarde ici comme un grand avantage que les troupes Françoises qui sont sous les ordres de Mr. de Fabert , aient gagné le passage

& pénétré dans le Pais de *Liège* , puisque c'est moins cela obligera les Espagnols à tenir de ce côté-là un plus grand nombre de troupes dans la crainte que les François n'entrent avec plus de forces , de ce côté là , dans le Brabant ; ce qu'on en parle ici sous main , mais sans fondement , puisque les troupes Françoises sont en marche pour revenir.

J'atends que vous me fassiez la faveur de m'envoyer les 29. articles du projet de traité avec l'Angleterre , afin que je puisse plus aisément connoître les motifs alleguez dans l'avis des Provinces.

Je vous dirai en confidence ( mais à vous seul ) qu'au cas que les Commissaires de Le N & G. P. qui sont chargez de l'Examen du Projet de traité d'alliance avec la France faisoient quelques considérations qui concernassent en particulier le Commerce & la Navigation ou quelque autre point qui interessât la Province de Hollande ; vous n'avez qu'à m'en informer , je vous instruirai confidentiellement des dispositions où l'on pourroit être ici à cet égard.

Je vous remercie de ce que vous m'avez communiqué les importans avis qui regardent les affaires d'Angleterre pour lesquelles je ne puis m'enpecher d'avoir quelque inquiétude , jusqu'à ce que je les sache terminées. Les dernières Lettres d'Angleterre que l'on a reçues ici ne marquent de certain que la bonne réception qu'on y a faite à Nos Ambassadeurs.

L'Archevêque de Paris est mort la nuit de vendredi à samedi à 4. heures du matin. L

Chapitre s'assembla à 5. heures & un chanoine y produisit une procuration du Coadjuteur Cardinal de Retz dont il l'avoit chargé par précaution au cas de mort de l'Archevêque son Oncle. Aussi-tôt le Chapitre à déclaré le Coadjuteur Archevêque & l'a reconnu en cette qualité. Un moment après Mr. du Tellier, Secrétaire du Roi, arriva pour défendre au Chapitre de faire ce qu'il venoit de faire, ainsi n'eut d'autre réponse si non que tout étoit déjà fait. Le Secrétaire se retira mécontent & trouva la Cour encore plus mécontente de cette précipitation du Chapitre; sur cela s'en est suivi ce qui est dans les Lettres publiques.

Les *Elus*, dont on a supprimé les charges firent au Roi six millions pour être réintégréz & continuez dans leurs Charges; on m'a juré que depuis l'an 1622. il est entré dans les Coffres du Roi deux cent & douze Millions que les *Elus* ont fourni par le même moyen de Cassation, rachat & redintégration. Je finis en vous priant de me croire &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

Le 2. Avril 1654.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 26. du passé j'ai re-

H 6

cu

cu la vôtre en date du 27. je vous dirai  
réponce que Mrs. les Commissaires des Eta  
de Hollande & West-Frise aiant examiné  
projet de traité que vous avez envoyé da  
le mois de Decembre dernier, en ont fa  
le raport samedi 28. du mois passé avec pl  
sieurs remarques importantes & autres moi  
dres sur ce sujet, en faisant voir exacteme  
en quoi ledit projet s'éloignoit & diferoit d  
Instructions que Leurs HH. PP. vous o  
données. Enfin la conclusion a été unanim  
& contenoit que lestdits Commissaires seroie  
priez d'en extraire quelques points & artic  
qu'ils jugeroit essentiellement contraires aux i  
tentions de l'Etat dans des affaires importante  
& d'en faire raport à Leurs N. & G.  
afin que sous le bon plaisir de Leurs HH. P  
on puisse en conférer préalablement av  
Mr. L'Ambassadeur *Chanut*. Aussi-tôt qu  
aura fait l'extrait de ces points essentiels  
ne manquerai pas de vous en faire part.

Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires de Le  
HH. PP. en Angleterre ont donné avis à  
Regence par la dernière poste, de ce dont  
vous envoie la copie ci-jointe. Après av  
reçu cette Lettre, nous en avons reçu h  
fort tard un double par le Capitaine *Kerkho*  
avec un extrait du registre que lestdits Amba  
deurs ont tenu de ce qui s'est passé dans la Co  
férence qu'ils ont eu dans leur Hôtel le 25.  
mois passé avec les Commissaires du Le  
*Protecteur*, & dont il est parlé au long da  
ladite Lettre. Il paroît par cet extrait que  
différence, dont il est parlé dans la même l  
tre, qui regarde le septieme des vingt-neuf



icles ne s'est decouverte que dans l'article XXIX. sur tout par rapport au temperament qui avoit été substitué audit article. Après plusieurs discours pour & contre les Anglois se sont enfin conformez aux intentions de Leurs HH. PP. en sorte que nous attendons avec la plus grande impatience la nouvelle de la conclusion de cette importante affaire; Dieu veuille y donner sa bénédiction; vous recommandant à sa sainte garde, Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 3. Avril 1654.

MONSIEUR,

J'écris aujourd'hui à Leurs HH. PP. pour leur donner avis des mauvais traitemens des officiers des Galiots envers le Navire & la Cargaison du *Soleil d'or*, Capitaine *Adolphe Wingarden van Oosthuisen*.

Je vous prie de voir cette Lettre & d'y remarquer combien il seroit nécessaire qu'on fit une deputation solemnelle de la part de Leurs HH. PP. à Monfr. *Chanut* pour lui en faire des plaintes & le prier d'en écrire très serieusement à cette Cour; afin qu'on arretât une bonne fois ces injustes violences. Je n'ai pas assez de tems pour vous en envoyer une Copie, ainsi je vous prie de m'en excuser; les États de

Hollande & West-Frise & leurs sujèts y sont les plus intéressez. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 3. Avril 1654.*

MONSIEUR,

Je suis informé que le contenu de quelques unes des mes Lettres à Leurs HH. PP. sous l'adresse du Président de semaine afin qu'elles restent secretes, est d'abord sçu ici & ailleurs, ce qui ne peut manquer d'être très préjudiciable pour l'Etat, si Leurs HH. PP. n'y remédient. Je sai combien il est difficile d'en venir à bout, mais les désavantages qui peuvent en naître me font espérer qu'on trouvera quelque expédient; en sorte que ma correspondance ne devienne pas entièrement inutile. Je vous prie de diriger cela avec votre Prudence ordinaire, en sorte que j'en voye enfin une bonne issue.

Lorsque j'ai donné avis en dernier lieu à Leurs HH. PP. que trois armateurs se dispo-  
soient, malgré plusieurs promesses, à aller pirater dans la Mediterrannée, mon intention étoit que Leurs HH. PP. en fissent des plaintes à la Haye à Mr. l'Ambassadeur *Chanut*; cela auroit été d'un plus grand fruit puisque les Lettres de cet Ambassadeur sont luës dans

ins le Conseil du Roi, au lieu que mes  
aintes à Leurs Majestés, & à Mr. Le Car-  
inal ne passent pas outre le plus souvent.  
ar ici ce n'est pas la coutume de présenter  
es mémoires par écrit. Voila pour quelle  
aison j'ai envoyé à Leurs HH. PP. & à  
ous tant de sujet de plaintes, afin que, si on  
jugeoit à propos, on fit entendre à Mr.  
*banut* par une deputation solennelle que Leurs  
HH. PP. prenoient ces choses fort à cœur.  
atends avec impatience à quoi se termine-  
ont les choses en Angleterre, & je souhai-  
rois qu'on pressât cependant les affaires qui  
oncernent cette Couronne afin qu'elles aient  
ne bonne fin. Je vous avouërai que j'ai tou-  
ours entendu cette maxime ci dans la bou-  
he des nos vieux Regens, que nous devons  
oujours vivre en bonne intelligence avec  
France, parce qu'elle peut faire beaucoup  
e bien à nôtre République, & que nous  
evons faire la même chose avec l'Angleter-  
e afin qu'elle ne nous fasse pas de mal.  
est à présent le tems, ce me semble, de  
onclure avec cette Couronne quelque chose  
avantageux.

Je vous remercie de la faveur que vous  
n'avez faite de m'envoyer les 29. articles.  
e serai à présent plus en état de concevoir  
& de juger des avis respectifs des Provinces;  
qui ont deliberé sur ces articles & envoyé  
eur consentement limité: on parle ici bien  
liversement des intentions & des desseins des  
Anglois, mais comme cela ne vient pas d'un  
Canal bien sur, je n'en écrirai rien à la  
Regence, d'autant plus que les Ambassadeurs  
Ex-

Extraordinaires de Leurs HH. PP étant à  
les lieux doivent savoir tout avec bien plus  
de certitude.

Leurs HH. PP. m'ont ordonné il y  
quelque tems d'avertir dans tous les Ports de  
France les marchands & marines des Navires  
Hollandois de ne se pas mettre sitôt en mer  
sur le bruit d'un accommodement avec l'Anglois.  
J'ai reçu avis de tous ces Ports qu'on y avoit  
reçu mes Lettres; mais qu'il regne tant de  
desordre & de licence parmi ces bateliers & ces  
Négocians que non seulement ils respectent peu  
ces ordres de Leurs HH. PP. mais même parlent  
avec insolence de ceux qui, par leurs ordres, leur  
donnent ces avis. *Sed hi utilitate publicâ compensantur*,  
c'est ce qui me console. Je suis &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

Le 9. Avril 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 3. du Courant  
depuis le depart de ma dernière qui est du 2. j  
vous avouerai naturellement que jamais j  
n'ai été fort disposé à charger de plaintes ou  
de recommandations, en quelque affaire que ce  
fut, les Ministres qui résident ici de la part  
de quelques Rois ou Etats auprès desquels nous  
avons

ons nous mêmes des Ministres; parce que je l'imagine, que les Ministres de l'Etat pourroient faire *in Loco* ces sortes d'instances avec plus de fruit soit pour obtenir quelque redressement, soit pour poursuivre l'expédition de quelque affaire. Cependant jugez que, si l'on fait parler à Mr. l'Ambassadeur *Chanut* de la part de Leurs HH. PP. sur les excès dont vous parlez dans votre Lettre, on en tireroit inmanquablement quelque fruit. Je ne manquerai pas de faire en sorte dans la Généralité qu'on y prenne ce parti-là.

On a proposé la semaine passée dans la Généralité l'avis Provincial de Leurs N. & G. P. sur le projet de Traité que vous avez envoyé le 1. Decembre dernier; je vous envoie ci-joint so. 1. les points essentiels que leurs Commissaires en avoient extraits.

Dimanche dernier Leurs HH. PP. ont reçu des Nouvelles de Mrs. les Ambassadeurs extraordinaires en Angleterre, en date du 2. de ce mois. Elles contiennent en substance que ses Commissaires du Lord *Protecteur*, étant entrez en conference le dernier du mois passé avec lesdits Ambassadeurs, pour amplifier la demande de satisfaction, leur ont déclaré que pour terminer entierement cette affaire sans y revenir davantage, & pour ne plus entrer en discussion sur les Bâtimens arrêtez en Danemark avec leur cargaison, comment les aller rechercher, & sur les moyens de retirer le montant de la dite cargaison au cas qu'elle fut venue, Mr. le *Protecteur* & le Conseil avoient fait calculer à combien se pouvoit monter la valeur desdits Bâtimens, au tems de leur de-

ten-

tention & celle des effets comptés sur le pied de l'achat ; que pour le faire d'une memoire plus juste on avoit pris des déclarations spécifiques des Négocians à qui appartenoient lesd. Bâtimens, lesquels offoient de les prouver par exhibition de contract, conoiffemens & autres preuves, sous serment : & qu'il s'étoit trouvé que toutes leurs prétentions y compris la perte qu'ils ont faite par privation de leur Capital depuis 18. mois, monte à 146, 657. Liv. Schel. Sterlings. Et Mrs. les Commissaires offroient qu'aussi-tôt le payement de ladite somme fait, ou dès que l'on en auroit donné suffisante caution, on ne feroit plus la moindre difficulté de comprendre le Roi de Dannemark dans le Traité sur le même pied que l'avoient demandé avec instance Mrs. les Ambassadeurs, & qu'aussi-tôt le Traité seroit signé.

Mrs. les Ambassadeurs rejetèrent cette proposition, en représentant qu'ils n'avoient point d'ordre pour vendre ou acheter des Bâtimens & que l'on étoit convenu positivement à cet égard que lesdits Bâtimens seroient restituez avec leur cargaison ou le provenu d'icelle au cas qu'elle ait été vendu en tout ou en partie, & de sorte qu'il ne restoit à regler que la compensation de la perte soufferte par cette distinction & en cas qu'on ne put en convenir, qu'on remettrait la chose à l'Arbitrage de gens entendus qui seroient nommez de part & d'autre en nombre égal ; ce qui étant déjà stipulé & l'Etat s'étant rendu caution de l'exécution de cet article, on ne devoit plus faire de difficulté de comprendre d'abord & d'

*présenti* le Roi de *Dannemark* dans le Traité

Mai

mais les Anglois ont persisté dans leur proposition, ou qu'autrement l'admission du Roi de Dannemark se feroit, lorsque ces conditions seroient été réglées, à quoi ils vouloient s'obliger dès à présent. Sur quoi Mrs. les Ambassadeurs déclarèrent aux Commissaires qu'ils saignoient donc, qu'en ce cas là les Anglois ne fissent dans cet intervalle quelque tentative sur le Dannemark avec leur Flotte; qu'il faisoit qu'ils eussent leur sûreté à cet égard, & qu'ils proposèrent une nouvelle suspension d'armes pour six semaines, dans laquelle le Roi de Dannemark seroit compris; afin que pendant ce tems là on ait le tems d'ajuster ces conditions, de manière qu'après cela & l'expiration de ladite suspension d'armes, le Roi de Dannemark sera compris *de presenti* dans le Traité. Mrs. les Ambassadeurs ont delivré cette proposition le premier de ce mois au Lord *Protecteur* dans un Mémoire raisonné; ils attendent sa réponse: depuis nous avons encore reçu une Lettre en date du 3. & par poste ordinaire; je vous en envoie Copie sous le No. 2. & nous attendons avec impatience la fin de tout ceci.

Si vous êtes informé de quelque assemblée considérable en Allemagne soit à Essen ou ailleurs je vous prie de me le faire savoir afin que l'on puisse y avoir l'œil. Je suis &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 10. Avril 1654.

M O N S I E U R,

Monsieur l'Ambassadeur de Venise est très content des bonnes dispositions de Messieurs l'Etats de Hollande & West-Frise contenu dans leur Résolution pour rétablir la bonne correspondance entre les deux Républiques en envoyant reciproquement des Ambassadeurs à Venise & à la Haye. J'ai bien fait comprendre son Excel. qu'il faut que les autres Provinces y donnent leur consentement.

Je vous ai déjà donné avis des dispositions que la France étoit de faire sa Paix avec l'Espagne. Monfr. le Cardinal *Mazarin* a écrit une Lettre au Comte de *Fuensaldaigne*, dans laquelle lui propose qu'il seroit très-nécessaire qu'ils s'abouchassent, puisque sans cela on ne pouvoit attendre aucun succès des Négociations publiques.

Ce Comte a répondu qu'il vouloit bien venir trouver son Eminence fut-ce même dans Paris; Mais qu'il falloit que le Roi son Maître eut une certitude morale que la France étoit sincèrement disposée à la Paix. Cela résente bien ces feintes de deux habiles maîtres



fait d'armes qui tachent de s'aprocher.

On a verifié & registré cette semaine à la  
ambre des Comptes des Lettres de natu-  
ration en faveur de Messire *Pietro Mazari-*  
Père de Mr. la Cardinal, qui est à Ro-

Mr. le Prince de *Conti* fait des préparatifs  
ir partir dans peu pour la Catalogne, en  
lité de Viceroy, il sera accompagné de plu-  
rs grands & d'une armée.

On écrit de Londres que le traité entre  
urs HH. PP. & les Anglois vaut fait, en  
e que Mrs. les Ambassadeurs se dispoient  
rtir, mais j'attends de Hollande la confir-  
tion de cette nouvelle; d'autres Lettres de  
ixelles du 4. de ce mois disent que la flotte  
gloise forte de 120. voiles avoit passé les  
ps faisant Course vers l'Est pour s'aprocher  
Côtes de Hollande, & qu'elle avoit déjà  
plusieurs prises considérables; que le dessein  
cette flotte étoit d'entrer dans le Sondt.  
père qu'elle ne pourra exécuter ses mauvais  
seins contre l'Etat. Ces nouvelles rejouif-  
t ici tout le monde, car on craignoit fort  
e cette flotte n'en voulut à ce Royaume.

Comme on ne manque pas ici de maligni-  
il se trouve des personnes à la Cour qui  
inuent que les Cantons Suisses Protestans ne  
useroient pas si opiniâtrément de renouveler  
ur alliance s'ils n'y étoit engagez par les Con-  
ls de Leurs HH. PP. qui les confirmoient  
ns leur opiniâtreté (ainsi qu'ils parlent) Il se-  
it à propos (sauf correction) que j'en fusse  
ormé. Je suis presque persuadé que cela est  
ix; car ce sont des choses qui ne peuvent être  
pro-

proposées dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. encore moins résolues en si peu de tems. Quelqu'un de la Regence en a parlé en particulier par manière de discours, ce que je ne croi pas, cela ne peut passer comme un acte de toute la Regence; cependant je serois bien aise d'en être éclairci.

J'ai tout mis en œuvre pour executer mes ordres & mes Instructions dans le projet d'un Traité d'Alliance avec la France, & j'ai obtenu des Commissaires François tout ce qui m'a été possible; je n'ai pu reussir en tout, mais je n'ai acquiescé à aucun article contraire à mes Instructions, j'ai seulement reçu de leurs mains ces articles tels qu'ils les avoient dressés, pour à leur priere, les envoyer à Leurs HH. PP. ne pouvant faire autrement. J'atends avec impatience l'extrait qu'on aura fait des points qui diffèrent essentiellement de mes instructions pour voir ce que Leurs HH. PP. souhaitent que je demande de plus, & pour vous informer de ce qui peut y être applicable. Je suis &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*Le 16. Avril 1654.*

**M** O N S I E U R ;

J'ai reçu vôtre Lettre du 10. depuis le départ de ma dernière qui est du 9. du Courant.

puis vous assurer que, bien loin que Leurs  
l. PP. aient pris aucune Résolution pour  
conseiller aux Cantons Suisses Protestans le  
nouvellement de leur Alliance avec la Fran-  
j'amaïs on n'a fait dans leur Assemblée au-  
e proposition qui tendit à rien de sembla-  
je dirai même plus, il n'y a ici personne,  
soit dans la Regence qui y ait seulement  
lée, puisqu'un tel projet non seulement ne  
porterait aucun avantage à l'Etat, mais mê-  
pouvoit, par réflexion, lui être tout à fait  
judiciaire.

Les Députez de l'assemblée de Leurs HH.  
ont représenté à Mr. Ambassadeur *Chanut*  
excès & les violences dont vous avez fait  
mention dans votre pénultième lettre, & nous  
avons qu'il représentera, avec succès, à sa  
sur les plaintes qu'on lui a faites sur ce su-  
enforte qu'on travaillera à y remédier.

La Regence a reçu avant-hier par un ex-  
des Lettres des Ambassadeurs en Angle-  
e, datées du 9. du Courant. Elles con-  
tiennent que lesdits Ambassadeurs avoient bien  
marqué que le Memoire qu'ils avoient pré-  
senté en dernier lieu au Lord *Protecteur*, n'au-  
rait pas l'effet qu'ils s'en étoient promis; bien  
de là que les Commissaires de son Altesse  
le Conseil en étoit fort choquez, puisque  
c'étoit comme si les Ambassadeurs doutant de  
l'incertitude des Commissaires en tout ce qui  
étoit passé dans la dernière Conférence, apela-  
ient d'eux au Lord *Protecteur*. Aussi reçut-  
ils sur leur Memoire une reponce de sept  
feuilles écrites des deux côtez d'un caractère  
très pressé, & qui étoit un espece de plaido-  
yer

yer sur la verité ou la fausseté de ce qui avoit été deduit dans ledit Memoire; enfin on y persistoit dans la prétention de 146500. Livsterl. que vous savez. Mrs. les Ambassadeurs trouverent à propos d'offrir aux Commissaires que si l'on vouloit terminer cette dispute par rapport aux bâtimens arêtez au Dannemark de la manière dont on en étoit convenu ci-devant, savoir qu'on promettrait la restitution desdits bâtimens & de leurs Cargaisons, ou du produit de ce qui en auroit été vendu, en remettant à des arbitres le point de la satisfaction demandée; ils consentiroient à s'engager que Leu HH. PP. en execution de cet accord passeroient un acte d'obligation d'un million de florins, garanti par une caution fidejussive de bons & valables Négocians en Angleterre s'obligeant outre cela à la restitution, soumission & satisfaction ordonnée par les arbitres, à défaut de quoi la susdite somme d'un million de florins restera à la disposition de son Altesse offrant de plus de faire conter cinq mille Livsterl. à compte de la somme qui sera adjugée aux marchands ou maitres de Navires qui iront chercher lesdits bâtimens en Dannemark, pour faire leur voyage; & ensuite de leur faire encore compter en Dannemark de la même manière vingt mille rixdaldres pour reparer & remettre en mer lesdits bâtimens.

Les Commissaires du Protecteur & le Conseil ont acceptez ces offres, mais à condition que la somme qui doit être exprimée dans l'acte d'obligation, & qui au cas d'inexécution restera à la disposition du Lord *Protection*, sera de cent quarante mille Liv. sterl. Ce

*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 193*

C'est ce que vous verrez plus au long par la  
reponce que lesdits Commissaires ont fait par  
crit à ces ofres & dont je vous envoie copie.  
Les Ambassadeurs marquent qu'ils ont acquies-  
cé à cette reponce.

Nous avons reçu hier par la poste ordina-  
ire la confirmation de tout cela comme vous  
sçavez voir par la Copie de leur Lettre du 10.  
e je joins ici : après la reception de ces Lettres  
l'Assemblée de Leur N. & G. P. a jugé  
devoir se séparer en repos , ce qui s'est fait  
hier au soir. Je suis &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 23. Avril 1654.*

M O N S I E U R ;

Leurs Hautes Puissances ont ratifié hier , dans  
la meilleure forme , & du consentement de tou-  
tes les Provinces présentes , Overijssel étant ab-  
sent , le Traité conclu en Angleterre le 15.  
Courant & qu'on avoit reçu ici avant hier  
un peu tard. On expedie aujourd'hui les dépeches  
des Actes pour faire en Angleterre l'échange  
des Ratifications. Mrs. les Conseillers-Députés  
ont d'avis de reconvoquer l'Assemblée de Leurs  
N. & G. P. & ils doivent délibérer aujour-  
d'hui sur la forme & la manière de cette con-  
vocation ; ils prendront sur cela une résolution  
plus promptement qu'il se pourra , comme je  
Tom, I, I l'espé-

l'espère. Je n'ai pas le tems d'ajouter autre chose à la présente. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 17. Avril 1654.

MONSIEUR,

J'ai marqué à Leurs HH. PP. dans ma Lettre du 3. de ce mois combien avoient été infructueuses jusqu'à présent mes sollicitations pour obtenir la restitution du Bâtiment le Soleil d'or & de ses effets, Capit: *Adolphe Wygarden van Oosthuyzen*, pris par les galères de France & conduit à Toulon. Depuis ce temps là cette affaire est tellement changée que je ne me flater d'obtenir l'entière restitution. J'en donne avis à Leurs HH. PP. afin que cette affaire ne trouble plus, sans nécessité, les délibérations de la régence & ne retarde pas qu'une autre affaire plus importante.

Je suis de vôtre avis, Monsieur, que tant qu'on peut obtenir ici de la Cour avec équité et raison, on ne doit pas avoir recours aux plaintes auprès de l'Ambassadeur de France qui se trouve à la Haye; mais après qu'on a mis en œuvre tous les moyens imaginables, qu'on ait obtenu les expéditions, qu'on exécute les arrêts ainsi que cela a été fait dans l'affaire du Soleil d'or, qu'il ne s'ensuive aucune satisfaction & qu'

Il y a pas apparence d'en obtenir, je crois qu'on  
 doit au moins en informer Leurs HH. PP.  
 afin qu'elles voyent s'il y a encore quelques mo-  
 tiens à tenter ou non; laissant la chose à leur  
 prudence. Ces sortes d'informations sont à ma  
 charge pour faire voir que si les Sujets de l'E-  
 m' n'obtiennent pas justice, ce n'est point ma  
 faute

J'écris encore sur une semblable matière à  
 Leurs N. & G. P. touchant l'affaire d'*Isaac  
 Abraham Pauwelsen* de Rotterdam. Il est  
 croyable combien il est difficile d'obtenir ici  
 justice, sur tout lorsqu'il faut tirer de l'argent  
 des pates de ces gens-ci. Ils ont l'art de vous  
 offrir cent exceptions pour ne rien rendre.  
 Mais à les entendre, il manque toujours quel-  
 que chose en quoi les Maîtres de Navires ou  
 marchands ont fait ou trop ou trop peu.

J'ai reçu l'avis Provincial de Leurs N. &  
 P. sur le projet d'Alliance avec la France  
 je vous en remercie. Je vais examiner le  
 registre de ce que j'ai fait dans cette affaire,  
 mais je ne puis faire ici aucune ouverture avant  
 d'avoir reçu des ordres de Leurs HH. PP. ce  
 qui est conforme à votre intention, comme  
 je pense.

Les dernières Lettres de Londres ne parlent  
 encore de la conclusion du Traité avec le  
 Protecteur. Cependant on dit ici publiquement  
 que les gazettes mêmes des Pais-bas ne s'en tai-  
 ent pas que Leurs HH. PP. ont donné ordre à  
 Messrs. les Ambassadeurs de terminer *quovis  
 modo* l'affaire des bâtimens arrêchez dans le  
 rindt.

Mr. le Comte Servien qui a acheté depuis  
 I 2 peu

peu le marquisat de Sablé situé dans l'Anjou & le Maine, vient d'acheter du Duc de Guise pour 400. mille livres, à ce que l'on dit, terre & Comté de *Meudon* dans le voisinage de cette ville.

On prépare seulement cinq gros vaisseaux pour le Roi à Toulon, pour la Catalogne à ce que l'on dit. Il faudra au moins encore un mois avant qu'ils soient prêts; on ne touche pas encore aux galères ou aux autres vaisseaux de sa Majesté. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 24. Avril 1654.*

MONSIEUR,

Les sentimens ont parus ici bien differens uns des autres à la Nouvelle de la Conclusion de la Paix avec le Lord *Protecteur*. Quelques uns s'en sont rejouis, d'autres non. Il seroit propos que Leurs HH. PP. me marquassent comme je m'en explique dans la Lettre publique ci jointe, comment je dois le notifier aux Hollandois dans les Ports de France; Car les maîtres de Navires sont si insolens, que quoiqu'avertis, ils ne laissent pas de mettre en mer au hazard de perdre & bâtiment & cargaison car pour eux ils n'ont rien à craindre, ce sont les Habitans de Hollande qui souffrent



ertes & l'ennemi s'enrichit à leurs depens. Les Mrs. de cette Cour-ci sont encore fort incertains de leur sort par raport au Lord *Pro-  
fesseur* Mr. de *Bourdeaux* n'a pas été content de sa première audience, d'autant que le *Pro-  
fesseur* à laché quelques termes qui n'étoient point du tout agréables. Mais comme vous êtes sans doute instruit par les Lettres de Mrs. s Ambassadeurs Extraordinaires, je m'en raporte à ce qu'elles contiennent.

On a reçu ici avis qu'aussitôt la conclusion de la Paix avec Leurs HH. PP. le Lord *Pro-  
fesseur* à congédié quelques vaisseaux de sa flotte qu'il avoit louez de quelques particuliers. Cette nouvelle a fait plaisir ici.

Il y a ici une grande confusion parmi les Ambassadeurs & Résidens des Princes Etrangers parce que le *Cardinal* ne donne avis ni audience à personne, quoiqu'il y ait deux ou trois fois que chacun l'en sollicite: cela est cause de toutes les affaires, qui ne peuvent se terminer que par cette voye, restent là sans ordres & sans aparence de remède.

Je suis du nombre quoique je sois le dernier à ait eu audience.

Le Duc de *Savoye* paroît alarmé de la Révolution subite du *Duc de Modene*, qui fait des préparatifs contre le Milanois en faveur de la France; il craint que le Marquis de *Corasene* Gouverneur de *Milan*, ne tente de son côté quelque chose contre ses Etats. *Madame Royale* dépeche ici à ce sujet courier sur courier. L'Ambassadeur ordinaire de *Savoye* ne peut obtenir d'audience du *Cardinal*, & s'en plaint extrêmement.

Il y a ici un projet sur le tapis qui , au sentiment des connoissans , sera très préjudiciable la France , & qui interesse nécessairement tous ceux qui negocient avec les François; c'est qu'on est resolu à la Cour de faire battre pour plusieurs Millions des liards de cuivre. Il y aura plusieurs particuliers qui y gagneront beaucoup le Royaume sera rempli de Cuivre , & l'on verra disparoître l'or & l'argent qui y abondent si fâcheusement à présent.

On dit que le mariage du Duc de Candale avec la plus agée des nièces du Cardinal est rompu , & que son Eminence l'a refusée. Le Duc d'Espernon parce qu'il y a de l'apparence qu'elle épousera le Prince de Modene.

Le Duc de Grammont est parti la semaine dernière de cette Cour pour son Gouvernement de Bearn.

Depuis le Départ du Cardinal de Retz , les Majestés prennent le divertissement de la chasse dans le bois de Vincennes , & quelques fois ils y couchent , parceque ce chateau est si près de Paris qu'on ne peut pas dire qu'on en est absent. On dit que l'on va reparer ce chateau qui est fort tombé , pour la commodité de leurs Majestés.

On travaille ici à un magnifique présent de diamans que Mr. le Cardinal envoyera au Roi de Portugal , par Mr. de Baes; de même qu'on lui a envoyé depuis peu un très beau Cheval de Barbe.

L'Assemblée de quelques Princes & Etats d'Allemagne qui s'est tenue à Hambourg & à Essen , est séparée depuis que le Duc de Lorraine est arrêté à Bruxelles; car l'on dit qu'il

*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel.* 199

premier article de leurs délibérations roule sur les excès commis par ce Duc dans l'Emire &c, ( comme on le publie ) c'étoit là le principal motif de leur assemblée. Il y en a pendant qui croient que si la guerre avoit continuée avec les Anglois on auroit bien pû former à Essen quelques desseins contraires aux provinces-Unies. Dieu soit loué ces prétextes subsistent plus. Je suis &c.

P. S. Si Nos Seigneurs font d'intention de miner quelque chose avec cette Cour-ci, il me semble que c'est a présent le tems, on doit en profiter.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 30. Avril 1654.*

MONSIEUR,

Lorsque je vous écrivis ma dernière le 23. du courant, pour vous donner avis de la conclusion de la paix avec l'Angleterre, &c de la résolution unanime de Leurs HH. PP. pour Ratification, je n'eus pas le tems de répondre à la vôtre du 17. que j'avois déjà reçue; si je vous dirai aujourd'hui que je suis d'avis avec vous, que vous ne pouvez rien faire à la Cour où vous êtes par rapport aux points, qui résultent de l'avis provincial de Hollande tant que vous aïez reçu la Résolutions des autres

tres Provinces, qui pouroient être telles qu'il auroit une difference essentielle entr'elles & l'a de celle de Hollande.

J'ai aussi reçu votre Lettre du 24. je fe tout mon possible à ce que Leurs HH. P vous fassent savoir aujourd'hui, s'il se peut leurs intentions pour la notification à faire aux bateliers Hollandois qui voudroient sortir des ports de France pour mettre en Mer: je croi que ce sera la même chose que ce que l'vous a écrit ci-devant sur le même sujet, c'est à dire de les avertir de ne pas encore se hasarder, mais d'attendre jusqu'à ce que les Etats leur fassent notifier la prochaine cessation de Hostilitez.

Je vous envoie ci-joint la Copie des dernières nouvelles que nous avons reçu d'Angleterre, nous attendons vers la fin de cette semaine la ratification du Traité par le Lord *Protecteur*.

N'ayant reçu autre chose à vous mander je finis, & suis.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 5. Mai. 1654.*

M O N S I E U R ,

Je suis encore occupé à colationner les Considerations des Députez de Leurs N. & C.

sur les articles d'une nouvelle Alliance que  
Commissaires François m'avoient remis en  
ains & que j'ai envoyez à Leurs HH. PP.  
n de voir en quoi ils difèrent de mes In-  
structions. Lorsque j'aurai fini ce travail, je  
us enverrai mes remarques, afin que Leurs  
H. PP. soient informées, autant qu'il se  
urra, des raisons & motifs que les Com-  
missaires François ont alleguées & pourquoi  
n'ai pu obtenir tout ce qui étoit contenu  
as mes Instructions.

Je crois qu'il est nécessaire que je vous mar-  
e d'avance que je trouve la remarque sui-  
nte, dans le Rapport des Députez de Leurs  
& G. P. sur l'article XIV. du projet  
nçois: savoir,

„ Que l'intention de l'Etat n'est pas de s'o-  
„ bliger à aucun des Articles de ce traité,  
„ touchant l'offensive, ni même la défensive,  
„ au delà de ce qui sera stipulé ci après dans  
„ le traité à faire.

Sans doute que ces Mrs. ont tout bien exa-  
né, & je me contenterai d'ajouter ici cette  
lexion qui forme une difficulté, c'est que les  
nçois pourront dire de même qu'ils ne sont  
int obligez de s'en tenir aux traitez précédens:  
ue s'en suivroit-il? les sujets de l'Etat seroient  
bord dechûs des Privileges, droits & im-  
unités dont ils jouissent en France en consé-  
quence des Traitez précédens & ils ne seroient  
is en droit d'en demander la jouissance. Et  
oi comme Ministre de Leurs Hautes Puif-  
ances je ne me trouverois plus fondé à faire au-

cunes plaintes sur les contraventions à ces Privileges, droits & immunités, ni d'en demander la réparation; au moins jusqu'à ce que l'on eut conclu un nouveau traité d'Alliance duquel on auroit rétabli de nouveau ces anciens Privileges &c. en faveur des sujets Leurs HH. PP. & que ce nouveau traité eût été porté dans tous les Parlemens & tribunaux du Royaume pour y être vérifié & enregistré avec beaucoup de dépenses.

Combien d'autres inconveniens ne naîtroient pas encore delà au préjudice des sujets particuliers de Leurs HH. PP. qui ont joui ci-devant du bénéfice de ces Privileges &c. pour ceux qui en jouissent actuellement & pour ceux qui en demandent la jouissance; puisque, selon nous les anciens traités devant être considérés comme nuls & sans vigueur; depuis l'expiration du dernier traité fait avec la France.

Je vous écris ceci en particulier, afin que vous y fassiez vos réflexions & que vous vous en serviez où vous jugerez à propos. Car toutes les plaintes que je puis faire doivent toujours être fondées en raisons & en motifs tirés des anciens traités d'Alliance faits avec cette Couronne depuis l'an 1596.

C'est avec une grande satisfaction que j'ai appris par votre dernière du 23. La conclusion du Traité avec l'Angleterre, qu'il étoit arrivé tout signé & qu'il avoit été d'abord ratifié par Leurs HH. PP.

Grace au ciel! voilà l'Etat délivré d'une onéreuse guerre. Dieu veuille que ce soit pour le bien & l'honneur de l'Etat & des ses habitans.

Je vous prie de me faire tenir le plutôt que vous pourrez une copie autentique de ce Traité, en Latin; puisqu'on dit que c'est en cette langue qu'il a été couché & signé; afin qu'entièrement plainement informé je puisse en donner connoissance aux Ambassadeurs & Ministres publics qui résident ici; & qui sont bien intentionnez pour la République: & en même tems in que je sois en état de détenir plusieurs fautes qu'on repand dans le public contre l'honneur de Leurs HH. PP. & de leur Gouvernement. Je m'en remets à ce que vous jugerez à propos. Je suis très certain que ceux qui négocient la Treve entre cette Couronne & l'Espagne ont été fort étonnez de la conclusion de la paix avec l'Angleterre, mais sur tout les derniers, chacun différemment selon ses intérêts. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 7. Mai 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 1. de ce mois après le départ de ma dernière qui étoit du dernier du mois passé. Pour satisfaire à la priere que vous m'y faites à la fin, je vous envoie ci-joint Copie du Traité fait avec l'Angleterre, pour vous en servir provisionnellement, car je ne

crois pas que vous les communiquiez aux Ministres qui résident où vous êtes , avant d'en avoir reçu ordre de Leurs HH. PP. ce qui peut être avant l'échange des ratifications, dont nous attendons à tout moment & la nouvelle & l'instrument de la part du Lord *Protecteur* ainsi que vous pourrez voir par la Lettre que les Ambassadeurs Extraordinaires ont écrit le 10 de ce mois à Leur N. & G. P. & dont je vous envoie copie. N'ayant rien autre chose à vous mander qui mérite quelque attention , je suis, &c.

P. S. Nous avons reçu ce midi la ratification du Lord *Protecteur*, Mrs les Ambassadeurs Extraordinaires écrivent ce que vous verrez dans la Copie ci-jointe.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire DE  
WITT.

*De Paris le 8. May 1654.*

MONSIEUR,

Cette cour-ci est toujours dans la même perplexité sur la situation de ses affaires avec l'Angleterre ; & elle donne ordre à tout comme si elles devoient prendre le plus mauvais tour.

Je continue à vous prier de me faire tenir u



la copie autentique , en latin , du traité conclu avec le Lord Protecteur *Cromwel* , afin que je sois en état de dissiper les mauvaises impressions que l'on tache de donner ici , & de défendre les Etats contre les reproches qu'on leur fait à présent & prévenir ceux qu'on pourroit faire à l'avenir. S'il y avoit quelques articles secrets, je souhaiterois d'en être aussi informé , mais s'ils étoient d'un genre à ne pouvoir m'être communiquez , je vous prie de m'en donner au moins une connoissance implicite. D'un autre côté s'il n'y en a point de tels, dites moi la grace de m'en assurer , afin que je sache à quoi m'en tenir & ce que je dois dire pour justifier la Conduite des Etats dans l'occasion. Vous m'obligerez en particulier & contribuerez par là au service de l'Etat.

Je n'ai reçu aucun ordre de Leurs HH. PP. sur les Lettres du 30. que j'ai reçues par la dernière poste , par rapport aux Navires qui sont dans les Ports de ce Royaume, pour les avertir de ne point partir que la paix ne soit publiée , & qu'ils n'en aient reçu la permission de la Reine.

Il n'y a ici aucune nouvelle , en sorte que je ne puis vous écrire rien de particulier, je m'en porte aux Lettres publiques & suis &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 14. Mai 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre en date du 8. depuis départ de ma dernière du 7. En réponse vous dirai que je vous ai envoyé par ma dernière le traité que vous me demandez par vôtre du 8. On en imprime quelques exemplaires en Latin & en François que Leu HH. PP. enverront à leurs Ministres qui résident dans les Cours Etrangères. Vous pouvez être assuré qu'il n'y a aucun Article secret outre ceux qui sont dans ledit Traité. Il est bien vrai qu'on murmure ici de je ne sais quelles délibérations particulières de Leu N. & G. P. pour rendre ce Traité plus solide & plus durable & délivrer le Protecteur des appréhensions & de l'ombrage qu'il paraît avoir de la maison d'Orange, mais jusqu'à présent on ne peut rien dire de certain de ces délibérations, & je ne sais pas même si cela aura quelque suite ou non.

Nous n'avons pas encore reçu les Lettres d'Angleterre qu'on attendoit par la poste ordinaire, mais un exprès arrivé cet après-midi a apporté la Lettre & l'acte inclus, dont je vous envoie copie. Leurs HH. PP. l'ont d

ord approuvé, & ont ordonné qu'il feroit imprimé au plutôt & publié par tout, ce que j'ai cru devoir vous mander. Je suis, &c.

A. Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 15. Mai 1654.*

MONSIEUR,

Nous avons ici les Particularitez de la publication de la Paix, qui a été faite à Londres & les Cérémonies observées en cette occasion. Je me doute bien que peu après le depart de votre dernière, la même chose se fera faite à la Haye, afin que les hostilités finissent & que le public jouisse d'autant plutôt des fruits de cette Paix.

Je vous remercie de la copie du Traité que vous m'avez envoyé & que je regarde comme une faveur particulière que je mets sur votre compte, je n'ai garde de le divulguer ou de le communiquer à qui que ce soit, avant d'avoir reçu les ordres de Leurs HH. PP. sur la manière de me comporter en cette occasion.

Les Ministres publics des Princes bien informez pour Leurs HH. PP. me l'ont déjà demandé avec instances.

L'Ambassadeur de *Portugal* a notifié à cette Cour-ci la conquête que les Portugais ont fait

fait du reste des Places que les Hollandois possédoient encore dans le Brésil. Cette nouvelle se confirme de tous côtés, ainsi il y a à craindre qu'elle ne soit vraie. Ce sont des simpotomes de nôtre foiblesse. Chacun s'est imaginé que l'Etat étoit dans une circonstance où chacun pouvoit impunément lui insulter.

Je prie Dieu que ces rudes châtimens finissent, & que l'honneur, la réputation & le bien de l'Etat & de ses habitans puissent se rétablir.

J'ai lu le Traité conclu avec le Lord *Protecteur*, mais je ne comprends rien à l'Article XXX. On y remet sur le tapis toutes les prétendues injures & pertes faites tant aux Indes qu'au Groenland, en Moscovie, au Brésil & ailleurs depuis 1652. & je trouve dans ce que vous m'avez envoyé avec, que Leurs HH. PP. avoient fait remonter ce terme jusqu'en l'année 1611. sans doute pour des raisons importantes qui me sont inconnues. Mais l'on trouvera dans les Registres des Ambassadeurs Extraordinaires qui ont été envoyés en Angleterre en 1618. & 1619. que toutes les plaintes & prétensions par rapport à ce qui s'étoit passé aux Indes jusqu'alors, avoient été ajustées & réglées par un Traité solennel conclu si je ne trompe en Juillet 1619. Qu'en 1621, 1622. & 1623. on a encore envoyé des Ambassadeurs Extraordinaires en Angleterre où l'on a encore réglé & ajusté par un traité solennel approuvé du Roi & de Leurs HH. PP. toutes les plaintes, différens, & prétensions survenues dans les Indes depuis 1619. & dont on avoit connoissance en Europe jusqu'en Avril 1623.

ne me trompe. Ceci soit, s'il vous plait, entre nous, & je vous prie de me faire part de ce que vous pensez pour l'intelligence de cet article XXX. du reste je me raporte aux Lettres publiques & je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 21. Mai 1654.

M O N S I E U R ;

J'ai reçu la vôtre du 15. depuis le depart de ma dernière du 14. du Courant je ne puis pondre autre chose à ce que vous m'y demandez, sinon que sans doute nos Ambassadeurs d'Angleterre n'ont pas eu connoissance des traites conclus entre les Compagnies des Indes & deux Nations, en 1619. & un peu après. Dès que j'en suis instruit ainsi que votre Excellence: tout ce que j'en puis dire, c'est que si les Anglois venoient à exposer quelques prétensions pour des pertes souffertes avant l'année expirée (quoique je ne sache pas qu'on leur ait causé aucune) alors on alleguera lesdits traites, devant les Commissaires ou arbitres établis, par forme d'exception de Trans-action; outre que le tems passé à compter depuis 1611. jusqu'à présent n'est aplicable qu'au calcul des autres pertes, mentionné dans ledit Art. XXX. du Traité.

La Regence a reçu le 15. de ce mois une  
Let-

Lettre de Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre datée du 8. sur quoi Leurs HH. PP. ont pris la résolution ci jointe No. 1. & depuis on a encore reçu deux Lettres l'une du 13. l'autre du 15. dont je joins ici les copies N. 2. & 3.

Mrs. les Etats de Hollande & Westfrise sont rassemblés hier, & je crois qu'aujourd'hui tous les membres seront ici. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN I  
WITT.

*De Paris le 22. Mai 1654.*

MONSIEUR,

Je donne avis à la Regence de Parmement de l'Empereur & de l'Empire, ainsi que je l'ai appris du Ministre d'un Prince étranger qui m'a fidèle ici; qui m'a assuré que c'étoit une chose certaine. Je crois qu'on ne peut-être trop exact à s'informer de tout ce qui se passe dans les Etats voisins, afin d'y avoir l'œil.

J'attens avec impatience d'être informé si c'est vrai que le Secrétaire d'Espagne qui résidoit à la Haye a remis à Leurs HH. PP. les actes de Neutralité de l'Empereur & de l'Empire ainsi qu'on le publie ici.

Je soutiendrai donc qu'on n'a ajouté au Traité avec le Lord *Protecteur*, aucun article secret, au delà des 33. Articles publics qu'il contient & que vous m'avez envoyez, &c.

l'ex

Application de l'Article III. concluë à Londres le 28. Avril & publiée à la Haye, le 1. du Courant.

Il court ici un bruit qui donne beaucoup d'ombrage; on dit que le Lord *Protecteur* a envoyé un Ambassadeur Extraordinaire aux Cantons Suisses Protestans, pour conclure, à ce qu'on dit, un Alliance défensive en faveur de la véritable Religion, entre le Lord *Protecteur* & la République d'Angleterre & les Princes qui font profession de la dite religion. Ce n'est point la première fois qu'on croit de pareilles nouvelles, qui ensuite se trouvent fausses.

Je ne crois pas que l'intention de Leurs HH. soit que j'aille à *Rheims*, puisque cela seroit extraordinairement à l'Etat, d'autant plus que je n'y puis paroître en qualité d'Ambassadeur de Leurs HH. PP. à cause des Cérémonies Romaines qui s'observent au couronnement, en sorte que je serois obligé d'être sans rang & *incognito*.

Je ne partirai donc pas, que Leurs HH. PP. m'en aient envoyé des ordres positifs & soient réellement pourvu à tout. Mr. L'Ambassadeur de Venise aura six pages & douze Estafiers, & celui de Savoye quatre pages & six Estafiers: je ne doute pas que Leurs HH. PP. ne veuillent épargner ces dépenses, suis toujours.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 28. Mai 1654.

M O N S I E U R,

En réponse à la vôtre du 22. du Cour. je vous dirai que le Secrétaire d'Espagne réside ici n'a remis à Leurs HH. PP. par rapport à l'acte de neutralité de l'Empire qui voit été promis, que ce qui est contenu dans le Mémoire & les Annexes dont je vous envoie copie : & vous verrez par l'extrait joint ce que Leurs HH. PP. ont résolu à l'égard. Sur quoi ledit Secrétaire s'est chargé de faire faire de nouvelles Instances auprès de l'Empire.

Ce qu'on publie où vous êtes d'une Ambassade du Lord *Protecteur* vers les Cantons Protestans, n'est pas tout à fait fabuleux, je crois être bien informé que Monfr. *Dreus*, qui est à présent en Allemagne, où travaille à la Réunion des Eglise, & a été ci-devant employé en Suède, a reçu ordre de se rendre au plutôt auprès des Cantons.

Hier nous avons reçu des Lettres d'Angleterre adressées à Leurs N. & G. P. & moi en particulier, je suis toujours &c.



Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 29. Mai 1654.

MONSIEUR,

J'ai fait la nuit dernière les rejouissances & de joye pour la Paix avec l'Angleterre, si que Leurs HH. PP. me l'avoient ordonné. Accablé de sommeil je ne me trouvas pas fort bien; outre que j'ai perdu hier beaucoup de tems, ce qui m'a empêché expédier mes dépeches à l'ordinaire, je donne avis de cette fête à Leur HH. PP. & renvoye le compte des frais.

J'envoye aussi à Leurs HH. PP. les propositions que j'ai faites au Roi & à la Reine ce jour de ce mois, pour les raisons aleguées ci-dessus je ne puis les envoyer à Leurs N. & P. c'est pourquoi je vous prie d'en obtenir aussi-tôt l'original ou la Copie de la Généralité.

Je vous remercie de la Communication des lettres reçues d'Angleterre, je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 4. Juin. 1654.

M O N S I E U R,

J'ai reçu votre Lettre du 29. depuis le part de ma dernière en date du 28. du pa J'ai aussi-tôt executé ce que vous me requiez.

Je vous envoie l'Extrait de la Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise sur la restitution de ceux de *Bremen*, à laquelle Le HH. PP. se sont conformées; mais je craint fort que cette bonne ville n'en tire pas grand secours.

On a encore tiré de l'avis Provincial de Hollande sur l'Alliance avec la France, les points dont je vous envoie Copie, & sur lesquels on conferera d'avance avec Mr. L'Ambassadeur *Chanut*. Les autres Provinces en ont Copie & l'on n'a encore pris sur cette affaire aucune résolution définitive.

Je vous envoie ci-joint Copie des dernières Lettres que nous avons reçu d'Angleterre avec les Annexes qui y appartiennent.

Je n'ai rien de particulier à vous communiquer, ainsi je finirai celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J.  
DE WITT.

De Paris le 5. Juin 1654.

M O N S I E U R,

Je vous suis très obligé de ce dont vous m'avez informé par rapport à la Neutralité de l'Empire d'Allemagne; il y a bien des réflexions à faire sur l'extension de pareilles actes. Je ne trouve point dans la Copie de la Résolution de Mr. HH. PP. du 20. Avril 1654. que vous m'avez envoyée, quelle reponce l'on a faite au Secrétaire d'Ambassade Espagnol, ce qui me fait juger qu'elle aura été mal transcrite. On parle ici d'un article, dont le Lord *Procurer* seroit convenu le. . . . . avec les Ambassadeurs Extraordinaires qui sont à Londres, par lequel le Duc de *Holslein-Gottorp*, les villes Anseatiques *Lubeck*, *Bremen*, & *Hamburg*, le Comté d'*Oldembourg* & les Cantons suisses sont compris dans le dernier Traité. Cela fait faire plusieurs réflexions dans ce Royaume & chez d'autres Princes Catholiques; ils seront encore plus alarmez lorsqu'ils seront informés de la Commission de Mr. *Dureus*, surtout s'ils ont quelque-vent.

Il y a eu ici un Sermon d'Actions de Grâces; où il me semble que le Prédicateur s'est

s'est exprimé avec autant de forces que de loquence; j'en enverrai une copie. La personne qui veille ici aux affaires d'Angleterre la part du Protecteur y étoit aussi présente. On loue fort ce Sermon, on n'y remarque pas le moindre particularité, en sorte que chacun en a été content. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 11. Juin 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre du 5. depuis le départ de ma dernière du 4. du Courant. Comme vous a envoyé abusivement une autre Résolution à la place de celle qui avoit été prise sur le sujet de l'acte de Neutralité de l'Empire, vous envoie ci-jointe celle que j'avois pu vous envoyer alors.

L'Article d'Inclusion dont vous parlez dans votre Lettre n'est encore qu'un projet; mais comme Leurs HH. PP. ont déjà pris une Résolution favorable sur la requête de ceux qui y sont nommez, cette affaire ne trouvera aucun obstacle de ce côté-ci.

Je vous envoie ci-joint, pour votre Instruction, copie des Lettres des Ambassadeurs d'Angleterre, qu'on a reçu depuis ma dernière & adressées tant à Leurs HH. PP. qu'à M.

entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 217

Griffier Ruysch. Je finis celle-ci en vous  
nt. de me croire &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 12. Juin 1654.

M O N S I E U R ;

Mr. de Bourdeaux , Pere de Mr. de Neu-  
, Ambassadeur de France à Londres, a  
lié ici que son fils lui avoit mandé par ses  
nières Lettres ce que j'écris aujourd'hui à la  
gence dans ma Lettre publique. Ce chan-  
ent & la Conspiration contre le Protecteur,  
on dit avoir été découverte, ne plaisent point  
out à cette Cour-ci ; premièrement parce  
quand il y auroit des François ou non par-  
es personnes , on ne doit pas soupçonner  
cela cette Régence ci d'avoir eu connois-  
e de ces crimes ; secondement parceque  
un aussi mince soupçon & mal fondé (com-  
on dit ici) on remèt & rompt, pour ainsi  
; des Négociations publiques aussi impor-  
es. Nous verrons ce que la Cour refoudra.  
avoit ci-devant toute aparence à un accom-  
lement , c'est ce que je trouve aussi dans  
Lettres que vous m'avez communiquées.

La Ville de Bremen, autant que son état m'est  
nu & celui de ceux qui l'attaquent, a be-  
soin, I. K. soin

soin d'un secours plus réel, que ce que j'ai trouvé dans la Résolution de Leurs N. & G. Elles savent assez combien il est important d'empêcher que ses allies ne tombent sous Domination des Prétendans.

Si l'Accommodement se conclut entre la France & l'Angleterre avant son Traité d'Alliance avec Leurs HH. PP. il est aisé de prévoir qu'il y a certaines conditions favorables qu'on n'obtenir pas alors aussi facilement qu'à présent. Je suis persuadé que la connoissance que vous avez des choses vous en fait juger de même. La République n'a pas besoin à présent d'avoir démêlés avec la France, sur tout si l'on fait attention au grand Commerce qui se fait à présent de chez nous ici & d'ici chez nous.

Les Négocians François me demandent l'explication de deux points du Traité avec les Anglois. 1. si les bâtimens Hollandois qui en contreroient quelques Anglois en Mer, seraient exempts d'être visités par les Anglois; car, disent-ils, si les bâtimens Hollandois ne sont exempts de cette visite, nous n'oserons charger nos marchandises dans ces bâtimens Hollandois. 2. supposez qu'on ait obtenu cette Exemption de Visite, si elle s'étend jusque dans les Mers Britanniques? Qu'est-ce qu'on entend par Mers Britanniques? où communient-elles? où finissent-elles? Car, disent-ils, ces qualifications de Mers sont une nouveauté, qui n'étoit pas en usage chez nous ci-devant.

Je vous prie de tenir secrètes ces questions & de me donner les éclaircissémens que vous jugerez convenables. Elles sont importantes par rapport à la Navigation des Vaisseaux.

Provinces-Unies & à la cargaison qu'ils peuvent prendre chez les Nations étrangères.

On a transporté tout d'un coup une si grande quantité de Marchandises à Rouen, en Picardie, en Bretagne & dans les autres Provinces du Nord, qu'on dit qu'on y perdra extraordinairement; quelques-uns disent 50. pour cent, d'autres un Capital entier. Je suis

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

Le 18. Juin 1654.

M O N S I E U R,

J'ai reçu la vôtre du 12. depuis ma dernière du 11. précédent. Je ne puis y répondre autre chose par rapport à la visite des Bâtimens ce qui en dépend, si non que suivant l'article VIII. du Traité, on doit faire avec le Lord Protecteur un Reglement, sur tout ce qui concerne la Marine, & qu'on a déjà envoyé les Lettres à cet égard aux Ambassadeurs de l'Etat qui sont à Londres.

Je vous envoie ci-joint Copie des Lettres que l'on a reçues d'eux depuis ma dernière.

Et pour vous informer de ce que les Etats de Hollande & Westfrise ont résolu en particulier sur les instances réitérées du Lord Prote-

*Seigneur*, je vous envoie l'acte en forme tel qu'ils N. & G. P. l'ont arrêté, & fait remettre à son Altesse après avoir fait inutilement toute sorte de tentatifs pour l'engager à se contenter du temperament inséré dans le Traité. Je jugé à propos de joindre ici la Copie de la Lettre que leurs N. & G. P. ont écrit sur le sujet aux Provinces Respectives pour justifier leur conduite en ceci. Je ne doute pas que vous n'y trouviez de quoi vous satisfaire, & n'ayez autre chose à vous mander je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 19. Juin 1654.

MONSIEUR,

Enfin *Dom Piementel* est arrivé ici la semaine passée. Il avoit ordre de l'Archiduc de parler à aucun Ministre d'Etat. Mr. *Bidat*, qui a ici le soin de quelques affaires pour la Reine de *Suède*, l'a d'abord logé & traité, ensuite a été logé & traité, par ordre de Mr. le Cardinal dans le Palais que son Eminence a ici. Mr. *Balbeski* & le fils du Général *Köningsmark* sont partis avec lui pour l'Espagne.

La France s'étoit flaté ci-devant d'empêcher le Fils de l'Empereur être élu Roi des Romains fondée sur ce que le *Reine de Suède* vouloit aussi s'y opposer; mais on a vu avec étonnement qu'elle



te Reine a été la première à pousser & à oriser cette election.

Il y a ici quelques personnes qui prétendent voir que l'Empereur a sçu changer en sa faveur les dispositions de cette Reine, en l'assurant que si elle entreprenoit de reduire *Bremen* à son obéissance, Sa Majesté Imper. feignoit bien de vouloir s'y opposer, mais que la Reine pouroit pousser sa pointe; que quand elle seroit une fois en possession de la Ville, il seroit très-difficile de la rétablir dans son ancienne liberté. Vous concevez sans doute combien il est important de ne pas laisser prendre dans le voisinage de la République, à une ville aussi entreprenante, qui chercheroit ensuite à s'étendre davantage vers le Ouest. Il est possible que les Cercles de Basse-Saxe & de Westphalie veulent entreprendre quelque chose, mais ils ne s'y opposeront, ce qui pouroit réussir, si on ne perd pas l'occasion par des delais.

Il semble que cet été l'Espagne & la France se tiendront sur la défensive, & que l'on n'entreprendra rien de considerable du côté des Pays-Bas. Quelques troupes Françoises rassemblées dans le Boulonnois & aux environs de Calais, donner la chasse aux Lorains, ont de nouveau causé plus de ravages dans ce pauvre pays que n'auroient fait leurs ennemis. Encore qu'on s'y plaint davantage des amis & de leur secours que de la Barbarie des enne-

vous remercie de l'envoye des avis contenus dans le paquet du II. de ce mois, de la Reine touchant l'acte de Neutralité de l'Empereur & de ce qui regarde l'inclusion dans le

traité avec l'Angleterre. On regarde ici ce dernier article comme une affaire faite; on en parle diversément & l'on pousse les conjectures sur la perte de Vuë. Dieu veuille tout diriger pour le plus grand bien de la patrie. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 25. Juin 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu le vôtre en date du 19. depuis le départ de la mienne du 18. du Courant. Je vous remercie mille obligations des choses que vous m'y communiquez.

Je vous envoie ici No. 1. la Copie des Lettres que nous avons reçu d'Angleterre de ce tems-là. Quoique ces Mrs. n'y disent rien de la Conclusion d'un traité entre l'Espagne & l'Angleterre, cependant on a ici des Nouvelles très certaines de Bruxelles, qu'il y avoit une ligue offensive & défensive conclue entre cette Couronne & cette République, & même que l'Espagne y promet à l'Angleterre douze mille ecus en argent ou barres.

L'Archiduc *Léopold* en a envoyé provisionnellement sa ratification en Angleterre, si l'on croit ces Nouvelles, qui ajoutent plusieurs autres circonstances.

Depuis ma dernière il ne s'est rien passé dans les affaires publiques qui mérite attention. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 30. Juin 1654.

MONSIEUR,

Le Porteur de la présente est le fils unique de Mr. Colvius Ministre du S. Evangile de l'Eglise François de Dort, & qui vous est sans doute connu au moins de réputation.

Comme d'un côté les enfans bien nés tentent de marcher sur les pas de leurs parens, & de l'autre les parens donnent avec plaisir leurs soins à rendre leurs enfans capables de braver dans le monde; ce fils-ci a les mêmes dispositions, le même Zéle que son Pere, il n'a pas eu de peine à comprendre que le principal but d'un jeune homme qui voyage, est d'être de faire connoissance avec les personnes que leur savoir a rendu fameux, & que pour avoir accès auprès d'eux on a toujours besoin de bonnes recommandations. C'est pourquoi, Monsieur, & vû l'estime que j'ai pour les qualitez personnelles du Pere & du fils, j'ai pris la liberté de vous recommander ce jeune homme & de lui procurer tous les moyens dont il aura besoin pour arriver à ce but, cependant sans que cela vous incommode en aucune manière. Vous obligerez également le Pere & le fils, & j'en aurai toute la reconnoissance possible. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. D  
WITT.

*De Paris le 26. Juin 1654.*

MONSIEUR,

J'ai écrit le 27. du mois passé une Lettre particuliere à Leurs HH. PP. dans laquelle leur envoie Copie du Memoire que j'ai présenté au Roi le 21. de Mai. Je voudrois voir si Leurs HH. PP. & Leurs N. & G. ne me feront pas savoir leurs bonnes intentions à cet égard ; afin que je puisse m'y conformer. Depuis ce tems-là cette nation a fait plusieurs prises sur les Hollandois dans la Méditerranée & dans l'Océan & dans la Manche ; & il y a peu d'apparence d'en obtenir la restitution des précédentes , qui resteront là jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque remède à ce mal. La négligence avec laquelle on a laissé passer les premières prises , & l'impunité les encourage plus en plus à continuer. Du moins mandez-moi vôtre sentiment particulier.

L'on voit ici la Gazette d'Angleterre toutes les semaines : sans doute que vous l'avez aussi à la Haye ; On y remarque ici de tems en tems quelques Fanfaronades des Anglois sur ce que nous baïssons le Pavillon , & sur la visite de nos navires en mer , ce qui ne s'est jamais accordé avec la liberté de nôtre République ; il

comme vous dites, qu'on y peut réme-  
dans un Reglement sur la Marine.

Je vous ai mille obligations de votre exacti-  
té à m'envoyer les actes & résolutions. Quoi  
éloigné j'y puis voir distinctement les im-  
portantes affaires qui sont sur le tapis. Que le  
tout-puissant y repande sa benediction, que  
tous réussisse pour l'affermissement de l'ancien-  
liberté, & que les Etats des Provinces agis-  
sent de concert, & travaillent sur les fonde-  
ments que nos ancêtres ont posez si sage-  
ment.

J'espère d'apprendre avec certitude par la pre-  
mière poste, la vérité d'une nouvelle importante  
se répand ici, c'est que le Lord Protecteur  
a fait une ligue offensive avec l'Espagne contre  
le Royaume-ci. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 2. Juillet 1654.

Monsieur,

J'ai reçu votre Lettre du 26. du mois pas-  
sé mon sentiment sur la dernière période est  
que je ne puis me persuader qu'il y ait rien de  
nouveau entre l'Espagne & l'Angleterre; quoi-  
qu'on nous en aïons reçu ici la nouvelle de  
quelques semaines; mais  
on n'en apprend rien d'Angleterre même,  
si ce n'est qu'on me mande au contraire que le Pro-  
tecteur a fait la paix avec le Roi de Portugal;

on m'a même envoyé les articles en abrégé, ainsi que je vous en envoie la Copie jointe.

Les Députez ordinaires de la Province de Zeelande ont lû, mardi passé, à l'assemblée de Leurs HH. PP. leur deduction, au nom des Etats de leur Province, contre l'acte de conclusion passé par leur N. & G. P. le 4. dernier & délivré au Protecteur; ces Députés vantent de démontrer dans cette deduction que la conduite de leurs N. & G. P. dans cette affaire est contraire 1. à l'Union de 1597. d'autant que c'est une Négociation avec le Protecteur de la République d'Angleterre &c. sur une affaire qui dépend de la Généralité & qui sur tout interesse si fort la paix qui est contraire aux Articles IX. & X. de la dite Union, 2. aux déclarations faites dans la Grande Assemblée, où l'on suppose une inclination à élever en tems & lieu le *Prince d'Orange*, aux plus éminentes dignitez de la République, 3. aux résolutions de Leurs HH. PP. du 2. Février dernier touchant la *Tempérance*, qu'en passant cet acte on a fait voir de ce côté-ci une pusillanimité & une espèce de confusion; 5. que cette exclusion est une haute ingratitude à l'égard de la *Maison d'Orange*; que l'on amplifie avec les couleurs les plus odieuses; disant entr'autres choses que par cette exclusive on depouille le *Prince d'Orange* des *rogatives de sa naissance*; dans lesquelles, non seulement la Province de Hollande; dans le territoire & sous la domination de laquelle il est né, mais même toutes les Provinces alliées doivent le maintenir, conformément à l'

on, qui est l'ouvrage du Prince Guillaume  
 glorieuse mémoire son bisajeul, qui l'a  
 si signée en son particulier. 6. que les Etats  
 de Hollande en passant cet acte se sont oté la  
 liberté de donner leur avis librement en con-  
 sence & suivant leur certaine science pour le  
 bien de l'Etat, dans les délibérations de la Gé-  
 néralité; ce qui est encore contre l'intention  
 de l'Union; 7. que Leurs N. & G. P. n'ont  
 légitimement requérir, ou employer Mrs.  
*Beverningh & Nieupoort* dans cette affaire,  
 sans le consentement de la Généralité; puis-  
 que ces Mrs. sont Ministres de toutes les Pro-  
 vinces ensemble, & que de droit & suivant  
 leurs Instructions, ils ne peuvent recevoir ni  
 recevoir aucun ordre d'aucun autre supérieur  
 quelqu'il soit; ensorte qu'en cela Mrs. de *Be-  
 verningh & Nieupoort* ont encouru la censure &  
 correction de Leurs HH. PP. 8. qu'il n'y  
 ait aucune nécessité de passer cet acte,  
 jusqu'avant de le passer, la paix avoit été ra-  
 iée & même publiée en Angleterre avant  
 qu'on l'y reçut; à moins qu'il n'y eut eu à cet  
 égard un engagement antécédent passé entre  
 la Province de Hollande, ou Mrs. de *Bever-  
 ningh & Nieupoort* en leur nom, d'une part,  
 & le Protecteur d'autre part; ce qui seroit en-  
 core contraire à l'Union. 9. que cet acte est  
 une dangereuse conséquence, puisque si à la  
 requisiion du Protecteur, on a pu accorder  
 une exclusive si considérable, que n'aura-t-on  
 pas à craindre dans la suite par raport à d'autres  
 personnes moins respectables. 10. que cette ex-  
 clusion ne manquera pas d'offenser ou de donner  
 l'ombrage à d'autres Puissances étrangères, sur

tout à celles qui sont alliées à la Maison d'*Orange*, ce qui seroit opposé à l'Article XVII. de l'Union. 11. que de là peut naître la discord la desunion & dissension tant entre les Provinces qu'entre les sujets contre la Regence. 12. qu'on a trompé les Alliez en leur faisant accroire que le Anglois avoit accepté le *Tempérament*. 13. que cette conduite de Leurs N. & G. est contraire en particulier à l'Union faite entre elles & la Zeelande en 1576. suivant laquelle on ne pouvoit faire ce que l'on a fait, sans participation. Mrs. de Zeelande conclue que pour les raisons alleguées dans ladite déduction, il plaise à Leurs N. & G. P. réparer promptement ce qu'elles ont fait, protestant qu'ils sont innocens de tous les inconveniens, désordres & dissensions qui pourroient arriver tant au dedans qu'au dehors en conséquence de ladite exclusion & de ce qui en dépend.

Mrs. les Députez de Zeelande ont déclaré avec cette déduction la Résolution des Etats de leur Province touchant l'Education du *Prince d'Orange*, dont je vous envoie ici l'extrait No. 2. les autres Provinces n'ont rien dit, & les ont seulement demandé Copie de tout. Jusqu'à présent il ne s'est rien passé sur ce sujet dans la Généralité. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 3. Juillet 1654.

MONSIEUR,

On est ici tout occupé du Siège de 1. *Stenai* : on espère de se rendre bientôt maître de cette ville avec 2. *Clermont* & 3. *Jamets* avoir donnés en Souveraineté à Mr. le Prince de Conden en reconnoissance de ses Grands services : mais à present on voudroit les faire changer de maître. Si l'on prend *Stenai*, *Clermont* est perdue & *Jamets* a déjà été offerte au Roi. En cas *Mr. Fabert* ceder son Gouvernement de Sedan à Mr. le Cardinal qui lui a promis celui de *Stenai*, en sorte que le Cardinal deviendra puissant dans cette partie de la France.

On parle avec quelque probabilité de la proposition d'un mariage entre la plus âgée des filles de son Eminence & le Duc de Savoie, en ce cas le Duc demande 1. l'évacuation de *Verol* qui lui seroit restituée, 2. que les François retirent leurs troupes de la Citadelle de Turin. 3. son Altesse offre sa seconde sœur en mariage au Roi. Cependant il y en a ici

K 7

qui

1. En Lorraine sur la Meuse. 2. *Clermont* en Argonne sur l'Aisne dans le duché de Bar. 3. Entre Montmedi & Damvillers à 2. lieues de *Stenai*.

qui disent que son Eminence ne cherche point à donner au Duc sa Nièce *Martinozzi*. Ce sont des affaires toutes pleines de mystères. donne avis dans ma Lettre publique que les pirateries continuent par mer plus que jamais. C'est Leurs N. & Gr. Puissances qui y sont le plus intéressées; j'en ai averti souvent; comme vous voyez par l'exemple de Toulon du Havre & de St. Malo, les Ministres ne trouvent pas beaucoup de sûreté. Un exemple en entraîne un autre, & non seulement l'impunité mais encore le support que les Corsaires trouvent auprès des plus puissants de la Régence, doit faire craindre de plus grandes pertes sans pouvoir rien attendre de la justice; par lequel chacun s'adonne à ce métier qui paroît le chemin le plus court pour acquérir de grandes richesses; c'est à la Régence à trouver un remède efficace pour couper racine à ce mal.

Les Négocians de ce País qui prévoient loins, appréhendent fort les suites des entreprises des Anglois sur mer, en conséquence (disent-ils) de notre dernier Traité.

Dieu veuille donner l'esprit d'union à nos Provinces & à ceux qui gouvernent: ordinairement les mauvaises humeurs tombent sur la partie ou le membre le plus foible du Corps politique de l'Europe. Si le ciel retablissoit notre ancienne concorde, ceux qui insultent, outragent impunément apprendroient bientôt à avoir plus de retenue. Je vous prie de tenir cette Lettre secrète. Je suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 10. Juillet 1654.

MONSIEUR,

On écrit & l'on confirme de tout côté que l'Angleterre a conclu avec l'Espagne contre la France; les Ministres de cette cour me l'ont même déclaré; on prend déjà des mesures comme si la rupture étoit déjà faite, ou sur le point d'éclater; enforte que je suis fort inquiet, comme plusieurs autres, comment ceci se passera sans la ruine totale de nôtre Commerce & de nôtre Navigation, qui jamais n'avoit été exposée à autant de pertes que nous en avons souffertes pendant dix-sept mois de Guerre entre l'Angleterre & la France. On ajoute que l'Espagne a offert aux Anglois toutes les Conquêtes sur le Portugal au midi de la ligne, dans les deux Indes; d'autres disent en Europe & aux Indes. C'est avec bien de l'injustice que l'Etat a été chassé de l'Afrique & de l'Amerique, Dieu veuille nous conserver ce que nous possédons encore en Asie. Nous avons déjà assez perdu, dans le premier cas de nôtre Réputation & de nôtre crédit. La Régence fait assez ce qu'elle a à faire en ceci.

J'ai mandé ci-devant de quelle manière le Marquis de Coetquin avoit chassé le Commissaire Remi Cole avec défense de mettre le pied dans son Gouvernement. Ce qui a été non seulement

ment confirmé du depuis, mais même ce Commissaire écrit que ce Marquis le menace qu'il est en danger d'essuyer d'autres affronts.

Celui qui se dit Consul de Leurs HH. PP. au Havre de Grace (car jamais j'en'ai été informé par Leurs HH. PP. qu'il y avoit un Consul de la part de l'Etat) est aujourdans une grande perplexité; j'en ai fait plaintes à quelques Seigneurs du *Haut Conseil* qui sont ici; mais l'absence de la Cour se cause qu'il se passera encore bien du tems avant qu'on puisse obtenir le moindre redressement à cet égard. Je vous laisse à penser si ne seroit pas à propos que Leurs HH. PP. en temoignassent leur ressentiment à l'Ambassadeur de France qui est à la Haye; car ces mauvais traitemens commencez à Toulon & imitez à St. Malo decouragent extraordinairement les Ministres de Leurs HH. PP. qui voient qu'à leur mepris, le credit des Pirates & de ceux qui savent les maintenir & les protéger, expose à toutes les injures & à tous les outrages imaginables, les sujets de Leurs HH. PP. & particulièrement ceux de Leurs N. & G. P. dont ils sont obligez de maintenir le droit & de solliciter les affaires. Je vous prie de faire considérer s'il ne seroit pas à propos d'encourager lesdits Ministres, par des Lettres de la Régence, de s'acquitter avec exactitude de leurs devoirs en leur promettant de pourvoir à leur sureté.

Mr. L'Ambassadeur ordinaire de *Venise* qui réside ici, m'est venu rendre visite, pour féliciter Leurs HH. PP. de la part de sa République, sur la paix conclue avec l'Angleterre

mon Excel : ajouta qu'il avoit ordre de me proposer si, puisque Leurs HH. PP. étoient à présent sans guerre, Elles ne pourroient pas porter attention aux dépenses extraordinaires auxquelles la République étoient exposée de la part du *Grand-Seigneur*, par la Guerre de *Can-*, dont les suites menaçoient toute la Chrétienté, ce qui devoit engager Leurs HH. PP. à assister la République de l'envoi de Vaisseaux & d'argent, autant qu'elles seroient le pouvoir faire. Mr. L'Ambassadeur a prié de mander cela à Leurs HH. PP. & le fais aujourd'hui. Je vous prie de faire sorte que j'aie une réponse tant sur cette proposition que sur celle de la résidence des Ambassadeurs à la Haye & à Venise, Je suis, c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 16. Juillet 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 10. depuis le départ de la mienne du 2. du Courant. Comme je suis accablé d'affaires, celle-ci sera seulement pour vous donner avis que Mrs. les Deputez de l'Etat ont delivré lundi passé à l'Assemblée de Leurs HH. PP. la Résolution ci-jointe des Etats de leur Province, dont j'ai cru que la Com-

Communication ne vous déplairoit pas. Sur la lecture qui en a été faite on n'a rien résolu de la Généralité, les Provinces en ont seulement demandé copie, qui leur a été accordée.

Je vous envoie aussi copie des dernières Lettres que Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre ont écrit à la Régence par la poste ordinaire. Hier Leurs N. & G. P. se sont rassemblées & sont complètes aujourd'hui.

Comme il ne s'est rien passé ici de considérable depuis ma dernière, je finirai celle-ci vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 20. Mars 1654.*

MONSIEUR;

Quoique je ne doute pas que vous ne soyiez informé de ce qui se passe en Allemagne & dans le voisinage de l'Etat, je crois cependant que je dois vous mander que l'Electeur Palatin a demandé sur d'anciennes prétentions en conséquence du Traité d'Osnabrugge quelques grands Baillages dans le Duché de Juillers, ce sont d'une très grande importance tant pour l'Electeur que pour les intérêts des Evangeliques en Allemagne & même par rapport à Leurs H. PP. L'Empereur lui a accordé les actes d'autorisation à cet effet, avec mandement de rel

tion adressé au Prince de Neubourg à qui il a ordonné d'évacuer lesdits Balliage à Mr. l'Electeur.

Et au cas qu'il survienne quelque différent ou dispute sur ce sujet, l'Empereur a nommé l'Electeur de Mayence & le Duc de Brunswick pour prendre & accorder les parties comme Commissaires.

Le Duc de Neubourg a été fort surpris, il prend la chose à cœur & cherche du secours près des Espagnols, comme l'Electeur en cherche ailleurs.

L'Electeur de Cologne, qui veut prévenir toute brouillerie, s'en mêle, & a envoyé une personne à l'Electeur Palatin pour l'engager à ne pas faire valoir ses prétensions dans ces tems de crise. Leurs HH. PP. pourroient avoir aussi leurs raisons pour s'intéresser dans cette affaire, il est capable d'exciter une nouvelle guerre sur les Frontieres de la République, dont l'issue pourroit servir à l'affermissement de la Régence de Leurs HH. PP. de ce côté là: voilà pourquoi j'ai crû devoir en parler. On voit aussi que l'Electeur de Saxe renouvelle ses anciennes prétensions à la Succession de Juliers, de Cleves & de Berg; en sorte que cette affaire peut avoir de grandes suites. Vous réfléchirez sur toutes ces choses & je laisse à votre disposition de communiquer celle-ci ou non. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. P.  
WITT.

De Paris le 24. Juillet 1654.

MONSIEUR,

La Cour continue à être absente, elle-même assez loin d'ici & toute occupée dans la conjoncture présente du Siège de Stenai & tout d'envoyer un secours effectif à Aras. Ces deux affaires occupent toutes les pensées, toutes les forces de cette Régence; ce qui cause que les Ministres étrangers se plaignent avec raison de ce qu'ils ne peuvent obtenir la pédition d'aucune affaire, c'est ce que je fais comme les autres. Outre cela il me vient tous les jours de nouveaux Grieffs, car il se commet tous les jours hardiment de nouvelles violences contre les sujèts de Leurs HH. PP. sans qu'il paroisse qu'on pense à en faire raison ou à le punir, quoiqu'elles soient insupportables. Les Ministres du Roi qui sont ici ne veulent point ou pour mieux dire, ne peuvent pas y pourvoir parceque l'a Cour s'est réservé la connoissance de toute ces affaires au grand préjudice de parties plaignantes & lésées.

Les recommandations de Leurs HH. PP. soit par Lettres ou par moi, sont bien reçues & respectées selon qu'elles sont importantes mais souvent on les oublie & l'on n'en tire aucun secours. J'espère qu'enfin l'honneur, le respect & le crédit de l'Etat reprendront le des

fu



entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 237

enforte qu'à l'avenir on aura un peu plus  
ard pour le droit de ses sujèts qu'ils seront  
ux protégez par les Princes avec lesquels  
s vivons en amitié & en Alliance. Alors les  
ances des Ambassadeurs de l'Etat ne seront  
t si infructueuses.

Je vous suis obligé de toutes les pièces que  
s m'avez communiquées. Dieu veuille que  
funestes mesintelligences finissent bientôt &  
l'union & la confiance mutuelle main-  
ne, conserve, & augmente la liberté & le  
heur de la République & de ses Citoyens;  
y puis contribuer que par les vœux que  
esse à Dieu qui donne toutes bonnes cho-

Les fruits des travaux sanglans de quatre-  
ts années & l'honneur d'un si grand ouvra-  
ommencé, conduit & perfectionné, méri-  
bien que l'on maintienne avec concorde  
udence & le bonheur à l'abri des dissen-  
s. Je vous prie de regarder celle-ci com-  
une Lettre particulière que je vous écris  
décharger dans votre sein la douleur qui  
ccable, dans la crainte où je suis de maux  
iment plus grands que je prévois, si le Tout-  
lant ne les détourne par sa grace; soulagez  
de tems en tems, & Dieu veuille que ma  
te soi vaine. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. E.  
DE WITT.

De Paris le 31. Juillet 1654.

MONSIEUR,

On parle beaucoup & très diversement pe-  
être même sans aucun fondement de la c-  
jonction de plusieurs grandes & considérables  
Planètes à Spa : les Grands Seigneurs ont  
avantage que la multitude des Politiques glo-  
d'ordinaire sur leurs moindres actions où  
trouvent toujours quelques grands desseins à  
quels souvent on n'a seulement point p-  
sé.

J'ai donné avis ci-devant des fiefs du Duc  
de Juliers que l'*Electeur Palatin* avoit obtenu  
de l'Empereur, ce qui avoit fort allarmé  
Duc de *Neubourg* : si cela étoit suivi d'une  
guerre, la République pourroit bien en  
troublée.

On m'a parlé d'une autre affaire assez se-  
blable qui pourroit avoir les mêmes suites.  
Duc *Charles Gustave*, à présent Roi de Suède,  
de la maison de *Deux-ponts* descend de la ma-  
ison de Juliers & de Cleves par sa Grand'-Mère.  
Le Marquis de *Brandebourg* avoit épousé la  
aînée, le Duc de *Neubourg* la seconde & ce-  
de *Deux-ponts* la troisième. Cette dernière ma-  
ison n'a pu jusqu'à présent faire valoir son di-  
n'étant pas assez forte, mais elle l'a toujo-

servé à la faveur des Protestations, & autres  
ens.

es prétensions de la Maison de Deux-ponts  
ndent sur les Païs de Juliers de Cleves & de  
gh; les femmes peuvent elles y succeder?  
e maison descend aussi d'une fille; ou la fil-  
inée doit-elle succeder sans partage à tous  
iefs? alors Neubourg n'a aucun droit de de-  
der sa part. Mais si Brandebourg donne  
part à Neubourg, & si celui-ci prétend  
r droit à une partie de la succession, la  
che de Deux-Ponts doit de même être  
nnuë dans le partage de la succession de  
es, Juliers & Bergh, puis qu'elle vient d'u-  
troisième fille, à laquelle on doit avoir  
nt d'égard qu'à la deuxième qui est déjà  
nnue héritière.

ai plusieurs raisons pour vous donner cet  
que je soumets à vos sages considérations,  
e guerre jette le trouble dans l'Etat voi-  
de celui où elle se fait, ainsi il n'est pas  
férent quel voisin l'on a. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 6. Août 1654.

M O N S I E U R,

e vous suis infiniment obligé de ce que  
is m'avez appris des importantes affaires  
Allemagne dans vos deux dernières Lettres;  
vous prie de continuer à m'informer de ce  
vous en apprendrez, car nous n'avons pas  
de

de fort bonnes correspondances de ce côté là.

Vous aurez la bonté de m'excuser de que j'ai laissé passer deux ordinaires sans m'acquiescer de mon devoir ; Vous jugerez l'exemplaire ci-joint, & auquel j'ai été obligé de travailler avec les autres Commissaires Leurs N. & G. P. quelle occupation m'a empêché. J'espère que cette pièce & preuves annexes, que je vous enverrai par la première poste, convaincront les Provinces qu'elles ont injustement fait un crime du parti à Leurs N. & G. P. & inspireront en quelque modération à Leurs HH. PP.

Les dissensions de la Province d'Orléans, & dont je crois vous avoir déjà formé, augmentent tous les jours ; en sorte que Leurs N. & G. P. ont jugé à propos pour y mettre une fin, de proposer la résolution ci-jointe, dans la Généralité.

Je vous envoie aussi Copie des Lettres reçues d'Angleterre depuis ma dernière, vous verrez qu'il ne s'est passé là rien d'important. Je finis en vous priant de me croire &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEA  
DE WITT.

*De Paris le 7. Août 1654.*

**M** O N S I E U R,

Les dernières Lettres que l'on a reçues d'Angleterre marquent qu'on y équipe avec

*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel.* 241

igence extraordinaire, pour mettre au plu-  
une nombreuse Flotte en Mer. on y travail-  
aussi à plusieurs bâtimens légers & plats; en-  
te que pour faire hâter les ouvriers on leur pro-  
et & on leur paie double & triple gages.

Ces mêmes Lettres ajoutent que les Ambaf-  
eurs & Ministres étrangers en pouvoient  
viner la destination de ces preparatifs si con-  
étables & que l'on presse si fort; sans dou-  
que Leurs HH. PP. en auront des nou-  
les certaines & de la meilleure main. Je  
, &c.

P.S. Vous m'avez accoutumé, par la ma-  
e honnête dont vous en agissez avec moi,  
cevoir de vos nouvelles tous les ordinaires,  
endant en voilà deux passez sans qu'il me soit  
venu, aparemment la foule des affaires  
s aura trop occupé.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 13. Août 1654.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu la vôtre en date du 7. depuis le  
part de ma dernière qui est du 6. du Cou-

e vous envoie ci-joint les preuves qui dé-  
pendent de la déduction que je vous ai envo-  
par ma dernière. Vous me ferez plaisir de  
mander votre sentiment sur l'un & l'au-

Comme il y a ici à la Haye, quantité de soldats revenus du Brésil, qui sollicitent le paye avec quelque importunité, Leurs H. PP. ont prié Mrs. les Etats d'Hollande West-Frise, de mettre ordre à ce qu'il n'y ait aucune insolence à craindre de la part de ces soldats & que les Colleges de la Régence soient en sûreté, sur quoi Leur N. & G. P. ont résolu d'augmenter leurs Gardes à pied & les pourvoir d'Officiers, ainsi que vous verrez par la résolution ci-jointe, & qui a été exécutée hier avec beaucoup d'ordre, on a aussi payé deux mois de solde à ces soldats à condition qu'ils partiront d'abord d'ici, ce qui prévendra, comme je crois toute confusion & désordre.

Vous trouverez dans la Copie ci-jointe de nouvelles que nous avons reçues d'Angleterre.

Comme il n'y a rien ici d'important, ni de séparation de l'Assemblée de Leurs N. & G. Je finis en vous assurant que je suis,

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE WITT.

*De Paris le 14. Août 1654.*

M O N S I E U R,

La longue absence de cette Cour, & l'attention toute occupée des exploits militaires est cause qu'on n'avance rien ici dans les affaires les plus importantes. On fait les derniers efforts pour réduire *Stenar* (ce qui vient de réussir)

pour secourir Arras s'il est possible. On le si diversément de l'Etat de ce siège, suivant les intérêts différents des nations en guerre qu'on ne peut guères en savoir rien de certain; joint à cela les mauvaises dispositions est cette nation-ci, dont le plus grand nombre ose souhaiter que les desseins de leur avortent, pour des raisons & par des motifs d'Etat & d'intérêts, qui leur sont particuliers, & que votre expérience vous fera devin-

Les instances que l'on fait en Angleterre; les Negociations avec Mr. de Bourdeaux, rapport à l'exacte observation des Edits en faveur de ceux de la Religion, font ici beaucoup de tort aux Réformez; on s'imagine que les Anglois y sont poussés par des sollicitations partent du sein même de ce Royaume; pendant il est certain (à ce que l'on dit) que ce Roi-ci prétend qu'aucune puissance étrangère ne se mêle de ce qui regarde les sujets de sa Majesté, où leurs intérêts: en sorte que ce seul pouroit faire échouer une conclusion qu'on auroit autrement fort souhaitée; joint à cela que depuis quelque tems les Commissaires des Eglises reformées ont fait plusieurs plaintes à la Cour, & que les soupçons ci-dessus rapportez empêchent qu'on ne les écoute aussi favorablement qu'on le devroit, en sorte que la part sont partis sans obtenir aucune satisfaction. Les violences contre ceux de la Religion augmentent tous les jours dans tout le Royaume, où l'on tache de leur ôter le libre exercice de leur Religion dont ils ont été en possession depuis tant d'années. Or comme on

voit que la Cour ne s'empresse pas beaucoup à y mettre ordre, une violence est suivie de ne autre; On diroit même qu'on a donné ordre de n'employer aucune autorité pour faire executer les Edits, & restituer les Eglises en sorte qu'il pouroit bien en naître quelque desordre qui, contre l'intention de la Cour & des Réformez jetteroit de nouveau le Royaume dans le trouble. Ce qui ne seroit avantageux ni aux uns ni aux autres.

Dieu veuille diriger tout à la gloire de saint nom & pour la tranquillité de la Chrétienté, car la confusion produit toujours plus de mal que de bien.

J'ai reçu les pièces que vous m'avez fait la grace de m'envoyer, je suis très-faché que vous soyez obligé de vous prêter à un travail aussi desagréable & qu'il faille composer & divulguer de tels écrits. Dieu veuille par son bras à la Conservation du bonheur, de la gloire & de la sûreté de la Liberté de la Patrie & de l'Etat. Quoi qu'éloigné c'est avec bien de l'inquietude que je considère toutes ces émotions; je fais combien la Concurrence & la confiance est nécessaire entre les Princes & leurs Regens, & je sens, par réflexion, dans l'exercice de ma Charge, ces besoins de bonne volonté, de crédit & de respect: il n'en est pas de même lorsque Messieurs & Regens de la République travaillent avec union à l'affermissement & à la gloire de la République qui, il y a encore quelques années étoit si respectée & estimé dans tout l'Univers. Le Tout-puissant qui a tiré nôtre Etat du chaos, qui l'a augmenté & qui en a fait une



te République. Le conservera , & le protégera selon les vœux de ceux qui aiment véritablement la Patrie & qui travaillent pour sa gloire. Permettez, Monsieur, que je décharge si mon cœur quelque fois, il me semble que je trouve un grand soulagement dans le chagrin que je conçois de toutes ces affaires-là. Je suis, Monsieur, votre dévoué, &c.

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 21. Août 1654.*

MONSIEUR,

Je vous prie de vous souvenir de ce que j'ai écrit touchant les propositions que l'Ambassadeur de Venise m'a faites de la part de la République ; particulièrement si Leurs HH. PP. pourroient pas trouver bon de prêter quelque secours à cette République, dans cette guerre extraordinaire & onereuse qu'elle a à soutenir contre le *Grand-Seigneur*. Je sens bien que l'occasion ni les dispositions de l'Etat & des gens ne sont point favorables ; cependant on pourroit ( sauf correction ) trouver quelque avantage dans cette demande, en me permettant de demander à L'Ambassadeur si la République de Venise demande ce secours en vertu des anciens Traités d'Alliance qui ont été conclus entre les deux Républiques ; en ce cas là on pourroit exiger d'eux le paiement de plu-

fieurs millions que la République de Venise doit  
 à Leurs HH. PP. dont on avoit commencé  
 paiement pendant quelques années & que l'on  
 a discontinué il y a long-tems. S'il répond à  
 cette demande de secours n'est fondée sur  
 aucun Traité d'Alliance, on peut leur remon-  
 trer qu'on a de bien plus fortes raisons d'exiger d'eux  
 au préalable, qu'ils satisfassent à ce que nous  
 prétendons d'eux en vertu d'un Traité d'Alli-  
 ce qu'ils ont si mal observé de leur part,  
 qu'ils ne peuvent naturellement, prétendre  
 secours de ceux qui perdent avec eux des som-  
 mes si importantes malgré les obligations qu'ils  
 avoient contractées. Ces sommes que nous  
 avons à prétendre de cette République mon-  
 toient en 1636. à sept ou huit millions. En  
 pressant de la sorte on pourroit les engager à  
 promettre le paiement de cette dette, en sorte  
 qu'on pourroit à présent les assister sans rien déb-  
 iter, en diminution des sommes que Venise  
 doit à Leurs HH. PP. Le secours annuel  
 si je ne me trompe, de six cent mille  
 vres.

Je ne reçois aucune réponse sur cette affaire  
 & d'autres semblables, en sorte que les Ministres  
 étrangers qui sont ici croient ou que je négocie  
 ce qu'ils me demandent, ou que Leurs HH. PP.  
 méprisent leurs Princes.

Vous entendrez la lecture des Lettres  
 publiques par rapport au Siège d'Arras & au dessein  
 de le faire lever. Il y en a ici plusieurs qui vi-  
 droient que cette ville fut déjà prise, tant  
 grand & général la haine contre le Cardinal  
 dont l'autorité augmente par les succès, or-

*entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 247*

ette autorité n'est déjà que trop grande, au sentiment de plusieurs. Je me tais.

On peut juger par tous les exemples de violences & d'injustices commises contre les sujets Leurs HH. PP. & qui tombent presque toutes sur ceux de Leurs N. & G. P. dont il si souvent écrit à Leurs HH. PP. on peut se juger si nôtre Etat est ici fort considéré si l'on y respecte beaucoup son Représentant. La vérité j'en conçois un dégoût & un chagrin que je ne puis vous exprimer. Que cela soit entre nous. Je vous remercie de vôtre communication du 13. Je suis toujours.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*'A la Haye le 27. Août 1654.'*

MONSIEUR,

Ayant été faire un tour à Dort, j'ai manqué vous écrire l'ordinaire passé. J'ai reçu vos lettres du 14. & du 21. du Courant.

Les nouvelles que vous mandez dans votre dernière adressée à Leurs HH. PP. excitent dans les habitans de ce pais une grande aversion pour les François; il paroît qu'on ne peut flater d'y remédier par les plaintes; je vous formerai de ce que Leurs HH. PP. résoudront à cet égard.

J'ai reçu avis que le Lord *Protecteur* n'insiste pas, dans les Négociations avec Mr. de Bour-

L 4

*deaux-*

*deaux-Neuville*, sur l'article de la Religion & rapport à la France.

Je n'étois point présent lorsque Leurs HH. PP. ont reçu votre Lettre qui fait mention des propositions de l'Ambassadeur de *Venise*. Mrs. les Conseillers-Deputez de Hollande y mettront cette affaire sur le tapis ; & feront attention aux remarques de votre dernière Lettre.

Quoique Mrs. les Etats de Zeelande n'aient pris aucune Résolution ni pour ni contre, l'affaire en question, dans leur dernière assemblée ; & que sur la reception de la Déduction de Leurs N. & G. P. ils leurs aient écrit comme vous verrez par la copie ci-jointe N<sup>o</sup>. 1. cependant Mrs. les Députez de Frise persistent dans leur impétuosité, & demandent même qu'on rappelle les Ambassadeurs qui sont en Angleterre ; ceux de la Province de *Groeningen Ommelande* ont hier produit la Résolution Provinciale de leurs supérieurs, dont vous trouverez ici la Copie N<sup>o</sup>. 2.

On n'apprend point qu'on ait encore pris aucune Résolution sur ce sujet dans les Etats d'Utrecht, le Conseil de la ville & les petites villes n'ayant point voulu se déclarer à cet égard, ne voulant pas tirer l'affaire en longueur, en sorte que leurs Etats se séparent sans prendre aucune Résolution sur cette affaire. Nous attendons qu'il en fera le succès.

Mr. *Jongestel* a écrit à Leurs HH. PP. une Lettre dont je vous envoie copie N<sup>o</sup>. 3. sur laquelle on n'a pris aucune Résolution.

Cette partie des membres d'*Overyffel* qui s'assemblent à *Zwolle* n'ont pas jugé à propos d'a

accepter la médiation de Leurs N. & G. P. Ils ont écrit sur cela à leurs Députés dans la Généralité la Lettre dont vous trouverez copie No. 4. On m'écrit de cette Province que les affaires y prennent un bon tour & qu'elles pourroient s'affoupir d'elles mêmes; les parties en étant venues déjà à un pour parler & ayant fait quelques propositions se sont séparés pour en faire rapport à ceux qui les avoient commis, après avoir fixé un jour pour, après ledit rapport, se rassembler avec de nouveaux pouvoirs. Je vous envoie aussi No. 5. les dernières Lettres de Nos Ambassadeurs en Angleterre. On attendra la prochaine assemblée des Etats avant de rien redire sur leur contenu. Je suis, &c.

Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN DE  
WITT.

*De Paris le 28. Août 1654.*

M O N S I E U R ,

Les dissensions qui régneront dans la République sont cause que je ne puis obtenir ici aucune justice pour ses sujets, en sorte qu'ils sont tous les jours exposés à des pertes considérables. Le succès de l'affaire d'Arras va encore enorgueillir cette nation qui regardera tout avec mépris. Je vous prie de vouloir rétablir l'union si nécessaire & l'ancienne confiance entre les Provinces & entre les Regens. Afin que l'Etat reprenne son ancienne gloire & que ses sujets jouissent de leurs droits.

L 5.

Com-

Comme le commerce & la navigation se font  
viennent pour la plus part de la Hollande, ce sont  
Leurs N. & G. P. qui y sont le plus inté-  
ressées

Il y a si peu de sûreté dans toutes les Mer-  
qu'on ne peut éviter les visites, le pillage &  
violences. J'en reçois journellement les pla-  
tes de ceux qui y sont exposez & qui en sou-  
ffrent.

Je n'ai plus reçu de nouvelles des Holl-  
dois emprisonnez à *Nantes*, ni des saisis fa-  
à *Marseille*.

Le Commissaire *Remi-Cole* m'a écrit,  
Leurs HH. PP. l'avoit rapellé, & qu'il  
disposoit à partir.

On attend ici la Cour à tous momens, pour  
mettre ordre à plusieurs affaires importantes  
je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 10. Septembre 1654.*

MONSIEUR,

J'ai bien reçu la vôtre du 28. du passé. Les  
Lettres de la poste suivante ne sont pas encore  
arrivées.

Tout tend ici à la modération, & l'on  
vu depuis quelque tems aucune animosité en-  
tre les Provinces ni contre Leurs N. & G.  
Dieu vueille nous continuer cette tranqui-  
té.

Le College de l'Amirauté d'Amsterdam a-  
it envoyé cinq vaisseaux de Guerre dans  
Méditerranée sous les ordres du Vice-A-  
ral de *Ruyter*, mais ils sont déjà un cha-  
n pour revenir.

Hier au soir Mr. l'Ambassadeur *Chanut* a  
t ici des feux de joye & il a magnifiquement  
alez les Députez de chaque Province, le  
effier de Leurs HH. PP. & deux Mrs. du  
ollege des Conseillers Députez avec le Prince  
*Tarante*.

Quoique je suis persuadé que vous êtes plei-  
ment informé de la situation des négocia-  
ns entre la France & l'Angleterre, cepen-  
t j'ai crû que je devois vous envoyer la Copie  
jointe d'une Lettre que nos Ambassadeurs  
t écrite sur ce sujet a Leurs HH. PP.

On n'a encore pris à cet égard aucune Ré-  
ation, parceque Mrs. les Députez d'Hollande  
ont osé donner leur avis sans l'ordre des Etats  
erieures, qui arrivent à présent pour s'as-  
nbler ayant été convoquez pour le 8.

Autant que j'en puis juger par les discours  
Mr. l'Ambassadeur *Chanut*, les Négociati-  
s ne resteront accrochées à aucune des con-  
ions marquées dans cette Lettre. Je vous  
le de m'informer de ce que vous en apren-  
ez où vous êtes; il seroit à souhaiter pour le  
en du Commerce & pour l'intérêt de l'Etat  
e cette négociation reussisse; c'est ce que  
ous devons demander à Dieu. Je vous re-  
mande à sa puissante garde & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J.  
DE WITT.

*De Paris le 2. Septembre 1654.*

MONSIEUR,

Vous verrez par les Lettres Publiques , qu'est venu ici des Commissaires de presque toutes les Provinces du Royaume pour faire des plaintes à la Cour ; Un des points de leur Commission concerne les Pirateries que les Vaisseaux François, soit ceux du Roi , soit des Armateurs, exercent tous les jours sur les habitants de ce Royaume leurs concitoyens , & en même temps sur celles des Anglois, sans que personne s'intéresse beaucoup à toutes ces plaintes ! Je vous ai parlé plusieurs fois d'un mémoire que j'ai remis au Roi en mains propres le 21. de Mai dernier , & dans lequel j'ai rassemblée tous les Grieffs en demandant justice à votre Majesté même.

J'en ai envoyé Copie à la Régence dans ma Lettre du 27. Mai. Je n'y ai eu encore aucune réponse , & je ne fais si on l'a approuvée s'il l'on juge à propos que j'y insiste. Une telle déclaration de Leurs HH. PP. me tient droit lieu de nouveaux ordres, sur la manière dont je dois me comporter dans la conjoncture dont j'ai fait mention ci-dessus , puisqu'on pourroit profiter de cette bonne occasion pour demander avec discrétion qu'on rende justice.



ice aux fujets de Leurs HH. PP. je foudmets  
out à vôtre prudence : mais fi l'on veut me  
onner quelques ordres à cet égard, vous ju-  
ez bien qu'ils doivent être fecrets, & que les  
Commissaires de leurs Hautes Puiffances doivent  
ménager les choses de manière qu'ils n'en fas-  
ent aucun raport public.

Vous me marquez dans vôtre Lettre du 27.  
oût, que fur le contenu de ma Lettre du 21.  
dreffée à la Regence, on a été d'opinion qu'il  
y avoit justice à attendre en se plaignant  
à Cour des violences que les François ont  
exercées & exercent encore tous les jours con-  
e les fujets de l'Etat. Je fuis presque du mê-  
e sentiment, mais je fuis certain auffi que  
l'on concluoit une bonne alliance entre l'E-  
t & cette Couronne, que non seulement ce  
roit le moien de prevenir ces inconveniens  
ur mer & fur terre mais même de les faire  
effer tout d'un coup.

Je vous prie de prendre mes expreffions à  
et égard de manière qu'elles méritent vôtre  
robation & que vous les faffiez goûter aux  
membres des autres Provinces fur tout de cel-  
s qui ont le plus d'intérêt au commerce & à  
navigation. Je vous remercie de ce que vous  
m'avez envoyé le 27. du courant. Je fuis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 11. Septembre 1654.*

MONSIEUR,

Je suis informé de bonne part, que M. Brasset qui a été ci-devant Resident à la Haye de la part du Roi, est fort estimé des premières têtes du Conseil qui prennent assez ses avis & qu'ils ne manquent point de le consulter sur les affaires qui concernent Leurs HH. PP. & quelque manière que ce soit; ses avis sont toujours pleins de modération, sans hauteurs ni reproches, mais toujours avec douceur & l'avantage de Leurs HH. PP. & de leurs sujets. Je tâche de me conserver son amitié & nous nous visitons reciproquement; je crois rendre service en cela à Leurs HH. PP. & particulièrement à Leur N. & G. P.

Ceux qui dans ce Royaume sont d'une humeur pacifique, tâchent de me persuader que le Roi voudroit la paix avec l'Espagne pourvu qu'il y eût de bonnes conditions honorables: ils se fondent sur plusieurs raisons tirées du gouvernement présent du Royaume en sorte que je suis assez porté à les en croire; à la vérité je souhaite fort la Paix, persuadé que je suis que c'est l'unique moyen de mettre les sujets de l'Etat à couvert des Pirateries & des violences auxquelles ils sont exposez sur mer, & qui ne cessent

essieront point que l'Espagne n'ait fait sa Paix avec la France, & qu'il n'y ait point de Guerre avec l'Angleterre. Je vous laisse à penser si leurs HH. PP. pouvoient ou plutôt ne devoient pas y contribuer; car cette guerre, qui déjà durée près de vingt années a jetté plusieurs de cette nation-ci dans un si grand deralement, par la coutume de piller & de pirater, qu'ils n'épargnent aucune nation voisine à moins que la Paix ne soit rétablie dans la Chrétienté.

Pour ce qui régarde l'Allemagne toutes les vûes de l'Empereur sont à présent de faire déclarer l'Archiduc *Leopold-Ignace*, qui est à présent son fils aîné, premierement Roi de *Hongrie* & de *Bohème*, & ensuite Roi des Romains. Par raport à la *Hongrie*, il se rencontre de grandes difficultés, parce que, le *Palatin de Hongrie*, qui est Catholique Romain étant mort, celui qui lui succède doit être de la Religion Reformée, parce que cela va *Alternam per vices* & l'Empereur pourroit avoir de l'éloignement pour cela.

*Ragotzki*, Prince de *Transilvanie*, fait jouer ses ressorts & protège les Reformez, car son ancien projet de devenir Roi de *Hongrie* ne lui est pas encore sorti de la tête.

Vers le mois de Novembre Prochain, l'Empereur ira en *Hongrie*, où l'on tiendra les Etats du Royaume qui dureront jusqu'en Février & peut-être même jusqu'à Pâque. Si les choses y réussissent l'Empereur ne reviendra point à Vienne, il ira droit à *Prague*, pour y faire couronner l'Archiduc, son fils, Roi de *Bohème*, d'autant que le Royaume est à présent

font considéré comme hereditaire à la Maison d'Autriche; avec la *Silefie* & la *Moravie*, qui en dépendent. Sa Majesté Imper. sera à Prague plus à portée des Electeurs, pour les engager à déclarer *Roi des Romains*, ce Prince déjà Roi de Boheme & peut-être aussi de Hongrie quoiqu'il ne soit pas encore assez âgé, n'ayant encore que quinze ans; c'est pourquoi l'on commence déjà à alleguer des Exemples, pour prouver qu'il n'est pas absolument nécessaire d'avoir 18. ans, comme on l'a observé depuis quelque tems, pour parvenir à la dignité de Roi des Romains; puisque les Empereurs *Otton* & *Henri* étant parvenus à un grand âge on donné le titre de Roi des Romains à leurs fils qui n'avoient pas plus de quinze ans; aussi n'est-ce point que l'Empereur ne l'obtienne des Electeurs; dont aucun n'est assez puissant pour avoir envie de faire passer la Couronne Impériale dans sa famille; celui de Bavière même n'en voudroit point; & l'onéreuse guerre à laquelle on est exposé du côté de la Turquie fait dire qu'on doit conserver cette Couronne dans la maison d'Autriche qui est plus puissante en Allemagne qu'aucune maison Electorale

Sans doute que les affaires ne vous ont pas permis de me faire le plaisir de m'écrire cette poste-ci; je fais combien vous êtes souvent nécessaire, mais lorsque vous pouvez réserver une heure pour moi, je vous prie de ne me pas priver de votre correspondance. Je suis sans réserve, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 24. Septembre 1654.

M O N S I E U R ,

J'ai reçu en leur tems vos Lettres du 2. & 11. du Courant: je vous dirai sur la premiere que votre mémoire présenté au Roi le 1. Mai touchant les Pirateries, a été & est encore fort aprouvé ici; j'ai fait ce que j'ai pû pour que la Regence vous en informât elle même, & enfin Leurs HH. PP. ont pris à l'égard une Résolution le 16. de ce mois, qui doit vous avoir été déjà envoyée; & à laquelle je me raporte; persuadé que vous en serez content; mais pour ce que vous me marquez qu'on vous envoyât des ordres secrets à l'égard sans que les Commisaires de Leurs H. PP. en fissent raport, j'en appelle à votre jugement & à votre connoissance des affaires; vous savez que suivant la Constitution de nôtre Gouvernement cela ne se peut. Quant à l'Alliance entre la France & l'Etat, toutes les provinces & sur tout Leurs N. & G. P. y sont fort disposées; mais vous savez que le projet d'articles que l'on a envoyé de Paris infermoit plusieurs grands obstacles; & qu'il en a plusieurs qui tombent d'eux même, vû le changement des affaires arrivé depuis ces tems-là, en sorte que tout pouroit se reduire à un règlement de Marine. Je n'oublierai rien pour

pour conduire les choses au point que Les HH. PP. nomment des Commissaires pour conférer sur l'un & l'autre avec Mr. l'Ambassadeur Chanut, pour voir jusqu'où on pourroit porter un ouvrage si nécessaire.

Vous saurez, par rapport à vôtre Lettre II. sur la Paix entre la France & l'Espagne, qu'il y a plus d'un an que leurs N. & G. ont temoigné qu'Elles seroient fort disposées à envoyer un Ambassadeur en Espagne, dans l'intention de lui donner *in Mandatis* dans ses instructions, d'offrir à la Cour d'Espagne la Médiation entre les deux Couronnes; mais les autres Provinces sur tout la Zeelande n'y ont encore voulu consentir jusqu'à présent. suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. D.  
WITT.

*De Paris le 9. Octobre 1654.*

MONSIEUR;

Vous verrez de quelle importance sont les affaires contenues dans la Copie ci-jointe; n'ose en écrire à la Regence de crainte qu'elles ne deviennent aussi-tôt publiques & par conséquent infructueuses,

Je vous prie de faire copier, par quelqu'un qui ne connoisse pas ma main, ce que j'ai écrit moi même dans la Traduction; afin que vo

donniez part à la Régence, ainsi que vous jugerez à propos ; afin que je sois toujours en état de pénétrer de plus en plus & de tems en tems dans cette affaire. Je suis sans reser-

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 16. Octobre 1654.

M O N S I E U R ;

Je vous remercie de ce que vous m'avez communiqué par vôtre Lettre du 8. je vous prie de me continuer cette correspondance tant que vous le permettront vos occupations.

On ne m'a encore fait aucunes plaintes à Cour contre le Colonel *Plettenburg*, il faudroit mieux, comme je pense, que cette affaire se terminât sans bruit, j'ai cru que ceci que vous me dites être fils de Mr. *Nicolaus Heynsius*, étoit fils du Professeur *Daniel Heynsius*. Je l'ai vû ici, lorsqu'il y passa en venant de Suède par ordre de la Reine de Suède pour aller en Italie, je lui ai trouvé de belles qualitez qui le rendront capables de rendre un jour de grand service à la patrie. Mr. le Proposant *Colvius* n'a pû rester ici que peu de tems, ainsi je n'ai pu lui rendre autant de services que j'aurois bien voulu, à vôtre recommandation, car la foiblesse de Mr. son  
Pe-

Père & l'utilité dont il peut être dans l'Eglise Walonne de Dort me l'ont enlevé. Ce jeune homme a fait de bonnes Etudes, il parle fort bien, il promet beaucoup & je ne doute point qu'il ne parvienne autant que je le lui souhaite.

Je n'ai pu presque rien faire dans les affaires publiques dont je suis chargé, vû l'absence de la Cour; on nous rend quelquefois deux ou trois vaisseaux, mais c'est après bien des peines & des dépenses. On attend ici le Roi vers la fin de la semaine prochaine, alors j'espère d'avoir de l'occupation & de quoi à vous mander.

Il y en a qui doutent encore de la mort du Pape, les dernières Lettres de Rome manquaient qu'il étoit à l'extrémité.

Les armées de France & d'Espagne dressent des Baraques en sorte que celui qui pourra rester le dernier, l'emportera. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 29. Octobre 1654.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos Lettres du 9. & du 16. du Courant, je n'y ai pas fait réponse plutôt parce que j'ai été hors de la Haye. Je vous suis très-obligé de tout ce que vous m'y communiquez, sur tout dans l'annexe secret de celle du 9. que je n'ai pas manqué de notifier *suppress*



nine comme j'ai cru le devoir faire pour en  
quelque utilité.

Il ne s'est rien passé ici depuis quelque tems  
qui mérite attention, sinon que les affaires  
ont en Overyffel de mal en pis, jusques  
que les membres assemblez à Zwolle ont  
un Stathouder & Lieutenant de la Provin-  
ce, ainsi que vous le verrez plus au long  
dans la Lettre écrite aux Tuteurs du Prin-  
ce d'Orange que je vous envoie ci-jointe  
No. 1. les autres Membres qui étoient dans le des-  
sein de faire la même chose jusques là même  
qu'ils avoient déjà reçu les Lettres de Convoca-  
tion à cet effet, ont pris le 7. de ce mois la  
résolution ci-jointe No. 2. qu'ils ont fait dé-  
clarer à l'Assemblée de Zwolle par forme de  
protestation. Ceux de l'Assemblée de Zwolle  
ont de leur côté écrit à Leurs HH. PP.  
la Lettre ci-jointe No. 3. sur leur Médiation  
Elles leur avoient faite offrir; sur quoi l'on a  
mandé l'avis du Conseil d'Etat qui a été tel  
que vous le verrez par la Lettre dudit Conseil,  
ci-jointe N. 4. & sur quoi on n'a pas enco-  
ré délibéré jusqu'à présent.

Cependant ceux de l'Assemblée de Zwolle  
ont écrit à Leurs N. & G. P. &, comme je  
vous l'ai appris, aux autres Provinces aussi, *Mutatis  
mutandis*, la Lettre, dont je joins ici la Co-  
pie No. 5. sur quoi Mrs. Ripperda & vander  
Keecke ont fait une Réprésentation à Leurs  
HH. PP. telle que vous la verrez No. 6. sur  
laquelle l'on a demandé l'avis du Conseil d'Etat  
qui est aussi contenu dans la Lettre dudit Con-  
seil déjà ci-dessus mentionnée.

Mrs. les Conseillers-Députés, ont jugé à  
pro-

propos de convoquer sur cela extraordinairement l'Assemblée de Leurs N. & G. P. joins ici les Lettres de Convocation No.

Leurs N. & G. P. n'ont prit à cet égard d'autres Résolutions que ce que vous trouvez dans l'Extrait No. 8. après quoi leur Assemblée s'est séparée hier. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. D  
WITT.

*De Paris le 23. Octobre 1654.*

MONSIEUR,

Les affaires de Suède & de Berlin sont core dans la même situation où elles étoient lorsque j'en ai écrit dans mes deux dernières & comme Leurs HH. PP. peuvent y avoir intérêt, je m'en raporte volontiers à votre prudence.

On a ici quelques Lettres originales des Pays Bas Espagnols pour l'Espagne & qui ont été interceptées; la plupart parlent du mauvais succès du Siège d'Arras. Il y a une Lettre du Comte de *Fuensaldaigne* au Roi, dans laquelle il cherche de se disculper de ce malheur qu'il impute au Comte de *Garcien* Maître de Camp Général. Il y en a aussi une de Mr. le Prince *Condé*, qui est la suite d'une précédente d'envoyée au Roi d'Espagne, il fait de grandes plaintes sur ce malheur causé, comme dit son Altesse, par la mauvaise conduite des Ministres du Roi & par le peu de confiance qu'ils ont dans les Conseils de son Altesse.

Il y en a aussi une de la Reine Christine de Suède à Don Pimentel, qui est couchée d'une manière si plaisante & si ambiguë & dans des termes si passionnés de l'affection de Sa Majesté pour Don Pimentel, que ceux qui ne connoitroient la vertu de cette Reine, pourroient s'imaginer faussement que cette Lettre parte d'un amour tout charnel. Cependant on ne doit regarder que comme une preuve de la grandeur d'âme & de l'affection que Sa Majesté témoigne pour l'esprit & la capacité que Sa Majesté a en Don Pimentel. Cette Lettre est remplie de plus fortes expressions dont se puisse servir l'amour le plus violent.

On a encore intercepté une autre Lettre Royale venant d'Espagne pour les Pais-Bas. Elle est de la main du Roi, qui l'écrit au Prince de Condé, en réponse à une que son Altesse lui a écrite sur la continuation du Siège d'Arras; elle l'emporte sur tout ce qu'on peut imaginer de plus Laconique; la voici, Prince, j'ai les justes informations de ce qui se passe où vous êtes; c'est vous qui en avez tout l'honneur & toute la gloire. Signé, MOI LE ROI. Je dois encore ajouter ici le formulaire d'une Lettre du Protecteur, au Roi de France, elle commence ainsi

*Olivarius Dominus Protector Angliæ  
Scotiæ & Hiberniæ,*

*Ludovico XIV. Francorum Regi*  
CHRISTIANISSIME REX  
Souffigné,

*In Aulâ nostrâ Albâ  
Vester bonus amicus.*

On

On est ici fort ofensé de ce formulaire, joint à cela la prise du fort *St. Louis*, dans la *Nouvelle France*, d'où les Anglois, qui l'ont pris, ont chassé ceux qui en avoient été plus de dix ans en possession. Quelquefois il y a tems de souffrir, quelquefois tems de faire souffrir les autres. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 30. Octobre 1654.

MONSIEUR,

Le Roi est arrivé ici avec toute la Cour le 24. au soir. On n'a pu accommoder les affaires avec les Gouverneurs de *Maisières*, *Cherleville*, & *Mont-Olympe*, quoique la Cour fut fort attenduë. Il paroît que Mr. le Prince entretient avec eux quelqu'intelligence qui engage à tenir ferme.

On apprend d'Allemagne de bonne main qu'il y a quelques Princes qui commencent à se fortifier par des Alliances contre l'exorbitante puissance de la Maison d'*Autriche*. On dit que les Electeurs de *Cologne* & de *Brandebourg* & les trois Princes de la Maison de *Hanbourg* y sont déjà entrez; on traite à présent avec le *Landtgrave de Hesse-Cassel*, & avec quelques autres Princes. Je vous écris ceci de particulier, car je ne doute pas que Leurs H.

n'en soient informées d'Allemagne mê-

Les affaires entre cette cour-ci & la Suède. poussent avec vigueur, & l'on forme ici de grands desseins, qui pourroient interesser toute Chrétienté; sur tout l'on a en vuë d'ôter la Couronne Impériale de la Maison d'*Autriche*, d'empêcher à cet effet qu'on ne nomme si un Roi des Romains. Ce dessein formé, y dirige toutes les affaires du Royaume, & que les deux Couronnes & ceux qui veulent prendre parti avec elles puissent plus aisément parvenir à leur but. Il y a des gens qui ont déjà à Sa Majesté combien il lui seroit glorieux de réunir la Couronne Imperiale de France, ainsi que cela a été il y a environ huit siècles.

On laisse à la grande sagesse de Leurs HH. à décider quelle constitution en Europe seroit le mieux pour leur Gouvernement.

Il n'y a guères d'apparence, ainsi qu'on le dit ici, que cette Couronne conclue un accommodement avec l'Angleterre; les François ont enlevé dernièrement un bâtiment Anglois qui alloit de Bilbao à Londres; & lundi dernier le bâtiment & sa cargaison ont été confisquez, & qu'on y trouva deux matelots Espagnols qui étoient au service des Anglois, qui avoient environ deux mille Citrons qui leur appartenoient. Cet accident irritera les Esprits des deux Nations, & donnera occasion aux Anglois de se venger sur les François; les Anglois sont si forts en Mer qu'on ne peut leur résister de ce côté-ci, c'est pourquoi on ferme ici les yeux sur tout; jusqu'à la prise même de la nouvelle

France & l'expulsion des François de leurs  
ciennes demeures au Nord de l'*Amerique*.

Les Pirateries augmentent ici tous les jours  
& il semble qu'elles aient pris pour leur Theatre  
les côtes Occidentales de la France, c'est-à-dire  
les Ports de *Brétagne*, les Isles du *Poitou*,  
*Rochele*, le *Brouage*, & les environs, où  
font de gros armemens par des personnes  
ont des fonds & des amis en Cour, & dans la  
Robbe. Vous ne pouvez vous imaginer comment  
l'on se conduit ici à cet égard, le crédit & la  
faveur emportent tout ; si les Hautes Puissances  
n'y pourvoient bien-tôt, crains qu'en suite il ne  
soit trop tard. Vous me dites plus rien des  
dispositions par rapport à l'Alliance avec cette  
Couronne, qui est pendant l'unique moyen, à mon  
avis, de rétablir la tranquillité dans le Commerce  
& la Navigation des Provinces-Unies. Les affaires  
de ce Royaume peuvent tous les jours prendre  
une face plus favorable par le bon ordre qu'est  
établi dans la Police comme dans la Marine.  
Mais en général ils ne se mettent pas la peine  
du Commerce & de la Navigation, il paroît même  
qu'ils les méprisent plus qu'ils n'ont jamais fait,  
parce qu'ils trouvent plus de profit dans le  
désordre lorsqu'il regne sur mer, que dans l'ordre  
& le Commerce où ils ne peuvent que fort peu.  
Quand je parle du Commerce, il me semble que  
c'est l'avantage bien, la force de la République de  
Leurs PP. il n'y a pas moyen d'y remédier par la  
violence & par la force, cela feroit plus mal  
que de bien ; & pourroit même en causer  
la ruine totale. Je suis, &c.

entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 267

P. S. Je n'ai reçu aucune Lettre de vous cet  
naire-ci, ce que je remarque seulement  
r vous en donner avis.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A Amsterdam le 12. Novembre 1654.

M O N S I E U R,

J'ai reçu vos Lettres du 23. & du 30. du  
is passé: je vous suis très obligé des avis que  
s m'y donnez, je n'aurois pas manqué de  
n côté à vous faire part exactement de ce  
s'est passé ici, si je n'avois été absent pen-  
t quelque tems. Soyez assuré que je ne  
nquerrai pas de recommander de tout mon  
voir dans la prochaine Assemblée de Leurs  
& G. P. qui sont convoquées pour le 17.  
ce mois, & dans toute autre occasion, les  
aires qui concernent vos gages, dont vous  
parlez dans une de vos Lettres.

La correspondance de Leurs HH. PP. en  
Allemagne n'est pas fort certaine, c'est pour-  
qu'i je tire souvent, pour le bien public, beau-  
up plus de lumière de vos avis, que je vous  
e de me continuer dans cette partie de nôtre  
Correspondance.

Leurs N. & G. P. sont fort inclinées à re-  
raveller l'Alliance avec la France, cependant  
remarque que les Pirateries continuelles &  
mauvaise justice qu'on rend aux sujets de  
tat ont causé quelque alteration dans les hu-

meurs , car on remarque que cela arrive les ordres & souvent même contre les ordres du Roi, ce qui fait croire qu'on ne tireroit grand fruit d'un Traité d'Alliance. Cela n'e pèche pas que je ne sois d'avis qu'un bon nouvellement d'Alliance avec cette Cour ne ne soit très avantageux pour la République , & j'y contribuerais de tout mon pouvoir.

N'y aiant rien ici qui merite attention : finis en vous priant de me croire , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Novembre 1654.*

MONSIEUR,

J'ai reçu par la dernière poste de nouveaux sujets de vous témoigner ma reconnoissance. Je vous prie de faire en sorte que Leurs Majestés & G. P. fassent réflexion à ce dont je vous ai donné avis dans quelques-unes de mes précédentes, afin de prevenir tous les accidens. Ce qui est souvent plus aisé que de remédier au mal. Toutes ces affaires là vont toujours de même; On apprend ici que quelques Princes Allemans du Cercle de *Basse-Saxe* & environs, & quelques autres ont fait une feste ligue, & qu'ils levent des troupes pour former une bonne armée pour empêcher



dois de se rendre Maitres de la Ville de  
*men* ; l'Electeur de *Brandebourg* & le Duc  
*Neubourg* sont d'accord à cet égard, cha-  
pour ce qui le régarde.

J'apprends d'Angleterre que le sel de Fran-  
pouroit bien y être confisqué, & que les  
glois ont enlevé quelques unes des *Isles*  
*ibes* à cette nation-ci qui n'est pas en état  
s'y maintenir encore moins de s'y rétablir.  
Puis ce Parlement-ci le Traité avec la Fran-  
raine fort en longueur en Angleterre, &  
le régarde déjà ici comme un pure être  
aison. Quoique je ne croye pas que le pro-  
le quelques-uns soit praticable, cependant  
t du devoir de ma charge que j'en donne  
à la Régence. Je découvre ici tous les  
s de plus en plus beaucoup de mauvaïse  
nté par raport à Leurs HH. PP. Dieu  
lle rétablir la concorde, je crois que c'est  
que moyen de tout rétablir ; le contraire  
ortera le contraire. Je suis toujours,

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 13. Novembre 1654.*

MONSIEUR,

J'ai vu avec plaisir dans la Résolution du 31.  
mois d'Octobre dernier & que je viens  
recevoir, que l'on y prie les Provinces de  
éclairer si l'on remettra sur le tapis le Trai-

té d'Alliance avec ce Royaume-ci, & si o  
terminera enfin. Pour moi je crois, selon le  
d'expérience que j'ai des choses, que ce se  
l'unique remède à tant de maux qui troub  
tous les jours le Commerce & la Naviga  
des Provinces Unies, & qui sans doute let  
bleront encore davantage si l'on n'y pour  
Les conjonctures paroissent favorables pour  
te Négociation, puisque les affaires d'Angle  
re sont encore douteuses, que la Guerre  
encore avec l'Espagne, & que l'on form  
de vastes projets, où l'intime amitié de I  
HH. PP. leur seroit d'un grand avantage,  
si qu'ils le jugent eux mêmes en ce pais-ci;  
perplexitez une fois dissipées, & les affaire  
ce Royaume étant glorieusement rétablies  
être n'y auroit-il rien à espérer, *manet altā  
te repostum Munster.*

L'armement qu'on fait en Allemagne est  
siderable, l'Electeur de *Brandebourg* avec  
Princes de *Lunenburg* auront, vers le 20  
ce mois, sous les armes, une armée de dix  
le fantassins & de six mille Chevaux; sans  
ter les troupes qu'y enverront l'Electeu  
*Cologne* & les autres Princes de la Ligue.  
tant que je le puis comprendre les Princes  
guez veulent empêcher les Suèdois non t  
ment de prendre *Bremen*, mais encore  
s'étendre davantage & de devenir plus  
sans dans l'Empire. On attend avec imp  
ce quelle Résolution prendront Leurs  
PP. pour la défense de *Bremen*, en consé  
ce du nouveau Traité d'Alliance fait ave  
villes Anseatiques, au cas qu'on n'ait  
d'égard à leur instruction.

On a reçu ici, par le Canal de l'Ambass

Venise qui est à Madrid, le Portrait de la  
Princesse Infante Héritière d'Espagne, en ha-  
bit Espagnols. Elle est belle & on l'a habil-  
lé à la Française, pour voir quel air elle  
auroit si elle étoit Reine de France. La Rei-  
ne avoit donné ordre au Comte de Brienne  
de faire venir ce portrait d'Espagne, & le Roi  
d'Espagne a consenti qu'on l'envoyât à sa  
Majesté.

Entre nous, quand on parle au Roi de le ma-  
riager, il dit qu'il veut qu'on lui donne une belle  
Princesse, afin qu'il soit honnête homme, &  
qu'il se contente de cette belle Epouse; mais  
si on ne lui en donne pas une belle, son  
honneur courra grand risque; c'est ce qui a  
fait tomber les propositions de mariage avec  
la Princesse de Piémont, qui n'a point les ap-  
pâts que l'on desire; le Roi est beaucoup plus  
sensible qu'on ne l'est ordinairement à son âge de  
vingt ans, en sorte qu'il grandit de bonne heure  
suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 26. Novemb. 1654.

M O N S I E U R,

J'ai reçu vos deux Lettres du 6. & du 13.  
elles contiennent plusieurs choses dont la com-  
munication me fait un sensible plaisir & dont  
vous suis très obligé, je vous prie de me  
continuer cette correspondance & d'excuser ma

négligence qui a été causé par mon absence & par quelques affaires particulières

Comme l'assemblée de Leurs N. & G. n'est pas encore complète, ou n'y a rien de très d'important.

Si l'on en juge par les avis que l'on a recueillis des Députés de cet Etat pour accommoder les différens entre la *Suède* & la Ville de *Bremen* il n'y a pas lieu de se flatter qu'ils réussissent, en sorte qu'il y a apparence qu'on prendra quelque résolution importante dans cette assemblée de Leurs N. & G. P. sur ce que l'Etat devra faire au cas que l'accommodement n'ait lieu. Je ne manquerai pas de vous informer de ce qui se passera sur ce sujet.

Je ne doute pas que cette assemblée de Leurs N. & G. P. ne donne lieu aussi à pourvoir l'ouvrage du Renouveau de l'Alliance avec la France.

Les affaires ont été ici dans une espèce d'inaction depuis quelque tems; les deux factions continuent opiniâtement en *Overyssel* de leurs prétentions: mais sans rien entreprendre l'une contre l'autre: on a parlé d'une nouvelle conférence dans l'espérance d'un accommodement, en sorte qu'on peut encore espérer que ces différens pourront se terminer à l'amiable.

Le Lord *Protecteur* a répondu à la Lettre que les Etats de *Zeelande* lui ont écrite depuis peu, dans les termes que vous verrez par la copie ci-jointe. Je souhaite que Leurs N. P. prennent en bonne part; d'autant plus que j'ai été informé que les Etats de cette Province ou plutôt la plupart des membres commencent

entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 273

rendre des sentimens plus moderez par raport  
l'Acte d'Exclusion.

N'ayant rien autre chose à vous mander,  
suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 19. Novembre 1654.

MONSIEUR,

Le projet qu'on formoit ici sur l'exemple re-  
cherché au delà de huit siècles & dont je vous  
parlé, il y a quelque tems, paroît tout à fait  
angé à cause des obstacles qu'y aporte le Roi  
*Suede*; & en effet non seulement il lui se-  
t impossible de le faire réussir, mais aussi il  
oit bien difficile d'engager les Princes Alle-  
ans à metre sur le trone Impérial, un si puis-  
it Roi & limitrofe de l'Allemagne, car les  
sons que les Allemans ont contre la Maison  
*Autriche* sont qu'elle est trop puissante. Je  
s cela de bonne main, j'ose même dire de la  
miere main; ainsi je juge ce projet renver-

L'Empereur en a fait son profit, car s'agis-  
it de choisir entre les deux, d'abord les sen-  
mens se sont déclarez pour l'ancienne maison.  
es voix des Electeurs de *Mayence*, de *Treves*,  
de *Saxe*, au cas que le vieux Prince vive  
core quelque tems, seront pour ce parti-là.

M 5

Le

Le Prince Electoral a des maximes très différentes de celles de son Père. L'Electeur *Palatin* tient ferme aussi pour la maison d'*Autriche* pour deux raisons. 1<sup>o</sup>. Parce qu'il ne peut mais devenir maître des Baillages de Julliers le secours & la faveur de l'Empereur, ont été d'une très grande importance pour la maison *Palatine*, tant pour les revenus que parce que cela étend ses domaines, & qu'il en tire par an plus de cent mille rixsdaldres. 2<sup>o</sup>. Parce que l'Electeur de *Bavière* est de sentiment contraire & opposé à la maison d'*Autriche*, que le *Palatin* prendra toujours le parti opposé à celui de l'Electeur de *Bavière*, parce qu'il n'a pas de plus grand ennemi & qui lui ait plus fait de mal & lui fera jamais plus de mal.

Le jeune *Electeur de Bavière*, étant devenu majeur, & n'ayant plus d'Administrateurs pris en main le gouvernement & a commencé par éloigner sa Mère, non seulement en lui ôtant tout le crédit qu'elle auroit pu conserver à sa Cour, mais même en l'envoyant à Vienne pour une raison très naturelle, c'est qu'elle a toujours été déclarée pour la Maison d'*Autriche*. Vous voyez donc que les voix des Electeurs de *Cologne*, de *Brandebourg* & de *Bavière* ne pourront l'emporter sur les cinq autres; puisque suivant les constitutions de l'Empire le Roi de *Bohème* a sa voix qui est de quelque poids dont il ne se privera pas lui même quand il sera de devenir Roi des Romains d'autant que par les mêmes constitutions de l'Empire peut se donner sa propre voix.

Après tout est-il dit que les trois Electeurs opposés s'accorderoient en faveur de la même

personne pour l'elire à l'Empire, d'autant plus  
que l'Electeur de Brandebourg a déjà déclaré  
qu'il n'étoit pas fort porté à suivre l'exemple du  
sixième siècle, il n'y a pas d'apparence que  
deux autres en aient grande envie. Ainsi  
le projet ne peut se soutenir sans exciter une  
grande confusion dans l'Empire, à quoi le Duc  
de Bremen ne paroît pas fort porté, il n'est pas  
même assez puissant pour cela. Je suis tou-  
jours, &c.

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 20. Novembre 1654.

M O N S I E U R,

Je vous remercie de votre Lettre du 12.  
que vous m'avez écrite d'Amsterdam. J'entends  
par ici quelquefois de ce qui se passe à  
Amsterdam, je souhaite que vos bons desseins  
et vos bonnes Intentions aient un heureux  
succès & tel que vous le desirez.

Mr. de Lionne va en Italie: 1<sup>o</sup>. pour dispo-  
ser le Pape & les autres Princes d'Italie à ne  
pas concevoir de jalousie des desseins de cette  
Couronne sur le Royaume de Naples; & de  
porter au contraire toute sorte de secours.  
pour aider à diriger par ses Conseils, sa  
célérité & autres moyens les desseins dont  
Monsieur le Duc de Guise est chargé de la part

du Roi & de *Monsieur* frère unique du Roi parceque le Cardinal *Antoine* est fort à peine, d'autant que si les desseins des Français ne reussissent point dans le Royaume de Naples, ils en ressenteroit le contre-coup de part de l'Espagne. 3°. pour faire un accommodement avec le Cardinal de *Retz*; les conditions sont que le Cardinal se demettra de son Archevêché de Paris, qu'il restera à Rome où il fera charge des affaires de France, qu'il ne viendra point en France sans le consentement du Roi par écrit & signé de la main de Sa Majesté.

Le Roi, de son côté, donnera en France au Cardinal pour la valeur de cent mille livres de rentes en Bénéfices; on lui en donnera même jusqu'à cent cinquante mille, à condition que les Gouverneurs de *Mezzières*, *Mont-Tympe* & *Charleville* s'engageront à ouvrir les places au Roi qui leur donnera de l'emploi; qu'ils refusent de faire jusqu'à ce que le Cardinal de *Retz* soit content. On croit que cet accommodement aura lieu, car l'Archevêché de Paris ne rapporte point au delà de 60. mille livres, le Cardinal a beaucoup de dettes, & grand besoin d'argent: il avoit besoin de l'Archiepiscopat pour obtenir la pourpre, dont il a été revêtu. Il est vrai que c'est un esprit subtil, hardi, entreprenant, dont les vues tendoient au ministeriat, mais qu'il prétendroit à présent vain. Il est aparenté à plusieurs personnes qui ont du crédit & des richesses, & il est regardé comme Français, quoique de la famille de *Gendi*, originaire d'Italie.

Il pourroit bien arriver que le Roi & tout



Cour fit un Voyage à *Lyon* à la fin de Jan-  
er ou au commencement de Fevrier pour  
ifons, & sous quelque prétexte; ce Prétex-  
est le dessein du Duc de Guise au cas  
l'on entrevoye quelque espérance de suc-  
s, mais la veritable raison n'est pas encore  
onnuë. Il y en a qui croient que c'est pour  
onclure le mariage du Roi avec la *Princesse*  
*Piemont*, d'autres osent assurer que ce ma-  
age ne se fera jamais; c'est ce que le tems dé-  
ouvrira. Je vous prie que ces fortes d'avis ne  
issent plus loin qu'il n'est absolument nécessai-  
& je m'en remets à vôtre discretion. Je suis,  
c.

## C O P I E,

*A Bruxelles le 12. Novembre 1654.*

Nous attendons en cette ville Mr. le Com-  
: *Maurice* Gouverneur de Cleves & Mr. *Swe-*  
*n*, Grand Ecuyer de l'Electeur de *Brande-*  
*ourg*, pour continuer les Négociations dont  
: Comte *Spinola* à déjà fait l'ouverture, &  
ont on espère un bon succès. Cette Regen-  
e-ci a fait assurer le Duc de *Neubourg* qu'on  
e fera rien à son préjudice, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 27. Novembre 1654.

MONSIEUR,

On atend ici avec beaucoup d'impatience quelle fera la fin des Négociations des Ambassadeurs extraordinaires de Leurs HH. PP. e Angleterre, touchant le Traité de Marine. On espère qu'on y obtiendra la clause *Vaisseau franc cargaison franche*, autrement on m'avertit de divers endroits où l'on est bien intentionné pour la République que ce seroit un terrible contre-coup pour la Navigation des sujéts de Provinces-Unies, qui perdroient les avantages qu'ils retirent de charger chez toutes la Nation.

J'ai ci-devant assuré cette Cour-ci que les dits Ambassadeurs, feroient leurs efforts pour obtenir la franchise non seulement pour le Vaisseaux, mais encore pour le sel de France qu'ils transporteroient en Angleterre. Je repeterai ici que les Anglois ont offert à ceux de la gabelle du sel, leurs Bâtimens pour transporter le sel, en leur donnant des assurances que ni le Anglois ni aucun autre ne les inquiéteroient. C'est un puissant avis pour l'Etat de stipuler Londres la franchise des Bâtimens Hollan  
doi

ois & celle du sel dont ils feroient charger.

Leurs HH. PP. m'ont envoyé dans leur lettre du 18. du Courant l'extrait d'une Lettre écrite de Calais le 13. Juillet dernier à un ami dans les Pais-bas ; où l'on raconte que les Gouverneurs , Commandeurs , Magistrats & principaux habitans de cette ville-là arment en course , & qu'ils enlèvent & conduisent à Cass tous les Bâtimens Hollandois & d'autres nations qui font voile vers quelques ports de Flandres. On ne peut pas représenter ces choses avec des couleurs aussi noires qu'elles les méritassent : j'ai donné avis ci-devant qu'on armoit la course avec beaucoup d'ardeur , en Bretagne , dans le Poitou , à la Rochelle , & aux environs , & que des personnes puissantes y prenoient part. J'ai aussi donné avis que les Biscayens exercent aussi de grandes violences contre les Bâtimens Hollandois qu'ils trouvent dans la mer de Gascogne. Je ne doute pas que Leurs HH. & G. P. qui y sont le plus intéressés n'y fassent attention , & qu'Elles ne cherchent tous les moyens d'y remédier qu'elles croiront les plus sages. Je m'en raporte autrement à leur sagesse.

Il y a une chose qui fait beaucoup de tort à nos sujets de Leurs HH. PP. c'est que les Marchands & maîtres de Navires , qui comme on dit voudroient naviger entre deux eaux , se metamorphosent subtilement tantôt en Hollandois tantôt en Espagnols , ils s'exposeront par ces subtilitez à de grandes pertes. En effet , s'ils sont Hollandois , pourquoi les trouve-t-on charger d'actes & de Lettres qui prouvent qu'ils sont

font francs Bourgeois de Bruges , d'Ostende & de Dunkerke. Je fais bien pourquoi ils le font ; mais à présent que la guerre est finie avec l'Angleterre, les François jugent bien que cela se fait pour cacher des effets Espagnols & pour obtenir d'autant plus de Cargaison Espagnols à l'abri de cette feinte qualité. D'un autre côté les François ne cherchent que la moindre occasion de piller & de pouvoir obtenir confiscation du Bâtiment & de sa charge. Examinez, Monsieur, si la Regence ne pourroit pas remédier encore à cela. Je suis &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 3. Decembre 1654.*

M O N S I E U R ,

J'ai reçu vos Lettres, celle du 19. du passé & celle du 20. avec la Copie d'une de Bruxelles & celle du 27. suivant, je vous rends grâce de tous les avis que vous m'y donnez & je vous prie de me les continuer.

Leurs N. & G. P. ont pris provisionnellement samedi dernier la Résolution ci-jointe touchant le renouvellement de l'Alliance avec la France. Je ne doute pas qu'elle n'ait d'heureuses suites.

Le

Les derniers avis que nous avons reçues des  
eputez employez pour terminer les différens  
tre la *Suède & Bremen*, sont du 24. du pas-  
vous y en trouverez la Copie ci-jointe N<sup>o</sup> 2.  
vous y verrez dans quelle situation est cette af-  
re; Leurs N. & G. P. sont actuellement  
cupé a delibérer avec vigueur, sur la manié-  
dont on se conduira, au cas que l'on man-  
e l'accord; & il me paroît que les mem-  
es sont généralement disposez à ne pas aban-  
onner cette ville, & à lui envoyer des secours  
ls.

Les Traitez de Marine n'avancent pas beau-  
up en Angleterre, nous n'avons pas d'avis  
on ait encore tenu aucune conference sur ce  
et, & il paroît que les les Anglois diffé-  
nt cette affaire pour voir quel sera le succès  
s Négociations avec la France. Leurs N.  
G. P. de leur côté pressent cette Négotia-  
tion & insistent sur tout sur la règle *Bâtiment*  
*unc*, *cargaison franche*, & *contra*, c'est sur  
oi l'on a pris hier la Résolution ci-jointe No.  
après l'examen de quelques Traitez conclus  
tre l'Angleterre & d'autres Couronnes.

Vous aurez sans doute appris, avant la re-  
ption de celle-ci, que le sel dont il étoit que-  
on a été confisqué & les Bâtimens restituez,  
reconnus francs; on a même payé le frèt  
ix Bateliers; sans avoir aucun égard aux instan-  
es de nos Ambassadeurs extraordinaires. pour  
obtenir aussi la restitution du sel.

Leurs N. & G. P. prennent fort à cœur le  
onservation de la Navigation & les pertes que  
usent les Pirates, Elles prendront sans doute  
quelque vigoureuse Résolution sur ces choses  
dans

dans cette assemblée-ci ; & la plupart d  
membres sont d'avis que nous devons av  
continuellement une flotte en mer pour conf  
ver nôtre réputation.

Je ne manque point de presser de tems  
tems Mrs. les Commissaires chargez de l'ex  
men de vos plaintes, afin qu'ils finissent cet  
affaire & en fassent leur raport, cependant  
n'y ont pas encore fait de grands progrès, ap  
rement parce qu'ils sont chargez d'autres aff  
res plus importantes. Je continuerai à les  
faire souvenir, & soyez persuadé que de m  
côté je contribuerai en tout ce qui dépense  
de moi pour vous faire obtenir satisfaction,  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 4. Decembre 1654.*

**M** O N S I E U R,

On commence à ménager beaucoup ici  
Princes d'Allemagne, on s'intéresse dans leu  
affaires, & l'on voudroit qu'ils entraissent da  
le grand projet de cette Cour, qui y travaille  
présent avec application, Ce n'a jamais gué  
été la coûtume ici de prêter l'oreille aux pr  
positions où il s'agit d'argent ou de restitutio  
les précédens *Electeurs Palatins* ont donné  
Roi *Henri IV.* des secours dont il avoit gra  
b

soin entr'autre un de cinq cent mille Ryxdaldres. Louis XIII. en a rendu une partie, en forte qu'il est encore dû environ deux cent mille Rys du Capital sans compter les Intérêts. Outre cela l'Electeur a dans *Sédan* fix piéces de canon de quarante huit livres de balle, que son père y a sauvé dans le tems du Duc de *Bouillon*. En dernier lieu, lorsque *Philipsbourg* étoit à l'extrémité, & qu'on la vouloit perduë faute de vivres & d'argent, l'Electeur l'a conservée à la France en y envoyant quatre mille Ryxdaldres, tirez du fond même de sa pauvreté, s'il est permis de s'exprimer ainsi; quoique l'Electeur ait sollicité la restitution de ces débourssemens pendant plusieurs années & quoiqu'il en ait un besoin très réel, il n'a pu rien obtenir; ce qui a fort animé les esprits de cet Electeur & des autres Princes Allemans, mais à présent on leur donne de belles Esperances que les choses changeront.

Touchant la Députation de l'Electeur de *Brandebourg* à *Bruxelles*, on dit que le Prince *Maurice* & Mr. *Swerin* Tresorier de la Cour ont partis de *Berlin* pour s'y rendre. Vous informerez, ainsi que Leurs HH. PP. être mieux informez que moi de ce qu'ils y feront. Il y a ici des gens qui s'imaginent que l'Electeur n'a consenti à ces conférences que pour donner de la Jalousie à la Cour de France, & à faire ses conditions meilleures avec cette Couronne.

Autant que j'en puis juger par ce qui se dit ici, la Suède persistera dans le dessein de réduire *Bremen*, sans qu'on y puisse rien gagner par la voye de la médiation. Car je suis in-

for-

formé qu'on cherche à exciter des troubles en Allemagne, & que c'est pour cette raison que cette Cour-ci favorise la *Suède* dans ses prétentions sur *Bremen*. Leurs HH. PP. feront attention à cette importante affaire avec leur sagesse ordinaire.

Le Duc de *Neubourg* est fort allarmé de la nouvelle Harmonie qu'on remarque entre la *Suède* & cette Cour-ci, qui appuyera aussi les prétentions de l'Electeur Palatin sur les Baillages de Julliers. Si cela est, Leurs HH. PP. seront exposées aux incommoditez d'une guerre sur leurs Frontières, qui ne pourra que leur causer de grosses dépenses & les jeter dans une perplexité continuelle.

La personne qui veille ici aux affaires d'Angleterre, me fait espérer que la Paix ou l'accord avec la France sera bientôt conclu. J'en suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 11. Decembre 1654.*

M O N S I E U R,

C'est avec un sensible plaisir que j'apprends que Leurs N. & G. P. recommencent à penser à renouveler & serrer plus que jamais l'alliance avec cette Couronne. Je ne vous citerai pas les anciennes maximes qui ont toujours ten-



du là, je me contenterai de remarquer qu'à  
présent nôtre destinée le demande nécessaire-  
ment, que nous ne devons pas nous éloigner  
de ces maximes, parce que nous ne pourons  
jamais nous reposer sur l'Espagne, qui jointe a-  
vec la France peut toujours maintenir l'équili-  
bre dans l'Europe: mais particulièrement vû  
les avantages infinis que nôtre Commerce &  
notre navigation tire de nôtre bonne intelligen-  
ce avec la France, & qu'elle en tirera encore  
plus, si Leurs HH. PP. font une bonne allian-  
ce & à des conditions honorables.

Rien n'est plus honorable ni plus précieux  
que les alliances defensives contre ceux qui  
voudroient attaquer l'un des allies; car elle  
maintiennent la Paix, si nécessaire & si utile  
à Leurs HH. PP. à cause du Commerce eten-  
du & de la navigation de leurs sujets, & du  
prix de leurs marchandises; c'est ce que l'ex-  
périence nous a appris, en effet dès qu'il s'élève  
quelque Guerre dans la Chretienté n'en ressen-  
tent-ils pas toujours les incommoditez, plus  
que toutes les autres Nations, les Pirateries &  
les violences se couvrent d'abord du nom de  
la guerre des parties en guerre si ce sont des Puif-  
sances maritimes.

C'est ainsi que Leurs HH. PP. ont com-  
mencé à faire des Traitez d'alliance défensive  
en 1640. avec la Suède, puis avec le Danne-  
mark, & en dernier lieu en quelque manière  
avec l'Angleterre, sans prejudicier aux ligues  
anciennes. Car les ligues déjà faites ne  
tiennent point la liberté d'en faire de nouvelles  
à l'exception avec tout autre Puissance. Ce-  
tellement été la maxime constante de Leurs  
HH.

HH. PP. qu'elles ont passé les Alpes même fait avec la Rep. de Venise une alliance & l'Espagne jugea si préjudiciable pour elle qu'il n'y a point d'artifices auxquels elle n'eut recours pour la rompre: Mais Leurs HH. PP. trouvent ces ligues si avantageuses qu'elles ont donné de puissans secours au Dannemark, à la Suède, à la Transilvanie & ailleurs en payant de considérables subfides en argent, ainsi que vous le savez.

J'ai eu l'honneur de vous faire déjà quelque proposition sur cette ligue avec les Venitiens & sauf correction, je suis toujours d'avis au présent que cette Republique recherche de même l'amitié de Leurs HH. PP. on pourroit en tirer quelque chose de fort avantageux pour la ligue. J'ajouterai avec votre permission qu'il y a une remarque un grand refroidissement dans les marques d'amitié que me donnoit ci-devant l'Ambassadeur de Venise, depuis qu'il s'agit de la ligue qu'il n'y a rien à espérer de Leurs HH. PP. sur les propositions qu'il m'a fait en différentes occasions de la part de sa République il faut que Leurs HH. PP. aient leurs raisons & d'en agir ainsi & je m'y soumetts sans raisonner.

Si une fois les Provinces-Unies avoient avec la France une bonne ligue, elles n'en tireroient que de l'honneur & une augmentation de credit, leurs forces en deviendroient plus redoutables & leurs sujets y trouveroient leurs avantages; puisque les pretextes d'offense que cette Couronne prend presentement courroient par la Conclusion de cette ligue, c'est sur ces prétendues offences que l'on

ne, que l'on fonde, & que l'on excuse même, les pirateries, les violences & les mauvais traitemens auxquels sont exposez les sujets d'Etat. Leurs HH. PP. m'ont écrit le 26 Nov. dernier que je devois faire les plus grandes avances pour obtenir l'abolition de l'injuste que la Robe d'ennemi confisque celle d'a-

Permettez moi de vous dire en peu de mots que cela est impossible, s'il l'on ne conclut auparavant une bonne alliance avec cette Couronne; pour les raisons que j'ai souvent alléguées à Leurs HH. PP. avant d'avoir commencé ici les Négociations de cette alliance, & depuis que je les ai continuées.

Leurs HH. PP. me marquent dans la même Lettre que pour obtenir l'abolition de cette Françoisé, je dois me servir des mêmes raisons, dont s'est servi Mr. de Bordeaux, Ambassadeur de France en Angleterre pour obtenir la restitution des vaisseaux chargez de sel & leur cargaison; mais on ne m'envoie pas un mot de toutes ces raisons, c'est pourquoi je vous prie instamment de faire en sorte que j'aie ou les propositions, ou les Memoires que Mr. de Bordeaux a delivrez sur ce sujet à la Régence d'Angleterre, ou du moins Copie autentique des Lettres publiques que les Ambassadeurs extraordinaires de Leurs HH. PP. ont écrites sur ce sujet & où ils rapportent aparemment les Instances de Mr. de Bordeaux, afin que muni de ces pièces je puisse avancer les argumens suivant l'intention de Leurs HH. PP. sans craindre d'être refusé.

Je vous remercie des avis contenus dans votre Lettre du 3. du Courant. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Penfionnaire J E A  
D E W I T T.

De Paris le 18. Decembre 1654.

M O N S I E U R,

Je n'ai reçu qu'avant-hier fort tard vôtre gréable Lettre du 10. du Courant les jours sont sans doute cause que vous n'avez encore reçu la mienne du 4.

Si Leurs HH. PP. sont toujours dans la position de renouveler ou de faire une alliance à de certaines conditions avec cette Couronne-ci, je crois que la conjoncture présente la plus favorable; tant parce que l'on est persuadé ici que l'Angleterre ne veut rien terminer, que parce que le dessein du *Duc de Guise* sur le Royaume de Naples est avorté; cela a donné un terrible coup dans Rome à la réputation des François, en sorte que le Pape moigne tous les jours de plus en plus le qu'il fait du Cardinal de *Retz*, qu'il flatter beaucoup & qu'il a même logé dans son Palais de *Monte-Cavallo*. Toute cela est cause que cette Couronne cherche des amis ailleurs.

Si cette cour-ci accorde des Lettres de Répresailles, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, si la guerre s'allume avec l'Angleterre, je crois que le Commerce & la Navigation des sujets de ces Provinces-Unies seront entièrement ruinez, &

choses seront à cet égard dans une plus fa-  
vorable situation que pendant la Guerre de l'E-  
cosse avec l'Angleterre, car les deux parties bel-  
ligerantes s'empareront également de tout.

D'un autre côté je suis comme persuadé  
qu'une alliance conclue entre cette Couronne  
et leurs HH. PP. changeroit bien la situa-  
tion des affaires en Angleterre. Personne ne  
s'effrayera davantage que l'Espagne à cette ruptu-  
re & à la ruine de nôtre Commerce. Tout  
cela me fait espérer qu'on previendra prudem-  
ment ces maux de tous cotés, en agissant a-  
vec plus de modération. Leurs HH. PP.  
peuvent y contribuer plus que personne soit en  
concluant une bonne & forte alliance avec la  
France, soit en reglant de gros subsides & se-  
cours d'argent & de troupes; car on doit sur-  
tout s'attacher à reunir la France & l'Angle-  
terre.

Il me paroît que par le dernier traité de Lon-  
dres, Leurs HH. PP. ont conservé la liberté de  
faire tels traitezz qu'elles jugeront utile à leur E-  
tat avec tels Rois, Républiques, Princes &  
Princes, que ce soit, ou je n'en comprends pas  
le sens; c'est ainsi que l'explique l'article:  
que les autres allies y seront compris,  
c'est-à-dire la Regence d'Angleterre; & si cette  
Regence admet le traité entre Leurs HH.  
& la France, lorsqu'il sera conclu, les  
avantages de l'alliance en seroient encore plus forts,  
que la partie attaquante, par exemple la  
France, auroit à craindre que Leurs HH. PP.  
d'Angleterre ne composent avec elle. Ce qui  
mérite quelque attention, car si l'Angleterre rom-  
pit avec les Etats, la France se joindroit con-

tre elle avec Leurs HH. PP. ce qui feroit puissant motif respectivement pour les allies de faire d'autant mieux observer les conditions des Traitez.

J'ai plusieurs raisons qui me persuadent que cette Couronne-ci sortiroit volontiers de Guerre qu'elle a avec l'Espagne, pourvu que ce fut à des conditions raisonnables & honorables pour les deux couronnes. Cette Regence-ci est fort changée en mieux, & très-différente de celle du tems du Cardinal de Richelieu. Je crois que la Regle que Leurs HH. PP. devroient observer en toutes occasions devroit être celle-ci: *Paix en nos jours & Partout*; puisque nôtre Commerce s'étend tout. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. D.  
WITT.

*De Paris le 25. Decembre 1654.*

**M** O N S I E U R ,

Je n'ai point reçu de vos Lettres par la dernière poste. J'ai appris ici que Mr. de *Beningh* étoit arrivé d'Angleterre, & qu'il a fait raport dans l'Assemblée de Leurs HH. j'espère que vous m'informerez de ce qui en sera par la première poste

Depuis que l'affaire du Roi de Suède & la Ville de Bremen est accommodée, on

ci de quelque autre dessein formé par ce  
Pace sur la succession des Terres & seigneu-  
possédées par le dernier Duc de Cleves  
de *Fulliers*; ce qui pourroit causer de grands  
bles.

ne puis m'empêcher de craindre les guerres  
pourroient s'allumer dans le voisinage de la  
ublique; car outre ce que le Commerce  
souffriroit toujours, Leurs HH. PP. ne  
roient s'exempter de prendre les armes, ce  
entraîne après soi de grosses dépenses, sans  
pter l'incertitude des Evenemens; Or vous  
z combien l'Etat est encore accablé de  
s contractées avant la Paix de Munster &  
tant la Guerre avec l'Angleterre, il pourroit  
i que ce pretexte couvriroit d'autres des-  
s préjudiciables à la République; & à cet  
d je m'en raporte à quelques unes de mes  
tres précédentes. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL;

*A la Haye le 14. Janv. 1655.*

M O N S I E U R,

Je suis honteux de n'avoir pas repondu à vos  
tres du 4. 11. 18. & 25. du mois passé,  
celle du 1. de ce mois; j'atends de vôtre  
cretion le pardon de cette faute avec d'au-  
t plus de confiance que depuis la separation  
la dernière Assemblée de Leurs N. & G.

P. j'ai toujours été à Amsterdam, occupé des affaires particulieres & peu informé de qui se passoit dans la Régence.

Je suis entierement de vôtre avis touchant Renouvellement de l'Alliance avec la France je pousserai cette affaire autant qu'il me sera possible car je ne vois pas qu'on y ait travaillé pendant mon absence.

Nous attendons ici avec inquiétude la des Négociations de Mr de Bordeaux-neufsele, cette longueur nous fait craindre une mauvaise issue.

J'espère que la disgrâce de Mr. Servien nuira pas à nôtre République; je vous prie de me marquer ce que vous en pensez, & qu'en sont les dispositions de Mr. Fouquet pour nôtre Etat.

Les affaires de l'Overyffel sont restées tranquilles pendant quelque tems & l'on n'a point que l'un ou l'autre parti ait pris aucune résolution importante. J'espère qu'avec la benédiction du Tout-puissant toutes ces dissensions tourneront à bien.

Il a été resolu dans la Généralité à l'instar de Mrs. de Frise & à la pluralité des voix qu'on suspendroit l'expédition de la Commission du Tresorier Général en faveur de Mr. Beverningh jusqu'à ce qu'il ait fait rapport avec les autres Ambassadeurs des Négociations d'Angleterre sur la satisfaction de toutes les Provinces. Sur qu'ils N. & G. P. ont pris la Résolution dont je vous envoie l'extrait-ci joint No. 1 & dont la substance a été annotée sous ladite Résolution dans le Registres de la Généralité. Depuis ce tems-là Mrs. de Frise ont fait u



entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 293

re Proposition sur le même sujet, telle que  
vous en envoye la Copie No. 2. les au-  
Provinces se sont contentés d'en deman-  
Copie. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 5. Mars 1655.

MONSIEUR,

Je donne avis à la Regence, par les dépê-  
ches ci-jointes, que les Turcs de *Tunis*, d'*Al-*  
& d'autres places se montrent depuis peu en  
grand nombre dans la mediterannée & dans  
le Méditerranéen, qu'ils ont déjà pris quelques Bâtimens  
Hollandois & qu'ils en prendront sans doute  
encore d'autres; à moins que Leurs HH. PP.  
n'y oposent avec vigueur. Le danger est  
de plus en plus grand que les Anglois ont une  
opinion ou plutôt sont d'accord avec les Turcs,  
de sorte qu'ils ne craignent personne. Nos plus  
grands navires marchands quelque bien montez  
& fournis d'hommes qu'ils soient, devront  
toujours leur céder, parce qu'ils vont rarement  
à l'escadre, qu'ils ne savent ce que c'est que sub-  
sistance, & que tous ne cherchent qu'à  
porter chacun sur son compagnon & à ar-  
river le premier à l'Etape. Mais aussi les Turcs  
de Barbarie vont par flote si nombreuse qu'une  
escadre ne pouroit leur resister. Je laisse à

vôtre prudence & à votre expérience le soin de procurer un remède prompt & éclatant de la part de l'Etat; sans perdre de tems, puisqu'autrement ces corsaires deviendront trop puissans à nos dépens.

A la requisition de la République de Venise j'ai mandé à Leurs HH. PP. qu'il étoit nécessaire qu'un *Chiaoux* Turc de Constantinople, pour venir leur demander permission de louer des vaisseaux dans les Provinces-Unies, pour le service du Grand Seigneur; & que cette République se flatte que Leurs HH. PP. ne lui accorderont point cette permission, puisque ces vaisseaux Hollandois seroient employez contre Venitiens.

Je vous ai fait part ci-devant, de quelques articles sur lesquels la République demande réponse cathégorique, j'y ai ajouté des raisons d'intérêt, qui me font souhaiter qu'on prenne sur cela quelque résolution.

Mr. *Deutecom*, que Leurs HH. PP. ont nommé Consul au Havre de Grace, ne peut pas y aller en sûreté pour y exercer cette charge, à cause des affronts auxquels il a été exposé & qu'il auroit encore à craindre tant que la *Duchesse d'Egüillon* ne mettra point son nom sur la Lettre que le Roi a données pour sa installation. C'est ainsi que le Roi est à présent respecté ici; Messieurs les Gouverneurs sont toujours les plus forts dans leurs Gouvernemens. Je vous prie de me marquer comment Leurs N. & G. P. prennent ceci; cet homme se ruine ici en fraix, les revenus sont très petits à mon avis pour le retenir ici long-tems dans l'incertitude.

On fait battre ici quatre vingt millions de ards, c'est-à-dire pour un million de livres. ceux qui en ont le privilège sont pourvus de mêmes conditions & bien autorisez pour empêcher la contrefaction; & pour faire d'exac-tes recherches dans tous les Bâtimens étrangers & dans tous les autres qui viennent de dehors pour empêcher qu'on ne fasse entrer de dehors cette monoye de cuivre dans le Royaume. Je prévois que ceci causera encore beaucoup de tort à nôtre Commerce & à nôtre Navigation. Je fais ce qui s'est passé en Espagne lorsqu'on a commencé à faire battre de la monoye de cuivre, on y en aporloit de dehors dix fois plus que l'on n'en batoit au dedans; on fait bien qui étoient ceux qui y en apor-ient le plus, si les mêmes recommencent à le même jeu, les Navires des Provinces-Unies vont être exposez à toute sorte de vexa-tions, de troubles, & de pertes; car si l'on trouve de cette monoye de cuivre dans un seul, outre la confiscation du Navire & de sa char-ge, il y va de la vie du Maitre de Navire; s'il l'a sçu, & sur cette faute d'un seul on ne manqueroit pas de fonder la recherche qu'on feroit dans la suite dans tous les vaisseaux; quel embarras & que de chagrins pour le sujéts de Leurs HH. PP.? ce qui n'est pas compatible avec la liberté du Commerce. Ainsi Leurs N. & G. P. & les autres Provinces employeront sans doute les moyens les plus efficaces pour empêcher *precise & efficaciter* que l'on contrefasse cette monoye de cuivre dans leurs Etats, encore moins qu'on la transporte dans ce Royaume; car on procédera ici avec la der-

niere severité contre ceux qui seront pris premiers, pour servir d'exemple aux autres.

Je vous previens sur cette affaire afin q vous puissiez prendre vos mesures, car ces ards ne sont pas encore batus, & l'Edit n'est pas encore publié.

Leurs HH. PP. ne résoudront-elles do jamais rien sur le renouvellement de l'Allia ce avec cette Couronne-ci ? Certainement l'on ne termine cette affaire, sur tout avo l'accommodement avec l'Angleterre, je pr vois de grandes brouilleries. Tous les avatages, Privileges, & droits des sujèts de l'Etat, fondez sur les traitez & alliances prude tes, seront abolis, ainsi que l'on m'en m nace quelquefois. Mais la sagesse de Leu HH. PP. est plus grande que mon petit g nie, ainsi je m'y soumets entierement & suis sans reserve,

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 11. Mars 1655.*

MONSIEUR,

Ma longue absence d'ici & la joye \* domestique ont été cause que j'ai discontinué pendant quelque tems notre correspondance.

Je

\* Mr. Le Conseiller Pensionnaire s'etoit marié le 15. Février 1655. à Mlle. *Wendele Bikker.*

vous ai mille obligations de ce que vous aïez  
en voulu la continuer en me donnant les a-  
que j'ai reçus de tems en tems & particulie-  
ment par vôtre Lettre du 5. du Courant.  
spère que vous oublierez ma négligence que  
tacherai de réparer.

L'assemblée de Leurs N. & G. P. est à  
ésent complete; je ne manquerai pas de fai-  
tout ce qui dépendra de moi afin qu'on y  
enne quelque résolution sur les affaires dont  
us m'avez écrit en particulier & sur celles  
nt vous avez écrit à Leurs HH. PP.

Ce que l'on publie à Paris, du Prince *Mau-  
e de Nassau*, que l'on dit avoir quité le  
vice & remercié Leurs HH. PP. est très-  
ix: ce Prince est à présent ici à la Haye, sans  
e j'aie remarqué en lui le moindre mé-  
ntementement, quoique je le fréquente assez  
ivent.

Nous atendons ici avec autant d'inquiétu-  
que d'impatience le succès des Négociations

Mr. de *Bordeaux-Neufville*, en Angleter-

On écrit de ce Pais-là que les Anglois  
etent ces délais sur les François; comme si  
n vouloit éloigner la conclusion en proposant  
jours quelque chose de nouveau ou en ne  
nnant pas des ordres assez amples.

Il y a long tems que Leurs N. & G. P.  
it jugé que le Consul *Deutecom*, se ruine-  
it dans les poursuites qu'il fait en Cour, c'est  
urquoi Leurs N. & G. P. avoient proposé  
la Généralité dans leurs avis Provincial qu'il  
loit lui écrire de venir rendre compte de tout  
Leurs HH. PP. mais sur les instances même  
ce Consul Leurs HH. PP. ont derogé à

cette résolution & ont continué à vous le commander.

J'atendrai que vous me marquiez quand vous jugerez qu'il sera à propos que la Regence me ordonne ici à ce que l'on ne contrefasse point monoye de cuivre & qu'on ne la transporte point ; alors j'en ferai la proposition très volontiers. Leurs N. & G. P. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. de Witt.

*De Paris le 12. Mars 1655.*

MONSIEUR,

On parle encore ici diversément de l'accord modément de ce Royaume avec l'Angleterre souvent suivant le sentiment de celui qui parle & selon qu'il est pour ou contre ; ces jours passez une personne qui sortoit de la Chambre de Mr. le Cardinal vint me dire que son Eminence avoit dit, aussitôt que l'on eut déchiffré les dernières Lettres arrivées d'Angleterre, *à présent on peut dire avec vérité que la paix est conclue avec l'Angleterre !* Vous pouvez être informé si cela est bien réel.

On parle bien d'un Voyage du Roi d'Angleterre, qui quitte Cologne, mais l'on ne dit point où Sa Majesté ira.

On est fort disposé ici à faire l'été prochain quelque entreprise d'éclat, & généralement on s'y attend, d'autant plus que l'on est informé

Les affaires vont fort mal à Bruxelles & en Espagne, où il n'y a ni ordre ni argent.

Le Comte de *Fuensaldagne* doit passer des Pays-Bas en Espagne par l'Angleterre, & le Marquis de *Carresène* Gouverneur de Milan lui succedera. On confirme d'Espagne que les Cortes sont assemblez pour déclarer la Princesse *Infante Major* heritiere de la Couronne.

On forme ici plusieurs projets pour l'Election d'un Pape, & sur la conclusion des Négociations avec l'Angleterre. Vous verrez par les Relations que je tiens de bonne main, dans quelle situation sont les affaires à Rome.

On fait courir je ne sai quels bruits sours touchant le *Duc de Savoye*, que l'on parle de faire designer successeur de l'Empereur, ces sorts de desseins sont des espèces de Gironettes qui changent ici selon le genie de la Nation: on pouroit néanmoins trouver les raisons que l'on a de flater l'ambition de ce Prince par la vue de cette ombre, dont le corps est si éloigné; mais on ne peut en rien croire de certain.

Quoique l'on travaille sous main à un accommodement avec le Prince de *Condé*, la Cour ne veut point en entendre parler. Tous les biens & Revenus de son Altesse ont été réunis au Domaine, à l'exception d'une petite portion qui a été donné à son frere le Prince de *Monti*. On voudroit faire quitter au Comte de *Harcourt* son Gouvernement d'*Alsace* & de *Philipsbourg*, mais cela rencontre quelques difficultez.

Sauf meilleur avis, on devoit faire des plaintes à Mr. l'Ambassadeur *Chanut* sur les

nouveaux Impôts que l'on veut mettre sur les Vaisseaux étrangers qui transportent des Marchandises d'un port de France dans un autre port du même Royaume. On donne ici tête baissée dans toutes les nouveautez qui peuvent rapporter de l'argent, & il n'y a rien espérer des représentations que l'on pourroit faire là contre ici en Cour. Ces nouveaux Impôts sont contraires à la liberté naturelle, aux anciens traités & Alliances, & sur tout aux Privilèges vérifiés dans les Parlemens de ce Royaume. Ainsi il faut absolument renverser ce projet, & c'en est fait des franchises, Exemptions, & Privilèges pour les habitans des Provinces-Unies, leurs personnes, leur Commerce, leur Navigation. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 18. Mars 1655.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu votre Lettre du 12. avec les nouvelles de Rome, dont je vous suis très obligé.

Je vous envoie ci-joint copie des dernières Lettres d'Angleterre. Leurs N. & G. P. ont pris sur le contenu de la Lettre particulière ou secrète la Résolution dont je vous envoie l'extrait.

On ne fait pas où est allé le Roi d'Ecosse ; mais sur l'avis que Mrs. les Conseillers-Députés ont



it reçu que Sa Majesté pouroit bien être à  
inge , ( ce que des personnes qui doivent en  
re bien informées m'ont assurée être très faux)  
eurs N. & G. P. ont pris la résolution que  
vous envoie.

Mr. Nieupoort écrit d'Angleterre, que la der-  
ère réponse que les Anglois ont fait à Mr.  
ordeaux-de-Neufville étoit , que s'il vouloit  
onclure le Traité de la manière qu'il étoit re-  
é, ils étoient prêts à le faire , mais que s'il  
sistoit sur ses nouvelles propositions , il n'y a-  
oit rien à faire. Dieu veuille inspirer tant de  
modération aux uns & aux autres qu'un si  
rand ouvrage & si avancé , ne reste pas im-  
arfait. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 19. Mars 1655.*

MONSIEUR,

C'est avec plaisir que je continuë nôtre cor-  
espondance particulière, parceque je crois ren-  
re service par ce moyen à la patrie , & vous  
atisfaire en particulier. Je sai que souvent la mul-  
itude des affaires d'Etat, & quelquefois les do-  
nestiques doivent nécessairement me priver de  
ems en tems de vos aimables reponses. Je ne  
pretends point vous enlever des momens pré-  
cieux qui peuvent être mieux employez, je vous

demande seulement en grace de me faire part de ceux que vous aurez de reste & dont je vous aurai une obligation infinie. Je prie donc qu'il répande ses bénédictions sur votre mariage & que Madame votre Epouse y trouve toute sorte d'agrémens.

Quand aux affaires sur lesquelles je vous ai écrit & à l'Etat, & sur lesquelles vous me faites espérer une réponse, je vous recommande sur tout les dernières propositions de l'Ambassadeur de *Venise*, qui m'en a prié instamment; en sorte que Leurs HH. PP. n'accordent pas aux Turcs la permission de louer des vaisseaux Hollandois pour s'en servir contre les Chrétiens & comme l'exprime cet Ambassadeur, contre les anciens allies de Leurs HH. PP. je me flatte que vous aurez soin de cette affaire & que vous contribuerez à la faire réussir.

On délibère fortement ici pour trouver les moyens de subvenir abondamment aux besoins de la Campagne prochaine & aux grands desseins que l'on forme de tous côtez; même en cas de rupture avec l'Angleterre. Vous me marquez ce qu'on en dit à Londres, où l'on rejette la faute de tout sur les François, qui font à présent de nouvelles propositions, & qui n'envoient pas à Mr. de *Neuville* des pouvoirs suffisans pour conclure. Il y a en cela de la vraisemblance; mais autant que je l'ai appris de bonne main, c'est que la France exige que l'Angleterre lui restituë le *Canada* dans l'Amerique, dont les Anglois se sont emparez. C'est une nouvelle demande, parceque la conquête est toute nouvelle, & que la France ne pouvoit re-  
de-

demander aux Anglois ce qu'ils ne lui avoient  
 is encore enlevé.

En second lieu les Anglois prétendent que le  
 roi de France s'oblige à ne donner aucun se-  
 cours ou assistance aux ennemis de l'Angleter-  
 re. La France y consent, mais à condition  
 que l'Angleterre de son côté ne donnera point  
 aussi de secours aux ennemis de la France. La  
 France demande ce réciproque, que les An-  
 lois non seulement ne veulent pas accorder, à  
 ce que l'on m'assure, mais même ils veulent  
 stipuler qu'ils seront libres de faire ce qu'ils vou-  
 ront à cet égard.

Il n'est donc pas étonnant, si cela est ainsi,  
 que Mr. Neufville n'ait point ordre de con-  
 clure. Je tiens ces circonstances de gens qui  
 doivent en être bien informez; ainsi je vous prie  
 que cela reste entre nous. *Sciens non fallo.*

Je serois très fâché que ce fut une occasion  
 pour cette Couronne & cette nation de deve-  
 nir plus habile sur mer & plus forte en vaisse-  
 aux, vû les inconveniens inevitables qu'en nai-  
 roient & que je prevois infailliblement. Dieu  
 veuille y mettre ordre par une bonne paix que  
 je desire de tout mon cœur avec tous ceux qui  
 souhaitent sincerement le bien de la Patrie.  
 Quelle puissance & quelle force sur mer cette  
 nation ci n'a-t-elle pas fait paroître sous Fran-  
 çois I. & Henri II. lorsque l'Empereur Char-  
 les-quinzième uni avec l'Angleterre faisoit la Guer-  
 re à la France, les Galeres & Vaisseaux Fran-  
 çois ne venoient ils pas jusque devant Flissingue  
 enlever les navires jusques sur ce qu'on appelle  
 le *Vlatke*? en sorte que l'Empereur Charles-quinzième  
 fut obligé de faire construire le fort de Zeeburg  
 ou

ou *Rammekens* pour défendre cette rade. Les François prirent l'Île de *Wight* & firent une descente jusque dans la rivière de Londres à grand désavantage des Bourguignons & des Anglois alliez. Il est vrai qu'on dit que les vieillards, comme moi, sont toujours craintifs; mais il est vrai aussi qu'on doit prendre ses précautions & juger possible ce que l'on déjà vu arriver. Or si cette nation revient une fois à ce point de puissance que deviendront le Commerce & la Navigation des Provinces-Unies, qui ne subsistent que par là *hæc inter nos, si placet*; Nous sommes très intéressés à un accommodement entre la France & l'Angleterre, & je me repose à cet égard sur la sagesse & les soins de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 25. Mars 1655.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 19. du Courant; Leurs N. & G. P. ont été tellement occupées par rapport aux finances pendant toute cette assemblée qui doit finir aujourd'hui, que, vû le peu de tems, on n'a mis aucune affaire sur le tapis, en sorte qu'elles n'ont pu prendre aucune résolution sur ce que vous aviez demandé de la part de l'Ambassadeur de Venise. Cependant vous pouvez être assuré que j'emplo-

verai mon peu de pouvoir pour empêcher les Turcs ne louent des vaisseaux en ce s ainsi qu'ils en ont envie & que les Vens le craignent.

e pense comme vous qu'une guerre entre la nce & l'Angleterre ruineroit l'Etat & sur t les sujés de Leurs N. & G. P. & je ne is pas qu'il y ait aucun membre de la Re- ce qui ne soit de ce sentiment ; c'est urquoi vous rendriez un puissant service à at si vous pouviez contribuer à la conclusion a Paix entre ces deux Nations.

l est certain que puisque le *Canada* n'a été quis que depuis l'ouverture des Négocia- is , on ne pouvoit en demander la restitu- i dès le commencement , mais outre que François n'ont demandé cette restitution que lques mois après que l'ont eut appris ici la nou- e de cette conquête , & lorsque tous les Ar- es étoient déjà arrêtez , les Anglois soutien- t , qu'ayant été réglé dans un article général l'on remettra à la décision d'Arbitres les per- que l'on pretendra avoir souffertes de part & itres , les François doivent comprendre la è du *Canada* sous ces pertes & en demander s la Restitution , d'autant plus que cet cle est tellement étendu qu'il comprend aussi pertes faites sur Terre. Après tout , puisque Anglois offrent de travailler au principal à u bon Traité d'Alliance , après que l'accom- dement provisionnel aura été signé , & que is cet accommodement il ne sera porté au- ci préjudice à l'affaire du *Canada* , dont on ara traiter au principal dans le même trai- je vous avoue naturellement que je ne vois pas

pas que dans la circonstance présente de défiance qui regne entre les deux Nations le Roi de France y puisse trouver plus d'équité & de facilité qu'il n'en pourroit espérer au rétablissement de la confiance mutuelle. Ce dont il devoit être persuadé par l'exemple de ce qui s'est passé à l'égard de l'Etat.

Pour ce qui est de l'autre demande, que les Anglois s'engagent à ne pas assister les ennemis de la France, elle me paroît aussi faite à propos, & les Anglois y répondent aussi que l'observation des articles projetez levant tous scrupules à cet égard. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 15. Avril 1655.

M O N S I E U R,

Ayant été absent de la Haye pendant quelques jours, je n'ai pas eu occasion de vous écrire, n'ayant rien à vous mander qui fut digne de votre attention.

Nous sommes ici dans l'attente quel sera le dénouement des préparatifs extraordinaires que la Suède fait par mer & par terre. Je vous avoue que je ne suis pas sans inquiétude pour l'Electeur de Brandebourg, & pour le Roi de Pologne, quoique vous me marquiez qu'on s'efforce où vous êtes de rétablir la bonne intelligence entre le premier & la Suède; On est fort alarmé en Prusse & à Danzick. Les I

sitions que le Roi de Suède a fait faire en ce  
 is-la à l'ouverture de l'assemblée des Etats ,  
 nblent n'insinuer pas autre chose. Si vous  
 uviez découvrir où sera le Theatre de cette  
 uerre , & si la Suède agit en cela de concert  
 ec le Roi de France , vous me ferez plaisir  
 m'en instruire , car je prévois de ce côté-là  
 en des embarras pour le Commerce & la Na-  
 gation des sujéts de ce pais , enforte que nous  
 vons prendre nos mesures à tems.

Dieu soit beni , on remarque tous les jours  
 e l'harmonie , la simpatie & l'union augmente  
 se fortifient dans la Province d'Hollande entre  
 membres de l'assemblée de Leurs N. & G.  
 pendant que les dissensions éclatent de tous  
 cotés , dans les autres Provinces , & sur tout  
 Overijssel , & dans la Province de Groenin-  
 & des Ommelandes ; cette dernière est dans  
 e anarchie pitoyable ; & l'autre est divisée en  
 eux Regences qui se disent également Etats  
 ouverains de la même Province.

Quoique ceux qui tiennent leur assemblée à  
 Leventer , aient demandé ci-devant avec in-  
 stance que le différent touchant la charge de  
 broffart de Twente soit remis à la décision de  
 leurs HH. PP. ou de quelqu'autre arbitre  
 eutre , aujourd'hui-ils refusent toute proposi-  
 on d'arbitrage faite & reiterée présentement  
 ar ceux de l'autre parti & ils ne veulent pas  
 n entendre parler que ceux de l'assemblée de  
 Zwolle n'aient aboli & réparé toutes les nou-  
 veautez comme l'Election irréguliere d'un Stat-  
 ouden , ou plutôt , comme ils s'expriment ,  
 l'erection d'un Chef , & tout ce qui en dé-  
 pend.

Les diffensions ont été, dans les Ommelandes, jusqu'à cet excès, que ceux d'un parti ont accusé, par Lettres écrites à Leurs HH. PP. & par déclaration verbale, ceux de l'autre parti & particulièrement leur Stathouder de crime de léze Majesté. Leurs HH. PP. ont trouvé propos d'écrire au Stadthouder & de l'exhorter à employer les voyes de la douceur pour assoupir ces diffensions, & au cas de plus grand desordre d'en donner d'abord avis à Leurs HH. PP. afin qu'elles prennent à cet égard les Résolutions qu'elles trouveront bon être. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 8. Avril 1655.*

MONSIEUR,

On a reçu ici ce soir des nouvelles de *Londres*, par un exprès dépeché par Mr. de *Neufville*. Elles aprennent que le *Protecteur* commence à ne plus tant insister sur ses prétensions, en sorte qu'il laisse entrevoir qu'on pourra enfin tomber d'accord. Cela fait revivre ici les espérances d'un accommodement, mais n'empêche pas qu'on ne travaille avec diligence à se mettre en état de n'être pas surpris au cas qu'il en arrivât autrement.

Mr. *des Ombres*, que cette Cour a employé il y a quelques années à *Lubeck*, se prepare à partir pour l'Allemagne ; il va droit à *Berlin*, & il est chargé de travailler à retablir la bonne

in-



entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 309

elligence entre l'Electeur de Brandebourg & Couronne de Suède, pendant que Mr. Ancourt travaillera à la même chose auprès du Roi de Suède, & en cas d'apparence de succès des Ombres passera à Stokholm.

On dit aussi que la Cour de France a envie d'offrir sa médiation pour faire un bon accommodement, une paix & Alliance perpetuelle entre les Rois de Pologne & de Suède.

Et si cela pouvoit reussir, on se flatte qu'il seroit aisé de faire une forte ligue d'Alliance défensive *contra quoscunque* entre les Rois de France de Suède & Pologne & quelques Electeurs & Princes d'Allemagne. Mais on ne peut encore rien dire de circonstancié. Je suis, &c.

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 16. Avril 1655.

MONSIEUR,

Je vous ai marqué ci-devant ce que je pensois sur la Fabrique des nouveaux liards; & comment ils serviroient de prétexte à troubler & surcharger le Commerce & la Navigation des Sujets de la République, en quoi Leurs N. G. P. sont les plus intéressées. Je vous envoie ci-joint l'Edit de la Cour des Monoyes daté le 14. de ce mois à son de Trompes dans la Ville & les Fauxbourg, afin que vous puissiez en

en faire usage. Je fais tout mon possible pour  
attraper une copie de l'Octroi accordé à ce  
qui se sont chargé de la Fabrique des  
Liards ; on dit qu'il est de la dernière severité,  
entre nous soit dit , ceux qui ont part à ce  
affaire sont des personnes du premier rang  
des plus accreditez de la Cour ; d'où il s'ensuit  
que ces Fabriqueurs de Liards seront puissamment  
protégés , & les Edits seront observés & exécutés  
avec la dernière rigueur & sans excuse  
grace ou misericorde. Pour moi je ne pourrai  
ni secourir ni protéger ceux de notre pays  
chercheront à satisfaire leur avarice en faisant  
entrer dans le Royaume des liards fabriqués  
hors. C'est pourquoi , il seroit à propos , si vous  
le trouvez bon & sans meilleur avis , que quelque  
Magistrat en avertisse les marchands & leurs  
navires & leur fit défense d'en transporter ,  
puisque'on sera obligé , s'ils font quelque  
faute à cet égard , de les abandonner ici , on  
sera impossible de leur donner le moindre  
cours. Et si l'on veut aller à la rigueur ,  
pourroit déclarer qu'on s'attaquera aux marchands  
qui chargeroient de ces liards , pour leur faire  
payer la perte , les depens & intérêts pour les  
navires & effets confisqués & perdus à cause  
de cela. Mais je ne voudrois pas que cela  
se fit par voie d'Ordonnance publique , afin  
de ne pas fortifier ceux d'ici dans la rigueur de leurs  
Procédures , qu'ils poursuivroient avec la dernière  
severité contre ceux qui voudroient faire  
entrer de cette monoye de cuivre , & ils feroient  
leur conduite sur la confession même  
de Leurs HH. PP. au lieu qu'en agissant autrement  
Leurs HH. PP. pourroient encore de

caſion trouver des excuſes en faveur des con-  
venans. Leurs HH. PP. ſauront ce qu'elles  
ont à ordonner pour le mieux.

Je vous envoie ci-jointe la Copie de la Let-  
tre que j'écris à Leurs HH. PP. pour accompa-  
gner la relation d'une Conférence que j'ai eu  
le 14. de ce mois avec Mr. le Comte de *Brien-*  
comme auſſi une copie de celle que j'écris  
à Mr. le Griffier *Ruyſch* pour la communiquer  
à la Conférence avec la Relation. Pour moi  
je ſais que Leurs HH. PP. pourroient s'excuser  
d'accepter cette aſſignation du Roi, pour les  
raisons que je marque & pour d'autres que Leurs  
HH. PP. pourroient me deduire dans les ordres  
qu'ils me donneront à cet égard. Car l'ac-  
ceptation de cette aſſignation me paroît d'un  
mauvais exemple. Mais ſi l'on ne fait re-  
ſuſe ſur le champ avec ordre de ſolliciter le  
payement du premier article de mon mémoire,  
je doute pas, ſi mes ordres ſont précis, que cet-  
te rétention de trois millions ne ſoit bientôt pen-  
ſée au croc; & qu'après tant d'années de peines  
je obtienne enfin le payement pour les particu-  
liers par des raiſons probables & déjà aprouvées;  
toutes ces peines ſeroient cependant perduës ſi  
Leurs HH. PP. alloient faire trop de réflexions  
ſur cette affaire & la mettre en Négocia-  
tion là ou ici. J'atends leurs ordres, que je  
ſuivrai; mais que tout ceci ſoit entre nous.

On vient de recevoir avis de Rome de l'E-  
lection d'un nouveau Pape qui eſt le Cardinal  
*Ber Chigi*, qui étoit Nonce à *Munſter* lorf-  
qu'on y traitoit & à *Osnabruge*, la paix entre la  
France l'Eſpagne & l'Empereur. Je ſuis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 23. Avril 1655.*

MONSIEUR,

Les grands armemens de la Suède reveille l'attention de tous les Princes, sans que personne puisse pénétrer sur qui la foudre tombe. Quelques recherches que j'aie faites, je ne remarque autre chose dans cette cour-ci qu'une grande confiance avec celle du Roi de Suède : celui-ci n'a pas les reins assez forts pour fournir aux depenses d'un si grand armement, & depuis le mois de Janvier dernier on a tiré des cofres du Roi au de là de dix sept millions en or, employez, dit-on, aux operations prochaines de la Guerre; mais on ne peut pas voir quoi, ni à quelles operations on auroit depense une somme si considerable & qui n'est proportionnée qu'aux armemens de la Suède: ce qui fait conjecturer que la Suède tire de gros & réels subsides de ce Royaume-ci.

Les principaux Ministres parlent aussi ici avec beaucoup de zèle des affaires de l'Electeur de Brandebourg, de la confiance qu'on a en lui, & des bons succès qu'on attend de ce côté là; le Roi lui écrit même à présent avec le titre de *Mon Frère*, ce qui ne s'est jamais pratiqué &, comme je vous l'ai déjà marqué, Mr. d'Ombres a ordres de se rendre incessamment

Cour de *Berlin*, afin de travailler de concert avec Mr. d'*Avancourt* qui est à *Stokholm*, unir l'Electeur avec le Roi, après quoi on a d'autres ouvertures.

J'ai aussi ouï dire que les levées de *Koningsmark* étoient à la disposition de la Reine *Chri-*  
*stine*, que *Koningsmark* avoit été depuis peu in-  
cognito à Bruxelles auprès de cette Reine, où  
il étoit resté que très peu de tems. Je ne  
peux croire que cette Princesse ait obtenu de la  
Cour d'Espagne que celle de Bruxelles voie &  
suffre que *Koningsmark* s'empare de la ville & des  
autres places du Duché de *Fulliers*, sans donner  
le moindre secours au Duc de *Neubourg*; cette  
politique me paroît trop raffinée & passe ma  
tête.

J'ai appris par un Canal très certain que cette  
Reine fait faire pour elle même en Brabant un  
Fort Royal, auquel on travaille en diligence & l'on  
occupe fort les ouvriers qu'il soit achevé au plu-

Je vous avouë que toutes ces agitations  
ravagantes ne me plaisent pas, elles me pa-  
roissent trop éloignées de la manière d'agir or-  
dinaire; je dis qu'elles paroissent ainsi; il n'y a  
de si bons maîtres en fait d'armes à qui un  
ordinaire païsan ne soit en droit de dire, prenez  
garde à vous.

On dit ouvertement ici que l'armement de  
Suède regarde la Pologne, & que le Roi de  
Suède tâche de profiter du desordre qu'y cause la  
Guerre avec la Moscovie, pour se rendre maître  
de la *Prusse*, & rendre le Duc de *Courlande*  
Vassal de la Couronne de Suède; que Sa  
Majesté de Suède demandera ouvertement à l'E-  
lecteur de *Brandebourg*, de débarquer & passer

par le Duché de *Prusse*, & que si celui-ci le fuso à moins qu'on ne lui donne un gage, la France sera garante pour la Suède envers l'Electeur : que s'il persévère, malgré ce dans son refus, la Suède fera la Guerre au Duché de *Prusse* & peut-être plus loin l'Electeur de *Brandebourg* : pour prevenir ces troubles & cette rupture Mrs. d'*Avancourt des Ombres* conduiront cette Négociation.

Voilà ce que l'on dit, & ce que je puis ni affirmer ni nier être vérité. Je vous prie de regarder ceci comme une relation que je vous envoie pour satisfaire à ce que vous m'avez demandé, afin que vous puissiez en faire l'application aux circonstances que vous savez être certainement vraies ; peut-être pour en tirer quelque avertissement sur je ne quels contingens qui pourroient être préjudiciables à la République. Je vous salue & suis,

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 29. Avril 1655.

M O N S I E U R,

J'ai reçu par la penultième poste la vôtre du 22. & par la dernière celle du 23. du Courant. Je vous suis très obligé de toutes les nouvelles dont vous me faites part.

J'apprends avec chagrin qu'il y a fort à craindre que l'accommodement entre la France

Angleterre ne reussisse pas. Mr. Nieupoort marque par sa dernière lettre qu'il est bien informé que les Commissaires du Lord Protecteur ont proposé à Mr. Bordeaux de Neufville, que *part & d'autre on n'assistera point les Rebelles; mais que l'on entretiendra sincerement l'amitié de deux côtés conformément au droit des Gens.* Ceci n'avoit pas satisfait Mr. de Neufville. Je vous avouë que je ne comprend pas en quoi les deux partis ne sont point d'accord, si cette déclaration ne peut terminer leur différent. Ne pouvez vous pas pénétrer quelle peut donc être l'intention du Roi de France dans ces Négociations, car les Anglois se plaignent fort que les François n'agissent pas sincerement & ils se sentent pour cela d'une nouvelle preuve qui est que Mr. de Neufville rejette présentement un expedient que lui même avoit proposé, savoir qu'on ne donneroit aucun secours ni aux ennemis & leurs adherans à présent déclarez, ni aux rebelles.

La Relation que vous avez envoyée à Leurs M. PP. par la dernière poste, est entre les mains des Commissaires de Leurs N. & G. qui ont ordre de donner au plutôt leur avis. L'affaire des liards est dans la même situation & on n'attend que le rapport des Commissaires.

On continuë à craindre ici que l'armement du Suède ne soit contre les Ports de la Prusse & tout contre la Ville de *Danzick*. Vous me ferez plaisir de pénétrer autant qu'il est possible; la connoissance la Cour de France a des intentions des Suèdois, & si la Suède Négocie  
O 2 quel-

quelque chose sur ce sujet avec le Roi de France. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN DE WITT.

*De Paris le 30. Avril 1655.*

MONSIEUR,

Entre les nouveaux Edits d'impôts que le Roi & Monfieur, frere de Sa Majesté, ont porté & fait registrer le 20. de Mars dernier au Parlement, à la chambre des Comptes, à la Cour des Aides, il y en a un, dont plusieurs personnes se plaignent & qui surcharge extraordinairement & excessivement les correspondances & le Commerce des Provinces-Unies: il concerne les ports de Lettres qui ne non seulement augmentez, mais même taxés sans garder aucune proportion. Les Lettres pour Anvers sont taxées à 16. sols l'once, celle de Hollande & de Zeelande à 25. sols. Il n'y a aucune raison pour cette disproportion: une simple lettre qui vient d'Hollande ou de Zeelande paye 16. sols, une pareille d'Anvers seulement 9. sols & de Londres 10. sols, de Madrid même en Espagne seulement 10. sols & 12. de Seville. Au cas que vous trouvez cette affaire digne de considération, Leurs HH. PP. pourroient en faire des plaintes très serieuses à l'Ambassadeur de France, &c.



ue son Excel. en écrivit en Cour & que conjointement avec moi, au cas qu'on m'en donnât ordre, il sollicitât quelque redressement à cet égard.

Je n'ai rien à vous marquer de particulier sur les affaires publiques que ce qui est dans la lettre que j'écris à Leurs HH. PP. si non qu'un courrier dépeché par Mr. de Neufville est arrivé à Londres en trente trois heures de tems. On tient les dépeches fort secretes, & on l'a envoyé mécredi au matin Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 6. Mai 1655.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 30. du passé. J'aurai soin de communiquer aux Villes de cette Province ce que vous me marquez des impôts qui surchargent la correspondance entre la France & les Provinces-Unies. Comme ces villes sont celles qui trafiquent le plus en France, il est juste de pressentir comment elles prendront cela.

Je vous envoie ci-jointes les nouvelles publiques que la Régence a reçues d'Angleterre. Nous avons appris de plus que Mr. Bordeaux le Neufville a fait de nouvelles propositions sur l'article où il est parlé de ne pas assister les ennemis & Rébelles; savoir qu'on promettrait

de ne pas assister *Rebelles inpræsentiarum* & *claratos*, & qu'on exprimeroit les ennemis de la France, qui sont le *Roi d'Espagne*, la *Maison d'Autriche* & tous ceux qui dans la suite joindroient à eux; j'espère & je prie Dieu qu'enfin ce soit là un moïen de conclure cette grande affaire.

Vous m'avez marqué ci-devant dans une Lettre du 23. Octobre de l'année dernière qu'on n'étoit pas content en France que le *Protecteur* d'Angleterre en écrivant au *Roi de France* eut mis son nom & ses titres à la tête de la Lettre. Je voudrois que vous eussiez la bonté de m'informer par la première Lettre que vous m'écrirez, si le Roi en a donné aussi quelque marque de mécontentement, & sur tout si l'on a bien voulu recevoir & lire cette Lettre ou non; si le Roi, en faisant réponse au *Protecteur*, a observé la même chose, ou si, nonobstant cette manière d'écrire du *Protecteur*, le Roi, en lui écrivant, a suivi l'ancien usage qu'il pratique envers les autres. J'attendrai votre réponse sur ceci.

J'apprendrai aussi avec plaisir ce que vous aurez pu découvrir de nouveau des desseins de la Suède, & de sa correspondance avec la Cour où vous êtes. Je suis &c.

À Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 7. Mai 1655.

MONSIEUR ;

La Cour est sur son départ ; ainsi je n'espère  
plus de recevoir ni réponse ni ordre de Leurs  
HH. PP. puisque la Cour seroit déjà parti d'i-  
pour Compiègne , d'où elle ira à la Fere &  
dans les autres Places voisines qui confinent  
aux Pais-bas ; en sorte que l'on peut compter  
ces affaires entièrement mortes jusques au mois  
Octobre. Cependant il eut été à propos que  
j'eusse reçu les ordres de Leurs HH. PP. sur  
les points de la Conférence que j'ai eu avec le  
Comte de Brienne & dont j'ai envoyé une ré-  
sponse étendue. Car on juge ici que les offres  
que la Cour fait sont raisonnables & que Leurs  
HH. PP. n'usent de tous ces délais que pour  
faire trop de réflexions ; après quoi ils cher-  
chent eux mêmes des délais à leur tour ; & lais-  
sent ainsi refroidir le fer que j'ai chauffé &  
travaillé pendant cinq ans de suite : en sorte que  
je n'ai que trop de raisons d'appréhender que  
ces Sujets de Leurs N. & G. P. qui en sou-  
ffrent le plus, ne se voient bientôt déchu de  
toutes ces belles espérances dont ils se fla-  
toient, à moins que Leurs HH. PP. ne pre-  
nent promptement une bonne résolution &  
ne me donnent des ordres absolus & décisifs. Pour

moi qui n'y puis contribuer que par mes pe-  
 nes & mes instances, je me consolerais que  
 qu'en soit le succès, puisque j'ai assez fait de  
 monstres & pressé une conclusion.  
 connois à la vérité le genie de nôtre Régenc  
 & je fais qu'on ne peut prendre de Résol  
 tion que chaque Province, chaque ville m  
 me ne soit en état de se déclarer.

Si les choses sont comme on vous les éc  
 d'Angleterre, les François ont tort, & ne pe  
 vent éviter le reproche d'être cause que l'a  
 commodement n'est pas encore réglé & fig  
 On dit ici tout le contraire, & que l'on  
 demande aux Anglois qu'une reciproque nat  
 relle & raisonnable. Je vous avouë que je  
 trouve fort embarrassé & que je ne fais q  
 dit vrai; mais je conçois sans peine les en  
 baras où seront exposez les sujèts de Leu  
 HH. PP. si ces deux Nations se font la Gue  
 re; il ne faut que consulter le passé & l'e  
 péience.

Les plaintes & les pertes de nos Négocia  
 qui trafiquent par mer passent tout ce que l'on  
 peut dire: & si Leurs HH. PP. ne nettoient  
 la mer de Turcs de Barbarie, la Méditerranée  
 & le détroit ne seront plus praticables, no  
 plus que les côtes d'Espagne & de Portugal  
 les Corsaires roulent aux environs du Cap d  
*Finisterre* & pouffent jusque dans les Mers d  
*Biscaye* & de *Gascogne*, on en a même vûs  
 l'entrée de la Manche: Or comme les Turcs  
 d'Alger sont en paix avec les Anglois, & qu  
 ceux de Tunis croisent à part, il pourra arri  
 ver que ces Turcs se retireront dans les Port  
 d'Angleterre: il me paroît que cela est de l  
 der

nière importance pour l'Etat , car si cette mine s'atache une fois quelque part il sera possible de l'en dénicher. Leurs HH. PP. savent par expérience : il est plus aisé de faire ouvertement la guerre & de ruiner une flotte , qu'un grand nombre de Pirates qui ne rôdent nulle part & qui sont par tout , & qu'on ne peut jamais atraper qu'en petit nombre.

Le Voyage de la Cour ne permet pas qu'on puisse pénétrer quelles sont ses correspondances avec les Puissances étrangères , ni quelles sont vues du Roi par rapport aux affaires d'Angleterre. Je fais & je ferai encore demain & après demain mon possible pour découvrir quelque chose , en ce cas je ne manquerai pas de vous écrire. Presque tous ceux , avec qui j'ai quelque liaison , partent. Toutes les affaires passent ici par les mains d'une seule personne , il est difficile d'en aprocher. Les autres sont très-servez , ainsi on ne peut savoir tout ce que l'on voudroit. Je suis , &c.

P. S. Comme j'allois fermer celle-ci , j'appris de la Cour que le Roi a diféré , pour raisons , son départ jusqu'au 20. ainsi je vous prie de faire en sorte que je reçoive encore à tems vos ordres de Leurs HH. PP. sur les articles de ma relation , au cas que cela fut possible.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 21. Mai 1655.*

MONSIEUR,

Je vous ai mandé par l'ordinaire dernière ce que j'ai pu decouvrir de certain, des raisons qui suspendent la conclusion de l'accommodement avec l'Angleterre. Depuis ce tems-là m'a fait voir les Lettres originales de Mr. Neufville dans lesquelles il marque que, con-espérance, il ne peut envoyer le Traité qui voit été réglé & conclu du moins verbalement parceque lorsqu'on en vint à la signature, Anglois avoient proposé de nouvelles instructions par rapport à l'engagement réciproque ne pas assister les ennemis; Je n'en ai pas moins surpris que cette Cour-ci. Vous pour être mieux informé de l'intention des Anglois.

Leurs HH. PP. m'ont mandé par leur Lettre du 8. du Courant que, par rapport aux amemens & aux desseins du Roi de Suède, travaillasse secrètement à decouvrir quelles étoient les dispositions & les sentimens de cette Cour. Je leur envoie mes decouvertes dans le paquet ci-joint & je leur marque de quel oeil on dit que l'on voit ici cette affaire; c'est pourquoi je vous renvoie, mais en vous priant de  
fa

re en sorte que mes Lettres, ou le rapport  
on en fait, soient plus secrets, afin que je  
isse continuer confidentiellement mes correspon-  
nces avec cette Cour. Mr. le Comte de  
ienne, qui est encore ici, m'a promis qu'auf-  
ôt qu'il aura joint le Roi & Mr. le Car-  
nal, il leur fera son rapport de la manière la  
is secrete & qu'ensuite il m'informera de tout  
diligence.

Je ne puis pas remarquer ici que cette Cour  
formalisât, si Leurs HH. PP. employoient  
ite la vigueur possible pour metre les Inté-  
s de l'Etat à couvert de toute insulte; mais  
suis averti, qu'au cas que Leurs HH. PP.  
ulussent en venir aux voies de fait, elles doi-  
nt prendre garde que le *Protecteur* ne prenne  
t à la querelle en faveur de la Suède. C'est  
dont vous pourrez être sûrement informé  
Angleterre même, cependant je ne puis me  
penfer de vous en avertir. Je suis, &c.

P. S. Je crois devoir vous informer que je  
ai point reçu de Lettre de vous par la der-  
ère poste.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 25. Mai 1655.

M O N S I E U R ;

J'ai eu occasion de faire parler à la Cour par  
O 6 un

un Ministre d'Etat , de sorte que je puis vous mander que l'on m'a dit que je pouvois être assuré que l'intention du Roi & de son Conseil étoit de conclure sincèrement avec l'Angleterre un accommodement raisonnable & à de bonnes conditions honorables ; & que de ce côté-ci on s'étoit tellement prêté qu'on ne doutoit point que le dernier courier , qu'on attendoit à toute heure , n'apportât le Traité conclu & signé. Mais on espère aussi que le Lord Protecteur accordera réciproquement & promettra de son côté ce que l'on souhaite de celui-ci ; de sorte que comme la France ne veut pas se mêler des Affaires d'Angleterre , de même l'Angleterre ne s'ingérât point dans les affaires de la France. On croit ici que cela est aussi nécessaire que raisonnable , & l'on ne fera rien qui puisse porter le moindre coup à l'honneur de cette Monarchie.

Voici ce que j'ai pu decouvrir par rapport aux préparatifs de la Suède. Il n'y a pas de nouveaux Traitez entre la Suède & la France , & on ne concerte rien entre les deux Etats touchant les desseins de ce grand armement. C'est que l'on m'a fort assuré. On m'a même dit en confidence que cette Cour-ci auroit été bien-aise que dans la situation présente des affaires de la Pologne , le Roi de Suède ne lui eut pas donné tant d'ombrage par ces grands armements , ce qui peut lui causer du tort , car on prend ici à cœur les intérêts de la Pologne , qu'on regarde comme le Rempart de la Chrétienté contre les Turcs & les autres Puissances formidables du Levant. On travaille de la part de cette Cour-ci à Stockholm &



berlin à reconcilier ces deux Cours avec celle de Pologne. Mais pour ce qui est des desseins que la Suède a en vuë en faisant ces grands Préparatifs, la France n'en a aucune connoissance encore moins y a-t-elle part.

Ce que je vous ai écrit le 23. Octobre dernier, étoit vrai, & l'on avoit reçu ici une Lettre écrite & signée de la manière que je vous avois marqué: mais elle n'a pas été présentée, & ceux qui en étoient chargez l'ont retenuë de crainte qu'elle ne fut cause de quelque brouillerie. C'est pourquoi on n'en a eu ici aucune connoissance & par conséquent on n'a pu en être instruit. Je suis fort assuré & de bonne part qu'elle n'a pas été delivrée. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 10. Juin. 1655.*

MONSIEUR,

J'ai manqué depuis quelques semaines à m'acquiescer exactement des devoirs de nôtre Correspondance, parceque Leurs HH. PP. m'ont nommé avec quelques autres Seigneurs pour aller dans la Province de Groeninge terminer les différens qui se sont élevez dans le Corps des Ommelandes. Nous avons eu le bonheur de réussir & les parties ont fait un accord provisionnel, que vous trouverez ci-joint No. 1. aussitôt qu'il a été conclu je suis revenu ici avec

d'autant plus de diligence que l'Assemblée de Leurs N. & G. P. étoit indiquée pour le 5 du Courant.

Avant la séparation de la dernière assemblée on avoit eu plusieurs conférences avec Mrs. de Zeelande tant sur la forme de l'Election d'un Président du Grand Conseil, que sur la sûreté de la Navigation; & l'on étoit convenu par provision de la maniere contenuë dans le procès verbal de ce qui s'est fait à cet égard entre les deux provinces; & dont voici la Copie No. 2. mais comme il se trouva quelques membres de Hollande qui n'étoient pas du même avis que les autres, Mrs. les Conseillers-Députés ont trouvé à propos de convoquer extraordinairement Leurs N. & G. P. mais jusqu'à présent nous n'avons pû former une conclusion.

On a tenu quelques Conférences avec le Ministre de *Brandebourg* sur le Traité projeté; sur lequel ce ministre de son Altesse Electorale a fait plusieurs remarques, soutenant en particulier qu'il faudroit trouver quelque expédient par rapport au rang, puisqu'il déclaroit qu'il ne cederait absolument point la préséance à Leurs HH. PP. dans tous les Instrumens, à quelque nécessité qu'il fut réduit: c'est ce qui a suspendu la conclusion de cette affaire. Ceux de Danzick n'ont encore fait aucune sollicitation,

J'ai reçu vos Lettres du 14. & du 21. du passé mais je n'en ai pas eu du 28.

Je souhaiterois qu'à l'avenir vous m'envoyassiez copie des Lettres que vous écrivez à Leurs HH. PP. autres que celles que vous adressez

Leurs N. & G. P. *mutatis mutandis*: c'est e que j'atends de vôtre honnêteté, & vous pouvez à cet égard faire fond sur mon secret.

Le Lord *Protecteur* à écrit à Leurs HH. P. la Lettre ci-jointe No. 3. sur la persecu- on à laquelle sont exposez ceux de la Religion réformée au Piemont jusqu'à présent. Leurs HH. PP. n'ont encore pris aucune Résolution sur cette Lettre.

Je vous avouë que je ne puis être sans in- quietude au sujet des préparatifs du Roi de *Suè-*: comme vous marquez que la France ne donne à ce Roi aucun secours & qu'elle ne le vorise en aucune manière, Mr. de Nieupoort marque la même chose touchant l'Angleterre, tant parlé lui même au *Protecteur*. Tout ce- n'empêche point qu'il me paroisse incompre- ensible que la Suède puisse par elle meme fai- les depenses qu'exige un si terrible arme- ment; C'est pourquoi je souhaiterois que vous fiez tous vos efforts pour pénétrer le fond de e mystere, car je trouve beaucoup d'aparen- e en ce que vous ne m'avez marqué ci-devant ue par conjecture, que ce seroit la France ui fourniroit l'argent, du moins en partie. Nous verrons dans peu à quoi tout cela abou- ra. Je suis, &c.

P. S. Si vous pouviez avoir une copie de la lettre que le Roi de *Suède* a écrite à Sa Ma- jesté très-Chrét: touchant le traité avec l'Angle- erre, en lui ofrant sa mediation, vous me ferez plaisir de m'en faire part.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 10. Juin 1655.

M O N S I E U R ,

Je suis informé de bonne part que la Cour de France dès-aprouve entierement le Massacre commis depuis peu dans les vallées du Piemont, qu'elle le desavouë, & même que le Roi a écrit à *Madame \* Royale* & à Mr. le Duc de *† Savoye* pour les engager à rétablir les *Vaudois* dans leurs anciennes demeures. On dit aussi que Sa Majesté a écrit à Mr. *Servien* son Ambassadeur extraordinaire à *Turin*, & qu'elle lui fait des reproches de ce qu'il n'a pas fait ce qu'il auroit du faire pour traverser ce dessein du Duc de Savoye, mais sur tout de ce qu'il n'a pas defendu au Comte de *Quinié* de permettre qu'on employât quelques troupes Françoises, une Action si inhumaine. Le Roi a envoyé ordre par un exprès au Duc de *Lesdiguières* de protéger les *Vaudois* qui se sauvroient vers le  
Fron

\* C'étoit Madame *Christine de France*, fille de *Henri le Grand*, veuve de *Victor-Amadé I.* Elle fut Régente depuis 1637. jusqu'en 148.

† *Charles-Emanuel II.* Père du Duc de Savoye aujourd'hui (1723.) regnant.

entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 329  
frontières du Royaume , & d'empêcher qu'on  
ne fit la moindre insulte , enfin Sa Majesté  
ordonne à ce Duc de pourvoir à la subsistance  
des mêmes *Vaudois*. Tout ceci m'a été certifié  
de bonne part. Je suis , &c.

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 11. Juin 1655.

MONSIEUR ;

Permettez moi de vous écrire celle-ci en  
confiance , sans que cela empêche que vous  
fiez usage du contenu suivant que vous le  
jugerez à propos.

Le Massacre des Vaudois fait beaucoup de  
bruit , & l'on en parle également de part &  
d'autre ; on ne s'entretient pas moins de l'in-  
novation qu'en ont conçue Leurs HH. PP.  
République des Suisses , le Lord Protecteur ,  
les Princes d'Allemagne ; on dit même que  
les Puissances veulent que ces Chrétiens chassés  
soient rétablis dans leurs demeures , & même  
qu'Elles pourroient bien tirer vengeance de ces  
meurtres. Le premier , je veux dire le rétablisse-  
ment , sera très difficile ; & l'autre pourroit cau-  
ser de grands troubles si l'on ne se conduit avec  
beaucoup de prudence.

On dit ici ouvertement , & quelques-uns  
même de nos Zéles osent dire aux Papistes  
que le Lord *Protecteur* a fait partir exprès un  
Yacht

Yacht d'avis, pour porter ordre à l'Amiral *Blake* de se rendre à *Nice & Ville-Franche* avec sa Flotte, & d'envoyer de là un exprès à la Cour de Savoye pour demander qu'on punisse les Auteurs de ce Massacre, qu'on repaie les dommages & pertes causez aux Vaudois, qu'on les rétablisse dans la possession de leurs Vallées & Montagnes; & qu'en cas de refus il déclare & fasse la guerre au Piémont & la Savoye de la part de l'Angleterre. Il peut que ceux qui disent cela n'en soient fort bien instruits, cependant ils en font si entez qu'ils nomment *Nice & Ville-Franche* comme les endroits où l'on peut commencer & où l'on commencera les actes d'hostilité, & qu'on les traitera comme la Regence de Savoye traite les pauvres & innocens Vaudois.

Joint à cela qu'on apprend de Suisse, que les Cantons Protestans prennent les armes, que les soldats ont déjà commis quelques hostilités aux Frontières de la Savoye pour tirer vengeance des pertes que ces pauvres gens ont faites.

Enfin on interprète les desseins de Le H. H. PP. & l'on soutient qu'elles vont envoyer une flotte considérable dans la Méditerranée pour prêter main à l'Amiral *Blake*.

Je vous laisse à pénétrer la vérité de tout ce qu'on dit; & je me flatte, que si l'on veut tirer quelque vengeance, on prendra des moyens par lesquels on sera assuré, en sorte que le remède ne soit pas pis que le mal, dont on a toutes les raisons du monde de se plaindre. y a environ cent ans, savoir en 1561. 1562. qu'on commença à massacrer les fidèles.

ce Royaume, à Cahors, Vassi, Sens, Rouen  
autres places, après qu'on les eut mas-  
ez. impitoyablement à *Cabrieres* en 1545.  
u veuille nous préserver d'un pareille siè-  
qui pourroit aussi commencer par quelque  
ement semblable, & que cette Nation,  
est bigote & fougueuse, ne soit pas excitée  
s cruautéz plus que barbares, qu'on n'a  
trop vuës ci-devant.

cette vengeance ou d'autres moyens sembla-  
ne contribueroient pas à rétablir dans leurs  
ennes possessions ces pauvres Vaudois nuds  
ispersez. Ce seroit les condamner à rester  
toujours bannis de leur Patrie, & les au-  
fidèles qui sont dans ce Royaume dispersez  
ni ceux qui bien plus forts & plus nom-  
ix qu'eux, se verroient exposez au danger  
inuel de perdre la vie & tout ce qu'ils ont  
plus cher, toutes les fois qu'on voudroit ti-  
atisfaction de cette vengeance quoique bien  
itée.

se sont là, ce me semble des inconveniens  
certains, & qui s'ensuivroient indubita-  
ment: Car je suis avertis sous main & de  
ne part que ce sont des menaces que les  
istes font déjà ouvertement avec une espèce  
ureur, au cas que les Anglois ou aucune  
e Puissance Reformée entreprenent ce dont  
e & Ville-Franche sont menacées, ou  
qu'autre chose semblable. J'ai cru qu'il  
à propos que je vous donnasse ces  
particuliers: après vous avoir recomman-  
e vous en servir avec discretion, foyez per-  
lé que je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 24. Juin 1655.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu vos Lettres l'une du 10. l'autre 11. du Courant depuis le départ de ma daniere qui étoit auffi du 10.

On a été fort irrité en ce pais-ci du Malice des Vaudois, & l'on sent bien à la lecture de la Lettre que le Lord Protecteur en a écritte à Leurs HH. PP. que son Altesse prend cette affaire fort à cœur; cependant nous n'avons rien appris des ordres qui auroient été donnez à l'Admiral *Blacke* & de tout ce qui depend, si ce que vôtre Lettre marque est vrai.

Jusqu'à présent il nous est encore impossible de pénétrer le veritable but des desseins de Suède en faisant de si extraordinaires préparatifs.

C'est pourquoi, quoique Leurs HH. fussent en quelque manière instruites qu'ils n'ont rien à craindre pour leurs Etats, la prudence veut & l'exemple des autres nations commande qu'on mette des garnisons extraordinaires sur les Frontières Provinces de *Groeningue*, *Frise* & d'*Overyssel*, & que l'on regle à tout hazard, comment seront employées dans le bel les troupes de l'Etat qui sont sur les Frontières



se que, si le cas arrivoit, on ne pouroit attendre le cours ordinaire des délibérations.

Mr. Spar Envoyé du Roi de Suède qui a été un compliment de Condoléance à la Reine Christine sur la mort de la Reine Douarié s'est arrêté à la Haye, à son retour; & il suré Leurs HH. PP de la part du Roi de affection pour l'Etat, & en même tems remercié Leurs HH. PP. de leurs bons offices pour l'accommodement des diferens de men, protestant que sa Majesté étoit continement dans les mêmes dispositions que ses decesseurs par raport à l'observation religieuses traitez & alliances qui sont entre l'Etat & Couronne de Suède.

L'Assemblée de Leurs N. & G. P. les Etats de Hollande & Westfrise s'est separée le 12. sera convoquée, suivant la coutume, pour le 10. ou le 12. du mois prochain. Je suis,

P. S. En fermant celle-ci je reçois vos Lettres du 16. & du 17. je vous remercie des avis qu'elles contiennent & sur lesquels je ferai les réflexions qu'ils méritent.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J.  
DE WITT.

De Paris le 16. Juillet 1655.

MONSIEUR;

Puisque Leurs N. & G. P. sont assemblés j'espère que la Généralité prendra enfin quelques résolutions sur les chefs que j'ai si souvent proposés; particulièrement sur les demandes de l'Ambassadeur de *Venise*, & sur les fautes traitées ici dans les conférences & c. j'ai envoyé régulièrement les relations. & cela je ne puis rien avancer dans les affaires des particuliers, qui pour la plupart sont sur de Leurs N. & G. P. pour les mettre à couvert de pertes & d'injustices.

On a ici des nouvelles d'Angleterre qui nequent que non seulement l'accord avec la France n'est ni conclu ni signé, mais même que cette affaire reste comme accrochée par de nouvelles propositions faites de ce côté-ci. Il y en a même qui écrivent qu'il n'y a point d'apparence qu'elle se renouë. Mr. *Duc d'York* avoit demandé ci-devant au Roi la permission de suivre l'armée en qualité de Lieutenant Général, mais sa Majesté qui étoit encore ici alors avoit fait quelque difficulté de consentir; depuis ce tems-là son Altesse a renouvelé ses instances, on a encore diféré; n

Sur ces nouvelles de la rupture de négociation on a mandé ce Duc à l'armée, pour laquelle il est parti ce matin pour y faire les fonctions de cette charge, ainsi qu'on le lui mar-

On apprend que l'Envoyé que les Cantons les avoient chargé de demander le retablisement des pauvres Vaudois, n'avoit pu obtenir d'audience de la Cour de Turin. Il y a ici zéléz Papistes qui osent dire qu'on recevra même les autres Envoyez, & ils parlent avec beaucoup de mepris & d'insolence du Zélé Lord *Protecteur*, de Leurs HH. PP. & Suisses.

Ceux de la Religion Reformée du Langue- ont fait une Collecte pour ces pauvres *Vau-* qui monte à septante-six mille livres, c'est que l'on m'a assuré de bonne part; on par- l'assi beaucoup & très-avantageusement de la lecte des Anglois qui va au de là d'une au- ne destinée à l'entretien de la vie & à la sub- stance; elle pouroit, dit-on, être destinée à autre chose. J'ambitionne de pouvoir aussi er la charité & la compassion de Leurs PP. dans cette affaire qui la mérite

Cette affaire des Vallées pouroit bien causer grands troubles, tant par son mauvais & rare exemple, que par l'animosité & la cité de quelques Ecclesiastiques & laïcs Ro- ans; (Dieu veuille nous en préserver) & c'est moi les Républiques & les Princes, qui pre- intérêt dans ces affaires, doivent sur tout attention.

On entend ici d'étranges discours sur cet évé-  
ne-

nement; on designe qui sont les auteurs Massacre, & l'on dit même qu'ils ont prop qu'on imitat cet exemple dans cette ville-ci, quoi on s'est contenté de leur faire une do réprimande. Il se passe bien d'autre chose l'on peut ajouter foi à ce que l'on dit, qu n'ose écrire parce que je veux en être plus suré. Je me recommande à vos bonnes gr & je suis sans reserve.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. I  
WITT.

*De Paris le 17. Juillet 1655.*

**M O N S I E U R,**

Vous avez eu la bonté de presser & d'o nir la Reponse de Leurs HH. PP. du 8. Courant sur l'imputation des deniers parti liers à la déte des trois millions de l'année 16 Ainsi sans m'arêter à cette assignation, je c tinuerai à solliciter le paiement des somme détes liquides que les sujèts de Leurs HH. pretendent immédiatement du Roi. Je r tois flaté, comme je fais encore, d'être in mé fi, comme je l'ai marqué dans la rela de mes conferences, l'Etat n'a pas été dech de ces trois Millions de l'an 1625. soit quelque article secret du traité conclu al ou par quelques ratifications suivantes dela du Roi, dont on doit m'envoyer Copie au

de l'acte, car ici on prétend cause d'ignorance en tout; on desavouë ceci, & je n'en ai l'autre connoissance que ce que j'en ai ouï dire aux Ambassadeurs qui ont été employez à négocier le Traité Mrs. de Bouckhorst & Pauw, qui doivent le bien savoir. Je n'en trouve rien dans les caïers des Traitez, Accords & Conventions avec la France. , cependant tout dépend de là.

Je vous prie de penser aux autres articles, & de décider que vous le ferez, sur tout à ceux qui regardent la République de Venise & les affaires dont j'ai fait mention dans la dernière que vous ai écrit hier. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 22. Juillet 1655.

Monsieur,

J'ai examiné la semaine dernière tous les articles que Mr. l'Ambassadeur de Venise vous a proposés & j'en ai parlé dans l'Assemblée de Messieurs N. & G. P. qui ont jugé qu'il y en avait quelques uns qui n'étoient plus nécessaires, puisqu'ils avoient quelque rapport avec la situation d'Angleterre: ces tems étant changez. Quant à ce qui regarde l'envoy mutuel des Ambassadeurs, la conjoncture ne semble pas demander qu'on y adhère, d'autant qu'il semble que cette proposition n'est faite que pour ve-

nir insensiblement à celle d'un renouvellement d'alliance qui pourroit conduire à engager l'état à fournir quelque secours aux Vénitiens contre le *Grand-Seigneur*, ce que nôtre République ne peut faire. Pour ce qui est de la demande, qu'il plaise à Leurs HH. PP. de ne pas accorder les avantages que l'Empereur pourroit leur faire demander, on a jugé qu'il ne convenoit pas de délibérer sur cela avant que l'Empereur ait fait quelque demande dont on n'a pas encore entendu parler jusqu'à présent. A l'égard du petit Bâtiment enlevé à *Céfalonie*, on vous a déjà fait quelque réponse & comme cette affaire est déjà vieille, Leurs HH. PP. ont cru qu'on devoit faire en sorte qu'elle soit oublié autant qu'il se pourroit, sorte qu'on n'a pris sur ces articles aucune résolution positive.

Leurs HH. PP. ont jugé à propos d'envoyer en Suisse & en Savoye Mr. d'Ommeren, un jeune Seigneur de distinction du pays de Gueldre, afin de contribuer au Rétablissement des *Vaudois* &c. & l'on est occupée ici à délibérer pour faire faire une Collecte pour les *Protestants*: j'espère qu'elle sera résolue au prochain jour.

Je crois vous avoir écrit ci-devant que Leurs HH. PP. étoient d'avis qu'il falloit laisser là l'affaire du Consul *Deutecum*, ce qui a aussi été résolu dans la Généralité. Cependant à la sollicitation de plusieurs de ses amis Leurs HH. PP. ont encore accordé depuis quelques Lettres de recommandation. Mais je ferai en sorte qu'à l'avenir on ne vous fatigue plus avec de nouveaux ordres sur cet sujet.

Jusqu'à présent on n'a point trouvé dans le reste de Leurs HH. PP. l'acte secret qui les charge des trois millions: mais il pourroit arriver qu'on la trouvât parmi les papiers de feu Monsieur de *Hamstede*; on l'y cherche & aussitôt qu'on aura decouvert quelque chose je vous en ferai part.

Au départ des dernières Lettres, l'Armée de Suède commençoit à se mettre en marche de *Stettin* vers *Damme*: & nos correspondances en Pâis-là marquent que quelque bruit qu'on fait de cette Armée, on peut-être assuré qu'elle n'est que de trois mille deux cent fantassins & environ deux mille chevaux.

On écrit de Suède qu'on y est informé de tout ce que vous avez dit aux Ministres de la Cour de France sur les affaires de la Suède, suivant les ordres de Leurs HH. PP.

Leurs N. & G. P. ont pris la Résolution jointe sur la proposition que Mrs. de *Zee-lande* ont faite touchant l'Education du jeune Prince d'*Orange*. J'espère que vous la verrez avec plaisir.

La Négociation avec le Brandebourg est si avancée que la conclusion ne tient qu'à deux points sur lesquels on n'est pas encore d'accord. L'un regarde le Rang: surquoi ceux de Brandebourg proposent un temperament, savoir que Leurs HH. PP. aient la préseance dans l'un des Instrumens, & Mr. l'Electeur dans l'autre; & l'Electeur alegue la possession en sa faveur; effectivement l'on trouve dans les Traitez précédents que les Electeurs ont été nommez avant Leurs HH. PP. L'autre point contesté en ce que son Altesse Electorale demande

que le subside soit réglé à 4000 hommes de part des Etats, & 3000. de sa part: l'Etat offre 3000 & en demande 2000. voila toute difference.

La Condition la plus avantageuse pour l'E qu'on ait stipulée dans ce traité, c'est que nous ne païerons point d'autres droits que les propres sujets de l'Electeur dans ses ports & nous serons traité comme les étrangers les plus favorisez; que l'Electeur ne pourroit augmenter ses droits à la charge des habitans de l'Etat, engager ses ports à d'autres. C'est ce dont nous ne relachera rien de nôtre coté, & l'Electeur sera bien obligé d'en passer par là, si l'on croit les avis de ce Pais-là, en sorte que ces articles serviront de pierre de touche.

Je vous envoie les dernieres Lettres nous avons reçu d'Angleterre de Suède, Dannemark & de Danzick. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. R.  
WITT.

De Paris le 22. Juillet 1655.

**M** O N S I E U R,

Il s'est négocié je ne fais quoi entre nous cour-ci & le Duc de Mantouë, ce qui a rétabli l'ancienne confidence, & fait quelque changement dans les affaires d'Espagne. à l'avantage de Cazal sera une retraite sûre pour cette Cour.



, qui laissera néanmoins cette Ville entre les mains du Duc qui y tiendra garnison de Monarchois ou d'autres Nations neutres, sans y faire entrer ni François ni Espagnols; & la France fournira la même somme que l'Espagne lui devoit pour l'entretien de la Garnison qui y est présent, & peut-être même plus. On attend le Duc dans ce Royaume.

On parle beaucoup ici du Mariage du Roi; & il est étonnant combien ce jeune Monarque est grand, bien fait & formé pour son âge. On a fait courir le bruit que Sa Majesté devoit Madame de (a) Mancini Nièce du Cardinal dans le dessein de l'épouser, ce qui a coûté de la peine à bien des personnes de distinction, & l'on dit même que son Altesse Royale Mr. le Duc d'Orleans a écrit immédiatement au Roi pour le lui desconseiller. Sur quoi on m'a assuré que Mr. le Cardinal a répondu qu'il feroit bien-tôt voir à toute la terre quelle étoit sa moderation ou plutôt sa retenue sur cet égard. Enfin pour faire cesser tous ces discours on fait courir le bruit que la Cour doit se rendre tantôt à Lion, pour y conclure le Mariage du Roi avec la Princesse (b) de Savoye, ce que je ne voudrois pas certifier. Je suis, &c.

P 3

A

(a) Marie Mancini, mariée depuis avec le Comte de Colonne.

(b) C'étoit la Princesse Marguerite Fiolande née en 1636. & qui a depuis épousé en 1660. Ranuccio II. Duc de Parme; elle est morte sans enfans en 1663.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 30. Juillet 1655.

MONSIEUR,

Je fai à présent, graces à la vôtre du 22. de ce mois, à quoi m'en tenir par raport à M. l'Ambassadeur de *Venise*. La Nouvelle de Commission que Leurs HH. PP. ont donné à Mr. d'Ommeren a été reçue ici avec beaucoup de joie. Sauf meilleur avis, & sans que je veuille me mêler davantage de ces affaires là, le service de l'Etat & le besoin de ces pauvres Chrétiens demandent que ce Seigneur parte le plutôt qu'il pourra, puisque selon toutes les apparences ce sera le moyen de leur procurer quelque soulagement.

Et afin que vous & Mr. d'Ommeren, à qui je vous prie de faire mes Complimens, puissiez être au fait de la situation de cette affaire, j vous envoie ci-joints quelques extraits des dernières Lettres de ces quartiers-là, qui viennent de très bonne main, & de personnes aussi bien intentionnées que bien informées; mais je crains fort que le Roi veuille partager la médiation avec qui que ce soit; c'est surquoi Leurs HH. PP. pourroient donner des ordres à Mr. d'Ommeren. Je ne puis vous exprimer jusqu'où est l'animosité des Papistes & tout ce qui en dépend

ed; & cette affaire voudra être maniée avec  
prudence telle que je crois celle de ce  
Seigneur. Quoiqu'on veuille faire il faut que  
soit sans délai. Si ces infortunez Chrétiens ne  
sont aidés à temps & de la manière la plus ef-  
ficace, il est à craindre qu'ils ne soient expo-  
sés à une catastrophe encore pire que ce malheu-  
reux commencement; que le Tout-puissant, dont  
les voies nous sont impenetrables, daigne les  
preserver.

Il est vrai que vous m'avez informé des sen-  
timens de Leurs N. & G. P. & des vôtres  
par rapport à *Henri de Deutecum*, cependant  
leurs HH. PP. renouvellent tous les jours  
leurs instances en sa faveur, ainsi que je vous  
ai marqué par la dernière poste, & ce bon  
homme se ruine avec ses esperances vaines;  
il prie donc qu'enfin Leurs HH. PP. ne  
l'en écrivent plus.

J'attends impatiemment l'acte de decharge des  
16 millions de 1625. au cas qu'on le puisse  
obtenir. Mais si l'on ne le trouve pas, que  
l'on n'en parle point, & faites le moi savoir,  
afin que je puisse à l'avenir me servir d'autres  
raisons en faveur de l'Etat.

On parle ici de la manière la plus avanta-  
geuse de l'armement des Suédois, on dit qu'ils  
ont trois armées en Campagne, chacune de  
vingt mille hommes, je ne le puis croire,  
*de Witt*, votre Pere, a aussi été en Sué-  
de, l'abondance n'y regne pas jusqu'au point  
qu'on puisse fournir à de si grands prepara-  
tifs par mer & par terre, ou les choses y sont  
entièrement changées depuis le tems que j'y é-

Vous m'avez donné occasion de me plaindre à Leurs HH. PP. de ce que l'on a pris mal mes avis du 21. Mai dernier. Je ne vous avois donné que pour l'utilité de l'Etat, & vous prie de vous intéresser à ce que dans la suite on croie un ministre sur sa parole, lo que l'occasion demande qu'il donne de bons avis.

Je vous suis très obligé de ce que vous avez bien voulu me communiquer les autres affaires publiques. Par rapport à l'Alliance avec l'Electeur de *Brandebourg*, je vous dirai que de me tems il est souvent arrivé qu'on étoit d'accord de tout pour de semblables traités, & que ces Articles du rang, des titres, du Ceremoniel ont tout rompu. Je souhaite qu'il n'en soit pas de même de celui-ci. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 5. Août 1655.*

MONSIEUR;

Je dois commencer celle-ci par vous témoigner ma reconnoissance des avis que vous m'avez donné dans vos Lettres du 22. & du 30. de passé; & auxquels je ferai attention.

Le Traité d'Alliance défensive négocié jusqu'à présent avec les Ministres de *Brandebourg*, est enfin conclu, mis au net, signé & les Instrumens ont été échangés aujourd'hui

forte qu'il n'y manque plus que les ratifications ; qui ne rencontreront aucun obstacle de ce côté-ci, puisque ce traité a été fait ici sous les yeux de la Regence. On vous en enverra une Copie pour en faire l'usage prescript par la Résolution de Leurs HH. PP. dont je vous envoie ici la Copie. No. 1.

Leurs N. & G. P. ont pris dernièrement une Résolution dont voici No. 2. touchant les affaires de *Gorcum*, se flatant que cette résolution jointe aux précédentes prises sur le même sujet pourra empêcher qu'il n'arrive point d'autres desordres.

Mrs. d'Amsterdam ont pris, la semaine passée, la résolution d'abolir l'impôt nommé *Veyl* : ce qu'ils ont déjà commencé chez eux, sans en avoir donné le moindre avis à la regence, ce qui ne plait point du tout aux autres Membres de Hollande non plus qu'aux autres Provinces de la Généralité ; Cependant Leurs N. & G. P. ont enfin établi des conférences sur ce sujet avec Mrs. de Zéelande, sur lesquelles faites par ceux d'Amsterdam de donner la juste satisfaction pour compléter ce qui leur est encore à payer de cet impôt en Zéelande.

La Collecte en faveur des pauvres Vaudois a aussi été résolue, & même on ordonnera à ce sujet un jour de jeûnes & de prières pour le 1<sup>er</sup> Septembre prochain.

Je n'ai rien autre chose à vous mander, voyez les Lettres de Mrs. l'Ambassadeur *Nieupoort*, le Résident *Heyns*, & le Résident de *Vries*. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 28. Octobre 1655.

M O N S I E U R,

Je vous prie de ne point prendre en mauvaise part la suspension de nôtre correspondance ordinaire, & qu'il étoit de mon devoir d'entretenir, mais une fièvre dont j'ai été affecté pendant quelques jours ne m'a point permis d'être exact & depuis je suis resté alindisposé.

Joint à cela qu'ayant découvert l'infidélité mon premier Clerc, j'ai suspendu tous les lettres, jusqu'à ce que la Cour ait fait toutes informations nécessaires, pour voir s'il ne trouveroit pas aussi quelque chose à la charge de quelques uns d'entr'eux; en sorte que j'ai été obligé de faire moi même quantité de choses que ces Clercs ont accoutumé de faire qu'elles soient peu importantes.

Mrs. les Etats sont disposez à envoyer un Ambassadeur extraordinaire en Suède, pour voir si l'on pouroit prévenir les embarras qui sont à craindre pour le Commerce & la Navigation dans la Mer Baltique, soit en terminant cette guerre qui commence, soit par la Voie des Négociations; on fera agir en même temps pour la même fin auprès du Lord Protecteur d'Angleterre par Mr. l'Ambassadeur Nieupoort.

auprès du Roi de Dannemark par le ministre Extraordinaire de l'Etat : On ne doute pas que Mr. L'Ambassadeur d'Avancourt n'ait les mêmes Instructions de la part du Roi, en sorte qu'on ne fera rien que de concert avec lui. Je suis en vous assurant que je suis,

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 22. Octobre 1655.

M O N S I E U R ,

J'ai souvent écrit à Leurs N. & G. P. que les *Algeriens* & ceux des *Turcs* devenoient tous les jours plus puissans, dans la Méditerranée & même dans l'Océan, parceque je crois que la Hollande y est la plus intéressée; cependant on ne trouve point, dans l'extrait des Notules que l'on m'envoie, qu'on prenne aucune Réputation vigoureuse sur ce sujet; cependant je ne puis m'empêcher de vous en faire encore venir. Le frèt & la Navigation dans la Méditerranée sont très-avantageux aux particuliers, mais encore bien plus importans pour l'Etat, puisque l'on construit à cet effet de gros Vaisseaux dont l'Etat peut se servir en cas de besoin, les loüant, ce qui coûte beaucoup moins que ceux que l'Amirauté fait construire & entretenir; en sorte que le Commerce de cette Mer peut être considéré comme une pépinière de gros Vaisseaux toujours prêts pour le service de la Patrie;

une bonne Escadre envoyé dans cette Mer non seulement tiendrait les Turcs en bride, mais même inspireroit du respect aux Corsaires François; qui recommenceront le manège aussitôt que la flotte du Roi fera rentré dans le Port de *Toulon*. Toute la perte retombera indubitablement sur les vaisseaux & marchandises des Hollandois.

Mr. d'*Ommeren* est a présent *in Loco*, ain la Régence est régulièrement informé de la situation des affaires des *Vaudois* persecutez dans les Vallées du *Piemont*. Non seulement on les a trompez dans le Traité qu'on a fait avec eux, mais on les trompe encore tous les jours en donnant de fausses interprétations à chaque article. Au lieu de démolir le fort St. Jean on en batit un nouveau beaucoup plus fort & une fois plus grand. Les Moines & autres Emissaires de Rome s'y établissent par tout même dans les lieux où il n'y a point de Papistes & où on n'a point vû de prêtres depuis plusieurs siècles. On inquiète & on irrite ces pauvres gens, & si quelqu'un d'eux perd sa fin patience, aussi-tôt on crierà que c'est contrevenir au Traité, que dis-je, on crierà à revolte! & de là on prendra occasion de tomber sur ces misérables desarmez, qu'on traite encore plus mal qu'auparavant. Voilà ce qu'on me représente ici: Enforte que si les Puissances ne prennent cette affaire fort à cœur, est à craindre que ce ne soit fait de la Religion dans ces quartiers-là; on la chassera des Vallées & il n'en restera aucune trace dans ces endroits où elle a été exercé depuis plusieurs siècles & au delà de memoire d'homme, dans tout



à pureté. Ces remarques ne sont adressées qu'à vous seul, parceque j'apprends que les Députés du Lord *Protecteur* conseillent aux Vaudois de quitter leurs anciennes demeures, & les invitent à passer comme une nouvelle Colonie dans l'Irlande. Les Anglois les sollicitent fortement, & si cela se fait voila les Papistes qui triomphent, le nom de la Religion Reformée sera abolie en Italie & aux environs. Vous savez quelles sont à cet egard les intentions de Leurs HH. PP. auxquelles je me soumets.

Les nouvelles des progrès du Roi de Suède alarment tout le corps de la papauté depuis la tête jusqu'aux pieds. Le Pape travaille de toutes ses forces à retablir la Paix entre les deux Couronnes, afin de pouvoir les engager ensuite dans une ligue de Religion, sur tout pour conserver la Pologne sous un Roi de sa Religion. Ils agissent avec d'autant plus d'activité, qu'ils prétendent savoir sûrement qu'il y a un engagement mutuel entre le Roi de Suède & le Lord *Protecteur* pour la destruction du Papisme dans tous les lieux où ils pourront l'abolir; & même que toutes les Puissances Reformées & Evangeliques étoient secretement du complot. Ces imaginations pouroient bien exciter les Papistes à lever le masque en bien des endroits, & à persecuter, sans raison, ceux de la Religion Reformée.

Présentement que Leurs N. & G. P. sont séparées & que vous êtes débarassé des plus grosses affaires, je me flatte que vous continuerez notre correspondance comme ci-devant, puisqu'elle ne peut qu'être utile à L'Etat & honorable pour mon ministere; enfin j'espère a-

voir quelque part dans vôtre faveur & dans vôtre amitié, & que vous me ferez la grace de me croire &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 29. Octobre 1655.

M O N S I E U R ,

Mr. l'Ambassadeur *Chanut* a obtenu de la Cour après de longues instances, la permission de revenir de la Haye ici; suivant mon avis, Leurs HH. PP. pourroient faire quelque chose de très utile à l'Etat, en faisant en sorte que ce Seigneur partit content, car il est ici fort bien auprès de tous ceux qui ont le plus de pouvoir; & il est certain, comme je l'ai eui dire, qu'aussitôt qu'il sera de retour, il sera élevé à quelque emploi, dans lequel il sera en état de nous rendre service en nous aidant à traverser ceux qui ne sont pas bien affectionnez pour Leurs HH. PP.

Je vous prie de communiquer cet avis secrètement & avec toute la discretion dont vous êtes capable.

Je n'ai reçu qu'hier le paquet de Leurs HH. PP. du 11. du Courant mais il n'y a point de mal, puisque la Cour a toujours été absente. Je n'ai rien à vous marquer qui ne soit dans mes Lettres à l'Etat auxquelles je vous renvoye, j'a-  
tends

tends votre reponse aussitôt que vous ferez de loisir & je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 11. Novembre 1655.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 28. du passé, j'ai été quelques jours absent de la Haye ; j'ai reçu vos Lettres du 22. & du 28. & autant que j'ai été présent aux délibérations, j'ai fait en sorte qu'on tachât de renvoyer Mr. l'Ambassadeur *Chanut* content & comblé d'honneur ; & je suis sûr qu'à son retour, il se louera de la République.

Depuis la séparation de Leurs N. & G. P. il ne s'est ici rien passé qui merite attention. Elles étoient convoquées de nouveau le 9. du mois Courant, cependant il n'y a encore ici que quelques membres, en sorte qu'il n'y a point d'apparence que leur assemblée soit complète avant Mardi ou Mercredi prochains. Je finis & suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 5. Novembre 1655.

MONSIEUR,

Je ne laisse passer aucune poste sans vous écrire, & avec le secours de Dieu j'espère continuer de même, mais je n'ai pas assez de présomption pour me flater d'obtenir de vous la même chose. Cependant lorsque la foule des affaires vous le permettra, je vous prie de me continuer la même communication que ci-devant, à moins que quelque occupation plus importante ne vous en empêche, car je fais combien vous êtes toujours accablé d'affaires, cependant il faut du moins avoir le tems de penser à sa santé la chose du monde la plus précieuse.

J'écris à Leurs N. & G. P. à la prière de Mr. *Brasset*, qui a été ci-devant Résident: j'ai eu une attention toute particulière à ses expressions, à ses raisons, à ses mots, à ses actions, qui toutes me paroissent accompagnées d'une grande Candeur. Il m'a dit en général que depuis sa résidence, il n'a pas donné un sol pour corrompre quelqu'un, ou pour découvrir quelques affaires secrètes de l'Etat; en ajoutant: car on peut naturellement & sans prendre des détours, être informé de tout ce qui interesse le Roi. Et je ne vois point pour quelle raison, disoit-il, j'i-

rois dépenser un argent que je saurois perdu pour moi, pour apprendre d'autres affaires quelque secrètes qu'elles fussent. Si vous le jugez propos, je vous prie de faire en sorte que j'aie quelque certitude de la part de Leurs N. & P. qu'on laissera là ce qui regarde Mr. le Griffier *Musch*; autrement j'entrevois bien des dificultez du côté de cette Cour.

On commence à entrevoir ici quelque apparence d'engager les Princes Catholiques d'Allemagne dans quelque Alliance; du moins tous ceux entre eux qui voudront prêter l'oreille seront tant de moins dans le parti Autrichien. Mais je prévois un grand inconvénient. c'est que ce donnera beaucoup de jalousie aux Etats Evangeliques & Réformées qui se jetteront dans un autre parti, où Leurs HH. PP. ne trouveront peut-être pas leur intérêt. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 12. Novembre 1655.*

MONSIEUR,

Je dois vous marquer que je n'ai point reçu de Lettre de vous cette poste-ci, afin que vous n' soyez informé si vous m'avez écrit.

On a ici des nouvelles fort incertaines des affaires de Pologne. Je prie Dieu que notre République y trouve ses intérêts.

Je

Je marque dans ma Lettre publique, ce qui paroît d'inclination pour la paix générale; vous prendrez, s'il vous plait, cela, suivant votre grand' expérience, pour une déclaration d'aquit car qui est-ce qui oseroit dire, qu'il ne veut point la Paix. Leurs HH. PP. auroient pu me charger d'offrir de nouveau leur Médiation, comme en 1650. Je n'ai pas reçu de Vous la Réponse que j'espérois pour me servir de règle.

Le bruit court ici que le Traité avec l'Angleterre est signé & que celle-ci a rompu avec l'Espagne. On a aussi reçu avis ici que M. l'Ambassadeur *Chanut* a pris son audience & congé de Leurs HH. PP. toutes choses que j'ignore: & j'entends tout le monde parler d'affaires que je devrois être le premier à savoir.

Mr. d'Ommeren m'a écrit la Lettre ci-jointe: je ne puis rien faire de ce qu'il exige de moi sans les ordres de Leurs HH. PP. Si les Puissances Reformées ne prennent point avec vigueur & zèle, l'intérêt des pauvres *Vaudois* je crains fort que toute cette affaire n'ait une mauvaise issue, ce qu'à Dieu ne plaise. suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 25. Novembre 1655.

MONSIEUR,

Après avoir reçu votre Lettre du 5.

mois & lû celle de la même date que  
 us avez écrite à Leurs HH. PP. à la priere  
 Mr. *Brassët*, touchant l'affaire de feu Mr.  
*Griffier Musch*, j'ai jugé qu'il ne convenoit  
 int, ni pour la Réputation du Roi de Fran-  
 ; ni pour l'honneur de Mr. *Brassët* que l'on  
 ât par autorité de Leurs N. & G. P. l'Ar-  
 le en question des demandes crimineles de  
 vocat Fiscal contre les Heritiers dudit Gre-  
 ;, puisque, à mon avis, - ce seroit donner  
 à un chacun de soubçonner que cette affai-  
 ne pouvoit souffrir la lumière, comme l'on  
 ordinairement; & j'ai cru qu'il vaudroit  
 eux que cet Article ne fut pas admis dans  
 sentence, comme manquant de preuves,  
 autant plus que, comme je le trouve dans  
 déclaration de Mr. *Brassët*, il ne peut y  
 ir de preuves suffisantes d'une chose qui réel-  
 ment n'est pas vraie.) de cette manière tout  
 a réparé suivant l'intention de Mr. *Brassët*.  
 i fait part de cette pensée à Mr. l'Ambassa-  
 ur *Chanut*, qui a jugé avec moi, qu'il fal-  
 : pour cette raison & quelques autres, que  
 communicassé au Président de la Cour, la  
 tre que v'ous avez écrite à Leurs N. & G.  
 afin qu'il la fit voir au Conseil, & que  
 s beaucoup de détours, on dirigeât cette  
 ire de sorte qu'elle se termine ainsi que je  
 dit ci-dessus; c'est ce que Mr. *Chanut*  
 us expliquera & à M. *Brassët*, d'une mani-  
 plus circonstantié lorsqu'il sera arrivé à Paris.  
 i donc parlé au Président & je lui ai re-  
 s en main v'otre Lettre; & il est convenu  
 ec nous que cette conduite étoit la plus con-  
 able pour la Reputation de Sa Majesté  
 très-

très-Chrétienne & pour l'honneur de Mr. Br.  
set.

Leurs N. & G. P. deliberent tous les jours pour presser l'affaire des Ambassades pour *Suède* & le *Dannemark*; & l'on en a déjà dressés les Instructions, aussi bien que pour un ministre ou quelques ministres que l'on envoie en *Brandebourg*. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J E A  
D E W I T T.

*De Paris le 19. Novembre 1655.*

M O N S I E U R,

Je suis très assuré que les honneurs que l'on fera à Mr. *Chanut* à son départ produiront par d'un effet très-avantageux tant pour l'Etat général que pour les sujets de Leurs HH. En particulier; puisqu'ils ont toujours quelque chose à solliciter ou à demander ici en Cour. Cet Ambassadeur passe ici dans l'esprit de la plupart pour un très honnête homme, qui vit avec plaisir que l'on termine les bonnes choses mais incapable de soutenir les mauvaises. Toutes les Resolutions que l'Etat prend, c'est pour un grand bien, quoiqu'il puisse arriver qu'au le tems elles tournent à mal; ainsi l'on ne doit trop prendre de précautions.

Le mécontentement que font paroître quelques Gouverneurs des places Frontières, com



*Aras*, de *Ham*, de *Corbie*, de *Peronne*, & même de *Mentreuil*, vient d'une cause, dont l'attendoit un bon effet, mais qui ne pouvoit avoir lieu dans ce tems-ci & contre l'usage ancien. Ces Gouverneurs ont coutume de s'approprier & retenir pour eux les contributions qu'ils levent sur le pais ennemi: Mr. le Cardinal vouloit les faire entrer dans les Coffres du Roi en accordant à ces Gouverneurs une grosse pension par an, qui cependant seroit toujours beaucoup moindre que le profit qu'ils tiroient des Contributions; voila le sujet de mécontentement.

Il y a des gens qui osent dire que le Maréchal d'*Hocquincourt* a traité avec Mr. le Prince, que leur dessein étoit de laisser passer la Somme à la Cavalerie Espagnole pour enlever le Cardinal; C'est pourquoi la Cavalerie François s'est avancé jusqu'à Noyon afin de s'y opposer. Ainsi il n'y a point d'apparence à un accommodement avec le Maréchal d'*Hocquincourt*. Le Gouverneur d'*Aras* & toute la noblesse de Picardie ne sont pas moins mécontents & prennent le parti des Gouverneurs, qui le 3. de ce mois, jour de St. Hubert, se sont assemblez, sous prétexte de chasse, & se sont liguez plus roitement que ci-devant.

Je vous ai proposé ci-devant, si Leurs HH. PP. ne jugeroient pas à propos d'offrir leur médiation pour faire la Paix entre la France & l'Espagne; j'ose vous le répéter encore aujourd'hui, d'autant plus que le Nonce du Pape ni l'Ambassadeur de Venise ne peuvent rien à cet égard, parceque leurs Supérieurs ne sont pas regardés de bon œil, & que l'on n'y a pas la confiance nécessaire pour une telle Négociation.

Je

Je me trouve obligé tous les jours de solliciter des affaires qui dépendent de certains points contenus dans les précédens traitez d'Alliance entre cette Couronne & Leurs HH. PP. comme l'exemption du droit d'Aubaine, le droit de Naturalization, ou les effets en faveur des sujets de Leurs HH. PP. le Privilège de n'être plus chargés en matière de droits que les François naturels, l'exemption des taxes &c. &c. on m'objecte d'abord que ces Traitez & Alliances sont finis, qu'ainsi je ne puis fonder sur aucun droit, à moins qu'on ne les renouvelle, rétablisse & confirme. D'où il est arrivé dernièrement le Roi a disposé de deux ou trois héritages d'Hollandois, comme Aubains, sorte que les veritables héritiers sont obligés de soutenir des procès onereux; à Bourdeaux ailleurs les marchands Hollandois doivent payer des droits doubles de ceux que paient les François; à Rouen on a mis de nouveaux droits excessifs sur le Harang & les autres poissons des sujets de Leurs HH. PP. ne sont exempts d'aucune taxe. Je vous laisse à penser si le vice de l'Etat ne demande pas qu'on pourvienne à toutes ces choses; remarquez sur tout toutes ces pertes & inconveniens tombent particulièrement sur les sujets de Mrs. les Etats de Hollande & Westfrise qui sont les plus intéressés dans le Commerce & la Navigation.

J'ajouterai mon sentiment particulier, & la correction, qui est que plus Leurs N. & P. diféreront, & plus on aura de peine à tenir ce renouvellement d'Alliance.

Enfin le traité est conclu avec l'Angleterre & si la France faisoit la paix avec l'Espagne

entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 359

roit alors trop tard pour en tirer quelque avantage, je n'écris ceci qu'à vous seul, & je le soumetts à vos réflexions. J'ai reçu votre Lettre du 11. dont je vous suis obligé, croyez moi.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 26. Novembre 1655.

M O N S I E U R,

Ces courtes du Roi & de Mr. le Cardinal ne font pas croire que les affaires ne vont pas dans les Pays-Bas, comme la Cour le souhaiteroit & comme elle tache de le persuader.

On débite dans le public je ne fais combien de choses pour donner un certain tour à toutes ces fatigues que la Cour se donne; entr'autres on dit, une personne de condition m'a raporté une nouvelle-ci. La guerre qui commence entre l'Angleterre & l'Espagne mettra bientôt celle-ci en raison; Et la Reine a dit au Duc d'Elbeuf (dont cette personne tenoit ce qu'elle me disoit) l'au printems prochain le Roi iroit prendre Valenciennes & Cambray, que le Lord Protecteur assiégeroit Graveline & Dunkerke, & que les. Les Etats Généraux romproient avec l'Espagne & débuteroient par le siège d'Anvers.

C'est sous ces prétextes qu'on fait revivre les nouveaux Edits de Finance présentés il y a quelque tems au Parlement & aux Chambres des Com-

Comptes & du Tresor , où ils trouverent ta  
d'oposition qu'on en renvoya l'exécution  
commencement de 1656.

J'attends avec impatience que vous me fassiez  
savoir le contenu du Traité d'accommodement  
entre la France & l'Angleterre , car autant que  
j'en puis juger , celui que l'on publie ici ,  
est fort déguisé.

On fait courir le bruit parmi ceux de la Religion,  
que ce sont les Catholiques Romains  
qui ont excité les troubles de la Suisse pour empêcher  
que les Cantons Protestans ne s'interposassent  
pour les *Vaudois*. On fait sur cela plusieurs  
raisonnements différens , aussi bien que  
les progrès des Suédois en Pologne qui donnent  
fort à penser aux Papistes.

Mr. d'Ommeren continue à me presser de prier  
le Roi à obtenir du Duc de Savoye un peu plus  
long délai pour la vente des biens des *Vaudois*.  
J'attends pour cela les ordres de Leurs HH  
PP. car, comme vous pouvez croire , je ne  
puis sans cela me mêler d'une affaire de cette  
nature à la seule réquisition de Mr. d'Ommeren.  
Au cas que Leurs HH PP, veuillent me donner  
quelques ordres à cet effet, il faudra y joindre  
des Lettres de créances particulières pour le  
Roi , la Reine & le Cardinal, afin que  
Sa Majesté y ait égard , les pauvres *Vaudois* s'attendent  
promettent un grand succès , & sur tout  
trouveront un grand soulagement dans les  
larmes des pieux sujets de Leurs N. & G.  
Jesuis. &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 9. Decembre 1655.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 25. du passé, j'ai  
eu les deux vôtres, l'une du 19. & l'autre du  
25. La dernière poste de France n'est pas enco-  
re arrivée non plus que celle d'Angleterre; c'est  
pourquoi cette poste que, suivant les dernières Let-  
tres de Mr. l'Ambassadeur *Nieupoort*, je dois  
vous envoyer les articles de l'accommodement con-  
cernant la France & l'Angleterre, que nous  
n'avons pas encore ici; & aussitôt je ne man-  
querai point de vous en faire part.

Nous sommes à présent occupé à examiner  
ce qui s'est passé ci-devant dans les renouvelle-  
ments d'Alliance avec la France; je crois que  
leurs HH. PP. pourront en même tems deli-  
bérer de quelle manière elles pourront offrir leur  
mediation entre la France & l'Espagne dans  
cette conjoncture: je vous marquerai alors ce  
qui aura été résolu.

Leur N. & G. P. ont nommé les  
personnes qui doivent être employez dans les  
ambassades de Suède, Dannemark & Brande-  
mbourg, savoir pour la Suède Mr. de *Polsbroeck*  
(mais on craint qu'il ne refuse cet Emploi)  
de *Maesdam* Conseiller de la Cour de Hol-  
lande, Mr. *Hubert* de Middelbourg, & Mr.  
*Wantz* de la Province de Groeningen; pour  
le Dannemark, Mr. de *Beuningen*, Mr. d'A-  
msterdam. I. Q me-

*merongen* d'Utrecht , & Mr. *Vierssen* de Friesland  
Pour le Brandebourg, Mr. le Bourguemaitre  
*Tulp* & M. *Yffelmuyden* d'Overyffel.

Vous & tous les ministres de l'État qui se  
dans les Cours étrangères , pouvez bien juger  
peut-être même mieux que nous qui sommes  
ici, combien il importe à l'État de dissiper  
jalousie & la défiance qui pourroit être entre  
membres de l'Union. Depuis quelque temps  
j'y ai travaillé de toutes mes forces & j'espère  
d'y réussir dans peu. Enfin ce grand ouvrage  
est si avancé, que l'on a formé dans une conférence  
de Députés des Provinces l'Avis dont je vous  
envoie copie ci-jointe, & dont on a fait rapport  
à Leurs HH. PP. il me paroît que son contenu  
est remarquable & qu'il tend entièrement à cette  
fin , vous me ferez plaisir de me marquer ce  
que vous en pensez. Quant à moi je crois qu'au  
cas que cette affaire réussisse , tous les Alliez  
de cet État pourroient espérer des effets plus  
solides de nôtre amitié & que ceux qui ne  
lui sont pas amis devroient le redouter davantage.  
Je finis en vous assurant que je suis, &c.

\* Voyez les Résolutions secretes *Vendredi*  
*Decembre 1655.*

Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 3. Decembre 1655.

M O N S I E U R,

Je reçois de tems en tems des recommanda-  
tions de la part de Leurs HH. PP. sur quel-  
ques points & sujèts sur lesquels je dois de-  
mander audience du Roi ; mais comme sa  
Majesté est encore absente, je suis obligé d'at-  
tendre son retour ; c'est ce dont je vous prie  
de faire souvenir la Regence.

Quant à ce que vous me marquez dans  
votre Lettre du 5. Novembre touchant le  
contentement de Mr. *Brasset*, & même de  
la Cour, par raport au Greffier *Musch*, j'at-  
tends le retour de Mr. *Chanut*, & je me  
contenterai de faire en sorte que l'on ne fasse  
point d'autres sollicitations.

J'ai parlé à une personne publique, qui m'a  
fait avoir lû chez Mr. le *Garde-des-Seaux*,  
l'instrument original de la Ratification du Trai-  
té ou Accommodement conclu entre la France  
& l'Angleterre, & qui m'a assuré qu'il ne diffé-  
rait rien de celui dont je parle dans ma Let-  
tre publique à la Régence ; cependant crainte  
de vous, je vous prie de me faire l'honneur de  
m'envoyer une copie bien collationnée, qui  
paraîtra m'être très utile en plusieurs affaires qui  
concernent l'Etat.

Q 2

Vous

Vous verrez aussi dans ma Lettre publique que ceux de Provence me demandent un rapport aux Instructions du Vice Amiral *Ruyter* ; je souhaiterois d'en être instruit, si cela se peut sans préjudice à l'utilité publique, afin d'en faire usage directement & dans l'occasion.

Leurs HH. PP. m'envoient dans leur Lettre du 19. Novembre dernier, une copie de la Lettre de Mr. d'*Ommeren*, écrite de *Geneve* le 3. du même mois, & en même tems, une copie que s'exprime cette Lettre, l'extrait de la Résolution que Leurs HH. PP. ont prise sur cette Lettre. Mais, Monsieur, (que ceci soit entre nous) cet extrait n'est point dans mon paquet, & cependant Leurs HH. PP. m'ordonnent de me conformer précisément à son contenu. Il est bien vrai, que Mr. le Greffier a envoyé, dans un autre paquet, une simple copie d'une Résolution de Leurs HH. PP. du 19. Novembre, qui m'ordonne de ne pas oublier pour engager le Roi à demander qu'on ne pressât point l'exécution du Traité d'accordement conclu avec les *Vaudois*. Si je fais cette demande générale, on suspendra l'exécution totale du Traité, même des articles avantageux aux *Vaudois*. La même Résolution dit plus que je ferois en sorte que les articles du Traité sujets à quelques inconveniens, soient corrigés; mais Leurs HH. PP. ne me marquent pas quels sont ces articles : c'est néanmoins que la Cour me demandera. Cette même Résolution ajoute que j'employerai tous mes offices pour faire redresser ces articles d'une manière convenable; je voudrois que Leurs HH. PP. me spécifiassent ce que c'est que cette



ere convenable. Lors que je serai bien in-  
uit & que j'aurai des ordres suffisans dans une  
affaire de Religion comme celle-ci, on ver-  
ra que le zèle ne me manquera point. Com-  
me cette affaire presse & ne souffre aucun délai,  
je vous prie de faire en sorte que Leurs HH.  
PP. me fassent reponse au plûtôt. On n'a pas  
encore de nouvelle que Mr. Chanut soit arrivé.  
Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 16. Decemb. 1655.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 3. du Courant  
après le départ de ma dernière du 9. Je vous  
envoie ci-joint, ainsi que vous l'avez souhaité,  
Copie du Traité conclu en dernier lieu en-  
tre la France & l'Angleterre, dont je vous prie  
de vous servir discrètement.

Quant aux Instructions que Leurs HH. PP.  
pouvoient avoir données au vice Amiral de Ruy-  
ter, j'ai examiné les pièces qui pouvoient y avoir  
quelque rapport & je n'ai trouvé qu'une Instruc-  
tion particuliere pour la Négociation à entamer  
avec les *Salentins*, & dont je vous envoie co-  
pie. S'il a d'autres ordres, ils lui auront été  
donnez par le Collège de l'Amirauté de Amster-  
dam, dont je n'ai aucune connoissance, mais  
je m'en informerai & je ne manquerai pas de  
vous faire part de ce que j'en decouvrirai.

J'ai communiqué vos considérations sur la Résolution prise par Leurs HH. PP. le 1<sup>er</sup> du passé sur la Lettre de Mr. d'Ommeren, au Commissaires chargez par Leurs N. & G. des affaires des *Vaudois* & qui ont travaillé sur la Lettre de Mr. d'Ommeren, ils se sont chargés d'y avoir égard ; mais comme ils n'en ont pas encore fait rapport, on n'a pris aucune résolution : cependant vous pouvez compter, comme je crois, de la recevoir l'Ordinaire prochain.

Mrs. de *Polsbroek* & *Tulp* ont refusé l'Ambassade vers le Roi de *Suède* & l'Electeur de *Brandebourg* : Leurs N. & G. P. s'étant réduës à leurs raisons, ont nommé, à la place du premier, Mr. le Pensionnaire *Slingelandt* & à la place du second, Mr. le Pensionnaire *Vogelsangh*.

Comme les plaintes contre les assemblées des Papistes qui se tiennent chez Mr. l'Ambassadeur d'*Espagne*, augmentent tous les jours : Leurs N. & G. P. ont pris deux Résolutions distinctes l'une du 7. & l'autre du 11. de ce mois que je vous envoie ci-jointes No. 1. & 2. On espère que cela suffira pour remédier à cet inconvenient.

Leurs N. & G. P. sont particulièrement occupées à delibérer sur un armement extraordinaire par Mer pour le Printems prochain. Sur quoi Mrs. les Députés de Leurs N. & G. P. ont dressé l'avis ci-joint No. 4. sur lequel Leurs N. & G. P. prendront une Résolution, comme je crois, avant la Noël. N'ayant rien autre chose à vous mander, je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 17. Decembre 1655.

M O N S I E U R,

Je suis persuadé que vous n'oubliez pas les  
affaires de nos pauvres freres des Vallées. Mr.  
Ommersen me marque ce que cette Cour-ci  
pourroit faire à cet égard, & j'attends encore  
les Instructions de Leurs HH. PP. ainsi que  
vous l'ai marqué deux fois. Ainsi je me  
flatte que vous me procurerez au plutôt ledit  
Acte & une Instruction particuliere; car je n'en  
ai écrit qu'à vous & non à la Régence: C'est  
Mr. le Cardinal qui doit agir en ceci.

J'espere aussi que lorsque le tems & les af-  
faires vous le permettront, vous m'envoyerez  
une copie de l'Accommodement entre la Fran-  
ce & l'Angleterre & que vous m'en écrirez un  
peu plus souvent.

J'ajouterai encore ici que je crois que le Re-  
nouvellement des anciennes Alliances avec le  
Roi est absolument nécessaire & le devient tous  
les jours de plus en plus. Le plutôt qu'on y tra-  
vaillera ce sera le mieux, afin que l'on puisse  
encore profiter de quelque reste de bonne  
disposition. Les affaires du Nord & du Levant  
vont loin. Il seroit à souhaiter que nos Am-  
bassadeurs fussent déjà dans leurs résidences re-  
spectives avant que la balance panche trop d'un

côté; mais il faut que chaque chose ait son tems, c'est la nature de nôtre Gouvernement. Je me recommande en vos bonnes grâces, je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 17. Decembre 1655.

MONSIEUR,

Mr *Chanut* Ambassadeur du Roi auprès de Leurs HH. PP. est enfin arrivé à *Dieppe* & de là à Paris, après un long & pénible trajet de neuf jours. Il m'a témoigné combien il étoit satisfait de tous les honneurs que Leurs HH. PP. lui ont faits en toute occasion. Aussitôt qu'il a été arrivé, il a eu audience du Roi, de la Reine & de Mr. le Cardinal, à qui il a fait un raport général des affaires, qui, comme j'apprends, fait beaucoup d'honneur à la Regence de nôtre République : Il vint ensuite chez moi, il m'en parla amplement &, comme me pareut, avec beaucoup de sincérité, & me témoignant qu'il étoit très content & qu'il ne perdroit aucune occasion de témoigner sa reconnoissance. Mr. *Chanut* est ici universellement estimé, & il est protégé par de bons amis, qui pour la plûpart ont le plus de crédit en Cour, & qui sont tous bien affectionnés pour Leurs HH. PP. Il m'a avoué naturelle-  
men

ent les raisons qui l'avoient engagé à demander son rapel , & qui toutes ne regardent que sa personne & l'intérêt de sa famille , sans qu'il y ait aucune qui marque qu'il ait eu quelque défaut dans les fonctions de son emploi.

J'apprends même qu'il dit ouvertement que l'intérêt du Roi demande qu'il y ait à la Haye un Ambassadeur Ordinaire , & que depuis son départ , on lui a dit que s'il n'étoit point parti subitement de Hollande , on ne l'auroit pas laissé revenir sitôt. On parle de plusieurs personnes pour le remplacer, comme de Mr. *Armin*, Conseiller & Procureur du Roi au Parlement de Rouen , de Mr d'*Andilly* Maître des requêtes de l'Hôtel , & même de Mr. de *Thou* résident à la Chambre première des Enquêtes du Parlement de Paris. Mais on n'en peut encore rien dire de certain , & même je ne crois pas que l'on ait encore mis cela sur le tapis , mais on en parle même parmi les Grands , qui sont ceux qui auront le plus à dire quand ce choix sera fait. Je ne manquerai point de vous informer de tems en tems de ce que j'en apprendrai. Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 17. Decembre 1655.

MONSIEUR,

J'ai une impatience extraordinaire d'avoir par-

vôtre moyen un Copie certaine du Traité d'accommodement conclu en dernier lieu à Londres, avec les Articles secrets, en cas qu'il en ait; car ceux qui ont le plus de credit à Cour, me font entendre que cet accommodement aura indubitablement des suites, qu'il selon moi, ne peuvent être qu'au prejudice des Provinces-Unies. C'est ce dont j'aurai soin de m'informer tous les jours; mais j'ai besoin pour cela d'une Copie de cet accommodement sur laquelle je puisse faire fonds; & ensuite vous marquerai avec plus de certitude & de particularitez ce que l'Etat doit attendre de cette Cour-ci.

S'il se pouvoit faire que les Esprits se réunissent chez nous & que l'ancienne confiance fût rétablie, suivant le Projèt que vous m'en avez envoyé, soyèz assuré que l'on regarderoit leurs HH. PP. d'un tout autre œil que l'on ne fait. A présent on ne manque pas d'exagérer les dissensions qui regnent non seulement entre les Provinces, mais même entre les membres de chaque une d'elles; de là les mauvaises impressions qui tendent toutes à rendre la République méprisable, ce qui influe sur toutes les affaires; les mal-intentionnez en tirent avantage: au prejudice de la Regence. Si une fois l'ancienne confiance & l'union étoient rétablies entre les Provinces & leurs membres, je vois quantité de desseins qui tomberont d'eux mêmes, & ne sera point difficile de rétablir la bonne intelligence entre la France & leurs HH. PP. qui est absolument nécessaire selon moi, puisque les intérêts des deux Etats sont tellement unis qu'ils ne fût-ce que par rapport au Commerce &

a Navigation, qu'ils ne peuvent être sans une bonne intelligence réciproque.

On me reproche tous les jours que Leurs H. PP. méprisent & rejettent l'Alliance & l'amitié du Roi; pendant que l'on cherche à se lier plus étroitement avec l'Espagne, en lui envoyant une Ambassade, dont on parle ici beaucoup. Ils osent même dire que c'est contre la France. Quoique l'on n'y ajoute point foi de vous cotez, cependant je trouve dans les fonctions de ma charge combien, ces impressions sont préjudiciables aux sujets des Provinces qui ont ici quelque prétensions. C'est pourquoi je souhaiterois de toute mon ame qu'on travaillât sérieusement au rétablissement de l'Union, sans préjudice pour la liberté & les Privileges de la Nation, chacun doit y contribuer pour le bien & l'avantage public.

On ne travaille ici à présent à aucune affaire importante, on n'entend parler que de mariages de fêtes, de Balets & autres réjouissances semblables. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 30. Decembre 1659*

M O N S I E U R ,

J'ai reçu, depuis ma dernière du 16. vos  
vres Lettres en date du 17. suivant. Il n'y a aucun

Article secret au Traité conclu entre la France & l'Angleterre, que nous avons reçu, quoiqu'Leurs HH. PP. aient particulièrement recommandé à Mr. de Nieupoort, d'avoir soin d'envoyer les articles secrets, s'il y en avoit : mais jusqu'à présent nous n'en avons eu aucune réponse ; aussi le tems a-t-il été trop court.

On n'a encore pris aucune résolution finale sur l'envoi d'une Ambassade en Espagne : il est cependant vrai que l'intention est d'envoyer au printemps prochain deux personnes de distinction en qualité d'Ambassadeurs extraordinaires mais simplement pour faire le compliment long-tems différé, sur la conclusion de la Paix & pour y établir un Ambassadeur Ordinaire. Vous pouvez être assuré qu'on se conduit dans cette conjoncture avec tant de circonspection que l'on ne donnera aucun sujet de jalousie ni à la France ni à l'Angleterre.

Leurs HH. PP. ont résolu, cette semaine de rappeler le Vice-Amiral *Ruyter* avec toute son Escadre, jugeant qu'il n'est plus nécessaire à présent qu'il croise vers le Détroit. Leurs LL. & G. P. ont résolu, avant la séparation de leur dernière Assemblée, de mettre en mer au printemps prochain une bonne flotte de quarante huit gros Vaisseaux de Guerre.

Le Roi de *Suède* fait de grands progrès du côté de la *Pologne* & de la *Prusse* : Leurs HH. PP. sont résolus de donner tout secours à l'Electeur de *Brandebourg* conformément à l'Alliance. C'est sur quoi l'on prend tous les jours des résolutions efficaces. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 24. Decembre 1655.

M O N S I E U R,

Vôtre dernière Lettre m'a fait un sensible plaisir en m'apprenant, pour mon propre repos & pour le bien de la chose même, que l'on travailloit, sur les avis que j'ai donnez en dernier lieu touchant les affaires de nos freres des Vallées, à des Instructions que l'on pouroit bien m'envoyer. Mr. d'Ommereen aura sans doute informé Leurs HH. PP. comment l'on maltraite ces Vaudois, à la faveur des fausses interprétations que l'on donne à l'imprudent traité qu'ils ont fait, & ils ne peuvent en attendre que toute sorte de maux; à moins qu'on n'y remédie au plûtôt. Mais une chose me chagrine, c'est que les Commissaires Anglois auprès des Cantons Suisses, & qui se trouvent à present à Geneve ne sont ni suffisamment autorisez ni assez instruits pour une affaire telle que celle-ci, qui ne peut souffrir de délai sans un danger évident.

J'ai appris par quelques avis du Païs que lorsque l'on reconduisit Mr. Chanut jusqu'au  
(a) *Hoornbrug*, il parla de ces affaires-là aux

Q 7

Dé-

(a) C'est un Pont entre Delft & la Haye où l'on va recevoir & jusqu'où l'on reconduit les Ministres Etrangers.

Députez de Leurs HH. PP. & de les dissuader de se trop mêler de ce qui regardoit le *Vaudois* : je ne puis savoir de lui même ce qu'en est. Mais depuis que l'accommodement a été conclu avec le *Protecteur*, sans y avoir rien obtenu de la France en faveur de ces pauvres persécutés, il se trouve ici des personnes qui s'imaginent que cette affaire ne va pas fort bien & que la France ne déférera pas beaucoup aux seules prières de Leurs HH. PP. ce que j'ai jugé assez important pour devoir vous être communiqué : je remarque aussi dans le Coutume des Lettres de Mrs. d'Ommeren, qu'il appréhende fort la même chose.

Je vous suis obligé de ce que vous m'avez procuré une Copie de l'Accommodement. On veut ici me faire croire qu'il y a encore quelques articles que l'on tient fort secrets. Comptez que je m'en servirai avec discrétion.

On pourroit tirer tant de cet Accommodement avec l'Angleterre, que du Traité de Marine conclu ici entre la France & quelques Villes, quelques articles qui pourroient servir à dresser le projet du renouvellement d'Alliance avec la France. Je vous avouerai entre nous que depuis cet accommodement avec l'Angleterre je trouve ici bien du refroidissement & qu'on ne m'y regarde plus du même œil ; jusque là même que je suis exposé à entendre des discours un peu libres qui me font de la peine. Il semble que l'on veut ici abandonner Leurs HH. PP. & s'unir plus étroitement avec le *Protecteur*, pour agir de concert contre l'Espagne à leur avantage, sans penser à celui des Etats de Leurs HH. PP. Je travaille à péné-

trer

rer ce qui en est, afin d'informer Leurs HH.  
 PP. avec certitude de ce que j'aurai décou-  
 vert. Les progrès du Roi de Suède du côté  
 de la Prusse, sont étonnans, & il est à crain-  
 dre que les grandes Villes ne se trouvent mal  
 à diférer si long-tems à entrer dans le Traité  
 commencé. Il est à souhaiter que l'Ambassa-  
 de des Etats réussisse dans ses vuës; car toute  
 guerre est oncreuse & dangereuse pour un  
 corps aussi delicat que celui de nôtre Républi-  
 que. Dieu veuille benir cette Ambassade. Mr.  
 es Mediateurs, le Nonce, & l'Ambassadeur  
 de Venise n'espèrent guères de réussir à rétablir  
 la paix entre les deux Couronnes. Le Prince  
 travaille sans relâche; mais son crédit n'est pas  
 encore grand ici, & un tout seul ne peut faire  
 la paix; les deux partis doivent y contribuer;  
 mais je doute qu'ils le fassent, quoique tous  
 deux voulussent le faire croire.

Il est certain que l'on fait de grands pré-  
 paratifs pour faire la Guerre l'année prochai-  
 ne, avec plus de succès, tant dans les Pais-  
 Bas Espagnols que dans l'Italie. On agit de  
 concert en tout avec le Protecteur, & l'on  
 se promet beaucoup de lui; mais je crois  
 qu'il n'est pas encore tems de juger de ce qui  
 en sera. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 6. Janv. 1656..

MONSIEUR,

J'ai reçu la vôtre du 24. depuis le départ de la mienne du 30. du mois dernier.

La Resolution de Leurs N. & G. de faire pour le Printens prochain un vigoureux armement, à été portée à la Généralité, Mrs. de Zéelande s'en sont chargez *ad referendum*, en sorte que l'on n'a pris aucune conclusion.

Les affaires du Roi de *Suède* avancent extraordinairement du coté de la *Prusse*. Suivant le avis de *Dantzik* du 26. Decembre 1655. dont j'espère vous envoyer Copie. La Ville d'*Elbin* s'est renduë à ce Roi, sans aucune resistance le 22. du même mois.

Je ne puis vous rien dire de certain des discours qu'auroit pû tenir Mr. *Chanut* aux Députez de Leurs HH. PP. qui l'ont reconduit jusqu'au *Hoornbrug*, parce que je n'ai pû encore trouver l'occasion de leur en parler; ce que je ne manquerai pas de faire à la premiere rencontre, afin de vous marquer ce qui en est.

Les Seigneurs nommez par Leurs HH. PP. pour l'Ambassade de Dannemark partiront demain. Quant au Renouvellement de l'Alliance avec la France, Leurs N. & G. P. ont nom-

me

é des Commissaires pour examiner tout ce qui s'est passé en pareille occasion, & sans doute que dans la prochaine Assemblée on prendra sur cette affaire quelque résolution salutaire, & l'avis Provincial de Leurs N. & G. P. sera porté à tems à l'Assemblée de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 29. Decembre 1655.*

MONSIEUR;

Je vous avoue que je me trouve ici dans des circonstances très difficiles pour les fonctions de ma charge: c'est pourquoi je me trouve obligé pour l'intérêt public de vous proposer s'il n'y auroit pas quelques moyens de reveiller un peu la bonne intention des personnes de cette Cour qui ont le plus de crédit, afin que mes affaires aient plus de succès, & que je puisse mieux exécuter les ordres de Leurs HH. PP. auxquels les sujets de Leurs N. & G. P. ont plus d'intérêt.

Il y a ici un procès qui dure depuis quelque tems & auquel est intéressé un nommé *Marc Roen* Marchand d'Amsterdam qui prétend l'héritage ou la succession de N. l'*Hermite*, natif de Leyde & marié à Bourdeaux depuis quelques années. Le Roi a donné cet héritage, par surprise, à Mr. de *Pontac* Président de la Cour

Cour des Aides en Guienne, comme échi  
 Sa Majesté *par le prétendu droit d'Auben*  
 Or il n'y avoit personne qui ne sçut que les  
 jêts de Leurs HH. PP. ont été exemptez  
 ce droit, premierement par *Henri IV.* par  
 Traité de 1596. & depuis par tous les Trai  
 suivans, sur tout par celui de 1630. confir  
 par celui de 1647. qui est le dernier. M  
 lorsque j'allegue ces Traitez, on n'y a ici auc  
 égard, pour les raisons que je vous ai marqu  
 dans mes précédentes. Aussi j'ai été obligé p  
 terminer cette affaire d'avoir recours à l'a  
 de Mr. *Brassset* ci-devant Resident, qui  
 trouvant engagé comme dans une affaire  
 le regardoit particulièrement, s'est conduit  
 vec tant de zèle qu'il a sçu insinuer la veri  
 en sorte que me conduisant par ses bons a  
 j'ai obtenu, malgré les mal intentionnez  
 Lettre de Cachet du Roi, dont je vous  
 voye Copie, & qui étant à l'avantage  
*Marc Broen* en particulier, servira d'exem  
 pour tous les sujets de Leurs HH. PP.  
 général.

Quoique j'aye trouvé Mr. *Brassset* fort z  
 & bien intentionné à m'aider à éloigner t  
 les désagrémens dans les sollicitations qui rég  
 dent les affaires de Leurs HH. PP. il seroi  
 souhaiter. que Leurs HH. PP. ou Leurs  
 & G. P. l'y encouragassent encore davanta  
 & l'y obligeassent pour l'avenir. Je crois  
 vous le trouvez bon, qu'on pourroit le fai  
 en donnant à son fils une des bonnes Comp  
 nies extraordinaires vacantes: il est à pres  
 Capitaine ici d'une Compagnie d'Infante  
 dans un vieux Regiment, & il a ci-devant:

l'Etat comme Soldat, Enseigne & Lieutenant d'Infanterie. Cette faveur & le paiement si est exacte dans la Province de Hollandel'origeroit particulièrement envers Leurs N. G. P. C'est une petite charge pour l'E- & les sujèts en ressentiroient les effets, de ffection du Père, auquel Leurs HH. P. pourroient bien faire quelque present au là de la somme de douze cent florins, pour le recompenser, selon la coûtume, des vices qu'il a rendu pendant une si longue sidence.

Je reçois aussi de bons avis de Mr. d'Estra- & je suis informé de divers endroits qu'il laisse passer aucune occasion de detruire les mauvaises impressions dans l'esprit des Grands, de justifier toutes les actions, la Regence les Intentions de Leurs HH. PP. Si Leurs & G. P. pouvoient faire enforte qu'on lui yât de tems en tems quelque bonne partie de gages, cela feroit le meilleur effet du Mon- ; Il commande à Bourdeaux, & il a beaucoup de crédit dans la Guienne & la Xainton- , à la Rochelle & dans les Isles voisines ; Commerce & la Navigation dépendent uvent dans ces quartiers-là de la Protection es Juges ; pour moi je me promets de grands vices de lui, & il en a déjà rendus. Leurs l. & G. P. en ressentiront les effets dans les avantages qu'en tireront leurs sujèts. Je suis ,

c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J.  
DE WITT.

De Paris le 30. Decembre 1655.

MONSIEUR,

On considère ici sous différentes faces les affaires de la *Pologne* & les succès du Roi de *Suède* : les Ecclesiastiques Romains se plaignent ouvertement de ce que l'on voit de bon œil la ruine de leur Religion dans ce Royaume là, & voudroient engager le Roi à envoyer un puissant secours pour retablir les affaires de Sa Majesté Polonoise. Mais on m'a assuré de bonne part que l'on n'oseroit lui donner ce secours & même que l'Electeur de *Brandebourg* ne doit en esperer aucun, pour ne point offencer le *Suède*.

On forme de grands & vastes projets pour la Campagne prochaine. Sur tout du côté du Pais-Bas Espagnols, où, à ce que l'on dit, on fera les derniers efforts. On dit que le Roi a déclaré au Comte d'*Harcourt* qu'il iroit à l'armée & qu'il l'a commanderoit en personne comme Général.

Après que l'accordement avec l'Angleterre fût conclu; On publia d'abord qu'il y avoit des engagements mutuels pour agir de concert dans la Guerre contre l'Espagne, jusque là même que l'on m'a voulu assurer que pour mieux

ét



établir la Correspondance entre l'Angleterre & France, on alloit faire un Traité de subfides & régler les opérations de la Campagne, ainsi que cela s'étoit pratiqué avec Leurs HH. PP. lorsqu'elles avoient la Guerre avec le Roi d'Espagne. Mais je crois que l'on ne me fait ces ports qu'afin que Leurs HH. PP. en soient formées.

J'ai fait entendre par mes reponses & par les cours que j'ai eus avec diferentes personnes, qu'il n'y avoit pas grand' chose à attendre de ces gagemens prétendus, qui ne pouvoient faire aucun tort à Leurs HH. PP. puisque l'on peut voir clairement dans l'accommodement même entre la France & l'Angleterre, que les différents intérêts, pour ne pas dire contraires, des uns & des autres ne pouvoient jamais s'accorder. Cependant je soumets tout aux sages considérations de Leurs HH. PP.

La médiation pour la Paix Générale est toujours dans le même état & il n'y a aucun changement depuis ce que j'en ai écrit. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 13. Janv. 1656.*

MONSIEUR,

J'ai reçu depuis le depart de ma dernière du Courant vos Lettres du 29. & du 30. Decembre dernier.

La

La Regence a appris avec beaucoup de plaisir par vos Lettres publiques les salutaires Résolutions que le Roi a prises & les ordres qu'il a donnez sur plusieurs affaires importantes; & sont des fruits de vôtre bonne conduite & de vos sollicitations pressantes. Nous espérons que l'exécution, qui trouve toujours tant d'obstacle en France, s'en suivra aussi, ce qui sera encore dû à vôtre attention.

Par raport aux discours qui se sont tenus entre Mr. l'Ambassadeur *Chanut* & les Députés de Leurs HH. PP. qui le conduisirent jusqu'au *Hoornbrug*, & dont je vous ai promis de vous informer après que je m'en serois instruit, je m'aquitterai à présent de ma promesse; J'en ai parlé à quelques-uns de ces Députés & sur tout à Mr. de *Beverning*, & j'ai appris que l'on n'a point parlé particulièrement des Vaudois, mais que Mr. *Chanut* discourant avec les Députés sur l'Alliance entre la France & l'Etat, & tâchant de les convaincre des favorables dispositions du Roi son Maître pour sa République, il avoit ajouté entr'autres choses qu'il espéroit que Leurs HH. PP. ne considéreroient que les intérêts communes sans se mêler des affaires domestiques, & sur tout que Leurs HH. PP. ne s'intresseroient pas trop pour celle de la Religion; se ressouvenant de la réponse qu'ils avoient faite aux Ambassadeurs de France qui leur avoient fait ci-devant quelque proposition tendant à accorder plus de liberté aux Papistes.

Je ferai une sérieuse attention à vôtre recommandation en faveur du fils aîné de Mr. *Brasset*, & par raport aux Gages de Mr. d'*E*.

des. Je ne manquerai pas d'en parler à quelques membres pendant la première Assemblée, j'y contribuerai de mon côté tout ce qui dépendra de moi. Mais réfléchissant d'un côté sur la nature de la chose & de l'autre sur les dispositions de quelques Regens, je trouve de grandes difficultez à réussir dans l'un & dans l'autre.

Les Seigneurs nommez par Leurs HH. PP. pour l'Ambassade de Dannemark sont partis le Lundi dernier, en sorte qu'ils sont arrivés le même jour à Utrecht, & il continueront ainsi leur voyage avec toute la diligence possible.

Mr. *Appelboom* Résident du Roi de Suède a joint dans un Mémoire présenté à Leurs HH. le 4. de ce mois, & dont je vous envoie Copie ci-jointe No. 1. que l'amitié entre le Roi son maître & l'Electeur de *Brandebourg* soit rétablie & confirmé par un Traité exprès, malgré quelques voisins qui cherchant à troubler le repos de la République & de son Altesse Electorale avoient fait leurs efforts pour l'empêcher. Leurs HH. PP. n'ont pas manqué de se demander à Mr. le Résident qu'il s'expliquât & qu'il leur dit premièrement qui sont ces voisins qui cherchoient à troubler la tranquillité de la République & de son Altesse Electorale, qui s'étoient opposés à un si salutaire ouvrage; second lieu quels moyens ces voisins avoient employés pour troubler cette tranquillité de l'E. R. Comme on avoit prié Mr. l'Envoyé de pondre par écrit afin que l'on peut se consulter, on n'a pu obtenir de lui cet éclaircissement; ainsi Leurs HH. PP. ont pris à cet égard la résolution ci-jointe No. 2. qui lui fut remise  
par

par l'Agent *de Heyde*. S'il se passe quelque autre chose j'aurai soin de vous en informer. J  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 7. Janv. 1656.*

MONSIEUR,

Un membre du Conseil à voulu me persuader qu'il savoit très bien qu'il n'y avoit, outre ce qui avoit été publié du Traité avec l'Angleterre, aucun article secret que celui qui regarda le Roi d'*Ecosse* & son frere le Duc d'*York* mais je lui citai un autre article, qu'il m'avoua aussi, en sorte qu'on ne peut encore déterminer sûrement s'il n'y a point quelques autres articles séparés. C'est à Mr. *Nieuport* à pénétrer le mystère.

J'attends encore les instructions & les ordres de Leurs HH. PP. pour savoir comment je me conduirai dans l'affaire des Religioneux persécutés du Piémont, & que vous m'avez fait espérer. Mr. d'*Ommeren* continue m'écrire d'engager le Roi à intervenir en leur faveur; d'autant que leurs affaires sont dans un pitoyable état.

J'ai eu hier la visite de l'Abbé *Moret*, qui a été chargé des affaires du Duc de Savoie, & cette Cour pendant l'absence de l'Ambassadeur & qui est sur son départ pour Turin. Il m'a  
fi

ra que l'affection de son maître pour tous ses  
éts même de Religion diferente, étoit si réel-  
; qu'il n'y avoit personne qui pût en douter;  
le le Duc avoit remis l'affaire du Traité avec  
; Vaudois à l'arbitrage de Sa Majesté Très-  
brétienne, enforte que S. A. R. étoit dispo-  
à faire tout ce que Sa Majesté trouveroit à  
opos de changer ou d'ajouter audit Traité.  
lais, ajouta cet Abbé, les habitans des Vallées  
ême sont contens & en repos; il n'y a que  
quelques Dauphinois de leur Religion qui, pour  
irs intérêts particuliers, voudroient revoir tout  
trouble & en guerre de ce côté-là.

Cet Abbé me dit encore que la vente des  
ens, dans le tems fixé, s'étoit faite de ma-  
ère que lorsqu'il s'étoit trouvé quelqu'ache-  
ur, il avoit payé sur le champ, & que s'il se  
uvoit sans argent comptant, le vendeur étoit  
yé des deniers de son Altesse Royale; que lors-  
il ne se trouvoit point d'acheteur, S. A. R.  
netoit elle même après que le Magistrat avoit  
s le prix. Et, ajoutoit cet Abbé, si l'on  
ut une preuve générale que S. A. R. ne cher-  
e ni à maltraiter ni à chasser ses sujets, on  
qu'à considérer quelle perte ce seroit pour  
e, d'autant qu'il manque des habitans dans  
Cantons les plus fertiles du Piemont; ainsi  
i voudroit aller peupler ces montagnes &  
vallées desertes, si l'on en chassoit ces gens-

Enfin, que S. A. R. avoit entierement  
ntenté à cet égard les Envoyez d'Angleterre  
i avoient été temoins du Traité fait à Turin  
à Pignerol, & que par le même moyen le  
ord *Protecteur* étoit aussi très-content. Voilà  
pologie que fit cet Abbé, Mr. d'Onmerens  
Tom. I. R peut

peut savoir ce qui en est , c'est pourquoi je lui enverrai à Geneve une relation des discours de cet Abbé.

J'apprends avec plaisir par la vôtre du 30. Decembre l'intention où l'on est d'envoyer une Ambassade extraordinaire en Espagne, mais avec cette circonspection que l'on remarque dans toutes les demarches de Leurs HH. PP.

J'entends dire ici que la part que Leurs HH. PP. prennent aux affaires de la Pologne & leur bonne intelligence avec l'Electeur de Brandebourg, fait faire bien du mauvais sang à la Cour de Suède, mais sur tout les secours que l'on donne ou que l'on a donné à l'Electeur avant même qu'il ait été attaqué dans ses domaines, & ainsi plutôt que l'on n'y étoit obligé. Cette cour-ci voit tranquillement les embarras où est la Pologne, & s'attend que cela se ra suivi d'une rupture entre la Suède & l'Allemagne ; j'ai cru devoir vous donner cet avis je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 7. Janv. 1656.*

**M** O N S I E U R,

On a regardé ci-devant comme une chose sûre & arrêtée que toute la Monoye d'or & d'argent de ce Royaume, qui a cours présentement

roit insensiblement diminué de prix par ordre  
du Roi , jusqu'à ce qu'enfin dans un certain  
temps elle seroit entierement décriée & mise au  
monnayage ; en sorte qu'on bateroit de nouvelles es-  
peces d'or & d'argent. Comme cette résolution  
seroit très préjudiciable pour tous ceux qui sont  
occupés , sur tout en argent , elle a trouvée de for-  
tes oppositions , en sorte que Sa Majesté a trouvé  
à propos de changer d'avis ; les anciens louis  
d'or & d'argent continueront à avoir leur cours  
ordinaire à dix & à trois livres respectivement ;  
mais on batra de nouvelles pièces qu'on nom-  
mera des *Lis* , ceux d'or de sept livres , & ceux  
d'argent de trente ou de vingt-cinq sols ; mais  
la valeur intrinsèque sera bien au-dessous de  
celle des especes batues sur l'ancien pied. L'or  
des nouvelles pièces sera de vingt-trois ca-  
s , & d'un marc d'or on en fera soixante  
demie. L'argent sera au titre de onze de-  
mis neuf grains , & d'un marc on fera trente  
pièces & demie à vingt sols chacune , les demis  
quarts à proportion. Comme ce change-  
ment ne manquera pas d'absorber & de faire  
paroître peu à peu toutes les vieilles especes ,  
le commerce des sujets de Leurs HH. PP. ou  
tôt de Leurs N. & G. P. dans ce Royau-  
me en souffrira ; C'est pourquoi j'ai cru qu'il  
étoit de mon devoir de donner avis de tout ce-  
ci. Je suis, &c.

A. Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 14. Janvier 1656.

MONSIEUR,

Les Grandes Alliances que Mr. le Cardinal a faites mêmes avec des Princes du sang, ont fortifié l'opinion assez générale où l'on étoit que le Roi pouroit bien épouser une nièce de son Eminence. C'est pour dissiper ces bruits que l'on a envoyé Mr. de Beringan en Italie sous prétexte de faire des ouvertures de mariage à la Cour de Savoye; afin, dit-on, d'engager par-là le Duc de Savoye dans les intérêts de cette Couronne, d'autant plus qu'il est l'ennemi de la Guerre & que l'Espagne tache de gagner en lui proposant de lui donner en mariage l'Infante d'Espagne.

Il est vrai aussi que dans le dernier Traité conclu, le Duc de Mantoue s'est réservé le pouvoir de jouir des subsides de l'Espagne pour l'entretien de la Garnison de Casal, ou les sommes que la France lui a promis de lui payer pour le même effet.

Ce sont là des acheminemens à la paix générale, cependant il se trouve encore des pénétrés qui veulent soutenir que ce ne sont que des feintes; & que lorsqu'on en viendra aux Conférences on fera des propositions si exorbitantes, comme celle de la Restitution



u Royaume de Navare ou d'un équivalent, que l'on n'en viendra absolument point à la conclusion.

De ce côté-ci on a grand envie d'enlever à Espagne les Provinces conquises des Paisas; & les grands progrès du Roi de Suède en Pologne font espérer une autre rupture entre la Suède & la Maison d'Autriche. Alors, dit-on, ce sera le tems, d'obliger la Maison d'Autriche & celle d'Espagne à modérer leurs vuës; c'est à quoi tout tend ici.

Je ne trouve pas que les intentions de Leurs HH. PP. en faveur de l'Electeur de Brandebourg soient ici fort agréables, encore moins qu'elles y soient favorisées, pour les raisons suivantes.

Permettez moi, Monsieur, de vous repeter ici que la lenteur avec laquelle on travaille au renouvellement de l'Alliance avec cette couronne, & l'ardeur (c'est ainsi que l'on s'exprime ici) avec laquelle on dispose l'Ambassade extraordinaire destinée pour l'Espagne, fait ici un très-mauvais effet; même chez les personnes qui sont bien intentionnées pour Leurs HH. PP. comme je vous l'ai déjà écrit. Souvent on me raporte les discours & même les paroles des personnes les plus accréditées de la Cour que cette conduite semble irritier. C'est ce que je soumets à votre jugement; sur tout si le renouvellement de l'Alliance ne devrait point preceder le départ des Ambassadeurs pour l'Espagne. J'attends encore avec impatience les ordres & les instructions de Leurs HH. PP. touchant l'intercession en cette Cour en faveur de nos pauvres freres

des Vallées du Piémont, car ce n'est pas sans raison que l'on craint ici beaucoup pour ces pauvres gens. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 20. Janv. 1656.

MONSIEUR,

J'ai reçu depuis le départ de ma dernière de 13. vos trois Lettres, savoir deux datées du 7 & l'autre du 14. du Courant.

On n'a encore rien résolu par rapport aux affaires des *Vaudois*, parceque l'Assemblée de Leurs N. & G. P. s'est séparée avant que les Commissaires qui en sont chargez, aient fait leur rapport touchant les instructions particulières que vous souhaitez. Je ferai néanmoins en sorte que les Commissaires de Leurs HH PP. revoyent ce Traité ou plutôt cette Patente, examinent les remarques que l'on a envoyées & en fassent au plutôt rapport à Leur HH. PP. Afin qu'elles prennent enfin une conclusion sur vos instructions bien particulières.

Ceux qui publient que Leurs HH. PP. ont donné du secours à l'Electeur de *Brandebourg*, avant d'y être obligées, suivant les termes du Traité d'Alliance, se trompent en cherchant à tromper les autres: puisque jusqu'à présent on n'a accordé à son Altesse Electorale ni secours ni subside. Il est bien vrai que Leurs HH  
PP

P. ont fait leurs dispositions , pour remplir  
urs obligations , dès que le cas y écherra ;  
est pourquoi ils ont mis ordre à ce que les  
rovinces fournissent leur quote-part de la som-  
me de 120. mille livres au Comptoir du Re-  
veur Général *Doublet* , pour être payées en  
ms & lieu à son Altesse Electorale : à la place  
es secours de troupes qui lui sont promis ; on  
e peut même nier que le cas est arrivé mê-  
e depuis longtems.

Je vous envoie ci-jointe copie des dernieres  
vis que nous avons reçus du côté de la Prusse ;  
s aparences d'un accommodement entre la  
uède & le Brandebourg , dont on a eu avis  
ur la derniere poste , paroissent augmenter.  
Payant rien autre chose digne d'attention à vous  
ander je finis en vous assurant que je suis,  
cc.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 27. Janvier 1656.

M O N S I E U R ,

Toutes les nouvelles que l'on a reçu ici tant  
lu Commissaire *Pels* que des correspondans de  
Etat à *Coningsberg* & aux environs , marquent  
que le Roi de *Suède* & l'Electeur de *Brande-  
bourg* avoient conclu un Traité ; & que par  
provision on étoit convenu d'une suspension  
Parmes pour cinq ou six jours, pendant lesquels Sa  
Majesté Suédoise enverra sa ratification ; mais

nous n'avons pu apprendre jusqu'à présent , p  
ces avis particuliers , quelles sont les conditio  
de ce Traité: les uns disent que son Altesse E  
lectorale évacuera aux Suèdois quatre villes po  
leur sureté & qu'elle cederà à ce Roi une pa  
tie de son armée.

Quelques uns marquent que l'on deroge e  
tièrement dans ce Traité à l'Alliance concl  
en dernier lieu entre cet Electeur & Leu  
HH. PP. d'autres disent que c'est simpleme  
à l'Article XVI. où il est parlé de ne pas a  
gumenter les droits; &c. d'autres soutienne  
que l'on n'y a point touché. Leurs HH. P  
ont fait demander aux Ministres de *Brandebou*  
qui sont ici, quelles particularitez ils avoient  
cuës de ce Traité: ils ont repondu que leu  
Lettres n'étoient point encore arrivées & qu'au  
tôt qu'ils les auroient reçues ils en feroient p  
à Leurs HH. PP.

J'ai jugé que vous ne trouverez pas mauva  
que je vous fisse part de ceci provisionnellémen  
puisque la chose touche l'Etat de si près. J  
ne manquerai pas de vous instruire des suites  
& je ne laisserai passer aucune occasion de voi  
témoigner que je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 3. Février 1656.*

M O N S I E U R ,

Je crois qu'il est de mon devoir de vous en

oyer les ordres & instructions que Leurs HH. P. ont donné aux Ambassadeurs que cet E-  
 it envoie au Roi de *Dannemark*; elles con-  
 stent principalement en ceci: Mrs. les Am-  
 assadeurs représenteront en toute confiance  
 Sa Majesté les considérations de Leurs HH.  
 P. & leur inquiétude sur l'état présent des affai-  
 es dans la Mer Baltique & dans les Etats voisins ,  
 & l'intérêt inseparable que leurs Etats respectifs  
 ont: Ils tacheront d'inspirer à Sa Majesté une  
 entière confiance dans Leurs HH. PP. & la  
 rieront ensuite, comme la Puissance la plus  
 teressée, de leur déclarer quels moyens elles  
 gent les plus convenables pour la defense & la  
 onservation des intérêts communs dans la Mer  
 altique, afin de pénétrer par le moyen de la  
 éclaration que Sa Majesté fera à cet égard ,  
 uelles sont ses intentions par rapport à un ar-  
 ement dans la Mer Baltique. Lorsqu'ils re-  
 arqueront dans ce Prince toute la confiance  
 Leurs HH. PP. que merite leur fidele ami-  
 é & leur empressement, ils tâcheront de sa-  
 voir ce qu'il y a à attendre de la vigueur & des  
 éolutions de Sa Majesté, au cas que la Suè-  
 e continuât au printems prochain à faire lever  
 la Rade de Dantzik & des autres ports de  
 Mer Baltique des impôts aussi exorbitans que  
 eux qu'elle lève a présent sur la Rade de Dan-  
 ik.

Outre cela ils solliciteront ce Roi d'envoyer  
 onjointement avec Leurs HH. PP. une Am-  
 assade au Roi de *Suède*, pour le porter à fai-  
 la Paix avec le Roi de *Pologne*, & pour  
 exhorter à se desister d'exiger de tels impôts  
 cas qu'il veuille continuer la guerre. Sui-

vant le tour que prendront les choses, ces Ambassadeurs déclareront à Sa Majesté l'intention de Leurs HH. PP. de faire une convention avec Sa Majesté & le *Protecteur* d'Angleterre pour la liberté de la Mer Baltique, en lui faisant comprendre que Leurs HH. PP. n'ont d'autres vûes que de maintenir la tranquillité & la liberté de la Navigation dans cette Mer, & qu'à cette fin il soit stipulé dans le Traité faire que les Alliez mettront en mer des forces considérables, & qu'ils se prêteront même du secours par terre au cas qu'il en soit besoin, que pour y mieux reussir on contracteroit de nouvelles Alliances avec les Potentats & Princes qui y ont intérêt. A cet effet on fera part à Sa Majesté du Traité conclu avec le Brandebourg, afin de voir si ce Prince seroit disposé entrer dans l'Alliance de Leurs HH. PP. avec son Altesse Electorale. Enfin ils lui feront confidence des ordres donnez aux Ambassadeurs de Leurs HH. PP. vers le Roi de *Suède*, à condition qu'on leur communiquera de même les propositions & les Négociations du Ministre de *Suède* résident à la Cour de Coppenhague.

Et enfin au cas qu'il arrivât contre toute attente, que la flotte de l'Etat fut obligé d'en venir à quelque action, à cause des hostilités commises contre les Vaisseaux des sujets de l'Etat qui trafiquent dans la Mer Baltique, ils feront en sorte que Sa Majesté envoie sa flotte ou du moins une partie au secours de celle de Leurs HH. PP. lui promettant que Leurs HH. PP. lui donneront toute sorte de secours & d'assistance pour l'aider à repousser les violences auxquelles elle sera exposée.

quelles elle pourroit être exposée parce qu'elle leur auroit prêté ce secours.

Mais au cas que les affaires aient changé de face par le Traité conclu depuis peu entre le Roi de *Suède* & l'Electeur de *Brandebourg*, & dont on ignore encore les conditions, les articles de ces instructions seront changées selon le tems & les circonstances des choses; & je ne manquerai pas alors de vous en informer. N'ayant rien autre chose à vous mander je joins ici les avis de *Danzik* & de *Coningsberg*, & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 4. Février 1656.*

**M** O N S I E U R ,

L'Accommodement de l'Electeur de *Brandebourg* avec la *Suède*, quel qu'il soit, ne peut être que très desavantageux à l'Etat de Leurs HH. PP. tant pour le public que pour le particulier, & encore plus si son Altesse Electorale a été obligée de renoncer à l'Alliance de Leurs HH. PP. conclue en dernier lieu. Nous avons encore été exposez au même inconvenient par rapport au Traité du péage du *Sondt* celui là aura servi d'exemple à celui-ci, & ces deux-ci serviront d'exemple à meilleur droit pour l'avenir, si l'on n'y pourvoit pas.

L'Âme de l'Etat est attaquée au Levant & Couchant; cependant c'est de là que les autres regions de l'univers doivent tirer leur subsistance. J'espère que je trouverai & plus de certitude & plus de lumière sur cette affaire dans votre première Lettre. Tous les disadvantages que reçoit la République diminuent terriblement dans le Monde la reputation de Leurs HH. PP. & le respect qu'on avoit coutume d'avoir pour cet Etat par toute la terre.

Vous savez sans doute par Mr. d'Ommerey tout ce qui se passe en Suisse; J'apprens ici par des personnes qui ont de bonnes correspondances dans ce pais-là, que le Canton de Berne est fort porté à faire la paix & à s'accommoder avec celui de Switz, ce qui ne plaît point aux autres de Zurich. On est fort disposé en cet Etat-ci à contribuer à cet accommodement même en y envoyant Mr. le Duc de la Rochefoucault avec le Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire. De cette manière les intentions de Leurs HH. PP. pourront être exécutées. Quelques personnes judicieuses de ce pais croient que si ces troubles Domestiques ne sont apaisés au plutôt, l'incendie s'étendra sur tous côtez & que les choses en viendront à une guerre générale de Religion qui sera inmanquablement la source de bien de maux.

Une personne de la Religion, qui a une correspondance intime avec quelques Seigneurs qui ont le plus de credit auprès du Lord Protecteur m'a communiqué quelques articles secrets du dernier Traité conclu entre la France & l'Angleterre & qui n'y sont pas inserés pour des raisons que l'on devine aisément, & qui de ce co-



té ci peuvent passer pour des raisons d'honneur.

1. Que la France payera à l'Angleterre les quatre millions que la Reine *Elizabeth* a prêté à *Henri IV*, avec les intérêts, ce qui est réglé & liquidé à douze millions payables en huit termes chacun de quinze cent mille livres; l'Angleterre s'engage de son côté de tenir en mer à ses dépens douze grands Vaisseaux dans la Méditerranée & six dans la Manche.

2. Qu'il y aura entre la France & l'Angleterre une Ligue offensive & défensive, des conditions de laquelle on traitera.

3. Que l'Angleterre fournira à ses dépens, des Vaisseaux à la France pour reconquerir les Villes de *Dunkerque* & *Gravelines*: & la France de son côté aidera l'Angleterre à reprendre *Nieu-poort* & *Ostende*. On ne pourra respectivement prêter aucun secours aux ennemis ou rebelles de l'un ou de l'autre.

4. Que le Duc d'*York* & les autres contenus dans une liste connue partiront au plus tard quarante jours après la ratification du Traité. Mais la Reine d'Angleterre pour arrêter, parcequ'elle est fille de France.

5. Qu'on observera & exécutera l'Edit de Nantes & les autres rendus en faveur de ceux de la Religion: La Nation Angloise sera garante de leur execution.

6. Que les Anglois négocians en France pourront faire bâtir des temples dans les Faux-bourgs des Villes où ils résident, où l'on prêchera en François & où les François pourront aussi aller.

Je ne puis vous assurer que tous ces articles

font certainement vrai ; mais quels qu'ils soient j'ai jugé à propos de vous les envoyer , jusqu'à ce que vous soyez mieux informé. Je suis , &c

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 17. Février 1656.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 3. j'ai reçu la vôtre du 4. du Courant. Nous n'avons pas encore reçu le Traité conclu depuis peu entre le Roi de Suède & l'Electeur de Brandebourg , en sorte que nous ne voyons pas encore bien clair dans cette affaire là. Les Ministres de Son Altesse Electorale qui sont ici voudroient nous persuader que ce Traité ne donne aucune atteinte à l'Alliance conclüe en dernier lieu entre l'Electeur & Leurs HH. PP. Dieu veuille que cela soit ainsi. Ce que vous alléguez dans votre Lettre touchant le Traité du Péage du Sondt me paroît d'une toute autre nature ; puis que ni l'Etat ni le Dannemark y ont renoncé sans passer aucun acte obligatoire en faveur de la Suède. Quelques années après la conclusion du Traité , on jugea de part & d'autre , sur ce que l'usage en avoit appris , que ce Traité étoit désavantageux , surquoi on passa l'Acte de rescision , du consentement des deux parties contractantes & sans que la Suède y intervint. Dans le cas présent , c'est toute autre chose , il s'a-

it d'une Alliance qu'une des Parties annulle sans l'intervention, encore moins du consentement de l'autre Partie, en passant en faveur l'un tiers un Acte obligatoire qui ne peut subsister en aucune manière.

Nous n'avons pu découvrir d'autre article secret du Traité conclu entre la France & l'Angleterre, que celui où il est parlé de l'éloignement des personnes contenues dans certaine liste; & même Mr. le Secrétaire *Tharloe* a déclaré netement à Mr. l'Ambassadeur *Nieuport* que les parties contractantes n'en avoient conclu aucun autre. Et Mr. *Nieuport* m'avoit déjà écrit ci-devant que Mr. l'Ambassadeur de *Neufville* lui avoit affirmé la même chose. C'est pourquoi je souhaiterois d'être au plutôt informé si l'on peut découvrir le contraire *in forma & in scriptis*.

Comme les Diffensions augmentent tous les jours en *Overyssel*, Leurs HH. PP. ont écrit aux Etats de cette Province pour les prier d'envoyer ici quelques Députés, afin que l'on voye s'il seroit possible à Leurs HH. PP. ou à leurs Députés de terminer leurs différens. Ces Députés étant arrivés Leurs HH. PP. ont nommé, à leur requiſition, Mr. le Prince *Guillaume de Nassau* & moi, pour cette Négociation, ainsi que vous pouvez voir par la Résolution de Leurs HH. PP. en date du 5. & ci-jointe. Après avoir ouï les parties nous les avons engagés à se charger *ad referendum*, de quelques propositions, ainsi que vous verrez par la Copie ci-jointe, nous en espérons un bon succès & je ne manquerai pas de vous informer de tout ce qui se passera.

Le

Le 5. de ce mois les Ambassadeurs de Leurs HH. PP. qui vont en Dannemark, étoient passés le *Petit-Belt*, & il leur falloit encore au moins huit jours pour se rendre à *Coppenhague*. Ceux qui doivent aller en Suède ne sont pas encore partis. Ils ne se pressent point, parce que l'on sera sans doute obligé de faire quelques changemens dans leurs instructions. Je ne crois pas que l'Ambassade du Brandebourg ait lieu. Voila tout ce que je puis vous écrire pour le présent. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 24. Fevr. 1656.*

M O N S I E U R,

J'ai reçu votre Lettre du 11. Je vous en voye ci-jointe Copie de la Proposition & de la Déclaration que les Ministres de Brandebourg ont fait à la Généralité le 17. du Courant: Leurs HH. PP. les en ont remerciés, mais en les priant en même tems de leur communiquer les conditions particulieres du Traité, dont ils parlent dans leur Déclaration.

L'Assemblée de Leurs N. & G. P. convoquée pour le 15. de ce mois est presentement complete, & commencera aujourd'hui ses deliberations. Je ne manquerai pas de  
vous

ous informer de tems en tems de ce qui s'y passera & des Resolutions que l'on y prendra. Les Seigneurs designez pour l'Ambassade de Suède partiront sans délai dans peu de jours ; l'Amirauté d'Amsterdam tient prêt un Vaisseau pour les transporter jusqu'à *Hambourg* avec tout leur équipage, & de là ils continueront leur voyage avec toute diligence possible.

La première chose que l'on mettra sur le tapis dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. sera le renouvellement de l'Alliance avec la France ; puisque vous marquez que Mr. le Cardinal vous a temoigné lui-même les bonnes dispositions où la Cour étoit à cet égard ; je ne doute point que l'on ne prenne une résolution salutaire, & l'avis Provincial de leurs N. & G. P. sera proposé à tems dans l'Assemblée de leurs Hautes Puissances.

Jusqu'à présent nous n'avons rien appris de ce dont Mr. le Cardinal vous a entretenu, & que vous avez écrit dans votre Lettre du 8. ni par M. *Don Estevan de Gomara*, Ambassadeur ordinaire du Roi d'Espagne, ni par l'Ambassade extraordinaire qui auroit été designée à cette fin à Bruxelles. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 18. Fev. 1656.

MONSIEUR,

Je n'ai reçu, cet ordinaire-ci, ni aucune de vos Lettres, ni aucuns Extraits ou Résolutions de Leurs HH. PP. de Mr. le Greffier *Ruyfch.*

L'on est ici fort occupé de ce qui s'est passé en Prusse entre le Roi de *Suède* & l'Electeur de *Brandebourg*, & l'on examine quel préjudice, je n'ose dire autre chose, la République des Provinces-Unies en reçoit & en recevra d'autant plus que l'on m'assure qu'il y a une très bonne intelligence entre ce Roi & le *Prince Electeur*, dont la flotte est toute prête à mettre à la voile au premier ordre. Cette affaire est le sujet de tous les discours, à mon grand regret.

Voilà les affaires qui ont pris une toute autre face dans le Nord, & l'on écrit d'Allemagne que la *Suède* & le *Danemark* sont aussi d'accord; ainsi j'atendois que vous me marqueriez quels changemens on aura faits aux Instructions des Ambassadeurs Extraordinaires. Je voudrois aussi savoir si Leurs HH. PP. persisteront dans la Résolution de rapeller de la Méditerranée la flotte qui y est sous les ordres du V

Amiral de Ruyter; d'autant que ceux de  
nis & d'Alger arment à force, & que par  
nséquent les Bâtimens marchands d'Hollan-  
& de Westfrise seront exposez à toute leur  
eur, n'étant pas defendus contre ces corsai-  
s. Au lieu qu'en laissant cette flotte dans  
Mediterannée, où elle s'est déjà aquisie de la  
utation, ce seroit un moyen d'y faire fleurir  
tre Commerce & nôtre Navigation dont  
ous tirons tant d'avantages.

Il semble qu'on ait envie de se défaire du  
ac de Vendôme & de faire passer la charge  
Amiral en d'autres mains, où elle ne fera  
ut-être pas mieux, car plus elles seront puis-  
tes, & moins de justice y aura-t-il à en a-  
dre. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 18. Fev. 1656.

M O N S I E U R,

Je n'ai point marqué dans les Lettres publi-  
es, que Lundi dernier le Roi fit dire à Mr.

Premier-President de Bellievre, qu'il prit  
orde qu'à l'avenir les Chambres ne s'assem-  
assent plus sur aucune affaire d'Etat, telle  
e Sa Majesté entendoit être aussi ce qui  
ncernoit la Monoye; & que ce seroit à lui  
e Sa Majesté s'en prendroit s'il en arrivoit  
au-

autrement. Mardi, le Roi fit venir au Louvre le Premier-Président & les autres Présidens au Mortier du Parlement, & leur fit dire par Mr. le Comte Servien parce que le Chancelier étoit malade que Sa Majesté, qui étoit présente, n'entendoit pas que les Chambres se réunissent à l'avenir, & que si elles le faisoient, Sa Majesté étoit résoluë de leur faire éprouver son ressentiment plus qu'elle n'avoit jamais fait & d'une manière que la posterité auroit de la peine à le croire; & le Roi ajouta de lui-même, *Messieurs, on vous l'a dit faites en vôtre profit*; Après quoi Mrs. les Présidens furent congédiés. Mr. Bignon, Avocat du Roi au Parlement a été vivement réprimandé de ce que cette défense du Roi ayant été rapportée au Parlement, & son avis demandé, il avoit dit *qu'il falloit faire comme le Pere Jacob qui luttant avec Dieu, quoique blessé à la hanche ne laissa point pourtant de combattre toujours jusqu'à ce qu'il eut obtenu la victoire & Bénédiction de Dieu même.*

Je souhaite que les choses en restent-là. Mais il y a ici bien des personnes paisibles qui en craignent les suites, vûë la constance du Parlement, où les *Enquêtes* la *Tournelle* ni la *Chambre de l'Edit* ne veulent absolument rien faire. J'ai jugé à propos de vous avertir de ce par avance. Je suis sans réserve, &c.



A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 2. Mars 1656.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 18. du mois  
Jē, & je vous prie de continuer à adresser  
Leurs N. & G. P. vos Lettres conformes  
celles que vous écrivez à Leurs HH. PP.  
isque cela leur fait plaisir; si, outre nôtre  
respondance ordinaire vous voulez bien aussi  
écrire conformément à ce que vous man-  
z à Mr. le Greffier; Leurs N. & G. P.  
iroient en retirer quelque fruit & en mon-  
ticulier je vous serois fort obligé.

Nous n'avons pû savoir jusqu'à present quelles  
sont les conditions du Traité conclu depuis  
entre la *Suède* & le *Brandebourg*. Ce qui  
cause, aussi-bien que le changement causé  
l'accommodement entre les parties, que  
Leurs N. & G. P. ont pris d'autres résolu-  
ons touchant l'Ambassade que l'on devoit en-  
oyer à son Altesse Electorale; c'est ce que  
vous pourcez voir d'une manière plus particula-  
ée dans l'extrait ci-joint No. 1.

Ces changemens sont causé que Leurs N.  
G. P. ont été obligées de faire revoir l'in-  
struction des Ministres destinez tant pour la  
*Suède* que pour le *Dannemark*, & d'y faire  
s changement conformes à la Résolution pri-  
se

se hier & ci-jointe No. 2. laquelle contient  
(a) en substance les ordres donnez aux Ambassadeurs destinez pour la *Suède*.

Leurs N. & G. P. n'ont pris d'autre Résolution pour le rapel du Vice-Amiral *Ruyter* depuis ce que je vous en ai écrit ; néanmoins j'apprends d'Amsterdam que le Collège de l'Amirauté d'Amsterdam envoie de ce côté de gros convois, forts de 7. ou 8. Vaisseaux pour leur part, outre ceux des autres Compagnies.

Je ne doute pas que l'autorité du Roi & la sage conduite de ses Ministres ne dissipent les craintes qui naissent des Procédures du Parlement ; j'attends avec impatience d'en savoir l'issue. Je finis en vous assurant que je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEA  
DE WITT.

*De Paris le 3. Mars 1656.*

MONSIEUR,

Comme le Canton de *Berne* paroît porté que les autres à un accommodement, j'espère que là même qu'il a pris les devants pour renouveler l'ancienne Alliance avec cette

(a) Voyez les Résolutions secrètes, Résolus du Mercredi 1. Mars 1656.

me, & d'autant que les succès de cette guerre paroissent avantageux aux Papistes, on a ici changé de Résolution & le Duc de la Rochefoucault ne part point; il dit pour ses raisons qu'il manque d'argent: cependant Mr. le Cardinal lui avoit offert six mille Ecus pour son Ambassade de Suisse.

Mr. d'Ommeren me prie de l'appuyer en cette Cour par rapport à sa commission; en sorte que l'Ambassadeur de France le reçoive & le traite comme Ambassadeur de Leurs HH. prétendant qu'il doit être distingué d'un Envoyé Extraordinaire, & qu'étant du Corps de l'Assemblée de Leurs HH. PP. il doit être traité comme Ambassadeur. Je vous prie de procurer à cet égard les ordres de Leurs HH. & G. P. afin que je puisse m'y conformer. Je suis très disposé à faire tout ce qui est dû au mérite & aux grandes qualités de Mr. d'Ommeren & pour lui faire rendre tous les honneurs qui lui sont dûs suivant les ordres de Leurs HH. & G. P.; mais comme je fais que ses prétentions ont trouvé quelque difficulté en Hollande, j'attends ce que vous m'en écrivez.

Mr. d'Ommeren aura sans doute informé la Régence de quelle manière les Cantons Catholiques avoient fait une invasion dans cinq endroits différens la veille que la suspension d'armes devoit commencer; ils trouverent les troupes qui se reposoient trop sur cette suspension prête à commencer, ils firent le dégât partout & mirent tout à feu & à sang de la manière du monde la plus barbare; ce qui est très préjudiciable à ceux de la Religion; car  
cela

cela enhardit les Papistes de tous côtez, & après cela on en vient tranquillement à un Traité de paix ou à un accommodement sans en avoir tiré vengeance, ce sera une honte & un dommage irreparable pour ceux de la Religion en Suisse & ailleurs.

Je vous suis très obligé de tout ce que vous m'avez communiqué par vôtre Lettre du 24. Février, & des annexes qu'elle contenoit. L'affaire de l'Electeur est importante & les suites en sont considérables sur tout si dans les conditions de son accommodement il y en a quelqu'une où le Roi s'engage à protéger & garantir son Atteste Electorale contre quiconque pourroit l'inquieter à cause du présent Accommodement. On m'écrit des Pais-Bas que la Regence est résolue d'envoyer plus de troupes du côté du Rhin; je souhaite que ce soit pour le bien de nôtre chere Patrie; le moindre succès ou de l'avantage en Pologne peut changer en bien ou en mal toute la face des affaires.

On m'écrit de Zéelande que les Etats de cette Province dans la dernière Assemblée de Leurs N. & G. P. avoient approuvé l'armement de 48. Vaisseaux de Guerre destinés pour le *Sondt*, & que l'on entrera dans le Traité de Commerce & de Navigation conclu depuis peu entre la France & l'Angleterre. A propos de ceci je vous dirai que l'on publie ici que des huit navires Hollandois arrêtés à Calais la cargaison de cinq a été confisquée, parce qu'ils alloient à *Dunkerque* & qu'ils avoient de doubles Connoissemens, de l'aveu même des Maîtres de ces Navires: le Conseil de la Marine en même tems déclaré de bonne prise un a

re Bâtiment chargé de sel, aussi destiné pour *Dunkerque*; mais ayant appris par après que les Anglois reclamoient ce sel comme leur appartenant, le même Conseil a rendu, sans beaucoup délibérer, un autre jugement, qui annulle le premier qui déclare que le sel appartenant aux Anglois n'est pas de prise & qu'il sera restitué. C'est ainsi que les sujets d'un Souverain qui se sent redoutable trouvent de la protection! Dieu veuille rétablir chez nous la concorde, & aussi-tôt s'ensuivra tout ce que nous pourrions souhaiter. J'ai fait écrire aux marchands intéressés aux cinq Bâtimens confisqués, qu'il me sembloit qu'ils étoient fondés à demander révision par devant le Conseil du Roi ici à Paris; c'est eux de savoir ce qu'ils ont à faire; mais les Rois & la Regence ont intérêt à faire corriger à ces jugemens iniques du Conseil de Marine; puisqu'autrement ils servent d'exemples pour autoriser à l'avenir les mêmes injustices. Peut-être que si nous sommes compris dans le traité entre la France & l'Angleterre, nous obtiendrons la même justice que les Anglois nous font sur les exemples passés.

J'attends avec impatience quelle sera l'issue de cette Assemblée de Leurs N. & G. P. & de leurs Deliberations; mais sur tout ce qu'elles résoudront touchant l'Alliance entre la France & l'Etat. Si l'acceptation passe, je ne manquerai pas de vous faire part de mes dernières remarques; mais je vous dirai d'avance qu'au lieu que Leurs HH. PP. n'ayent point d'autre attention que de stipuler ce qui pourroit être avantageux à la sûreté & au progrès du Commerce & de la Navigation de leurs sujets par mer

& par terre , de ce côté ci on insistera sur le affaires d'Etat à Etat , où ce Royaume & la République trouvent leur intérêt public & un secours mutuel. Je ne donne pas ceci pour un avis infallible qui pourroit retarder les Délibérations , car tous mes vœux ne tendent qu'à voir ce Royaume & Leurs N. & G. P. d'une bonne confiance & mutuellement obligés à maintenir leurs droits & privileges legitimes. Nôtre Commerce a besoin de l'amitié de la France. Il n'y a pas de Royaume plus irréconciliable que la France avec ses ennemis irréconciliables. Je vous salue & suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 3. Mars 1656.*

MONSIEUR,

On écrit de *Bruxelles* & de *Flandres* qu'il est certain que les Polonois se sont jettés sur la Garnison *Suèdoise* qui étoit dans *Cracovie*, qu'ils ont remis cette ville sous l'obéissance de leur Roi. Vous ne pouriez vous imaginer quelle joye cette nouvelle cause ici parmi les Catholiques qui, comme on dit, ne demandent que playes & bosses.

L'Assemblée du Clergé de France qui avoit été diféré par quelques obstacles, a commencé

es Délibérations, depuis qu'ils sont cessez ; & himez par les succès qu'ils se promettent & par ceux que leur parti a remportez dans les valées du *Piémont* & en Suisse, ils ont resolu de faire des Rémontrances au Roi & de lui demander particulièrement les trois choses suivantes.

I. Que Sa Majesté prête la main à la Conservation de la Religion Romaine en *Pologne*, & qu'elle ne donne aucun secours à ceux qui ont oposez à ladite Religion, & qui ne travaillent qu'à sa destruction.

II. Que Sa Majesté renonce à tous les Articles ou conditions secrettes ou publiques du dernier Accommodement conclu avec l'Angleterre, lesquelles pouroient être préjudiciables à la Religion Romaine ou à ceux qui en font profession en Angleterre & en Irlande.

III. Qu'on réprime la licence (ainsi qu'ils expriment) des Huguenots, que l'on interdise & abatte environ quarante temples batis depuis 1653. & que l'on défende les Assemblées qui y sont tenues.

Il y a ici des Députez de la Noblesse de *Poitou*, qui viennent se plaindre de ce que l'on commence dans leur Province à les soumettre à la Gabelle du sel. La Cour leur dispute la qualité de Députez & soutient que la Noblesse n'a pu s'assembler sans en avoir demandé la permission au Roi & avoir obtenu son consentement; nonobstant cela ces Députez persistent & font entendre leurs plaintes de tous côez.

L'affaire des Monoyes par raport à l'or & l'argent continuë, les cinq Chambres des

Enquêtes & des Requêtes du Palais refusen de s'assembler. La Grand' Chambre de l'Edit, & celle de la Tournelle vaquent seulement aux affaires ordinaires. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 16. Mars 1656.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 3. du Courant; je ne puis vous dire autre chose sur ce qu'une d'elles contient touchant le Rang de Mr. d'Ommeren, que cette affaire n'a jamais été agitée dans l'Assemblée de Leurs N. & C. Mais, autant que je le sache, presque tous ceux du Corps des Etats Généraux qui ont eu le Caractère d'Envoyé extraordinaire ont été par tout traitez comme Ambassadeurs. C'est ainsi qu'en Suède les Conseillers d'Etat & les Commissaires de la Reine Christine ont conduit Mr. de Beuningen jusqu'à son Carosse & lui ont toujours cédé le pas lorsqu'il s'est trouvé dans leurs Hôtels.

C'est ainsi qu'en Dannemark, les Plenipotentiaires du Roi ont cédé le Haut bout à Mr. Keyser dans leurs Négociations & Conférences publiques.

Et lorsque Mr. de Rosenhaen n'a pas été reçu dans la première visite & n'a pas donné la droite aux Députés que Leurs HH. PP. a

voier.



nient envoyez à *Stade* ; ils lui firent civilement entendre quel étoit l'usage , & depuis Mr. de *Rosenhaen* reçut & traita Mrs. les Députés de la même manière que Mr. de *Beuningen* avoit été traité en Suède.

L'affaire de Renouveau de l'Alliance avec la France est entre les mains des Membres de l'Assemblée de Leurs N. & G. P. qui travaillent à force, ainsi vous me feriez plaisir de me communiquer vos considérations le plutôt que vous pourrez. Quant à moi je suis avis qu'il ne faut pas faire ce grand ouvrage à l'ami, mais qu'il faut le perfectionner & le faire le plus solide qu'il sera possible. J'espère qu'avec un peu de tems la plupart des Membres de *Hollande* entreront dans les mêmes sentimens.

Les Principales délibérations de Leurs N. & G. P. pendant cette Assemblée, ont roulé sur les affaires du Nord & sur les avis reçus de Mrs. Ambassadeurs qui sont en *Dannemark* ; je manquerai pas de vous en communiquer la substance. Leurs N. & G. ont résolu ce que vous trouverez dans les trois Résolutions \* du Courant dont je vous envoie Copie. Les Deputés de Leurs HH PP. ayant proposé le même avis, Mrs. de *Zéelande* s'en sont chargés ; en sorte que l'on n'a pris à cet égard aucune conclusion.

De plus Leurs N. & G. P. ont aussi trou-

S 3

vé

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution Feudi 9. Mars 1656. & les trois Résolutions du Mardi 18. Mars 1656.

vé bon que les Ambassadeurs que l'Etat envoie vers les Rois de *Suède* & de *Pologne* seront chargés en particulier; *casu quo*, de faire un compliment à l'Electeur de *Brandebourg*, conformément au contenu de la + Résolution ci-jointe.

Sur les plaintes faites à Leurs HH. PP. de ce que ceux des Provinces-Unies sont traités à *Danzik* avec plus de dureté que les autres étrangers, & qu'ils sont plus chargés d'impôts les Députez de Leurs HH. PP. en ont conféré avec le Resident de cette ville qui est ici & ensuite Leurs N. & G. P. ont pris la Résolution ci-jointe.

Les Directeurs du Commerce dans le Levant ont fait des plaintes à Leurs HH. P. & à Leurs N. & G. P. contre les Pirateries des François dans la Méditerranée, demandant avec instance que l'on y remédie & que l'Etat pourvoie. Sur quoi il a été résolu à la sollicitation de Leurs N. & G. P. que l'on convoquerait les Députez des Colleges respectifs de l'Amirauté pour vaquer aux moyens d'affurer & de protéger ce Commerce. Et sera nécessaire que l'on prenne à cet égard quelque bonne Résolution qui soit suivie d'une vigoureuse exécution, puisque ces pirateries sont insupportables.

Leurs N. & G. P. sont aussi fort occupés à presser l'exécution du projet d'un armement extraordinaire, & le 14. du Courant on a décidé

+ Voyez le commencement des Résolutions  
Mardi 18. Mars.

ressé les Commissions pour l'emploi de la dite  
lote, & l'on a travaillé aux Instructions que  
on devra donner à celui qui la comman-  
lera.

Il ne s'est rien passé d'important la semaine  
derniere, & comme la mort de ma belle-mere  
n'a obligé d'aller faire un tour à *Amsterdam*,  
j'ai manqué à vous écrire l'ordinaire dernier,  
ce à quoi je n'aurois autrement pas manqué.  
Je suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 15. Mars 1656.

MONSIEUR,

J'ai mandé par la dernière poste que Mr.  
le Cardinal depêchoit avec beaucoup de pré-  
cipitation deux personnes vers le Roi de *Suède*  
avec des Instructions secrètes sur des affaires  
importantes. L'un Mr. d'*Avancourt*, &  
l'autre Mr. de *la Sale*, Bourguignon de nais-  
sance, mais à présent au service du Roi de  
*Suède*, & qui en dernier lieu a negocié à *Hey-  
delberg* le mariage entre le Prince *Adolfe* frere  
de ce Roi & la Princesse *Sophie de Bohême*.  
Comme ce *la Sale* passoit ici, Mr. le Cardin-  
al le fit inviter à venir le voir, & son Emi-  
nence a eu avec lui plusieurs entretiens très  
secrêts. Ces deux Mrs. ne sont pas encore  
partis d'ici, mais ils partiront au premier jour;

car leurs Instructions sont prêtes , & ce qui les arrête est seulement que son Eminence les veut relire.

Autant que j'ai pû le decouvrir , par un Canal que je crois sûr , ces Instructions consistent en ceci. Mr. d'*Avancourt* y est chargé de moyenner un Accommodement entre le Roi de *Suède* & de *Pologne* en sorte que l'on mette fin à cette guerre; que Mr. d'*Avancourt* fera en sorte d'engager les deux Rois à proposer des conditions raisonnables , de manière que la Couronne de *Pologne* reste au Roi *Casimir* , & le Royaume de *Prusse* avec les dependances à la *Suède*.

Que cette guerre ayant été commencée par le Roi de *Suède* contre celui de *Pologne* , la Couronne de France ne pouvoit donner de secours contre un Prince Catholique , d'autant plus qu'il paroît qu'on y menace la Religion Catholique d'une totale destruction. Mais qu'aussitôt que le Roi de *Suède* aura conclu le Traité de paix ou d'accommodement avec la *Pologne* , la France étoit resolu & lui promettoit de fournir à la *Suède* de gros secours & des subsides considerables en argent.

1. Pour la dedomager des fraix de la guerre contre la *Pologne*; quand même la *Suède* resteroit en paix de tous côtez , on lui payera la somme de . . . . .

2. Si la *Suède* continue ou declare la Guerre à la *Moscovie* , on lui donnera par an une somme plus considerable pendant que la Guerre durera.

3. Si la *Suède* faisoit la Guerre à l'Empereur & à la Maison d'*Autriche* , on augmen-

roit encore de beaucoup les subfides; & ainfi  
r dégrez, fuivant l'exigence des chofes & des  
ms.

Je ne ne comprends point jufqu'ou peuvent  
tendre ces degres d'affiftance, ni jufqu'ou  
oient les fommef promifes dans ces diférens  
s. Je fuis, &c.

A Mr. le Confeiller Penfionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 15. Mars 1656.

MONSIEUR,

Une perfonne qui a de bonnes correspon-  
nces en Dauphiné m'a affuré que le Prési-  
ent du Parlement de Grenoble avoit reçu  
ne Lettre fignée de la main du Cardinal Ma-  
urin, dans laquelle fon Eminence dit que les  
uguenots des Vallées du Piemont ne veulent  
is fe tromper eux mêmes & qu'ils s'atten-  
ent quel'on fera quelque changement au Trai-  
de Pignerol; que le Roi entend que tous les  
oints & articles de cet Accommodement foi-  
nt exécutez fuivant leur teneur, & qu'il foit  
efpecté par raport au Duc de Savoye, & que  
a Majesté y prêtera la main, & que Sa Ma-  
esté pretend que tous ceux qui ont fa Gloire à  
œur faffent de même.

Cela feroit directement opofé à ce que le  
ardinal a déclaré il y a quelques jours fur le  
S 5 mê.

même sujet, & dont j'ai jugé à propos de donner avis à la Régence par votre Canal. Il semble qu'on ne doit pas toujours faire fonds sur les déclarations & les promesses les plus claires. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 15. Mars 1656.*

MONSIEUR,

J'écris au Grefier de Leurs HH. PP. & j'ai lui demande une explication claire de la Résolution de Leurs HH. PP. du 3. du Courant pour savoir si l'intention de Leurs HH. PP. est que je déclare au Roi que la Régence de Provinces-Unies accepte d'être comprise dans le dernier Traité d'accommodement, fait entre la France & l'Angleterre & que Leurs HH. PP. y entrent en effet.

Où si les termes & les ordres de cette Résolution se bornent à remercier le Roi & lui témoigner combien Leurs HH. PP. ont été pour agréable que Sa Majesté & le Lord Protecteur ont pensé à Elles dans cette occasion.

Je prends cette precaution afin de ne pas faire de faute sans nécessité.

Je me flatte que vous voudrez bien me procurer cette explication. Si je pouvois avoir re-  
gu

ulièrement les Extraits des notules des Résolutions de Leurs HH. PP. l'Etat pourroit en retirer quelque avantage, & quant à moi, j'y trouve-  
ois de quoi me tranquiliser, & de quoi m'in-  
struire sur plusieurs choses qui concernent les  
fonctions de ma charge.

Les cinq Conseillers que le Parlement avoit  
été ci-devant touchant la défense faite aux  
chambres de s'assembler, sont revenus en ville  
avec l'agrément de la Cour. La nouvelle mo-  
doye des *Lis* aura son cours, à moins que le  
peuple ne commette quelque désordre qui y  
soit un obstacle. Je suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 16. Mars 1656.

MONSIEUR,

On n'entend plus parler du siège de Condé  
par les Espagnols, dont on avoit fait courir le  
bruit; C'est ce qui a fait changer la Résolution  
que la Cour avoit prise & dont elle ne veut  
plus entendre parler, de faire un voyage à Fon-  
tainebleau. J'avois mandé ci-devant le Voyage  
de Mr. Mancini & de son compagnon à Blois;  
et comme on les y avoit bien traités à leur  
arrivée & à leur départ. On croyoit aussi alors  
que Mr. le Duc d'Orléans se rendroit à Fon-

tainesbleau pour y attendre le Roi & metre la dernière main à son Accommodement avec Sa Majesté & à sa reconciliation avec Mr. le Cardinal ; on avoit mandé à Mr. le Prince de Condé de s'y rendre aussi en même tems , en sorte qu'il y est venu du fond du *Languedoc* ; mais n'y trouvant pas le Roi il s'est rendu ici : mais il y a aparence que le *Duc d'Orleans* , qui étoit d'intention d'aller à Fontainebleau aura changé de sentiment , lorsqu'il aura appris que cette assemblée , qui devoit se tenir à Fontainebleau n'avoit pour but que de conclure le Mariage du Roi avec Mademoiselle *Mancini* , Nièce de Mr. le *Cardinal* , en sorte que le Roi déclarant alors que tel étoit son bon plaisir , Mr. le *Duc d'Orleans* n'auroit pû raisonnablement refuser de signer le Contract , non plus que Mr. le Prince de *Conti*.

On a repandu le bruit de l'affaire de Condé pour faire oublier le voyage de Fontainebleau.

De plus l'on fait que Mr. le *Cardinal* a dit à une personne de distinction , dans la vue que cela fut rapporté au *Duc d'Orleans* ; que le Cardinal auroit volontiers contribué à faire épouser au Roi une Princesse d'Orleans, l'aînée du second lit , mais que c'étoit une chose impraticable à cause de la jeunesse de cette Princesse : que le Roi ne pouvoit être plus long tems sans femme , sans donner dans une débâche honteuse , & que pour cette raison il falloit à Sa Majesté dès à présent une femme d'un âge nubile , ce qui ne se trouvoit pas dans une Princesse fille de son Altesse Royale d'Orleans.

Cet



Cette necessité pressante de marier le Roi occupe presque entierement la France, l'Italie, l'Espagne & l'Allemagne; Mr. le Pr. de *Beringhen* a passé exprès pour cela à la Cour de Savoye, & de là à celle de Modene, où il y a une Princesse que l'on parle de donner au Roi.

La Princesse de *Pfaltzbourg*, Soeur de la Duchesse de *Lorraine*, est arrivé ici comme *incognito*. On dit que c'est une Dame bienfaite & très intrigante; on fait semblant de ne la pas recevoir chez la Duchesse sa soeur ni chez le Duc *François*. Elle loge chez la Maréchalle de *Guebriant*, qui sans doute, n'auroit osé la recevoir chez elle sans l'agrément de la Cour. On dit que cette Princesse va à Blois, & l'on se flatte qu'elle remettra en meilleure humeur le bon Duc d'*Orleans*, en faveur de la Conclusion du mariage du Roi avec Mademoiselle *Mancini*. Mais ce sont là des mistères, on ne fait ce que l'on en doit croire. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 16. Octobre 1656.

MONSIEUR,

On ne parle plus du voyage du Roi à *Fontainebleau*; la nouvelle, que Condé étoit réellement assiégée, l'avoit fait entièrement oublier. Mais à présent l'on voit bien qu'il n'y a point

d'apparence que les Espagnols attaquent Condé de si bonne heure. Mr. le *Duc d'Orleans* ne se rendra point à Fontainebleau, comme on l'avoit dit: Mr. le Prince de *Conti*, à qui l'on avoit mandé de se trouver à Fontainebleau en même tems que son Altesse Royale, est d'abord parti de Languedoc, & il est venu jusqu'ici sans s'arrêter. Enforte que plusieurs personnes qui connoissent les allures de cette Cour, regardent tous ces prétendus voyages comme autant de déguisemens pour cacher la verité aux peuples à qui il n'est pas encore permis de pénétrer ce que l'on a en vuë, comme seroit, par exemple, le mariage du Roi, dont on murmure quelque chose; mais cela demande bien des choses; entr'autres le consentement de Mr. le *Duc d'Orleans*, qui ne paroît point disposé à le donner, pas même en s'y trouvant présent. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN DE  
WITT.

De Paris le 17. Mars 1656.

MONSIEUR,

Je n'ai pas reçu de vos Lettres par le dernier Messager: On m'en écrit la raison d'Amsterdam, où l'on me mande que vous êtes. Tel est le cours des choses de ce Monde. L'un s'en va & l'autre y vient; cela a été ainsi & se-

ra encore de même. Dieu veuille consoler les affligés.

J'ajouterai à ce que je vous écris dans mes autres Lettres, que c'est la chose du monde la plus déplorable pour un Ministre, de ne pouvoir compter sur les promesses qui lui sont faites d'une manière si évidente par celui qui est le maître des les exécuter. Vous sentez bien que je veux parler de la modification de quelques-uns des articles du Traité de Pignerol par rapport aux pauvres Religionnaires. Vous voyez ce que l'on écrit de Grenoble. Si je n'avois scû la promesse de la modification que par le rapport de quelqu'autre, j'aurois pu être trompé; mais c'est le Cardinal lui même, qui m'en a assuré.

Le Nonce du Pape a été aussi dernièrement aux prises avec le même Cardinal *Mazarin*. Le Cardinal lui écrit de sa propre main & avec sa signature, sur le changement du lieu des Conférences de St. Omer à Bayonne; cependant aujourd'hui son Eminence s'en dédit. La Cour s'étoit imaginé que l'Espagne ne consentiroit jamais à envoyer ses Commissaires à Bayonne qui appartient à son ennemi, & les Politiques en sont très-surpris. Je vous prie de prendre garde que je vous écris ceci en confidence. Je suis, &c.

A

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 30. Mars 1656.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems les fix Lettres que vous m'avez écrites en dates des 15. 16. & 17. du Courant. Vous m'avez fait un plaisir singulier de me donner l'avis que je trouve dans trois desdites Lettres, où vous me marquez que Mr. le Cardinal *Mazarin* a dépêché, avec precipitation, au Roi de *Suède*, deux personnes qu'il a chargées d'instructions secretes sur des affaires importantes. Je vous prie de continuer à m'informer de ce qui se passera à cet égard, & d'avoir l'œil au guet, afin de pénétrer de tems en tems ce que se passera où vous êtes ou ailleurs, qui ait raport à cette affaire, afin que vous puissiez m'en mander toutes les circonstances. Parce que, à mon avis, le service de la République y est fort interessé dans la Conjoncture présente, & pendant que nous avons des Ambassadeurs auprès des deux Rois qui sont en Guerre & en Dannemark. J'ai remarqué que quelques unes de vos Lettres sont conformes à celles que vous avez écrites à Mr. le Greffier *Ruyfch*, ainsi que je vous en avois prié; vous me ferez plaisir de continuer de même, & je vous en remercie d'avance.

Nous avons cru ici que l'intention de Leurs HH. PP. étoit assez clairement exprimée dans leur Résolution du 3. de ce mois touchant leur

ur admission dans le dernier Traité d'accommodement entre la France & l'Angleterre; cependant, puisque vous souhaitez une explication plus claire, & sur tout de savoir si l'intention de Leurs HH. PP. est d'y entrer & que vous le déclariez au Roi, j'ai fait en sorte que, pour votre satisfaction, j'ai obtenu ce que Leurs HH. PP. vous ont envoyé depuis sur ce sujet.

Vous me demandez si l'on ne pourroit pas vous envoyer regulierement les extraits des Notes des Résolutions non seulement de Leurs HH. PP. mais même de Leurs N. & G. P. puisque vous en tireriez un grand avantage pour les fonctions de votre ministere; je juge non seulement que cela est raisonnable, mais même qu'il est très nécessaire qu'un Ministre tel que vous ait ce secours; c'est pourquoi je ne manquerai pas de vous les communiquer en tems & en autant qu'il dependra de moi; & je suis très fâché d'être obligé quelques fois, comme la dernière fois, de manquer à vous écrire. Je me flatte qu'ayant une aussi grande connoissance d'affaires, vous serez aisément persuadé que le grand nombre des affaires dont je suis chargé & mes pressantes occupations en sont seules la cause.

Je vous avouerai naturellement, par rapport aux modifications promises de quelques articles de l'Accommodement de Pignerol, en faveur des pauvres religionnaires du Piemont, qui ont été si vilainement trompez, par le Cardinal *Mazarin*, que jamais je n'ai attendu autre chose de lui; vû les grands intérêts que ceux du Clergé Romain ont dans les affaires des *Vau-lois*, & le Credit qu'ils ont où vous êtes. On peut

peut conclure de là combien peu de fonds on doit faire sur les personnes de cette condition. Au resté je m'en raporte à ce que Leurs HH. PP. ont résolu sur ce sujet, que l'on vous enverra par cette poste de la part de Leurs HH. PP. & que l'on a déjà envoyé à Mr. d'Ommen.

Mr. *Appelboom*, Résident du Roi de Suède, s'est plaint à Leurs HH. PP. que les Directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales de ce pais dans les Nouveaux Pais-bas, s'étoient jettez, au printems dernier, fort à l'improviste & à mains armées sur la Colonie Suédoise qui habite au Sud de la Riviere de la Floride, qu'ils s'étoient rendus maitres de ses forts, avoient chassé les habitans, & depouillé la Compagnie Suédoise de ses terres. Il demande que l'on remédie promptement à une pareille conduite & que l'on indemnise la Compagnie Suédoise des pertes qu'elle a soufferte. Leurs HH. PP. avoient par avance demandé à la Compagnie du Ouest qu'elle les informât de ce qui s'étoit passé, enforte que l'on pourra repondre avec connoissance de cause aux plaintes de cet Envoyé.

Leurs HH. PP. ont renouvelé l'Ordonnance du 6. Mars 1653. qui défend à tous les matelots de ce pais d'entrer au service d'aucune Puissance étrangere par mer; & elle sera executée sans aucune exception. On a aussi renouvelé l'Ordonnance de Leurs HH. PP. du 20. Janvier 1652. contre les levées pour des troupes étrangères & l'on a écrit à toutes les Provinces, à tous les Gouverneurs & Commandans & aux Magistrats respectifs des Villes du Ressort de la

généralité, de donner ordre & d'employer tous les moyens que la prudence leur fournira pour empêcher la sortie des soldats & sur tout les Matelots.

Mr. *Rosewinge*, Envoyé Extraordinaire du Roi de Dannemark a prié Leurs HH. PP. de suspendre encore pour deux ou trois semaines l'exécution de l'Ordonnance du 5. du Courant, pour prevenir les abus qui se commettent dans le mesurage des bâtimens qui font voile d'ici pour la Norwege.

Le Consul *Rythoven*, résidant à Barcelone, s'est plaint à Leurs HH. PP. que les officiers Espagnols de cette Ville-là vouloient surcharger le Commerce des habitans de ce pais en faisant payer un droit de dix pour cent, à ceux qui veulent aller trafiquer dans les ports de France, sur le même pied que payent les Catalans.

On a encore luë en l'Assemblée de Leurs HH. PP. la lettre de l'Agent *de Glarges*, écrite de Calais le 13. du Courant & dans laquelle il marque que l'on a encore conduit dans ce port huit bâtimens Hollandois que l'on y retient; & il ajoûte que l'on n'a dans cette ville-là aucun respect pour les Lettres du Roi, & que tout s'y passe avec beaucoup de desordre; par violence & à l'avantage des Corsaires; Leurs HH. PP. vous enverront une Copie, pour obtenir de la Cour qu'elle remédie à ces desordres; c'est à quoi je m'en raporte.

On travaille avec force à l'armement extraordinaire d'une Flotte de quarante huit Vaisseaux de Guerre, destinée pour la Mer Baltique, en sorte qu'elle sera en état, du moins pour la plus

plus grande partie, de mettre à la voile au premier jour. On travaille tous les jours aux \* Instructions du Lieutenant Amiral qui commandera cette Flotte en personne. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 6. Avril 1656.*

M O N S I E U R ,

Leurs N. & G. P. vous font part dans l'inclose jusqu'où elles ont porté dans leur assemblée l'affaire du renouvellement de l'Alliance avec la France; & quel projet + plein de vigueur on a formé à cet égard. Nous ne doutons pas ici que ce projet ne soit agréable aux Puissances qui en conséquence se lieroient si intimement avec cet Etat. Néanmoins les membres de l'Assemblée de Leurs N. & G. P. ont été unanimement d'avis, & ont jugé nécessaire de ne point communiquer ou publier ce projet, avant d'avoir fondé comment il sera reçu; afin de ne pas s'exposer à quelque bassesse ou à offenser quelqu'un. Ainsi j'atends avec impatience que vous me mandiez ce que vous en pensez & dans quelle disposition seroient les

\* Voyez les Résolutions secretes, la Résolution du Jeudi 6. Avril 1656.

+ Voyez les Résolutions secretes, la Résolution du Mardi 4. Avril 1656.



entre Mrs. Jean de Witt & Boreel. 429

es humeurs par rapport à cela dans l'endroit  
où vous êtes. J'atends que vous me fassiez  
le plaisir & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 23. Mars 1656.

MONSIEUR,

Comme on ne m'envoye pas toutes les se-  
maines les extraits des Notules des Résolutions  
de Leurs HH. PP. qui pouroient me servir de  
guides pour bien des affaires qui me viennent  
sous les jours entre les mains, sur lesquelles  
la Cour se plaint ou demande quelques éclair-  
cissemens, & sur quoi je ne puis ni ne fais re-  
pondre, faute d'instructions.

Mr. le Comte de Brienne s'est plaint à moi  
que l'on avoit conclu à la Haye un Traité avec  
l'Ambassadeur d'Espagne, par lequel Mrs. les  
Estats, sans dire si ce sont Leurs HH. PP. ou  
leurs N. & G. P. se feroient engager d'en-  
voyer aux Indes Occidentales une flotte considé-  
rable de Vaisseaux de Guerre, pour y charger  
l'argent & les effets appartenans au Roi d'Espa-  
gne & ses sujets, & les transporter en Espagne  
à leur risque & danger; ce que l'on prend ici  
pour une fort mauvaise part.

Que des Armateurs Espagnols de *Dunkerque*  
ou d'*Ostende* ont pris en mer un ou plusieurs  
bâtimens Anglois qu'ils avoient conduits à *Wiss-*

*sin-*

*singue* ; que sur les plaintes que les Anglois en avoient faites , l'Amirauté de Zeelande les avoit déclarés libres , & avoit ordonné aux Espagnols de les restituer aux Anglois , mais qu'ils n'avoient pas voulu obéir : qu'ils avoient empêché à coup de Canon les Commissaires de l'Amirauté d'y venir à leur bord ou à celui de leur prise & qu'après avoir coulé à fond la chaloupe qu'ils portoient , ils avoient pris le large avec leur prise Angloise. Je ne fais que répondre à cela pour les raisons ci-dessus ; ainsi je demande d'être informé. Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. D.  
WITT.

*De Paris le 23. Mars 1656.*

**M** O N S I E U R ,

J'ai reçu hier des Lettres de Marseille , dont j'ai fait l'extrait ci-joint , auquel je me rapporte. J'ai d'abord été chez Mr. le Comte de Brienne qui après en avoir ouï la lecture , m'a déclaré qu'il n'avoit connoissance d'aucun arrêt du Roi qui ordonnât d'arrêter tous les Vaisseaux de sujets de Leurs HH. PP. & qu'il ne le pouvoit croire , puisqu'il auroit fallu qu'il passât par ses mains.

Je n'ai point de pareilles plaintes de la Nation dans les autres Ports du Royaume , qui m'auroient écrit sur le champ & qui sont moi-même plus proches d'ici que Marseille. Je suis &c.

## COPIE DE L'EXTRAIT

*A Marseille le 14. Mars 1656.*

**M** O N S I E U R,

On vient de nous dire ici, que tous les Vaisseaux Hollandois seroient arrêtez dans le Port & l'ordre de la Cour ; on en donne pour raison, que l'Etat arme contre les Amis & Alliez de la Couronne. Je vous marquerai par la premiere poste ce qui est positivement vrai. Si cela est, vôtre Excellence en est sans doute informée ; nous serions bien aise d'en savoir les particularitez, afin que nous puissions prendre nos mesures.

Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 23. Mars 1656.*

**M** O N S I E U R,

Si la Regence trouve bon de faire ou de renouveler l'Alliance avec cette Couronne-ci, il faut, à mon avis, que cela se fasse au plutôt, tant pour prevenir de plus grandes brouilleries  
&

& de plus grands maux, que pour jouir d'autant plutôt du bien qui doit en revenir, car me semble que voila bien du tems. & bien d'occasions perduës & dont on auroit pu profiter.

Le service de l'Etat exige de moi que je vous dise librement que l'on trouve tous les jours ici de plus en plus que les Grands nous haïssent & qui persistent à imputer à Leurs HH. PP. la cause de cette longue & onéreuse guerre, des misères qui l'ont suivies; car, disent-ils, France n'a entièrement rompu avec l'Espagne qu'à la sollicitation pressante de Leurs HH. PP. & à condition bien clairement stipulée qu'on ne feroit la paix qu'ensemble & en commun: On reproche ici cette Contravention Leurs HH. PP. en des termes trop durs qui me sont insupportables, & que j'ai cependant entendus en pleine chambre du Parlement où j'étois incognito. Quoique je sois assez instruit des raisons qui peuvent nous mettre à couvert de ce blâme, je ne puis me trouver dans tous les endroits où l'on en parle avec animosité. Lorsque je suis présent quelque peu on se tait, on approuve mes raisons; mais un moment après on en parle dans les mêmes termes; l'Auteur ou les Auteurs de cette longue guerre avec l'Espagne entretiennent les autres dans cette mauvaise opinion, pour avoir un prétexte de se disculper: en sorte que ceux là même nous sont opposés. Ceux que cette guerre épuise se persuadent aisément que ce qu'on dit est vrai; ainsi le reproche devient universel contre Leurs HH. PP. quoi qu'injustement.

On ajoûte que par cette contravention, Leurs HH. PP. ont eu en vuë en faisant leur paix séparément, de laisser la France envelopée dans la guerre, afin de la dépouiller du Commerce & de la Navigation & de s'emparer de l'un & de l'autre dans toute la Chrétienté. Que le succès en est une preuve & que tout le Commerce & les Manufactures de France sont absolument ruinez. Que les Hollandois s'en sont emparés & se les ont apropiés, que tous les Ports, Havres & Villes sont remplies de facteurs & de Marchands Hollandois, qu'ils y ont tant de crédit qu'ils reglent les prix de marchandises à leur fantaisie, & vendent toujours fort cher les marchandises qu'ils apportent. Que par ce moyen les propriétaires retirent très peu de leurs Vignobles, & sont obligés de payer bien cher les Manufactures & autres marchandises étrangères, ce qui ruine les sujets du Roi en enrichissant les étrangers dont ils font des comparaisons odieuses.

Joint à cela, ce qu'ils appellent un Souverain mépris du Roi & de son Alliance, & tout ce que l'on en peut dire dans les termes les plus odieux. Ces reproches sont beaucoup augmentés depuis qu'on a travaillé au renouvellement de l'Alliance que Leurs HH. PP. ont rejetée, à ce qu'ils publient; Ces imputations sont d'autant plus de leur goût, depuis que les Anglois les ont tenus si à l'étroit, ce qui leur a fait beaucoup de peine; & ce qui ne leur seroit pas arrivé, disent-ils, si le Roi & Leurs HH. PP. avoient renouvelé l'Alliance, ce qui n'étant point ils ont été obligez d'en passer par un Accommodement avec les Anglois qui leur est

très préjudiciable, ce qu'ils savent parfaitement bien exagérer.

Monsieur, si cette affaire nous étoit indifférente, & si nous pouvions fermer les yeux sur ces fausses impressions, d'autant plus que les François ont tort, je dirois à quoi bon s'en embarrasser ? Mais cette haine, qui augmente de jour en jour, éclate de tems en tems au préjudice des sujets de Leurs HH. PP. qui sont en but aux injustices. De là vient qu'on leur refuse a présent la jouissance des droits, privilèges, & exemptions que la République a obtenues & stipulées de tems en tems dans les Traitez conclus depuis 1596. Leur en parle-t-on, ils repondent hardiment que tout cela étoit fondé sur l'Alliance, & qu'à présent que Leurs HH. PP. la meprisent, elle doit être considéré comme n'étant plus, & par conséquent leurs sujets ne peuvent prétendre à ces prérogatives. C'est ce qui fait craindre en général à tous les habitans des Provinces-Unies quelque avanie où ils coureront risque de leurs personnes & de leurs biens, dont ces gens-ci ne manqueroient pas de s'emparer, si, ce qu'à Dieu ne plaise, on en venoit à quelque rupture sur le bruit de quelque prétendue guerre avec Leurs HH. PP. C'est ce qu'ils pouroient bien entreprendre dans la seule vuë de profiter des avantages d'une pareille confiscation, puisqu'il s'imaginent que cela n'empêcheroit pas Leurs HH. PP. de travailler d'abord à se réconcilier avec le Roi à quelques conditions que ce pût être ; parce, disent-ils, que la Hollande ne voudroit pas & même ne pouroit pas se passer du Commerce & de la Navigation de Fran-

ce ; d'autant plus que dès que les Hollandois en auroient été exclus, les François y trouveroient leur profit & que d'autres nations étrangères seront toujours prêtes à venir chercher ce que la France a de trop & lui apporter ce qui lui manque.

Voilà la cause de toutes les brouilleries , maux , & injustices ; auxquelles on remedieroit par une bonne & salutaire Alliance & en rétablissant l'ancienne amitié ; car à présent on ne peut obtenir de justice pour les sujets de Leurs HH. PP. & s'il arrive quelquefois qu'on la leur rende, on ne peut obtenir l'exécution des sentences. J'ai entre les mains environ cinquante arrêts ou jugemens, la plupart en faveur des sujets de Leurs HH. PP. mais il est impossible d'en obtenir l'exécution parceque tous les jours on y oppose quelques nouveaux obstacles qui sont toujours appuyez par quelque personnes puissantes & accréditées.

Pour moi je crois que l'on encourage les corsaires exprès pour piquer Leurs HH. PP. & c'est pour les mêmes raisons que l'on souffre le desordre ; lorsqu'il s'agit de l'Etat des Provinces-Unies , on regarde les crimes le plus évidens à travers les doigts, sans vouloir écouter les raisons les plus claires : pourquoi cela ? Si non pour nous forcer à rechercher l'ancienne amitié ; & si l'on ne le fait bientôt , je prevois les plus grands inconveniens ; & , ce qu'à Dieu ne plaise, autant de malheurs que d'injustices. C'est à la prudence de ceux qui sont au timon à voir ce qu'il y a à faire pour éviter le mal & procurer le bien. Si cette Couronne termine la Guerre avec l'Espagne,

ce sera sans doute à de bonnes conditions , ce qui augmentera sa fierté , & alors peut-être la trouvera-t-on moins disposé qu'à présent en faveur de Leurs HH. PP.

Je vous l'ai déjà marqué , on proposera de ce côté-ci à Leurs HH. PP. de traiter d'affaires d'Etat , comme étant d'une grand importance d'Etat à Etat ; car , comme on a bien scû me le dire plus d'une fois , si Leurs HH. PP. n'ont d'autres vuës que de procurer leurs avantages & ceux du Commerce & de la Navigation de leurs sujets , cela est très bon pour eux mêmes ; mais pourquoi le Roi y donneroit-il les mains ? La France doit aussi rechercher ses avantages d'Etat auprès de vos Maîtres. Les Traitez précédens avoient un motif tant que la Guerre a duré entre l'Espagne & les Provinces-Unies. Présentement que vous voila délivrez de la Guerre , vous abandonnez nos intérêts , vous laissez la France envelopée dans la Guerre , sans faire pour nous ce que nous avons fait pour vous. Du moins la raison est pour nous & contre vous ; dans vos besoins les plus pressans vous avez tiré de grands secours de cette Couronne ; n'est-il pas raisonnable que vous rendiez la pareille à un Roi , qui vous a prévenu par ses bienfaits , & qui présentement a besoin des vôtres ?

Souvent les personnes de la Cour m'avouënt que la France n'a j'amaïs eu de meilleurs & plus fideles Amis que Leurs HH. PP. mais qu'aussi la République n'a pas eu de meilleur Ami que cette Couronne. Les intérêts communs d'Etat ont pour leur bien & leur conservation mutuelle des ennemis communs. L'un  
n'



n'a pas de vuë qui soit contraire à celle de l'autre : ils disent qu'ils voudroient & qu'ils souhaitent que les Provinces-Unies eussent le Commerce & la Navigation de tout l'Univers ; oui ils voudroient qu'aucune autre Nation y eut part : la France n'y aspire pas , c'est assez pour elle de trouver chez Leurs HH. PP. tout ce dont elle a besoin ; la France ne perdrait pas volontiers l'amitié de Leurs HH. PP. & la République , disent-ils , ne peut se passer de celle de la France , c'est sur quoi ils font mille réflexions : enfin ils ajoutent , quand la France & les Provinces-Unies, liez ensemble par une bonne & étroite Ligue défensive auront les mêmes amis & les mêmes ennemis , ni l'une ni l'autre n'auront personne à craindre , & tant qu'elles seront unies, elles pourront gouverner leurs Etats en repos & en sûreté avec honneur & gloire. Lorsque vous m'aurez mandé ce que vous pensez de tout le contenu de cette Lettre, je pourai m'expliquer davantage ; sur tout si je recevois ordre de la Régence de sonder directement sur cela quelques personnes de cette Cour. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J.  
DE WITT.

*De Paris le 24. Mars 1656.*

MONSIEUR,

J'apprens ici que l'Accommodement ou Trai-

té de Paix nouvelle entre les Cantons Suisses, est entierement au préjudice du parti réformé, & que les Papistes y sont justifiez & maintenus contre les prétensions de ceux de Swiz. Vous savez aussi ce que je vous ai marqué ci-devant d'une Lettre qui est entre les mains du Président du Parlement de Grénoble.

Je vous prie de garder par devers vous la lettre ci-jointe qui doit être très-secrete puisque je m'explique à vous ainsi que vous m'en avez prié.

Je vous remercie de la Communication que vous m'avez donnée des affaires du Nord. j'en ferai usage avec discretion.

Je crains qu'on ne puisse arrêter les Pirateries des François dans la Méditerranée même en armant quelques vaisseaux de Guerre, à moins que les Vaisseaux qui serviront de Convoi ne voguent de compagnie avec tous les bâtimens marchands en forme de flotte. Ce qui est fort incommode & onereux pour l'Etat.

On débite ici de tems en tems des nouvelles assez singulieres de la Cour d'Angleterre, entre autres on a publié dernièrement que le Lord *Protecteur* s'étoit déclaré naturellement à Leurs HH. PP. en faveur du Roi de *Suède*, & qu'il ne pouroit souffrir qu'Elles employassent leur flotte dans la Mer Baltique. Quoique je ne puisse croire cela, cependant je trouve à propos de vous le marquer, puisque c'est encore une preuve de la nécessité de me communiquer toutes les semaines les Extraits des Résolutions de Leurs HH. PP. afin que je sois en état d'affirmer ou refuter ce qui est vrai ou ce qui est faux. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 31. Mars 1656.

MONSIEUR,

J'ai marqué par ma dernière du 24. à Leurs HH. PP. qu'ayant parlé à Mr. le Comte de Brienne de l'admission de Leurs HH. PP. dans le Traité d'Accommodement conclu entre la France & l'Angleterre, ce Comte m'avoit fait entendre qu'il jugeoit que je devois m'adresser au Roi même, non par une Proposition verbale, mais en lui remettant un Acte par écrit que j'aurois souffigné. Comme je dois m'y expliquer clairement j'atends au plus tard par la première poste une explication claire de l'intention de Leurs HH. PP. touchant l'acte du 3. de Mars, & une copie autentique de l'article séparé, qui admèt Leurs HH. PP. dans ce Traité, puis-que je serai obligé de proposer cet article comme la base de tout ce que je metrai dans l'écrit que je delivrerai, & que c'est sur cet article que Leurs HH. PP. déclarent qu'elles acceptent l'admission. Ainsi je vous prie que l'on m'envoie cet article sur le champ au cas qu'on ne l'ait pas encore fait quand vous recevrez la présente.

Mr. d'Ommeren m'a écrit de Geneve le 23. du Courant la lettre dont je vous envoie la Co-

pie ci-jointe , & à laquelle je me raporte , & comme il paroît que l'affaire de ceux des Vallées & la modification du Traité de Pignerol , se reglera ici à la Cour soit à Paris soit ailleurs où la Cour fera , je vous prie de faire en sorte que je sache les Intentions de Leurs HH. PP. & que l'on m'en envoie au plutôt un Acte sur les points suivans.

Si je me mêlerai seul de ces affaires , avant qu'un Envoyé du Lord *Protecteur* autorisé pour les affaires des Vallées , soit arrivé ici , pour travailler de concert ou separement à ces affaires.

S'il avoit la qualité d'Ambassadeur , si je lui cederai le rang & la préséance ; si ce n'est qu'un Commissaire ou Envoyé , si je prendrai le pas & la préséance sur lui sans céder.

J'atends des Instructions claires & distinctes de Leurs HH. PP. sur quels points du Traité de Pignerol , je demanderai quelque tempérament , à quels égards & jusqu'où je presserai ce tempérament , s'il est possible.

Si les Instructions de l'Envoyé du Lord *Protecteur* étoient différentes de celles de Leurs HH. PP. au préjudice de ceux des Vallées , persisterai-je à suivre celles de Leurs HH. PP. ou Leurs HH. PP. laissent-elles ce choix à ma direction suivant l'exigence des choses : on peut croire que je ferai toujours de mon mieux à l'avantage de ceux des Vallées , autant que je le pourai.

Si la Cour se trouvant dans quelque place éloignée d'ici , je dois la suivre pour cela. En ce cas on doit m'autoriser , & m'assigner certaine somme par jour , pour les frais du Voyage

ge & pour mon logement , afin que je sache sur qu'oi me regler , car dans ce tems-ci , vû la cherté de tout , il est impossible , avec la plus grande oeconomie , de faire une figure qui fasse honneur à la République avec 25. florins par jour.

Je ne puis pas douter qu'on ne pense à présent à la Cour que j'ai reçu mes pleins-pouvoirs & mes Instructions de Leurs HH. PP. pour demander à Sa Majesté le renouvellement de l'Alliance avec les Provinces-Unies ; enforte que je suis obligé de me conduire de manière à ne pas faire entendre que cela n'est pas & aussi à ne pas faire croire que cela est. J'ai cru devoir vous en informer , de peur qu'en diférant trop long-tems une chose qu'on souhaite ici , ces delais ne donnent de mauvaises impressions ; quand à moi je me soumets entierement & toutes mes connoissances à tout ce que Leurs HH. PP. jugeront à propos d'en ordonner , & je suis , &c.

P. S. Je n'ai point reçu de Lettres de vous par la dernière poste , soit dit seulement pour vous en donner avis.

## COPIE DE GENEVE.

MONSIEUR,

Nous recevons avis par un exprès des Vallées que Mr. *Bais* Commandant le Regiment de *Lyonnois*, s'est adressé à plusieurs Ministres des Vallées, leur demandant qu'ils convocassent promptement leurs Communes, en sorte qu'on lui remît promptement leurs Grieffs, afin qu'il en informe promptement Sa Majesté très-Chrétienne; ajoutant des menaces au cas de refus; en sorte que ces pauvres gens ne pourront différer plus longtems à donner leurs grieffs; ainsi lorsqu'ils seront examinez à la Cour, il seroit nécessaire que vous apuiassiez de vos bons offices les intérêts de ces pauvres gens, suivant l'intention de Leurs HH. PP.

Mr. *Morlan* a écrit à cet effet en Angleterre par un exprès qu'il a dépêché, à St. *Lucas*, la poste ordinaire étant partie hier; & il demande avec instance que l'on envoie au plutôt un Ministre à Paris. Je n'ai pas le tems de vous envoyer les Lettres des Vallées, parceque la Poste va partir, ce sera pour le premier ordinaire. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 6. Avril. 1656.

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems vos quatre Lettres du 23. 24. & 31. du mois dernier. J'ai remarqué entre autres choses dans votre première les bruits qui courent à Marseille, que la Cour voudroit y faire arrêter tous les bâtimens Hollandois qui se trouveroient dans ce Port, ce qui est confirmé par les Lettres du 31. adressées à Leurs N. & G. P. mais que le Roi & son Conseil avoit ordonné que tout seroit redressé, ce qui devoit être bientôt executé, & ce que j'espere. Il y a aparence, vû les progrès que l'on a fait ici dans l'affaire du renouvellement d'Alliance entre la France & l'Etat, & qui, à mon avis, est très avancée, que tous ces desordres prendront fin.

Vous aurez été désabusé par la dernière Lettre de Leurs HH. PP. de ce que vous me marquez dans votre seconde Lettre de certains bruits que l'on fait courir à Paris d'une Alliance qui se traite ici avec l'Ambassadeur d'Espagne; vous pouvez être assuré de ce que l'on vous y marque & vous en servir sans crainte lorsque l'occasion le demandera. Je n'ai pas ouï dire que les Armateurs Espagnols de *Dunkerque* ou d'*Ostende* aient pris quelques bâtiment An-

glois , encore moins qu'ils les ayent conduits à Fleffingue, que fur les plaintes des Anglois l'Amirauté les eut déclarez libres & eut ordonné qu'ils fuflent reftituez aux Anglois, & que les Efpagnols refusant de faire cette reftitution , en feroient venus aux voyes de fait contre les Commiffaires de l'Amirauté. Je ne fache pas auffi & je crois qu'il eft absolument faux , que le Protecteur ait clairement déclaré à Leurs HH. PP. qu'il prenoit le parti du Roi de Suède , & qu'il ne pouroit fouffrir que leur flotte agît dans la Mer Baltique , ainfi que vous me le marquez dans vôtre Lettre. Leurs HH. PP. ont écrit à Mr. *Nieupoort* \* Ambaffadeur Extraordinaire de la République en Angleterre, de preffer le Protecteur de regler enfin un Traité de Marine entre l'Angleterre & l'Etat. Leurs HH. PP. fe font entierement conformées par raport aux affaires du Nord, aux Réfolutions de Leurs N. & G. P. du 28. du mois dernier que je vous ai alors envoyé. Je ne manquerai pas de fuivre ce que vous m'ordonnez touchant la Léttre que vous me priez de refferver par devers moi fans la communiquer. Mais je vous prie que lorsqu'à l'avenir vous m'écrirez quelque Lettre qui ne devra pas être communiquée , vous ayez la bonté de me l'adrefler à part , & que celles dont je puis faire part , me foient adreffées dans le paquet ou fous couvert à l'adrefle de Leurs N. & G. P. Vôtre quatrième Lettre contient plusieurs chefs, entr'au-

\* Voyez les Réfolutions fecretés , la Réfolution du Samedi 1. Avril 1656.



entr'autres les affaires de ceux des Vallées. J'ai trouvé qu'elle s'accorde en tout avec celle que vous avez écrite à Mr. le Gréfier *Ruifch*, qui a été remife entre les mains des Députez de Leurs HH. PP. chargez de ces affaires des Vallées, afin qu'ils la voient, l'examinent & en fassent raport; ce qu'ils ont fait le lendemain; fur quoi l'on a dressé l'annexe ci-jointe No. 1. Leurs HH. PP. ont pris une Résolution qui y est conforme en tout, Mrs. de Hollande se font seulement chargés du dernier Article.

L'Ambassadeur d'Espagne a prié instamment, dans un Memoire présenté à Leurs HH. PP. qu'Elles voulussent bien nommer quelques Commissaires pour entrer en conference avec ceux du Comte d'*Egmond*, par raport à la restitution de plusieurs biens situez dans le Pais, & que l'on accorde un sauf-conduit audit Comte pour pouvoir venir dans le Pais & y rester en sûreté pour vaquer à ses affaires. Mrs. les Députez de Hollande se font aussi chargez de ce memoire pour le communiquer à Leurs N. & G. P.

Mr. *Schroder* Envoyé de Danzick a prié Leurs HH. PP. dans un Mémoire qu'il leur a présenté, de prendre au plutôt une Résolution sur le reste des points du secours d'hommes & d'argent qu'il leur a demandé pour la-dite ville. Je ne crois pas que l'on prenne aucune conclusion avant que l'on ait appris de Danzick même par Mrs. nos Ambassadeurs dans quel état sont les choses. Le même Envoyé a communiqué aux Commissaires les ordres qu'il a & de la même ville, touchant la suppression du

centième denier dont la Nation Hollandoise est plus chargée à Danzick que la Nation Angloise; soutenant & affirmant constamment que la Nation Hollandoise est traité à Danzick en toutes choses de la même manière que les autres Nations. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 13. Avril 1656.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière, qui est du 6. du Courant, Leurs HH. PP. ont écrite aux Colleges respectifs de l'Amirauté que pour pouvoir fournir leurs contingens pour l'armement de la flotte extraordinaire, ils pouroient negocier quelques sommes sur l'Impôt nommé *Last & Veylgeldt*, à quatre pour cent, mais en prenant le Capital le plus petit qu'il leur sera possible & qui n'aïlle pas au delà de dix-mille livres Carolus pour chaque vaisseau, avec defence expresse d'employer le dit Capital negocié, ou le moindre denier du Revenu du *Last & Veylgeldt* à aucune autre chose qu'aux dépenses du susdit armement extraordinaire.

Leurs N. & G. P. ont resolu que dès à présent les Conseillers Députés auront égard à Thomas *Dolman*, fils unique du Lieutenant Colonel le *Dolman*, pour lui conferer une des Compagnies vacante d'Infanterie qui soit sur la repartition de la Province d'Hollande & West-

frise;

rife; & ce en confideration des bons services que le dit Lieutenant-Colonel à rendus à cet Etat en contribuant à la Conclusion de la paix entre cet Etat & la République d'Angleterre.

Les Députez de Leurs HH. PP. chargez de l'examen des Propositions de l'Envoyé de Danzick, ont été priez de conferer de nouveau avec le dit Envoyé & de lui demander à quoi pourroit monter l'augmentation du subside qui seroit nécessaire pour le secours de sa Ville; & à quelles conditions ses Superieurs demandent ce subside, afin que Leurs HH. PP. puissent prendre une Résolution sur cette affaire.

On examinera ce qui s'est pratiqué par le passé pour regler la somme que l'on vous accordera par jour pour votre dépense, pendant que vous serez hors de votre Residence ordinaire, pour vaquer aux affaires des Vaudois à la suite de la Cour de France. On vous enverra en son tems la Resolution que Leurs HH. PP. prendront sur ce sujet.

Les Députez de Leurs HH. PP. ont été en conference avec l'Ambassadeur d'Espagne sur les plaintes du Consul *Oorschot* qui reside à St. Sebastian, 1. Sur ce que le Conseil de Guerre s'étoit emparé de plusieurs effets appartenans aux sujets de l'Etat & les avoit confisquez sous prétexte que les attestations dont ils étoient munis, étoient fausses. 2. Sur ce que les Fregates particulieres de St. Sebastian & de Fontarabie continuent journellement leurs insolences en pillant & enlevant en Mer les Bâtimens des sujets de la République; lesdits Dé-

putez ont fait raport que Mr. l'Ambassadeur leur a repondu au premier article, que pour affurer la validité des attestations, & pour prevenir les fraudes & les abus que pourroient commettre les autres Nations ennemies du Roi son maître, il faudroit faire signer lescdites attestations par le Consul d'Espagne residant à Amsterdam, ou par ses substituts dans les autres Villes de l'Etat; comme on a trouvé que cela meritoit réflexion, on n'a encore pris aucune Résolution. Sur le second Article, l'Ambassadeur trouve qu'il est inutile qu'il écrive au Roi son Maître, puisqu'il y a aparence que sa Lettre n'auroit aucun effet, comme les precedentes, d'autant qu'il n'y avoit personne à la Cour de Madrid pour solliciter & veiller aux intérêts des sujets de la République: Ce qui lui donnoit occasion de prier qu'on exécutât enfin la Résolution prise d'envoyer une Ambassade en Espagne où elle seroit très bien reçue, puisque l'on y regardoit ce trop long délai comme une marque du peu de respect que l'on portoit au Roi Catholique; sur quoi l'Ambassadeur proposa s'il ne seroit point à propos, pendant qu'on feroit les preparatifs de cette Ambassade, d'envoyer quelqu'un à Madrid pour en donner avis, & pour veiller pendant ce tems là aux affaires des sujets de la République.

Sur quoi Leurs N. & G. P. & ensuite Leurs HH. PP. ont trouvé bon que ladite Ambassade seroit encore diferée de quelque tems pour donner le tems aux Commissaires d'en faire les preparatifs; que l'on coucheroit sur le papier les Ordres & les Instructions nécessaires.

affaires, & qu'ensuite l'on penseroit à la manière de les executer; Mais qu'en attendant, Leurs HH. PP. je eroient les yeux sur une personne qui seroit sur les lieux, pour le charger de faire des excuses à Sa Majesté Catholique sur ce que l'on difere l'envoi de cette Ambassade; de donner avis de ce qui se passe à Leurs HH. PP. & servir les marchands de la Nation. L'on a choisi pour cet effet Mr. *Henri van Réede*, fils de Mr. de *Renswoude*, qui se trouve à présent à la Cour de Madrid.

L'Assemblée de Leurs HH. PP. s'est séparée Lundi dernier 9. du Courant.

Suposant le cas, qu'il soit arrivé qu'un Armateur de Dunkerque muni de bonne Commission, ait rencontré en pleine Mer quelque navire Anglois, & qu'il en ait enlevé quelques personnes avec lesquels il seroit venu dans le Port de Fleissingue où les prisonniers Anglois auroient soutenu qu'ils étoient libres, parce qu'ils se trouvoient dans un port libre; le Dunkerquois soutenant de son côté que les personnes doivent rester aussi-bien que les effets & navires entre les mains de celui qui les a pris, étant de même nature & de même condition sur une Rade & dans un Port libre, qu'en pleine Mer; & que par conséquent ses prisonniers doivent rester en son pouvoir & à sa disposition, Leurs HH. PP. ont écrit à l'Amirauté de Zéelande de faire relâcher sur le champ tels prisonniers Anglois; d'autant qu'Elles sont informées que c'est la pratique générale en temps de guerre par Mer & par Terre que les Prisonniers qui viennent au pouvoir d'une Puissance neutre entre les deux partis Militantes doivent être relâchez: d'au-

d'autant plus que cela s'est pratiqué de la sorte en Angleterre, pendant la dernière Guerre avec l'Espagne, en faveur des Soldats & sujets tant de la République que de l'Espagne.

Leurs N & G. P. ont pris la \* resolution dont je vous envoie Copie ci-jointe pour lever quelques difficultez formées par Mrs. les Etats de Zéelande sur l'armement extraordinaire; j'ai cru que je vous ferois plaisir en vous en donnant part. Je finis en vous priant de me croire. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 14. Avril 1656.

MONSIEUR,

Tous les bruits que l'on a fait courir ici & que vous m'assurez être faux, sont des preuves de la mauvaise volonté de plusieurs, qui prevenus savent declamer contre tout ce que nôtre Regence fait & ne fait pas.

Les faïfies que l'on devoit faire à Marseille étoient fondées sur les mouvemens de nos marchands qui crioient qu'il falloit equiper contre les armateurs de Toulon & les attaquer par  
tout

\* Voyez les Resolutions secretes, la Resolution du Jeudi 6. Avril 1656.

out où on les trouveroit, au lieu de faire modestement leurs remontrances à leurs Magistrats, ainsi qu'ils devoient, puisqu'alors ils auroient sans doute pris de bonnes & vigoureuses résolutions avec l'ordre & le secret nécessaire & suivant que la chose le demandoit. Mr. le Comte de Brienne m'a assuré en conscience que la Cour avoit eu avis de ces menaces des Marchands. Mais à présent l'on a levé la défense qui avoit été faite aux Bâtimens Hollandois de sortir des ports de Provence, c'est ce que le Consul *Lafleur* me mande.

Les choses trouvent encore quelques difficultés à Calais, à cause de la licence du peuple dans cette ville, & que le Comte de Charost Gouverneur, est intéressé dans les armemens en course qui s'y font & qu'il profite de la confusion qui y regne. Mais je presse sans relâche l'expédition de quelque ordre contre lui.

Mais permettez moi, Monsieur, de vous faire remarquer que ces désordres ne cesseront point à la veüe de quelque apparence d'inclination pour le renouvellement de l'Alliance. Car ces délais si souvent renouvellez irritent extraordinairement ces Mrs.-ci. La seule conclusion du Traité y mettra fin: Car ils ne considèrent pas qu'elle leur est nécessaire, ils ne font attention qu'à ces délais & aux longues délibérations de Leurs HH. PP. & ils demandent hautement si l'on doit ou si l'on veut la faire ou non. Enfin ils regardent toute nôtre conduite comme un odieux mepris de l'amitié du Roi qui nous a été assez offerte, & qu'ils avouent pouvoir être utile au Royaume, mais

ab-

absolument nécessaire à Leurs Hautes Puissances & très profitable pour leurs sujets. Je suis obligé de répondre à tout cela avec beaucoup de moderation sans oser les irriter; parce que si ces desordres continuent encore quelque tems, pourroit enfin arriver qu'il ne seroit plus possible de faire le Traité.

Il y a même eu une nouvelle allarme ici sur ce que, disent-ils, on se presse d'envoyer une Ambassade en Espagne avant d'avoir renouvelé l'Alliance avec la France.

Je vous remercie de l'avis que vous me donnez que l'on n'a absolument rien traité avec l'Ambassadeur d'Espagne, ainsi qu'on l'avoit publié ici, & que je puis sans crainte d'en être démenti, le soutenir & le publier.

Une Gazette est un mauvais garand; cependant je vous envoie celle d'Amsterdam du 18 Mars, où je vous prie de lire l'article de la Haye du 17. Mars que j'ai souligné. La Cour fait attention à ces choses. Mais avant de porter un jugement temeraire sur le massacre du Capitaine *Ram* dans le port de Fleissingue, elle veut voir ce que Leurs HH. PP. feront contre le Dunkerquois qui a commis de telles violences en *Goeree*, on avoit auparavant dit *Fleissingue*. Si l'affaire de *Goeree* n'est pas vraie, le Gazetier devoit avoir eu la prudence de ne pas l'imprimer. Souvent la Gazette d'Amsterdam fournit de quoi remplir celle du Louvre.

Je suis charmé que le Lord Protecteur n'ait pas tenu de tels discours.

J'attends avec impatience une Copie authentique de l'Article séparé du traité d'Accommodement



ment entre la France & l'Angleterre , qui y  
admèt Leurs HH. PP. Il y a déjà huit jours  
que j'ai demandé audience pour cela; mais la  
révotion, ou du moins ses aparences, sont si  
grandes dans cette semaine de Pâques , que je  
ne l'ai pu obtenir jusqu'à présent: j'atends cet  
acte Mardi prochain afin de pouvoir m'en ser-  
vir.

J'atends aussi l'Acte de la Resolution de  
Leurs HH. PP. sur les points que je dois trai-  
ter ici touchant les affaires des Vallées. Mr.  
*Ommeren* souhaiteroit fort, & je ne le desire  
pas moins que cette affaire se négociât en  
vuisse.

L'Espagne paroît à présent prendre à cœur  
les Intérêts du Comte d'*Egmond*, parce que  
on s'imagine que dans les circonstances pre-  
sentes Leurs N. & G. P. doivent tout faire  
& tout souffrir. Dieu veuille rétablir la con-  
corde parmi nos Regens; nous imprimerions  
bien-tôt le respect, l'honneur, le credit & la  
sainte à ces mal-intentionnez, qui n'auroient  
plus la hardiesse d'être déraisonnables, jusqu'à  
ceux de Danzick, qui ont osé charger les fu-  
rets de l'Etat plus que les Anglois; après cela  
que n'oseront pas les Puissances plus redouta-  
bles. Tout dépend du retablissement de l'U-  
nion, Dieu veuille y mettre la main. On est  
ici fort étonné des Nouvelles que l'on vient de  
recevoir de Pologne, & de la defaite que l'on  
publie , nous atendons quelque éclaircissement  
sur cela par les Lettres de la Haye du 13. Je-  
uis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 12. Mai 1656.

MONSIEUR,

La Resolution de Leurs HH. PP. du 27 Avril m'apprend que le départ de d'Ommeren pour se rendre ici, est contremandé, & qu'il a ordre de rester à Baden. Mr. le Cardinal s'est chargé, à la priere de Leurs HH. PP. de faire écrire & d'écrire lui-même à l'Ambassadeur de France qui est en Suisse, d'admettre Mr. d'Ommeren dans la médiation à Bader & de lui temoigner toute sorte d'honneur & d'amitié.

J'avois auparavant tenté de persuader par plusieurs raisons à Mr. le Comte de Brienne que Mr. d'Ommeren, étant de l'Assemblée de Leurs HH. PP. devoit être reçu & traité comme Ambassadeur, ainsi que cela s'étoit pratiqué; mais ce Comte m'a fait plusieurs dificultez, ainsi que Mr. le Cardinal, qui m'alegua plusieurs raisons pour lesquelles cela ne pouvoit se faire, de sorte que je n'ai pû rien obtenir. Si Leurs HH. PP. ont quelque exemple que cela ce soit pratiqué ci-devant, son Eminence les ignore; entr'autres raisons, son Eminence disoit qu'il falloit observer beaucoup d'ordre dans les affaires que je lui proposois, pour eviter la

con-

nfusion , même dans l'exemple qui étoit sur tapis.

Comme Mr. d'Ommeren reste en Suisse & e je ne trouve ici personne qui puisse m'ennuyer quelque ouverture sur ces difficultez , de la peine à me mêler seul & sans des Instructions expressees de Leurs HH. PP. d'une affaire aussi delicate & en même tems aussi importante. Il n'y a pas un Vaudois qui ose venir ici, & l'on ne trouve ici personne qui se mêle de ces affaires-là. Les premiers aignent l'indignation du Duc de Savoye , les autres de risquer ici leurs charges & leurs emplois.

Sur les Remontrances que j'ai faites à Mr. le Cardinal qu'il y avoit à craindre que si les troubles continuoient en Suisse, il n'en arrivât quelque événement dangereux , il m'assura que l'Accommodement étoit si avancé qu'il pouvoit être considéré comme presque fait ; qu'il étoit sûr que le Pape & l'Espagne remuoient Ciel & terre pour exciter l'embrasement , afin de faire de ce côté là du mal à la France , mais qu'ils avoient en vain ; que les Cantons Catholiques avoient déjà renouvelé leur Alliance avec le Roi , & que les Protestans étoient prêts à en faire autant.

J'ai toujours bien remarqué que l'on étoit ici fort attentif au cours des affaires de la Pologne , autant que l'on fondoit plusieurs desseins sur les progrès ou les revers de la Suède.

Il y a quelque chose sur le tapis entre cette cour-ci & celle de Baviere ; un Prince de Hesse , que l'on nomme ici Prince de Hombourg s'en mêle & court le país pour cet effet. Il est re-

tour-

tourné à Munich & on l'attend ici dans peu.

J'ai eu des plaintes que le Vice-Amiral de *Ruyter* a transporté jusqu'à Bruxelles, l'argent d'Espagne, sur les Vaisseaux de Guerre de l'Etat, quoique cet argent doive être employé contre la France. Je me flatte d'avoir satisfait le Cardinal par mes reponses.

Quant au contenu & aux articles de votre Lettre du 6. Avril, j'y en ai trouvé une autre de la même date, mais sans signature, avec six articles apostillez. Je suis confirmé depuis ce tems là dans tout ce que je vous en ai écrit & vous faisant réponse. Toute cette affaire doit être tenue fort secrette, celui qui l'écrit, n'en parle que comme simple particulier & sans la connoissance de ses Maitres. J'aurai encore une Conférence qui determinera absolument mon sentiment; je pourai vous en informer par ma première, ou il faudra que la Cour parte d'ici. Je n'ai point reçu de vos Lettres cet ordinaire-ci; que ceci soit dit seulement pour vous en donner avis. Je suis, &c.

P. S. Monsieur, l'incluse adressée à Leurs N. & G. P. m'a été envoyée par Mrs. de *Geneve*, qui se recommandent, *multis verbis*, vos bonnes graces & à l'affection que vous leur avez toujours temoignée; ils ont a présent un pressant besoin de secours.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 18. Mai 1656.

MONSIEUR,

Ayant été absent d'ici pendant quelques semaines, vous n'avez pas reçu de mes nouvelles, parceque j'étois persuadé que vous pouviez être mieux informé d'ici de ce qui se passoit dans l'Etat, que je ne l'aurois pu faire d'Amsterdam où il falloit que je reçusse les nouvelles d'ici pour vous les mander.

Depuis la reception de vôtre Lettre du 14. du mois passé, qui contient vôtre sentiment sur la proposition d'une Alliance defensive entre trois certains Etats, j'ai atendu avec impatience que vous m'informassiez quelles auroient été les suites, & ce qui se feroit passé lorsque vous en auriez fait ouverture, ainsi que vous en aviez promis, à quelques personnes de confiance : J'espère, suivant ce que vous me marquez dans vôtre Lettre du 12. du Courant, que vous m'en ferez ce plaisir par la première poste ; d'autant plus que Mrs. les Etats d'Hollande & Westfrise sont à présent assemblez, & qu'ils ont commencé aujourd'hui leurs séances, qui selon toutes les apparences ne dureront que peu de jours & seulement jusqu'à la fin de la semaine prochaine. Je ne manquerai pas de communiquer à Leurs N. & G. P. autant qu'il le faut, vôtre Lettre du 12. du Courant ; mais autant

Tom. I. V. qu:

que je puis juger , on ne pourra y faire aucun fonds , jusqu'à ce que nous ayons appris ici le reste & quelles suites cette ouverture aura eues. Vous pouvez être assuré du secret des délibérations de Leurs N. & G. P. sur ce sujet & de ce qui vous en a été écrit ; d'autant plus que tous ceux qui étoient présens ont promis le secret sous serment. La Résolution du 6. Avril dernier prise sur le même sujet a été unanime , & je ne sache pas qu'en pareille cas on ait d'exemple que le secret ait jamais été divulgué avant le tems. Je crois bien cependant que l'on peut savoir en général, où vous êtes, que l'on parle ici de cette affaire là , on peut même avoir ouï dire quelque chose des discours que les Rois ont entretenus sur ce sujet.

On nous écrit ici de Bruxelles que l'on y avoit des nouvelles que le Roi de France , Cardinal Mazarin & tout Paris avoient été massacrez ; en sorte que tout le Royaume étoit en confusion ; nous apprenons par les Lettres reçues par la dernière poste que cela est faux , cependant j'ai jugé à propos de vous le mander , faisant réflexion que l'Histoire nous apprend quorsqu'*Henry IV.* fut assassiné, la nouvelle de cet assassinat avoit été divulguée dans les terres du Pape & du Roi d'Espagne & écrite de tous côtés avant qu'il eut été exécuté : on voit encore d'autres exemples semblables ; tel est l'exemple tout récent de ce qui est arrivé à la Ville d'Amsterdam en 1650. & que l'on avoit mandé ici de Londres, comme s'il y avoit quinze jours que la chose étoit passée , quoiqu'elle ne fut pas encore arrivée. Je suis &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 29. Juin 1656.

MONSIEUR,

J'ai été obligé de laisser passer quelques postes sans vous écrire, tant parce que j'ai été quelque tems absent, que parce que j'ai été fort occupé à cause d'une Assemblée extraordinaire de Leurs N. & G. P. qui s'est séparée Vendredi dernier; j'ai cependant reçu vos Lettres en leur tems. Leurs N. & G. P. étant informées de ce que vous avez écrit au sujet de l'Alliance commune, ont pris la Resolution que vous trouverez ci-jointe, mais qui n'a pas encore été portée à la Généralité, vû l'absence de quelques Provinces.

Si l'on ne peut conduire cette affaire de manière qu'elle nous devienne commune avec les Anglois, je prevois que nous échouerons ici contre le même écueil que nous n'avons pu dépasser ci-devant; du moins me paroît-il que les dispositions tendent à cela chez la plupart des membres de cette Province: Or l'affaire ne se fera jamais sans ou contre l'avis de la Hollande, c'est ce que vous pouvez bien juger par vous même. Je suis, &c.

V 2

A

\* Voyez Resolutions secretes, les Resolutions du Vendredi 19. Mai, Jendi, 15. Juin & Vendredi 23. Juin 1656.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 30. Juin 1656.

MONSIEUR,

On est ici tellement occupé des desseins & des préparatifs de la Campagne qu'on ne parle & ne peut traiter d'autre affaire.

Il y a des gens si irrités qu'ils proposent & conseillent au Cardinal de rompre avec le Pape & de lui déclarer la Guerre; mais son Eminence n'y paroît pas fort disposée.

L'on a arrêté comme Espion, à *Civita-Vechia*, un etudiant Anglois qui voyage, parce que l'on trouva sur lui des desseins de quelques places & de quelques belles vues, ainsi qu'on a coutume d'en tirer les Curieux. Les Italiens disent que c'est une Espion & que la flotte Angloise commandée par *Blacke* a de grands desseins sur les Ports du Pape & sur d'autres de l'Italie: c'est pourquoi l'on prend de grandes precautions, jusques-là même que les Galeres du Pape n'osent aller en Candie au secours des Vénitiens, ainsi que le St. Pere l'a voit promis.

Mr. le Cardinal ne peut se rendre maître de Valenciennes, quoique le Marechal de la Ferté prétende être assez fort pour cela; c'est ce qui est cause que le Mariage du Prince François avec une sœur du Cardinal n'aura pas lieu.



On parle à présent du Mariage de ce Duc avec Mademoiselle de Guise Sœur du Duc de Guise.

La Cour a permis à Mademoiselle de venir à Paris, aussi-tôt qu'elle sera reconciliée avec le Duc d'Orleans, son Père; condition qui est encore fort éloignée, puisque son altesse Royale ne veut point voir Mademoiselle ni entendre parler de reconciliation. Leurs diferens viennent de ce que les revenus de Mademoiselle ont été très mal dépensez pendant la . . . .

Il y a quelque tems que je n'ai pas reçu de vos Lettres, ce que j'atribue au grand nombre d'affaires que vous avez & qui vous occupent mieux; cependant, lorsque vous aurez un moment de loisir, je vous demande la continuation de nôtre Correspondance. Soyez persuadé que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 14. Juillet 1656.

M O N S I E U R ;

On attend ici avec une grande impatience quelles seront les entreprises de la flotte de l'Etat dans la Mer Baltique, afin que chacun sache à quoi s'en tenir. La plus grande partie font, dans ce Royaume, des vœux pour le

Roi de Pologne, & par conséquent pour tout ce qui peut être à son avantage.

Cette flotte déjà partie pour le Nord, & l'armement que l'on fait tant pour les Mers du Ouest que pour la Méditerranée relevent déjà ici le crédit de la Nation. Plût au ciel qu'il revint au degré où il a été ci-devant & qu'il aille encore bien-tôt au delà.

Les difficultés que l'on trouve dans les expéditions militaires que l'on a entreprises, font naître l'occasion favorable de traiter des affaires contenues dans la proposition de Leurs N. & G. P. du 6. Avril dernier; lorsque les choses seront disposées de manière à les rendre agréables je ne manquerai pas de profiter des circonstances.

L'on continue ici à dresser des projets de Reglemens plus desavantageux pour les sujets de Leurs HH. PP. & des autres Puissances étrangères, que les ordonnances mêmes de *François I.* & de *Henri IV.* lorsqu'il s'agira de réclamer les Vaisseaux & effets pris. Aussi-tôt que je serai un peu mieux informé de cette affaire, je ne manquerai pas d'en informer la Regence.

Je laisse à votre prudence le soin de faire en sorte que l'on tienne très secrets les Instructions, que l'on donnera aux flottes de l'Etat qui iront dans la Méditerranée ou dans la Mer de Gascogne, sur tout s'il y a quelques ordres vigoureux contre les armateurs de ce Royaume; autrement les suites en seroient très différentes des avantages que l'on se seroit proposés. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 21. Juillet 1656.

MONSIEUR,

Comme je suis ici en liaison avec quelques Ministres publics, qui sont chargez à la Cour, ou en cette ville, des affaires de quelques Princes d'Allemagne, j'ai appris de quelques uns d'eux que les trois Electeurs Ecclesiastiques, l'Eveque de *Munster* & quelques autres Princes Ecclesiastiques & seculiers seroient fort disposez à faire une étroite Alliance avec Leurs HH. PP. pour la sureté commune des uns & des autres; & qu'il y avoit quelques Etats & Princes Reformez du Carcle de Basse-Saxe qui ne demanderoient pas mieux que d'y entrer. J'aprens d'eux presentement que Leurs HH. PP. n'ont pas approuvé ce projet; que l'Electeur de Cologne voudroit revoquer sa garantie, & que cette bonne affaire en demeurera là selon toutes les aparences.

J'ai bien eu de Hollande quelques avis particuliers de cette affaire, mais je n'en ai jamais été instruit à fond. Si vous jugez qu'aidé de vos Instructions, je puisse faire quelque chose en ceci, soit pour decouvrir à quoi les choses restent atrochées, soit pour disposer quelques conditions preliminaires, je serai toujours prêt

à entreprendre tout ce qui peut tendre au bien public.

Depuis les troubles qui ont été dans quelques Cantons de ce Royaume & le mauvais succès de l'entreprise sur *Valenciennes*, le Roi a établi dans cette Ville un nouveau Conseil dont Mrs. le Prince de Conti est le Chef, les Conseillers sont Mr. le Chancelier, Mr. le Premier President du Parlement de Paris, le Marechal de l'*Hopital* Gouverneur de Paris & de l'Isle de France & les quatre Surintendans des finances. Ce Conseil fait travailler à quantité de Hocquetons pour quelques centaines de ses Gardes, afin qu'on les connoisse à leurs habits. Voila une nouveauté à laquelle on n'a coutume d'avoir recours que dans des occasions extraordinaires.

Je viens d'apprendre que Mr. de *Lionne* a été jusqu'à *Bajonne*, & sur les extremitez du Royaume avec intention de passer la Riviere du *Passage*, pour entrer en Espagne; mais qu'on l'avoit assuré de bonne part que ce seroit peine perdue, & que la Cour d'Espagne ne vouloit entendre parler de la paix générale que sous la médiation du Pape: *fides sit penes dicentem*; Que sur cela Mr. de *Lionne* étoit revenu ici des Frontières de l'Espagne. Je pourai en savoir quelque chose de plus certain pour la première poste.

On ne peut exprimer la joye que l'on a ici & dans tout le Royaume de ce que l'entreprise sur *Valenciennes* a manquée, & quel honneur cela fait à Mr. le Prince pour qui le zèle se reveille de tems en tems. Voila ce qu'on peut appeller une irregularité incomprehensible; ce-

cependant, on trouve généralement qu'il n'y a de tristes que ceux qui ont perdu leurs Parens dans la levée de ce Siège. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 3. Août 1656.*

MONSIEUR;

J'ai reçu en leur tems vos trois Lettres du 30. Juin & du 14. & 21. Juillet de cette année. Mes occupations continuelles causées par l'Assemblée ordinaire de Leurs N. & G. P. qui sont encore actuellement assemblées, & plusieurs conférences qu'il a fallu avoir avec les Députez Extraordinaires de Zéelande sur des affaires importantes, ont été cause que j'ai passé quelques postes sans vous écrire & même sans repondre à vos Lettres; je me flatte que vous excuserez avec vôtre facilité naturelle cette interruption qui doit être mise sur le compte de la foule d'affaires dont je suis presque accablé.

Leurs N. & G. P. ont fait ouverture à la Généralité de leurs Resolutions Provinciales par raport à l'Alliance entre la France, l'Angleterre & l'Etat; les Députez des autres Provinces s'en sont chargez pour consulter leurs Supérieurs. Jusqu'à présent les Provinces ne se sont déclarées en aucune manière, quoique Leurs N. & G. P. les en aient pressées sans cesse, sur tout les Députez extraordinaires de Zéelande

de qui se trouvent ici à présent. J'espère que les avis des autres Provinces seront conformes aux bonnes intentions de Leurs N. & G. P. & tendront au même but, en sorte que cette affaire se terminera comme il est à souhaiter. Je ne manquerai pas de vous donner avis de tout ce qui se passera à cet égard.

Les plaintes de l'Electeur de Cologne, dont vous parlez dans vôtre Lettre du 21. viennent de la Magistrature de *Rhynberg*; sur tout parce que l'on a depose un Echevin & le Secrétaire, à cause qu'ils n'étoient pas de la veritable Religion Chrétienne Reformée, ainsi qu'il est porté par l'ordonnance de Leurs HH. PP. de l'année 1643. On travaille actuellement à prévenir de plus grands démêlez en dressant un nouveau règlement à la satisfaction des parties. Les Commissaires qui en sont chargez en ont déjà couché le projet sur le papier, & je ne doute pas que cette affaire ne se termine à l'amiable. Quant à l'Alliance proposée, Leurs N. & G. P. ont temoigné, il y a longtems, qu'Elles seroient toujours disposées à y donner les mains, ainsi que vous pouvez le voir par les extraits ci-joints. Mais l'incident des plaintes dont je viens de parler a été cause que l'on n'a plus parlé de cette affaire, qui est pour ainsi dire restée là.

Vous verrez par la Resolution \* ci-jointe ce que Leurs N. & G. P. ont resolu touchant l'acte de Déclaration que vous demandez touchant

\* Voyez les Resolutions secretes. *La seconde Resolution du Mardi 1. Août 1656.*

chant l'admission de la République dans le Traité avec la France & l'Angleterre. Je vous prie de me marquer ce que vous en jugez.

Je n'ai rien autre chose à vous mander, ainsi faites moi la grace de me croire &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 4. Août 1656.

MONSIEUR,

Le Voyage de Mr. le Duc d'Orleans, qui va joindre la Cour, donne lieu à plusieurs discours, mais sur tout à l'esperance de revoir bien-tôt l'union dans la famille Royale, & la paix rétablie entre les deux Couronnes.

Le plus fort de cette Campagne-ci est passé, ainsi les conférences pour la Paix ne seront plus différées; aussi parle-t-on du voyage de Mr. de Lionne; comme d'une chose certaine. On écrit de Madrid qu'il y étoit arrivé quelque personne ou personnes inconnues qui avoient eu ordre du Roi de se retirer au *Buen-Retiro*, où elles sont traitées par la Cour d'Espagne; mais on ne peut dire d'où sont ces personnes, ni pour quelle raison elles sont venues.

Son Altesse Royale devant arriver de Limours à St. Clou, avoit envoyé avertir Mr. le Prince de Conti, la Reine de la Grande-Bretagne,

& la Princeſſe Royale qu'ils lui feroient plaifir de ne pas venir à fa rencontre ni lui rendre viſite & qu'il ne vouloit voir perſonne avant d'avoir vû le Roi & la Reine, & qu'à ſon retour à la Cour, leurs viſites lui ſeroient très agreables; de cette manière perſonne n'a été au devant de ſon Alteſſe Royale.

Chacun ſ'aperçoit aiſément que la Cour a vû avec plaifir que ſon Alteſſe Royale étoit toute diſpoſée à ſe rendre d'elle même auprès du Roi. On parle à préſent de pluſieurs avantages pour la Maifon d'Orleans, comme d'Alliances, de mariages &c. où ſon Alteſſe Royale trouvera ſes intérêts ménagés.

La joie que les habitans de Paris & pour ainſi dire du Royaume entier ont fait paroître après la levée du Siège de Valennes a été ſi générale & ſi publique que la Cour avoit commandé qu'on en informât; mais les Lieutenans criminels & civils ayant fait comprendre à Mr. le Chancelier qu'il faudroit donc informer contre tout Paris, on a revoqué cet ordre. Il fut trouvé des inſolens qui ont oſé aſicher à la Porte de l'Hôtel de Mr. le Chancelier des Lettres où ils exprimoient la joie qu'ils reſſentoient de la victoire que Mr. le Prince avoit rapportée ſur les troupes & Généraux de la Couronne; Car le Peuple ſemble craindre les victoires, les conquêtes & toute ſorte de ſuccès, parce, diſent-ils, que cela eſt toujours ſuivi de quelques nouveaux impôts.

On a auſſi renvoyé à un autre tems le deſſein que l'on avoit d'établir la Gabelle du ſel



fel dans la Province de . . . . . & l'on fait<sup>t</sup> semblant d'avoir entièrement oublié ce projet<sup>t</sup> afin de ne pas exciter de mécontentement dans la conjoncture présente.

Si l'affaire dont vous m'avez parlé dans votre Lettre du 6. Avril dernier étoit mûre, ce seroit à présent le tems d'en faire l'ouverture; mais je m'en raporté à ce que l'on trouvera le mieux. Aussi cette affaire devroit-elle être negociée ici & non pas en Campagne; ainsi on aura le tems de perfectionner ce projet dans toutes parties pendant l'absence de la Cour.

Le traité entre le Roi d'Espagne & le Roi d'Angleterre est agréé, & l'on commence de part & d'autre à faire des Propositions. C'est ainsi qu'on en parle en général sans rien dire de particulier.

On a appris ici avec beaucoup de joye que des Vaisseaux Anglois ont arrêtez & pris quelques Navires Hollandois chargez pour la Zéelande & la Hollande de Laines & d'autre marchandises d'Espagne embarquez en Biscaye. Les Anglois en ont eux-même donné avis au Roi. Ou se croira en droit ici de faire tout ce que nous permetrons aux Anglois d'entreprendre. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

De Paris le 11. Août 1656.

M O N S I E U R,

Je trouve que la Regence prend fort à cœur l'affaire de Mr. le Prince de \* *Tarente* & qu'elle verroit volontiers qu'il fut mis en liberté. Plusieurs Personnes de distinction, alliées au Prince de *Tarente*, ont déjà fortement sollicité la même chose en Cour.

Je dois être particulièrement attentif, dans les fonctions de ma charge, à ménager l'honneur & la reputation de mes Maitres, en sorte qu'ils ne soient point exposez à quelque refus en demandant quelques graces. Ainsi comme la plûpart des personnes qui ont le plus de crédit sont absentes aussi-bien que la Cour, j'ai jugé à propos, avant d'entamer cette affaire, de m'informer des Reponses du Roi, de Mr. le Cardinal & des autres qui n'écrivent que conformément aux intentions de la Cour, afin qu'alors je sois en état de travailler avec fruit au soulagement de ce Prince sans m'ex-  
po-

\* *Henri-Charles* de la Trimouille, qui avoit epousé en 1648. une Princesse de *Hesse-Cassel*. Il fut depuis au service des Etats Gouverneur de Bois le Duc & Général de la Cavalerie.

poser à quelque refus. Je crois que c'est aussi l'intention de Leurs HH. PP. & je vous prie de m'en informer.

Autant que je puis le conclure des avis que j'ai reçus sur cette affaire, tout se réduit à ceci: la Cour demande à ceux qui intercedent pour lui, s'ils veulent être Guarans auprès de Sa Majesté des actions de ce Prince après qu'il sera en liberté, & que jamais il n'entreprendra rien contre les Intérêts du Roi & du Royaume.

Vous voyez qu'il est à propos que je sois autorisé & instruit sur ce que je dois répondre au cas que lorsque je délivrerai l'acte dont il s'agit, on vint me faire une pareille proposition. Je vous prie de faire en sorte que j'aye bien-tôt réponse afin que je sache comment je dois entamer cette affaire & même si je dois l'entamer.

Leurs HH. PP. me donnent ordre dans leur Lettre du 29. Juillet dernier de demander en faveur des pauvres freres des Vallées du Piemont, 1. que le Fort de la Tour soit démoli: 2. & le Traité de Pignerol changé. Je souhaite de l'obtenir & je n'y épargnerai ni soins ni instances. Je vous envoie ci-joint une Copie de la Lettre du Roi au Duc de *Lesdiguières* Gouverneur du Dauphiné, où vous verrez ce qu'il y a à espérer. Cependant je reçois tous les jours bien des plaintes de ce pais-là & du Dauphiné: Dieu veuille les secourir par le moyen des Puissances qui ont le plus de crédit. Comme Mr. d'*Ommeren* est de retour il aura sans doute informé Leurs HH. PP. de la situation, où sont les choses. Je suis, &c.

MONSIEUR,

Je n'écris à qui que ce soit sur les deux articles de cette Lettre , afin que la chose ne soit pas divulguée , ce qui pourroit être préjudiciable: je vous prie de diriger ces affaires auprès de la Regence avec vôtre discretion ordinaire, & de la manière que vous jugerez la plus convenable pour y réussir.

C O P I E,

*De la Lettre du Roi à Mr. Le Duc de Lesdiguières.*

MON COUSIN,

J'ai vû vôtre Lettre du 23. du mois passé, adressée au Sieur le Tellier Secrétaire d'Etat, touchant le voyage que le Sieur de Bais a fait de ma part par vôtre ordre, vers les Habitans de la Religion prétendue Reformée des Valées de Lucerne, Angrogne, Perouse & St, Martin en Piemont; j'ai aussi vû la Lettre qu'ils m'ont écrite, laquelle ils ont donnée audit Sieur de Bais & les Mémoires joints à icelle, contenant leurs plaintes & demandes sur les Grieffs qu'ils prétendent avoir reçus au Traité qui a été fait à Pignerol, par assistance de mon Ambassa-  
deur

leur en Piemont , pour les remettre en paix avec  
 mon frere le Due de Savoye. Touchant ce qui  
 concerne les prétentions de ceux des Vallées de  
 ladite religion , & après avoir examiné &  
 considéré le tout , j'estime qu'il n'y a lieu à au-  
 cun changement à un Traité si solennel , du  
 quel ceux desdites Valées ont montré d'estre con-  
 tents , & m'en ont fait des remerciemens , com-  
 me il paroît évidemment par leurs Lettres , fai-  
 sant en icelle instance de ne l'accroître ou dimi-  
 nuer en rien , & faisant sçavoir que leur in-  
 tention étoit de n'y contrevenir ; ainsi ce seroit  
 faire tout le contraire des Protestations qu'ils font  
 par leurs Lettres & Mémoires , de n'avoir au-  
 tre pensée que d'obéir à leur Prince Souverain  
 & naturel , & de jouir du repos qui leur a été  
 procuré envers leur dit Prince , par le susdit  
 Traité : & pourtant ce que je puis faire pour  
 eux raisonnablement , c'est de m'y employer , com-  
 me je ferai volontiers envers mon frere , toute-  
 fois qu'il sera besoin , pour faire qu'ils soient  
 maintenus en ce qui leur a été promis par le dit  
 Traité , & en cas que de leur part ils refusent  
 de l'exécuter , ou qu'ils viennent à y contre-  
 venir , je serai obligé de me joindre à mon dit  
 Frere , s'il le desire , pour leur faire observer les  
 choses y contenues. C'est dequoi j'ai voulu vous  
 faire sçavoir mes sentimens par cette Lettre , &  
 vous dire que je trouve bon que vous le leur fas-  
 siez entendre aux termes , & en la manière que  
 vous jugerez convenable , les exhortant d'observer  
 de leur part , le contenu du dit Traité sans y  
 contrevenir , leur faisant connoître qu'ils sont  
 étroitement obligés de se tenir fidelement & sin-  
 cerement aux termes d'celui , en sorte que tout le

monde connoisse qu'ils en sont religieux observateurs, autant en effet que de parole & par écrit, & si faisant ils doivent espérer de moi toute faveur & assistance. C'est tout ce que j'ai à vous dire par celle-ci, priant Dieu, mon Cousin, qu'il vous tienne en sa sainte garde. A Paris le 23. Mai 1656. Signé.

LOUIS.

*Et plus bas,*

LE TELLIER.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 18. Août. 1656.*

MONSIEUR,

Je trouve en recevant les Lettres de Leurs HH. PP. & l'acte du 7. du Courant, sur la manière d'entendre l'admission dans l'Accommodement conclu à Londres entre la France & l'Angleterre en Novembre 1655. que Leurs N. & G. P. ont obtenu dans la Généralité que leur avis fut suivi. Je vous en ai mandé mon sentiment par les ordinaires précédens.

Je n'ai puis reçu de vos Lettres par la même occasion; cependant je souhaite fort de savoir comment Leurs HH. PP. prennent les  
vio-

violences des Anglois, qui ont enlevé en dernier lieu quelques bâtimens Hollandois; car à quoi bon demander ici l'observation de la maxime *bâtiment libre, cargaison libre*, en vertu de l'Accommodement de Londres, si les Anglois mêmes n'admettent pas cette maxime, à laquelle, bien loin de là, ils contreviennent si publiquement.

Il est vrai que le *Protecteur* a rendu la première prise; les François promettront bien aussi de faire la même chose, pourvu qu'ils ne trouvent pas toujours quelque prétexte de ne restituer jamais.

J'ai écrit ci-devant au sujet de l'Enfant du Lieutenant *Pajot*, qui est venu ici pour recueillir la Succession de son Père, à laquelle il a été admis par Arrêt du Parlement de Paris, à condition que cet enfant, (qui estagée de huit ans, née dans la Religion Reformée, & mise sous la tutelle de sa mère, par le Testament du Père qui étoit Papiste;) sera mise dans le Couvent des Ursulines de cette ville-ci pour y être élevée dans la Religion Romaine. On avoit même déjà donné ordre de se saisir de cet enfant, si je ne l'avois pris dans ma maison sous la Protection de Leurs HH. où il y a sept semaines qu'elle est avec sa mère aux dépens de l'Etat, sans que j'aye encore reçu aucun ordre ou Instruction de Leurs HH. PP. sur la manière dont je me conduirai en protégeant cette femme qui est leur sujette, quoique je l'aie déjà demandé & que je le demande encore instamment.

On dit que Mr. de *Lionne* est certainement à Madrid, quoi qu'incognito, pour y disposer plu-

plusieurs articles par rapport à la paix générale entre la France & l'Espagne. On dit même que l'on a déjà reçu deux importantes dépêches de Madrid, & que Mr. *Servien* qui les a reçues, est partie pour les porter à la Cour. Mais comme ces affaires sont encore fort incertaines, je n'en dirai rien davantage.

Mr. le *Duc d'Orleans* étoit déjà de retour ici le 4. de ce mois, en sorte qu'il n'est pas resté longtems à la *Fere*. On dit qu'aussitôt que son Altesse Royale y arriva, la goutte prit à son Eminence & ne la quitta pas qu'à son départ. On a présenté à son Altesse Royale le *Traité d'Accommodement* conclu avec l'Angleterre en 1655. afin qu'elle le signât, mais elle l'a refusé; disant que puisqu'il avoit été conclu sans sa participation, il pouvoit bien demeurer sans sa signature & sans son aprobation. Ce Prince est reparti mardi dernier, il ira coucher à Limours & de là à Blois par Orleans. On ne fait pas encore s'il reviendra avec Madame tenir sa Cour à Paris. On ne peut pas conclure des discours de son Altesse Royale qu'elle ait eu à la Cour toute la satisfaction que l'on pouvoit souhaiter pour le rétablissement de la concorde dans la famille Royale. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 25. Août 1656.*

MONSIEUR,

Permettez-moi de vous adresser l'incluse en  
confiance, en sorte qu'elle ne soit pas divul-  
guée comme venant de moi: ce sera le moyen  
de m'engager à continuer cette correspondan-  
ce sans scrupule, pour le service de l'Etat &  
vôtre propre satisfaction. Je me recommande  
& mes affaires à vos bonnes graces & suis.

C O P I E,

MONSIEUR,

Mr. le Cardinal avouë enfin que Mr. de  
*Lionne* est à Madrid & qu'il y traite de la  
Paix; mais son Eminence ajoûte qu'il n'y avoit  
pas encore fait de grands progrès. Mais j'a-  
prends d'un autre côté que l'on trouve ici fort  
mauvais que la Cour aille si loin mandier la  
Paix, après qu'on a pu la faire aux conditions  
les plus honorables que la France ait pu préten-  
dre. On dit que l'on offre de ce côté-ci de  
restituer à l'Espagne toutes les places pri-  
ses depuis 1635. sans en excepter aucune;  
pourvû que l'Espagne consente que la France  
re-

reste en possession du Duché de Lorraine & de ses Dépendances de la même manière que le Duc *Charles* en a joui : & afin de faciliter cette dernière condition Louis XIV. offre de renouveler sa renonciation à tous droits de Souveraineté & hommage prétendus jusqu'à présent par la France sur les Comtés de Flandres & d'Artois. Les Politiques soutiennent que l'Espagne ne consentira pas à l'article qui concerne la Lorraine.

La Conjoncture présente est très dangereuse ; on diroit que les mauvais succès de la Campagne autorisent le manque de respect & d'obéissance.

Toutes les Cours Souveraines du Royaume témoignent leur mécontentement & semblent vouloir rentrer en possession de leurs prérogatives. Le Parlement a décrété par Arrêt il y a huit jours que tous les Maîtres de Requêtes de l'Hôtel du Roi, seront assignez à comparoître pour rendre compte & raison. En vertu de quoi ils ont porté certains Arrêts du Parlement au Conseil du Roi où ils les ont fait casser ; il a aussi été défendu par le Parlement à tous Procureurs & Avocats de vaquer par devant le Conseil en cas de cassation d'Arrêt du Parlement. Cette affaire interesse les plus accredités de la Cour puisque ces Maîtres de Requêtes de l'Hôtel sont alliez aux meilleures familles du Royaume. Ils sont au nombre de septante deux, & ces charges se vendent actuellement jusqu'à quatre-vingt quatre-mille écus, à cause de leur grande autorité, que les Cours Souveraines des Parlements du Royaume voudroient un peu rogner en cette occasion.

On fait encore courir un bruit très probable, qui est que la Cour est résolue de faire un emprunt de sept ou huit millions; & qu'on obligeroit les *Pairs* & autres grands Seigneurs de fournir cette somme, vû le besoin pressant que le Roi en a, à ce que l'on dit. Les villes seront obligées de rembourser ces sept ou huit millions en taxant les riches, ce qui fait terriblement ouvrir les oreilles.

On a aussi beaucoup parlé ci-devant de la repugnance des troupes qui sont rebutées par le mauvais succès de Valenciennes, où les uns ont perdu leur train & leurs Bagages, plusieurs faits prisonniers ont été ruinez par les rançons qu'ils ont été obligez de payer; enfin combien ne sont pas morts de leurs blessures; cependant on ne leur a donné pour les dédomager qu'une gratification de la demi-payé, & cela encore seulement à ceux du quartier du Maréchal de la Ferté: Ceux qui étoient de l'armée du Maréchal de Turenne n'eurent que la moitié de ce que l'on donna aux autres, ce qui a tellement irrité les soldats, sur tout les derniers, qu'ils se sont atroupez pour demander de l'argent, refusant de faire autrement le service & la garde. On les a dispersez ça & là sous les ordres du Maréchal de Turenne sur les Frontières des pais-Espagnols, où ils vont en maraude pour se dédomager de leurs pertes. On dit que cette soldatesque ne se contente point de cela, & qu'ils demandent avec tant d'insolence qu'on les rameine au dedans du Royaume, que Mr. le Maréchal a été obligé d'en venir aux extremités & que pour empêcher le mal de se communiquer il a tué de sa propre main quelques-uns de  
de

ces mutins. Je pourai vous apprendre la suite de toutes ces affaires par le premier ordinaire. Tous les bons François ne respirent qu'après la paix & le repos; mais y a-t-il aparence qu'on y parvienne par la licence & la confusion.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire JEAN  
DE WITT.

*De Paris le 26. Août 1656.*

MONSIEUR,

Pour bien entamer l'affaire du Prince de *Tarente*, je me suis fait communiquer des Copies des Lettres écrites de part & d'autre sur ce sujet, & j'ai trouvé que celles du Roi, du *Cardinal*, du *Comte de Brienne*, toutes en un mot demandoient que ceux qui se rendoient ses intercesseurs repondissent de sa conduite pour l'avenir; j'ai demandé que l'on me fit savoir quelle étoit la volonté de Leurs HH. PP. à cet égard & que l'on m'envoyât un Acte que je pûsse delivrer, en obtenant sa liberté par l'intercession de Leurs HH. PP. En attendant j'ai tenté de disposer la Cour à ne pas exiger cet engagement de Leurs HH. PP. Je ne fais rien sans la participation de ceux qui s'interessent pour ce Prince, & sans leur approbation. Je vous prie de communiquer ceci à Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. Le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

De Paris le 1. Septembre 1656.

MONSIEUR,

La Reine *Christine* de Suède est présente-  
ment à Fontainebleau ; on lui a rendu par tout  
de grands honneurs : & l'on n'y a rien épargné :  
On la recevra dans cette ville avec beaucoup  
l'éclat, & l'on y travaille de tous côtez : en  
forte qu'il y a aparence qu'en comparaison des  
honneurs qu'on lui prépare ici, elle n'en recevra  
nulle part de pareilles.

On fait courir le bruit que l'intention de cet-  
te Reine est de se rendre d'ici à Calais, & de  
s'y embarquer pour passer en Hollande : d'au-  
res disent, qu'elle passera seulement sur les côtes  
& qu'elle se rendra à droiture sur le Weser à  
Bremen : d'autres en parlent encore autrement,  
en sorte que tout cela paroît encore fort in-  
certain. Je vous écris celle-ci d'avance, afin  
que si l'Etat avoit quelques mesures à prendre,  
il puisse en être informé ; puisque cela mérite-  
roit bien, ce me semble, que l'on fit la dépen-  
se de dépecher un courier exprès. Je laisse tout  
à votre direction & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 1. Septembre 1656.

MONSIEUR,

Les Nouvelles que l'on a reçues de Pologne & la victoire que le Roi de Suède y a remportée font beaucoup de plaisir à la Cour, puisque par ce moyen les affaires changent à l'avantage du Roi de Suède, & par réflexion, à l'avantage de ce Royaume-ci; car on avoit eu avis de Vienne, il n'y a pas long tems, que l'Empereur avoit parlé à l'Envoyé de France avec beaucoup de fermeté, lui disant que Sa Majesté Imperiale, n'avoit donné les mains au Traité de *Munster* que pour rétablir la Paix dans la Chrétienté & qu'elle ne s'étoit pas imaginé que la France entreprendroit des'emparer des Pais-Bas & du Duché de Milan, & que Sa Majesté Imperiale y mettoit bon ordre. Présentement que les choses sont changées en Pologne & que les Espagnols ne courent plus un si grand danger dans ces deux Etats nommez ci-dessus, le zèle de l'Empereur pourroit bien se refroidir, il ne poussera certainement pas les choses si loin.

Vous aurez sans doute été informé que le Traité conclu entre les Rois d'*Espagne* & de la *Grande-Bretagne* est ratifié, & que la Ratifica-  
tion

tion est déjà arrivée en Flandres. On ne peut dire quel en est le contenu, car ce Roi ne l'a pas même communiqué à la Reine \* Sa Mère; mais si l'on en juge sur des ouïr-dire, cette Alliance est fort étendue. Il paroît à Bruges que l'on en est fort content: on mande de là qu'on y fait des levées au nom du Roi de la *Grande-Bretagne*; peut-être tentera-t-on de lui équiper quelques vaisseaux. Les Anglois qui sont ici commencent à reprendre courage.

La Cour a mandé depuis peu la Duchesse de *Chastillon*, qui est partie pour s'y rendre, on se sert d'elle dans les affaires de Mr. le Prince de Condé.

Il y a ici des Lettres de Brabant qui assurent que Mr. le Prince & Don Juan d'Autriche se sont engagez sous serment de venir prendre leur quartier d'hiver cet automne-ci sur les Frontiers de France, ou d'y mourir à la Prince. L'armée de France diminue tous les jours, & rentre dans le pais; celle d'Espagne au contraire augmente & avec un air tout triomphant elle est plus forte de plus de dix mille hommes.

Je n'ai pas encore de réponse aux Lettres que j'ai écrites en Cour en faveur du Prince de Tarente. On a reçu avis que la Noblesse de quelques Provinces Occidentales du Royaume comme du Maine, de l'Anjou, du Perche, du Poitou, s'étoit liguée sous prétexte de faire abolir l'impôt du sel. Permettez-moi de vous dire que tout est ici fort en desordre. Je suis, &c.

X 2

A

\* Madame Henriette de France, fille de Henri le Grand, & Douairière d'Angleterre, Veuve de Charles I. qu'elle avoit épousé en 1625. & dont elle eut trois fils & deux filles.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

De Paris le 8. Septembre 1656.

MONSIEUR,

Depuis que la Regence m'a envoyé des Lettres de recommandation en faveur du Prince de Tarente, je n'ai laissé passer aucune poste sans vous informer de l'état de ses affaires en Cour, & combien il est nécessaire que je sache clairement l'intention de Leurs HH PP. dont j'atends les ordres & un Acte, afin que je puisse m'y conformer dans une affaire de cette importance.

J'ai aussi écrit sur la manière dont on a traité ici la veuve de *Louis Pajot*, Gentilhomme François, Lieutenant au service de l'Etat dans la Compagnie du Capitaine *Carbonière*, dans le Régiment de *Hautrive*, décédé à Berg-op-Zoom, dont la fille est venue ici en France pour obtenir la succession des biens de son Père. J'ai marqué de quelle manière le *Chatelet* & ensuite le *Parlement* ont adjugé la succession à cet enfant, mais que le *Parlement* avoit ajouté, en rendant l'arrêt du 5. Juillet dernier, la clause suivante.

„ Que sur les conclusions, & à la réquisition du Procureur Général du Roi, la dite  
„ fille sera remise effectivement entre les mains  
„ du



du premier Huissier pour être par lui conduite dans le cloître des Urselines de Ste. Avoye, avec defense aux Religieuses de se desaisir de cet enfant, jusqu'à ce que la Cour en ait ordonné autrement.

Or il est à remarquer que la Veuve de *Louis Pajot*, mere de cet enfant est sujette de Leurs HH. PP. native de Berg-op-Zom & de la Religion Chrétienne Reformée dans laquelle l'enfant a été élevé du vivant & avec l'agrement du Père, quoique Papiste.

Si je n'avois pris la mere & l'enfant dans mon hôtel, l'enfant auroit effectivement été enlevé & conduit dans ce cloître.

J'ai prié qu'on me fit savoir quelles étoient à cet égard les intentions de Leurs HH. PP. afin que je puisse m'y conformer, en attendant la mere & la fille demeurent à la charge de Leurs HH. PP. dans leur Hôtel; sans pouvoir entrer en possession du bien qui leur est accordé par la premiere partie de l'Arrêt, si la dernière clause n'est remplie; clause que le Parlement a confirmé par un nouvel Arrêt rendu hier, ce qui paroît par les deux Arrêts ci-joints: & il faudra que cette clause soit exécutée à moins que Leurs HH. PP. ne fassent en sorte auprès du Roi qu'elle soit annullée par Autorité Souveraine.

Je vous prie de me procurer au plutôt quelque instruction sur cette affaire; car j'ai employé auprès du Parlement toutes les raisons imaginables. Si l'on ne peut y remedier par l'autorité Royale, des personnes éclairées & bien affectionnées pour la Religion Reformée conseillent de faire sortir secretement de chez moi

la veuve Pajot & sa fille & de les renvoyer dans le Pais, où cette petite fille qui est agée de huit ans peut rester jusqu'à l'âge de douze ans, & alors elle pourra déclarer de quelle religion elle veut être; selon le soin que l'on prendra de son Education, sans doute qu'elle n'en choisira pas d'autre que la Reformée dans laquelle la Mere pourra la faire instruire en sûreté.

Je le repète, je souhaite sur cela une prompte résolution de Leurs HH. PP.

Malgré toutes mes instances & sollicitations auprès de Mr. de Maisons Président de la Grande Chambre des Edits, qui ont presque été jusqu'à l'importunité, je n'ai pu obtenir que l'affaire de Mr. Cupif, Pasteur de l'Eglise Walonne de Leyde fut terminée. On diroit que l'on craint ici de rendre justice à ceux de la Religion. Il faudra prendre patience jusqu'à la separation du Clergé, qui est à present assemblé ici; car ce Clergé s'intéresse extraordinairement dans l'affaire de Mr. Cupif. Je suis, &c.

## A R R Ê T S,

*De la Cour du Parlement de Paris.*

*La Cour a reçu & reçoit les parties d'Abraham intervenant, se faisant avis, & met l'appellation & ce dont a été appelé, au neant, évoque le principal différent des parties, & y faisant droit, a maintenu & garde l'intimée en qualité de Tutrice de sa fille en la possession & jouissance de*

de tous les biens de son defunt Pere. Et ayant égard à l'intervention & conclusion du Procureur Général du Roi, a ordonné que la fille sera presentement déposé en mains du premier Huissier, pour être par lui conduite au Convent des Urselines de Ste. Avoye: fait défense aux religieuses de s'en désaisir, jusques à ce que autrement par la Cour en aura été ordonné, sans dépens; fait en Parlement, en la Chambre des Edits, le 5. Juillet mille six cens cinquante six.

La Cour a ordonné que son Arrêt du cinquième Juillet mille six cens cinquante six sera exécuté, & condamne ladite Jaxon par icelle à présenter ladite Marie Magdaleine Pajot sa fille pour être remise aux Urselines; ordonne que la somme de huit cent livres, qui sont es mains d'Anthoine Pajot, lui demeureront, en payant par intérêt, au pié de l'Ordonnance, jusques à ce que la dite Mineure ait atteint l'âge de majorité, ou pourvûë par Mariage, & que le restant des deniers qui se trouveront appartenir à la dite Mineure, seront mis au profit suivant l'avis des parens paternels & maternels, & que les sommes qui se trouveront appartenir à la dite Jaxon, seront mis en ses mains, après qu'elle aura satisfait au susdit Arrêt. Fait en Parlement en la Chambre des Edits, le septième Septembre mille six cens cinquante six.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 21. Septembre 1656.

MONSIEUR,

Quoique mes occupations & de fréquentes absences m'ayent empêché de m'acquiescer de mon devoir à vôtre égard, cependant vous m'avez fait la grace de ne pas manquer une poste à m'écrire; je vous prie d'être persuadé que je vous en ai toute l'obligation possible.

En réponse à ce que vous m'avez marqué touchant les Lettres de recommandation en faveur du Prince de *Tarente*, particulièrement que l'on pouroit demander à Leurs HH. PP. qu'Elles fussent caution de la bonne conduite future dudit Prince; je vous dirai, que l'on juge ici que cela ne peut se pratiquer; en effet, quiconque répond pour quelque fait, s'engage, en cas de manquement, à une réparation & même à payer les intérêts de la perte soufferte à cette occasion; or dans le cas présent comment évaluër ces intérêts? Outre qu'il n'est pas de la dignité de l'Etat de contracter un pareil engagement.

On m'est venu dire il n'y a pas long tems de la part de Madame la Princesse de *Tarente*, que ces Lettres d'intercession n'avoient pas encore été renduës, quoique ceux qui veillent

là

là aux affaires du Prince l'eussent fort souhaité. Pour moi il me paroît que vous ne pourrez vous conduire, suivant les intentions de la Régence, avec plus de circonspection dans une affaire de cette nature, qu'en déferant aux sentimens de ceux qui prennent les intérêts de ce Prince. C'est à la priere de ce Prince & de la Princesse son Epouse que Leurs HH. PP. & Leurs N. & G. P. ont expédié ces Lettres qui leur ont été remises en mains pour en faire ce qu'ils jugeoient à propos; mais on ne paroît pas disposé ici à expédier l'Acte par écrit que vous demandez.

Les Provinces n'ont pas encore envoyé leurs avis au sujet de l'Alliance commune; il n'y a que la Province de Zeelande qui a envoyé le sien, qui est conforme à celui de Hollande, comme vous pourrez les voir par les notules ci-jointes.

Les Négociations des Ambassadeurs de cet Etat qui sont en Prusse semblent aller à un renouvellement & une amplification du dernier Traité l'Alliance, & j'espère qu'il sera même bientôt conclu & signé.

L'Intention de Leurs N. & G. P. est de faire revenir au plutôt les plus grands vaisseaux qui sont devant *Danzick*, à cause de la saison qui est fort avancée, & de n'y laisser que les plus légers jusqu'à nouvel ordre. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 14. Decembre 1656.

MONSIEUR,

Je vous prie de ne pas prendre en mauvaise part si je manque quelquefois aux devoirs de nôtre correspondance ; vous devez en accuser la foule des affaires, & ne pas croire qu'il y ait d'autre raison que le défaut de tems.

Leurs N. & G. P. sont toujours dans les mêmes dispositions, que je vous ai marquées, de s'allier avec les Princes Allemans nos voisins, & j'ai ouï dire ici, que l'on pouroit bien en faire la Proposition à Leurs HH. PP. Je souhaite qu'en ce cas l'affaire réussisse, mais j'ai remarqué que quelques Provinces font difficulté de s'allier avec ces Princes Papistes.

Leurs HH. PP. ont donné ordre à leurs Ambassadeurs en Prusse de ne rien oublier de ce qui pouroit contribuer à faire la paix entre les Puissances militantes: Leurs N. & G. P. ont même pris une résolution pour la garantie, au cas que cette affaire réussisse; mais il y a quelques Députez, des autres Provinces qui n'ont pas encore reçu d'ordres sur ce sujet.

Les ombrages que l'on avoit pris en Danemark, du Traité conclu entre l'Etat & la Suède, sont entièrement évanouis, & l'on y

té.

témoigne à présent plus de confiance à nos Ambassadeurs: il paroît même que le Roi & la Régence de ce Royaume sont disposés à faire une plus étroite Alliance avec la République.

On a recommencé en Angleterre, à la sollicitation de Mr. Nieuport, la Négociation par rapport au Traité de Marine, qui avoit été suspendue pendant quelque tems; on s'est même communiqué de part & d'autre les Projets que l'on a couché sur le papier; il est vrai qu'ils ne s'accordent pas tout à fait avec les intentions de l'Etat, cependant on peut espérer un bon succès.

On a appris ici avec bien de la satisfaction le choix que l'on a fait de Mr. de Thou pour l'Ambassade auprès de Leurs HH. PP. Nous l'attendons avec impatience; car on espère que par ce moyen la confiance entre la France & la République ne pourra qu'augmenter considérablement.

Pour le reste je m'en raporte à ce qui vous a été envoyé selon la coutume de la part de Leurs HH. PP. & je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 14. Decembre 1656.

MONSIEUR,

Vous aurez, sans doute, été informé ci-devant, que le 11. Janvier 1655. un Navire nommé le Dauphin, commandé par Dirk

*Pieterse Boterpot* de Horn, ayant été pris par le Corsaire l'*Apollon*, a été conduit à Toulon. Il y avoit sur ce navire, entr'autres marchandises, dix bales de Poivre appartenant en propre à Mr. *Jacob van Schoonen* Echevin de la Ville d'Horn, qui étoient chargées pour son compte & que le dit Maître du Navire devoit négocier pour lui. On n'a enlevé du Navire que ces seules dix bales de poivre & aucune autre Marchandise. Les amis de Mr. *van Schoonen*, qui sont aussi de la Régence de Horn, m'ont prié de vous recommander cette affaire : or comme je suis assuré de la vérité de cette propriété qui est prouvée par les passeports & par la Déclaration du Maître des Convois, j'ai trouvé la chose si bien fondée & si raisonnable que je n'ai pas fait difficulté de vous importuner, & de vous prier instamment de faire vôtre possible pour faire restituer ces dix bâles de poivre au Propriétaire ou à ceux qui auront ordre de lui, & au cas qu'elles ne se trouvent plus en nature, qu'on lui en donne la valeur. Mr. *Jacob van Schoonen* & ses amis ne manqueront pas de vous en témoigner leur reconnoissance d'une manière réelle dans l'occasion ; ils ont tous beaucoup de credit dans la République & ils peuvent rendre des services effectifs ; c'est pourquoi, Monsieur, je ne fais pas le moindre scrupule de vous recommander sérieusement cette affaire. Celle n'étant pas pour autre chose je la finis en vous priant de me croire.



A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 10. Mai 1657.

MONSIEUR,

J'espère que vous aurez été informé, tant par la correspondance réglée de Mr. le Greffier *Ruyfch* que par les Résolutions & les Pièces qui vous auront été envoyées directement de la part de Leurs HH. PP. mais sur tout par leur Réponse à Mr. l'Ambassadeur *de Thou* sur le Mémoire qu'il avoit présenté, quelles sont les intentions de Leurs HH. PP. par rapport aux inconveniens qui viennent d'arriver en France. Mais afin que vous soyez pleinement instruit des sentimens de Leurs N. & G. P. sur les moyens qu'elles jugent les plus propres pour obtenir ce que Leurs HH. PP. souhaitent, je vous envoie ci-joint quelques Résolutions \* que Leurs N. & G. P. ont pris sur ce sujet.

Autant que je puis le prévoir, vû la situation présente de ces affaires-là, il y a à craindre que le Roi de France, après avoir fait cette faisse générale sur ce fondement, que les deux bâtimens en question avoient été pris par le Vice-Amiral *de Ruyter*, se fera un point d'honneur de

X 7

\* Voyez les Résolutions secretes; Résolutions du Jeudi 26. Avril & du Mardi 1. Mai 1657.

de ne pas revoquer la saisie , avant que les bâtimens soient restitués. D'un autre côté je trouve une répugnance absolue, je pourrois même dire une impossibilité de faire résoudre Leurs HH. PP. à consentir à la restitution , quand même l'affaire de la saisie seroit aplanie ; à moins qu'en conformité de la Réponse au mémoire de Mr. de Thou , on ne convienne du dédommagement & qu'on ne fasse un bon règlement de Marine pour l'avenir. En effet , n'est-il pas démontré qu'en consentant à cette Restitution ( sans parler de l'importance réelle de la main levée de cette saisie ) c'est plonger la République dans des embarras inexprimables ; puisque , d'un côté, ce seroit autoriser les pirateries des François , & lier les mains à Leurs HH. PP. en les mettant hors d'état de protéger leurs sujets , en enlevant ces sortes de Corsaires ; puisque dans ce cas là on auroit toujours à craindre une saisie générale pour obtenir par le même moyen une semblable restitution ; d'un autre côté ce seroit montrer aux autres Potentats un moyen facile de contraindre la République à faire tout ce qu'ils desiroient. Ainsi il y a apparence que l'unique moyen de terminer cette affaire est d'envoyer un plein-pouvoir & des Instructions à Mr. de Thou , pour donner satisfaction à Leurs HH. PP. sur ce qui s'est passé, conformément au contenu de la Réponse à son Mémoire ; & pour régler une bonne fois toutes les affaires de la Marine par un bon Traité sur le modèle de ceux qui ont été faits ci-devant avec la France, & même à l'exemple des Traités faits depuis

puis peu entre la France & quelque autre voisin, particulièrement avec les Villes Anseatiques.

Les principaux Membres de la Regence de Hollande croyent que pour faciliter cet important ouvrage, il faudroit que quelques personnes bien intentionnées & qui ont quelque credit à la Cour, interposassent leurs bons offices : on juge que Mrs. les Ambassadeurs d'Angleterre & de Venise & sur tout Mr. le Marechal de Turenne seroient les plus capables d'y réussir. Si le premier y temoignoit quelque disposition, je crois qu'on devroit le ménager, & l'on pourroit engager le dernier, en qualité de Ministre distingué & écouté, à faire sentir au Roi & à son Conseil la droiture de Leurs HH. PP. & des principes sur lesquels est fondée la Réponse dont j'ai déjà si souvent parlé; & à faire en sorte que l'on envoie à Mr. de Thon les ordres & les Instructions nécessaires.

Nous sommes informez ici qu'il y a encore quelques démêlez entre vous & l'Ambassadeur de Venise par rapport au Cérémoniel; mais nous espérons que ce ne sera pas un obstacle à l'exécution d'une aussi importante affaire, au cas que les dispositions s'y trouvent favorables de l'autre côté; & en effet, je remarque ici, que l'on préféreroit aisément une réalité à la fumée de quelques formalités; sur tout si elles étoient capables de former quelque obstacle à une affaire aussi considérable, & l'on passeroit aisément par dessus quelque omission, pourvû que les affaires en avançassent d'autant plus. Je prie le Tout-puissant que dans ces conjonctures critiques & difficiles, il daigne vous

accorder son Esprit de sagesse & de courage.  
Je suis, &c.

P. S.

J'ai bien reçu la Clef du chiffre que vous m'avez envoyé, & je m'en suis servi dans la présente.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 18. Mai 1656.*

MONSIEUR,

Je vous suis très obligé du contenu de votre Lettre du 10. du Courant & des Pièces annexes, qui sont toutes également importantes, j'ai fort bien compris tout ce qui étoit en chiffre. Je suis entièrement de votre avis sur le contenu de la première page. La sagesse de Leurs HH. PP. Leur fournira sans doute quelque tempérament, & l'on doit le souhaiter, mais toujours sauf l'honneur & la liberté de la République.

On regarde ici comme un point d'honneur le Démêlé qui est à présent entre le Roi & les Etats, & l'on s'imagine que Sa-Majesté ne peut avoir tort.

On ne peut pas s'imaginer ici que le Roi souffre qu'on traite d'aucune affaire ou af-  
fai-

fares dont vous parlez dans vôtre Lettre du 10. avant la restitution préalable & absoluë des deux bâtimens pris; encore moins qu'il envoie les plein-pouvoirs ou Instructions ainsi que Leurs HH. PP. l'influent dans leur Reponse.

Il y a long-tems que le Diferent, que j'avois avec l'Ambassadeur de Venise, est terminé; ainsi l'on ne trouvera aucun obstacle de ce côté-là. Il y a plus de quinze jours que je l'ai informé de tout; je lui remis alors mes propositions, & il m'a paru qu'il étoit entièrement porté pour les Provinces-Unies: il a même rendu visite à Mr. le Cardinal *Mazarin*, & il s'est bien aperçu que son Eminence ne prêteroit l'oreille à rien, à moins d'un subit *peniter*. Le Cardinal soutient que la France ne peut rester dans son tort, il ne trouve pas que la saisie des deux bâtimens soit fondée, il se déchaîne en discours contre l'honneur de la République sur ce qu'elle a fait sa Paix à Munster sans la France; en un mot, il prevoit que le Cardinal allumera l'incendie autant qu'il pourra. *Omnes sunt Placentini*: J'ai employé il y a long-tems & le Marechal de *Turenne* & Mr. *d'Estrades*, mais inutilement: l'Ambassadeur de Venise est le plus propre pour cette affaire, aussi ne reste-t-il pas les bras croisez.

Permettez moi de vous envoyer le Projet ci-joint, & mandez moi si je puis le presenter comme un modele & en charger l'Ambassadeur de Venise. Il faut en ceci profiter du tems. Je suis, &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 31. Mai 1656.

M O N S I E U R,

La Resolution \* de Leurs HH. PP. qui revoque la vente déjà faite du navire la *Reine*, ayant été communiquée à Mr. l'Ambassadeur de *Thou*, il a temoigné en être content; ainsi nous espérons que cette vente ne causera en France aucun mauvais effet.

Les Commissaires de Leurs HH. PP. chargez des affaires de France ont eu une conference ‡ vendredi dernier 25. du Courant avec Mr. de *Thou*; dans laquelle cet Ambassadeur a persisté à demander la restitution des deux Vaisseaux pris par le Vice-Amiral de *Ruyter*, déclarant qu'il se fait fort que le Roi de France accordera main levée de l'Arrêt Général & de la saisie aussi-tôt que lesdits Navires auront été con-

\* Voyez les Resolutions secretes. La Resolution du Mercredi & Jeudi 11. & 12. Juillet contient une Relation de toutes ces demêlées entre la France & les Etats. Cette relation contient plusieurs Resolutions tant des Etats de Hollande que des Etats Généraux. Voyez la Resolution dont il est parlé ici celle du vendredi 15. Mai 1657.

‡ Voyez le Rapport de cette Conference dans la Relation susdite à la Resolution du 25. Mai. 1657.

conduits dans l'un ou l'autre Port de Picardie.

Nous lui avons remontré qu'il ne propoſoit que ce qui eſt contenu dans ſon Mémoire, & que pour nous nous perſiſtions dans la Reponſe que Leurs HH. PP. y avoient déjà faite, nous en juſtifiâmes toutes les parties par pluſieurs raiſons, inſiſtant particulièrement ſur la neceſſité de mettre ordre aux violences que les François exercoient ſur mer, ſur tout en faiſant un bon Reglement de Marine. Les choſes en reſterent là cette fois. Nous priâmes l'Ambaſſadeur de n'avoir aucune inquiétude & de vouloir bien delivrer par écrit les Offres & les Demandes qu'il avoit faites dans cette Conference, afin que Leurs HH. PP. en ayant ouï le Raport, Elles puſſent prendre les reſolutions convenables. Le Lendemain Mr. l'Ambaſſadeur fit remettre au Preſident de ſemaine un Mémoire (a) dont je vous envoie Copie No. 1. Mais ayant depuis rédemandé ce Mémoire, il le changea & y fit quelques additions, retranchant tout ce qui eſt ſouligné dans la Copie ci-jointe & y ajoutant ce qui eſt à la marge. Leurs HH. PP. ayant délibéré ſur ce Mémoire, elles trouverent bon de faire propoſer au dit Ambaſſadeur & remettre par écrit, les Articles (b) contenus dans l'Ecrit ci-joint No. 2. ce qui s'exécute encore cet après-midi. Je  
croi

(a) Ce Mémoire eſt dans la fuſdite Relation au 26. Mai 1657.

(b) Cet Ecrit eſt dans la fuſdite Relation au 30. Mai 1657.

croi que Mr. l'Ambassadeur envoyera cet E-crit à la Cour avec une Relation de ce qui s'est passé dans les Conférences précédentes, par la poste d'aujourd'hui; sans nous donner aucune réponse jusqu'à ce qu'il ait de nouveaux Ordres de la Cour, & j'espère qu'il les recevra bien-tôt.

Je trouve que le Projèt que vous m'avez envoyé par votre Lettre du 18. est couché avec beaucoup de prudence, & vous verrez qu'il s'accorde en substance avec celui (c) dont je vous envoie ci-joint une Copie N<sup>o</sup>. 2. Je suis, &c.

(c) Ce Projèt se trouve en 18. Art à la suite de de l'E-crit du 30. Mai.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 5. Juin 1656.

MONSIEUR,

Ayant été quelques jours hors de la Haye, je suis revenu cet-après-midi; aussi-tôt que je fûs arrivé, Mr. l'Ambassadeur *de Thou*, me dit que l'on avoit trouvé mauvais à la Cour de France que l'exemplaire du Traité (a) conclu en-

(a) C'est la *Convention de la Haye* conclu le 21. Mai 1659. entre la France, l'Angleterre & les Provinces-Unies pour procurer la Paix entre la Suède & le Dannemark.



entre les trois Etats le 21. du mois passé, que les Commissaires de Leurs HH. PP. avoient remis audit Ambassadeur, n'eut été soufigné que par les Commissaires de Leurs HH. PP. sans le concours de Mr. l'Ambassadeur *de Thou*; comme si quelque jour on pouroit inférer de là quelque concurrence entre la France & les Etats. J'ai repondu à son Excellence, ainsi que c'est la verité, qu'elle n'ignore pas aussi, que jamais aucun des Commissaires de Leurs HH. PP. n'ont eu cette pensée, & que pour moi, au cas que la France fit quelque instance sur cela, je ne ferois aucun scrupule, non plus que les autres Commissaires, à ce que je croyois, de faire écrire un nouvel Exemplaire & de le signer de part & d'autre de la même manière qu'à été signé le dernier Traité conclu entre la France & l'Etat; c'est-à-dire en l'écrivant sur deux Colomnes, comme je crois qu'est ce Traité que je n'ai pas eu le tems d'examiner, dont la droite ou premiere colonne seroit toute entiere pour l'Ambassadeur de France; & l'autre pour les Commissaires de leurs HH. PP. C'est de cette manière que nous signons à présent tous les Traitez avec les Ambassadeurs des Têtes Couronnées, quoique ci-devant l'on eut un autre usage. Quoiqu'il en soit, je crois, sauf meilleur avis, qu'il vaudroit mieux pour le coup que les choses en restassent où elles sont, puisque les Instrumens ont été échangés.

Premierement parce qu'il n'y a pas la moindre contestation entre la France & l'Etat sur la préséance, concurrence ou collateralité, & que nous l'avons toujours cédé à la France;  
mais

mais même on peut voir dans les deux Instrumens du susdit Traité que nous avons remis tant à Mr. *Downing* qu'à Mr. *de Thou*, que nous avons mis la France non seulement devant les Provinces-Unies mais même aussi devant l'Angleterre.

Secondement, parce que si chacun ne signe pas les exemplaires qui sont remis aux autres, ainsi que cela s'est pratiqué dans cette occasion, où on en a fait six qui ont été délivrez, il auroit suffi, suivant l'usage reçu, d'en faire seulement trois qui auroient été signez par tous les Contractans; Mr. *Downing* en auroit été content aussi-bien que nous; mais comme il n'étoit pas de l'honneur de la France qu'on engageât Mr. *de Thou* à signer sur un Instrument où l'Angleterre auroient été mise avant la France, on a cru, qu'à cause de la Concurrency entre la France & l'Angleterre on pouvoit suivre les exemples précédens & laisser chacun signer son Exemplaire. Si à présent l'on veut y faire quelque changement, quand ce ne seroit qu'entre la France & cet Etat, il faudra que cela se passe en présence de Mr. *Downing*; puisque les Exemplaires tels qu'ils sont, ont été échangez en sa présence, & que l'on a remis, tant à Mr. le Résident *Downing* qu'à Mr. l'Ambassadeur *de Thou* des Copies de ces Instrumens, ainsi signez d'une part, qui ont été rendues authentiques par le seing du Greffier de Leurs HH. PP. Vous jugez bien dans quels embarras on tomberoit à présent par le défaut de qualification de Mr. *Downing*.

J'ai cru, Monsieur, qu'il étoit de mon devoir

voir de vous prier de prendre la peine de voir sur cela Mr. le Comte de Brienne, & de lui représenter tout ce que je viens de vous expliquer, en y ajoutant toutes les raisons que vous jugerez convenables. Et au cas qu'on ne jugéât pas à propos de se contenter des signatures telles qu'elles sont, de convenir avec Mr. de Brienne que l'on signera par colonne, afin que nous n'ayons pas encore des démelez avec les autres. J'atends vôtre reponse le plutôt que faire se pourra & je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 12. Juin. 1657.

M O N S I E U R ,

Je puis présentement vous écrire, avec une entiere certitude, ce je ne vous ai marqué dans ma Lettre du 5. que par conjecture. Ayant eu le tems d'examiner le Traité conclu entre la France & cet Etat en 1647. le Traité a été signé par colonne en cette manière, le papier ayant été plié justement en deux & les noms soussignéz ainsi que vous verrez dans le billet ci-joint; j'ai cru que je devois vous donner cet avis comme par surcroit. Au reste je suis toujours d'avis que le meilleur seroit, ainsi que je vous l'ai déjà marqué, de laisser les Instrumens du Traité conclu ici le 21. du mois dernier dans la même forme où ils sont à présent,

&

& cela pour les raisons déjà alléguées; & j'espère que vous les aurez si bien représentées & même fortifiées selon votre prudence & votre expérience consommée, que l'on y aura déferé. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire J. DE  
WITT.

*De Paris le 12. Juin 1659.*

MONSIEUR,

J'avois finis ma Lettre du 9. du Courant lorsque je reçus la vôtre du 5. qui m'a instruit de tout. Mr. le Comte de *Brienne* s'étoit aussi imaginé que Leurs HH. PP. prétendoit, à l'exemple de l'Angleterre, à quelque égalité ou Collateralité avec cette Couronne; c'est pour cette raison que le Conseil a renvoyé à Mr. *de Thou* le Traité du 21. de Mai, qui n'est signé que des Commissaires de Leurs HH. PP. afin que son Excellence le signât aussi: ce qui seroit bon, si les Députez de l'Etat signoient aussi ce que Mr. l'Ambassadeur remettrait à Leurs HH. PP.

J'ai tâché de dissiper l'ombrage qu'il en avoit conçu qu'en tems & lieu l'on pourroit en inférer quelque égalité; mais je n'ai pû réussir. Il n'a pas même voulu se rendre à vos raisons & sur tout à celle où vous faites voir qu'au cas que l'on dresse de nouveaux Instrumens pour les

les signer de nouveau, ainsi que cette Cour le demande, il faudra y appeler Mr. Downing qui n'étoit plus autorisé; ce qui causera des embarras.

J'ajouterai à tout ce que vous me marquez, que lors de l'Ambassade Extraordinaire que Leurs HH. PP. envoyèrent en Suède en 1640. on fit à Stokholm un Traité entre les Suedois & nous, ainsi que celui de la Haye du 21. Mai dernier, qui fut signé par chacun à part.

Voici les Propositions de Mr. le Comte de Brienne.

1. Que Leurs HH. PP. dressent un Aête, par lequel elles déclarent amplement, que cette maniere de signer separement n'a été introduite par aucune vuë d'établir ou prétendre quelques jours la collateralité avec la Couronne de France, ou de faire difficulté de signer après la France; mais que puisque cela s'est ainsi pratiqué dans le Traité du 21 May, les choses resteront ainsi, Leurs HH. PP. déclarant qu'elles suivront l'ancienne maniere de signer par colonne après la France.

2. Ou que Mr. l'Ambassadeur de Thon signe l'exemplaire qui est déjà signé des Deputés de Leurs HH. PP. & qu'il l'a entre les mains, & qu'il le remette ainsi à Leurs HH. PP. & que de même son Excell. reçoive l'exemplaire qu'il a déjà signé & delivré à Leurs Hautes Puissances, après que leurs Deputés l'aurent signé de même.

Mr. de Brienne préfère, pour son particulier, le dernier expédient, & quant à moi je suis de son sentiment.

Je remarquerai sur ce second expédient, qu'on pourroit y trouver cette difficulté, si l'Ambassadeur avoit entre les mains les deux Exemplaires pour les signer, savoir que son Excell. pourroit peut-être mettre sa signature trop haut & non à la même hauteur des Colonnes, comme on a coûtume de le pratiquer & comme nous avons signé le Traité de Garantie conclu à la Haye le 21. Juillet 1647.

SERVIENT de la Thuillerie, J. de Gent. J. de Maheusse.

Mais ne vaudroit-il pas mieux que l'on fit deux nouveaux Exemplaires qui fussent signez par l'Ambassadeur & les Députez en présence les uns des autres, & ensuite délivrez reciproquement. Mr. l'Ambassadeur pourroit signer le premier, & ensuite Mrs. de Gent & de Merode pourroient sans danger mettre leurs Seings sous la Colonne destinée à Leurs HH. PP. aussi haut que l'Ambassadeur auroit mis le Sceau.

On ne fait ici aucune difficulté sur la maniere de signer par Colonne & sur l'Egalité de Hauteur, quoiqu'ils disent bien, que cela n'étoit pas en usage ci-devant. Au reste je m'en raporte à votre experience & à votre sage direction, & suis &c.

A Mr. L'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 10. Juillet 1659.

**M** O N S I E U R,

Aussitôt que j'eus reçu votre lettre du 12. du mois dernier, j'ai conféré avec les Députés de Leurs HH. PP., qui ont signé le Traité du 21. de Mai, sur le moien que vous & Mr. le Comte de *Brienne* trouvez le plus convenable pour lever les scrupules de la France par raport à la signature de ce Traité; savoir de signer de nouveau ce Traité conjointement & par Colonne. Mrs. les Députés en sont très-contens & nous en avons donné avis à Mr. *de Thou*; jusqu'à présent nous n'avons pas encore reçu la Ratification d'Angleterre.

Nous avons été rendre visite hier à Mr. *de Thou*, par ordre de Leurs HH. PP. pour lui communiquer le contenu de la Lettre que Leurs HH. PP. ont jugé à propos d'écrire le 16. Juin dernier à Mr. Nieupoort au Sujet des Négociations du Nord; & dont je vous envoie copie; nous avons prié son Excell. d'interposer ses bons offices auprès du Roi son maître à ce que l'on envoie à Mr. *Terlon* des instructions conformes au contenu de la Lettre de Leurs HH. PP. d'autant que nous sommes informez que cet Ambassadeur, Mr. *Terlon*, devoit

voit s'être embarqué à Dantzick le 27. Juin pour se rendre a son poste à portée des Cours de Suede & de Danemark. Son Excellence nous a assuré des bonnes dispositions du Roi son maître, & qu'il ne manqueroit pas d'emploier ses bons offices ainsi que nous le lui demandions.

Nous attendons avec impatience quel effet auront eu vos instances sur le même sujet. Je finis en vous priant de me croire. &c.

*Fin du Tome Premier.*











